N. IORGA

▫▫▫

LA PLACE DES ROUMAINS
DANS
L'HISTOIRE UNIVERSELLE

III.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE



BUCAREST

ÉDITION DE L'INSTITUT D'ÉTUDES BYZANTINES
Str. Banul Mărăcine, 1.
1936

N. IORGA

LA PLACE DES ROUMAINS
DANS
L'HISTOIRE UNIVERSELLE

III.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE



BUCAREST

ÉDITION DE L'INSTITUT D'ÉTUDES BYZANTINES
Str. Banul Mărăcine, 1.
1936

III.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

I.

LE „DESPOTISME ÉCLAIRÉ“ CHEZ LES ROUMAINS. L'ACTION DES PRINCES.

Le XVIII-e siècle a cherché, et réussi en partie, heureusement ou malheureusement, à changer le sens de l'État.

Auparavant, avant cet avènement d'une „philosophie“ propagandiste d'abord, puis révolutionnaire, un peu malgré elle et surtout à son insu, une forme politique n'était que le résultat, bon ou mauvais, capable, en tout cas, d'être corrigé par d'autres contingences, tout aussi fortuites, d'un long travail organique, accompli à travers les siècles de l'histoire. Sa légitimation était son existence même, et, s'étant muni, dès le début de l'époque moderne, d'un trésor et d'une armée, s'étant garni d'une administration aux ordres du souverain „absolu“, il était toujours en mesure de se défendre contre quiconque aurait voulu s'en prendre à ses frontières ou porter atteinte à ses droits, offenser son honneur.

Maintenant il faut que l'établissement politique incorpore une pensée „raisonnable“, qu'il corresponde à une logique impeccable, dont les fils ténus, mais si résistants, partent de principes en état de résister à la critique. Si le résultat du développement historique résiste à ces vérifications attentives, il faut le conserver; sinon autre chose doit être construite, sur une base d'opinion publique et en suivant les lignes, inexorablement droites, d'une pensée sûre d'elle-même, dans les domaines qui sont accessibles à la raison raisonnante ou dans ceux où elle a tort de chercher à pénétrer.

De cette façon de concevoir les choses part une agitation inlassable, qui n'a rien à voir avec des mécontentements de masses,

tellement on était accoutumé à l'ancienne façon de vivre, mais vient uniquement du travail réformateur dans le cerveau des intellectuels.

Chaque nation doit être donc appréciée, pendant une époque vivant sous ces suggestions, d'après les réalisations auxquelles elle arrive dans la poursuite de ce nouvel idéal des sociétés humaines.

J'essaierai de montrer d'abord ce qui a pu pénétrer de cet essai de l'idéologie philosophique dans les pays roumains, pour expliquer l'impossibilité où ils se sont trouvés de collaborer à la révolution universelle.

En ce qui concerne les princes, appartenant à la même société phanariote que pour la première moitié du siècle, ils continuent, d'une façon encore plus décidée, la tradition de „despotisme éclairé" qu'avaient créée, dès le commencement du régime par les familles du Phanar, les deux premiers Maurocordato, si soucieux de se gagner une réputation de réformateurs à l'étranger, parmi les créateurs, qui paraissent déjà, de l'opinion publique européenne.

Constantin Maurocordato, formé dans un milieu roumain presqu'exclusif — il ne devait connaître qu'après son adolescence cette Constantinople qui pouvait lui donner d'autres inspirations, — s'était montré cependant assez froid à l'égard de ce culte orthodoxe si étroitement lié à sa nation aussi bien qu'à la vie séculaire des Roumains eux-mêmes. Sans prétendre être un „philosophe" dans le vrai sens du mot, il n'élève, à Bucarest ou à Jassy, aucune église pour commémorer une administration dix fois renouvelée et qui se serait peut-être continuée encore plus loin s'il n'avait été blessé sur son vieil âge dans une rencontre entre Turcs et Russes, pour succomber obscurément dans sa résidence de Jassy. Il se borne à assister aux cérémonies brillantes dans le magnifique édifice religieux que son père, Nicolas, avait fait bâtir près de Bucarest, à Văcărești, logeant dans les attenances du couvent une des plus belles bibliothèques, de livres français aussi, dans tout cet Orient chrétien; son cousin et successeur Grégoire Ghica revient à l'ancienne coutume; dans les environs de la capitale moldave il fait construire le „beau monastère", Frumoasa, sur l'emplacement d'une fondation antérieure, plus pauvre, et il sera enterré lui-même dans cette chapelle de Pantéléimon, près

d'un hôpital pour lequel il continuait la tradition de Michel Cantacuzène, donateur de la maison de charité de Colţea à Bucarest même. Il n'y aura pas d'autres offrandes à Dieu pendant les règnes si courts qui se succèdent jusqu'à la moitié de ce siècle.

Dès cette époque, ce qui paraît être un devoir supérieur des maîtres de ces pays roumains c'est, sur les traces du même Michel Cantacuzène, de secourir la misère humaine par la création du service médical gratuit dans des hôpitaux de proportions imposantes et très richement dotés. Ainsi Constantin Racoviţă, qui avait vu mourir sa jeune femme grecque, dont il déplore le sort dans une touchante inscription hellénique, crée non seulement à Focşani l'hôpital réuni au petit couvent du prophète Samuel, mais, à Jassy même, en relation avec un édifice religieux de proportions imposantes, le grand „nosokomion" de St. Spiridon, qui se conserve jusqu'à nos jours. Ceci rappelle ce qui fut fondé, à l'époque d'une „philanthropie" un peu larmoyante, dans les pays de l'Occident à cette même époque, et parfois, pour l'établissement roumain, il n'y avait pas d'infériorité, dans les soins donnés aux malades, à l'égard des „Hôtels Dieu" des plus grandes et plus riches capitales de cette autre Europe.

La nouvelle série de Phanariotes qui gouvernent après la conclusion de la paix de Keutchuk-Kaïnardchi en 1774 se montreront encore plus indifférents à ces devoirs de profonde piété que les princes roumains de jadis se transmettaient comme une des parties les plus essentielles de leur héritage. Des Phanariotes de par leur race, leur berceau et leur éducation, ils sont influencés par l'atmosphère de laïcisme qui avait envahi les quartiers chrétiens de la résidence impériale des anciens basileis „couronnés par Dieu". Alexandre Ypsilanti, qui passa du siège valaque, le premier qu'il obtint, à celui de Moldavie, n'a fait que réparer près de Bucarest la petite église due à un boïar de l'époque de Michel-le-Brave, Marc, „le petit Marc" (Mărcuţă), dont le nom devint celui de l'édifice lui-même: une délicate cartouche en marbre commémore cette réfection, si peu dispendieuse. En Moldavie, nulle fondation pieuse ne commémore ce prince honnête, intelligent et énergique qui passa dans la nouvelle Constantinople une large partie de sa vie. Il en fut de même de son contemporain, un autre Grégoire Ghica, qui finit comme victime des suspicions turques dans sa propre capitale moldave:

son corps décapité, la tête ayant été emportée à Stamboul pour être fixée aux murs du Sérail, fut enseveli dans le petit cimetière de cette église de St. Spiridon qui n'était pas due à sa munificente piété. Son successeur, le premier des Mourousi qui eût régné sur le Danube, Constantin, excellent administrateur et bon prince sous d'autres rapports aussi, n'a pas cru devoir laisser un édifice religieux comme souvenir de son seul règne, en Moldavie; il ne paraît avoir eu aucun souci de la place où reposeront ses os. Il faut attendre jusqu'à une date assez avancée de la période révolutionnaire pour avoir dans un prince d'origine grecque, mais pas phanariote, car il venait d'une île de l'Archipel, dans Nicolas Maurogéni, une espèce de Morosini grécisé, un pieux adorateur du Christ par la donation d'un nouvel édifice sacré, celui de la „Source Vivifiante", la „Zoodochos Pégé", en marge de Bucarest. Jamais plus on ne reviendra à l'époque, définitivement close sous la poussée des nouveaux courants d'idées venant de l'Occident, pendant laquelle les princes roumains se considéraient comme les successeurs de Constantin-le-Grand, comme les représentants de l'esprit byzantin avant tout orthodoxe, comme les gardiens de l'Église ancestrale, qu'ils avaient l'obligation de soutenir de tous les moyens de leurs sujets, fût-ce même en contribuant à leur ruine au bout de tant d'actes de munificence. Toute la lignée des Soutzo gouvernant en Moldavie et en Valachie n'eut garde de dépenser leur profit dans cette direction, d'autant moins d'autres épigones du grand phanariotisme impérialiste de jadis, un Handcherli, un Nicolas Karadcha. Pour eux tous, bons chrétiens sans doute, mais seulement quant à leur conscience, du grand éclat de l'ancienne orthodoxie byzantine transportée sur les bords du Danube rien ne restait qu'une pompe vaine.

Ils paraissaient vouloir montrer d'une autre façon aussi que celle de la presqu'indifférence religieuse le désir de se laïciser, comme les princes, plus ou moins puissants, mais plus libres dans leurs actions, qui dominaient les pays de l'Europe centrale et occidentale, comme ce voisin, d'une si écrasante supériorité, qui était l'anticlérical empereur Joseph II. Dans les quelques églises qu'ils font élever — du reste comme, aussi, dans celles qui sont dues à leurs sujets de toute classe — il n'y a plus, pour la représentation des fondateurs et patrons la couronne de leurs antécesseurs,

mais bien un bonnet de fourrure, comme celui que portaient depuis longtemps, dans une forme différente, les archontes constantinopolitains, et l'attitude n'est plus celle, d'une profonde piété, dans laquelle voulaient être vus les magnifiques voévodes d'une autre époque.

Jadis on gouvernait par les anciennes coutumes. par la bonne volonté admirable des sujets eux-mêmes, élevés, d'une génération à l'autre, dans le sentiment qu'il faut adorer Dieu et révérer le maître, quel qu'il soit. Le nombre des décrets émanés des vieux princes roumains et même des premiers parmi les Phanariotes est extrêmement restreint, et dans ces mesures il n'y a rien de principiel: on se borne à des ordres de simple opportunité. J'ai déjà dit que la prétentieuse legislation de Basile Lupu, prince de Moldavie, et de son imitateur valaque, au XVII-e siècle, n'était qu'un moyen de faire valoir une ambition dépassant le commun, une tendance hardie de rappeler que Byzance vit encore dans ces régions roumaines restées autonomes.

Il en fut autrement pour les Phanariotes, et surtout pour les princes de la seconde moitié du XVIII-e siècle. Ils entendaient gouverner à coups d'ordonnances. Il n'y a pas de domaine de la vie sociale qui puisse leur échapper. Tout est régularisé par ces décrets de presque chaque jour: il sont copiés ensuite dans des registres qui ont été conservés et dont la publication a donné à un professeur roumain, V. A. Urechiă, la possibilité de faire imprimer toute une imposante série de volumes. Il y a sans doute dans cette profusion d'enseignements officiels, plus ou moins suivis par une administration encore assez patriarcale, le désir de réaliser dans les principautés un ordre comme celui auquel ces „métèques“ princiers étaient habitués, sous les Turcs, dans leur ville d'origine, mais aussi, à côté de cet héritage byzantin si ancien, la conscience nouvelle qu'un État doit avoir un „système“ et que ce „système“ ne peut venir que du développement logique de principes incontestables, valables pour n'importe quel groupe d'une „humanité“ partout identique.

A côté de ce que dictait l'opportunité, l'ambition de ces quasi-souverains éclairés s'élève plus haut. Ils veulent donner aux pays qui sont confiés à leur soins réformateurs des codes comme ceux qu'on s'emploie à fabriquer, sous l'influence de doctrines comme celles de Beccaria et d'autres penseurs italiens, dans les différents

pays de l'Occident, codes empreints de la „philosophie" nouvelle, du souci d'une justice bienveillante et humanitaire, tout en conservant l'héritage si précieux de la jurisprudence romaine. Certaines de ces compilations rédigées par des Grecs, comme un Photino, un Kara, sont restées en manuscrit, les règnes si courts de ces révolutionnaires sur le trône n'ayant pas permis de donner une suite à ces tentatives si bien intentionnées. Mais Alexandre Ypsilanti eut la satisfaction de pouvoir faire imprimer à Bucarest, en 1780, sa compilation d'un droit nouveau. Dans la préface de ce recueil important, le Συνταγμάτιον νομικὸν, il témoigne un sentiment de respect envers la législation des empereurs dont il est l'humble successeur, une compréhension intelligente de ce qui peut servir dans ce droit coutumier, qui se prévaut de son antiquité, mais il n'oublie pas de souligner ce que lui ont appris à lui les procès qui ont été jugés devant son tribunal princier.

Dans cette compilation il y a des principes empruntés aux législations de cette époque même où les idées de droit étaient parfois fondamentalement reprises et redressées. Pour être informé sur ce sujet, à une date où pour les Roumains soumis à l'empereur on donnait la traduction de tels textes de législation, Ypsilanti avait fait venir à Bucarest un ancien magistrat militaire, un „auditeur" pensionné de l'armée impériale, Suisse d'origine, Franz-Joseph von Sulzer, qui, ayant épousé une Saxonne de Transylvanie et s'étant mêlé au mouvement des affaires dans ces régions de vieille solidarité économique, espérait faire en même temps carrière et fortune dans ces parages si loin de son ancienne patrie. Il fut question même de la création d'une école de droit dans la capitale valaque, cet étranger devant y donner un enseignement nouveau. Et cela correspondait à la place que le prince réformateur avait assignée, à la Cour et pour l'éducation de ses enfants, élevés en vrais révolutionnaires, à des étrangers de formation italienne comme Étienne-Ignace Raicevich, auteur des „Observations" sur la Valachie, et un abbé Bancini ou Panzini. La „Faculté de droit" valaque ne fut jamais fondée sous les Phanariotes et Sulzer se vengea de la chute de ses espérances par la publication d'un livre, de la „philosophie" la plus avancée, sur cette Valachie ingrate, le si riche ouvrage, en partie encore inédit, qui est sa „Geschichte des transalpinischen Daziens".

Un prince „éclairé“ du XVIII-e siècle devait être aussi un adepte de l'école économique qui recommandait de ne pas laisser s'écouler l'or à l'étranger, tout pays devant avoir des manufactures, même sans la matière première, sans des ouvriers initiés et sans une clientèle. Voici donc ces mêmes Phanariotes empressés à fonder eux-mêmes ou à encourager des „manufactures“. Près de Bucarest il y a une „chartourgie“, une fabrique de papier, à côté, à Afumaţi, ancienne propriété du Stolnic Cantacuzène, formé à Padoue, une fabrique de drap, et, en Moldavie, Grégoire Ghica, désireux d'avoir la sienne pour des produits qu'il alla jusqu'à employer pour ses costumes et à imposer sévèrement à ses sujets, fait venir des Allemands employés d'abord en Pologne, pour faire honneur à son esprit d'initiative économique. Comme il recevait de Frédéric de Prusse, dont il avait demandé la protection auprès du Sultan, de belles assiettes sortant de la fabrique royale, il aurait désiré pouvoir rivaliser lui-même avec la porcelaine de Sèvres et de Saxe. Un certain nombre d'autres établissements industriels s'ajoutèrent, à la grande satisfaction de ceux qui, sous l'influence aussi de l'industrie transylvaine naissante, croyaient que donner du travail à leurs sujets peut être une oeuvre plus méritoire que d'accroître le nombre, déjà exagéré et encombrant, des petites églises dans leurs capitales.

Pour qu'une nouvelle génération ressemble à celles qui se formaient dans cet Occident vers lequel se tournaient de plus en plus les regards, les mêmes réformateurs entreprirent la transformation de l'enseignement.

L'ancienne école supérieure valaque avait été fondée par le Stolnic Cantacuzène d'après le modèle de ce *Studio Padovano* dont il avait été l'élève. L'enseignement qu'on y donnait était appuyé sur la grammaire grecque; on s'occupait ensuite à interpréter en grec vulgaire des parties de la littérature hellénique et de la tradition littéraire byzantine. Le but poursuivi par des professeurs pris surtout du côté de l'Asie Mineure, où des traditions scolastiques paraissent s'être mieux conservées, était de fournir à un prince pompeux comme Constantin Brâncoveanu des courtisans cultivés et même de vrais écrivains, en grec ou même en roumain.

Mais tout cela paraissait maintenant tout à fait périmé. Avant un nouvel afflux de l'hellénisme de grammaire, qui sera dû au

désir de faire revivre une Byzance en relation immédiate avec l'Hellade classique, on était un peu honteux de n'avoir que ces misérables cahiers d'analyses grammaticales, que ces listes de termes archaïques et cette habileté à tourner des phrases pour l'introduction solennelle des documents princiers, alors qu'en Occident on prisait les études scientifiques et que, dans le monde féminin même, on raffolait de mathématiques et d'algèbre: il fallait nécessairement monter au même niveau, et le plus vite possible, avec les professeurs de sciences, fût-ce même de modestes étrangers, qu'on pouvait avoir sous la main.

En même temps, comme les Phanariotes commençaient leur carrière, à Constantinople, en grands Interprètes de la Porte et comme, depuis longtemps déjà, la langue diplomatique, jadis l'italien, était maintenant le français, il fallait que les fils de princes et même les enfants d'une noblesse ambitieuse, connussent cette langue nouvelle des relations internationales aussi en Orient. Pendant qu'on recourait pour cela dans les familles à des immigrés français ou italiens, on crut nécessaire d'introduire dans l'Académie princière elle-même des maîtres de français, et, à cause des rapports, si fréquents et si essentiels, avec les États de l'empereur, il n'était pas superflu de savoir un peu de latin, d'allemand même.

Sur ces nouvelles bases devait être fondée cette école dont les créateurs furent: en Valachie le premier des Ypsilanti, en Moldavie Grégoire Ghica. Et dans les actes de fondation ils ne se bornent pas à indiquer ces points principaux d'un programme „moderne", avec l'arithmétique, la géométrie, l'astronomie, le latin, le français, l'italien; ils ajoutent des considérations, empruntées sans doute à des boïars comme Scarlate Sturdza, à des prélats aussi, à l'époque où le Grec Eugène Boulgaris essayait, sans succès durable, d'élever au Mont Athos même, sous la barbe jamais peignée des moines et des hermites, un temple aux Muses nouvelles et où le siège métropolitain de Moldavie était occupé par un Roumain de Transylvanie, ancien sujet de l'empereur. On voit bien par ces points de programme que les idées d'un Pestalozzi avaient déjà pénétré dans ces régions [1].

[1] Voy. nos *Documents grecs*, dans la collection „Hurmuzaki", XIV [2], p. 1270 et suiv. Cf. notre *Histoire de l'enseignement en Roumanie*.

Et ce qui montre combien ces idées occidentales avaient pénétré jusque dans les couvents, un moine moldave vivant dans un des cloîtres de l'Athos recommandait dans un vrai opuscule de la pédagogie nouvelle une attitude envers les élèves, un dosage des études, une atmosphère de liberté morale auxquelles on ne s'attendait guère.

Ces princes du Phanar cherchaient en même temps à réunir les différents chapitres d'une oeuvre de réformes qui devait créer une nouvelle génération de „philosophes" dont, à ce moment, le caractère national importait assez peu. Ne faisaient-il pas partie du même groupe de sujets chrétiens que le sort avait donné à l'empereur turc, successeur légitime, par la conquête, des anciens maîtres orthodoxes de Byzance? Ne se servaient-ils pas pour la diplomatie et pour la rhétorique de la même langue grecque qui cherchait dans les actes publics à s'élever au-dessus de la vulgarité du langage parlé? Ne lisaient-ils pas, les comprenant plus ou moins dans la forme, presque pas dans leur sens, les mêmes oeuvres laissées par l'antiquité? La „philosophie" ne leur répétait-elle pas, du reste, qu'il n'y a qu'un seul être humain, le même sous toutes les longitudes?

Aussi, dans l'élaboration des thèmes helléniques, les grands didascales de l'époque, tel Manasse Héliade, qui avait étudié en Allemagne, où allaient aussi des prélats orthodoxes, mais surtout les futurs médecins formés, par exemple, à Halle, qui n'ambitionnaient guère à être considérés comme des „iatrophilosophes", étant formés dans l'esprit occidental le plus tranché, fraternisaient des fils de boïars roumains, de marchands grecs et mêmes slaves d'au-delà du Danube, et les Académies des pays roumains, surtout celle de Bucarest, répandaient les lumières dans les pays chrétiens, soumis au Sultan, dans leur voisinage. Un nouveau rayonnement partait de ses chaires subventionnées, ce patronnage par l'école, quelle que fût la langue de l'enseignement, remplaçant celui, plus ancien, des subsides largement distribués aux maisons de prière, églises et couvents, de tout l'Orient orthodoxe.

Parmi ces princes cultivés, il y en avait même qui se manifestaient dans la littérature hellénique de l'époque, comme cet Alexandre Maurocordato, qui, finissant par se refugier en Russie,

d'où à un certain moment on voulait le renvoyer à la tête d'une armée, y publia un „Bosphore au Borysthène“, volume de vers assez bien tournés, où il y a sans doute des réminiscences d'Anacréon, mais peut-être aussi une influence de la poésie légère française à l'époque des madrigaux, et aussi des considérations „philosophiques“ sur la vie. Après avoir connu donc l'école, en voici un des produits les plus brillants.

II.

L'ACTION DES BOÏARS ET DES MARCHANDS

Les princes d'origine étrangère ou à demi étrangère étaient très souvent les parents et les amis d'une noblesse indigène qui pouvait leur donner l'argent des dots de leurs filles et l'appui de leur clientèle politique, le secours de leur influence à Constantinople même, où arrivaient tout aussi facilement leurs dénonciations que leurs lettres de recommandation. Mais les dynasties phanariotes, qui n'arrivèrent — et ne cherchèrent même pas — à dénationaliser étaient une chose et la boïarie roumaine, bien que parlant parfois le grec avec la même maîtrise que les chefs du pays, une autre, sous certains rapports d'un caractère tout différent.

Or, ces nobles de vieille souche et ceux qui s'étaient ajoutés par la faveur princière à la bonne race n'avaient pas besoin d'être conseillés par les Constantinopolitains pour se diriger vers la même civilisation nouvelle de l'Occident.

Pour la connaître, ils avaient à leur disposition toutes les possibilités d'une lecture large et parfois, malgré la sympathie, bien naturelle, en Occident aussi, pour les futilités à la mode, choisie. Ils ne pouvaient pas, à cause des restrictions apportées par les maîtres si soupçonneux, aller en Occident pour connaître ce monde révolutionné dans l'esprit — et il n'y eut, en dehors de quelque escapade en Transylvanie, surtout au moment des invasions russes on autrichiennes ou des raids dévastateurs auxquels se livraient les chefs, devenus autonomes, des Turcs sur le Danube, que quelque rare boïar qui, pour soigner sa santé, eût obtenu la permission d'aller en „Europe“, comme ce Barbu Ştirbei, qui, flatté par des aristocrates internationaux et des ambassadeurs, ne voulait plus écouter la voix implorante de sa femme aban-

donnée. Mais les produits, jusqu'aux plus hardis et les plus piquants, des écrivains „philosophiques" leur arrivaient, sous la forme des journaux, des pamphlets, des livres, par la poste du consulat d'Autriche, de l'„Agence", qui réalisait un beau gain par ce service de commissionnaire.

Ainsi se formait dans ce milieu roumain une tendance, de plus en plus prononcée, vers la satire politique et sociale. On ne pouvait pas penser à publier de pareils écrits. Mais ils circulaient en manuscrit, anonymes, avidement lus, parfois retenus, sans que le prince, visé lui aussi parfois, bafoué dans des pièces de théâtre qui ne seront jamais jouées, eût pu découvrir et punir les auteurs ou empêcher l'éclosion d'autres pièces semblables. Quelquefois les fragments, qui intéressaient, des gazettes étrangères, découpés et traduits, se répandaient dans cette société de privilégiés qui ne manquaient ni d'intelligence, ni de vivacité d'esprit. Quelques vrais Phanariotes, non acclimatés, ayant lu Voltaire l'interdit, se risquaient même à ridiculiser leur collègues roumains, qui semblaient à ces esprits pratiques, économes, ayant le sens des devoirs de famille à un degré auquel l'Occident n'aurait pas pu prétendre, être des corrompus, des dépensiers et surtout des têtes légères, — tel cet Alexandre Kalphoglou dont on a tout un petit poème.

La chronique se tait, quelque écrivain attardé notant sans passion les événements, d'un si médiocre intérêt, qui formaient des règnes si passagers. Mais à sa place il y a l'exposé satyrique: on se moque du prince, des ses manières parfois brutales et malséantes, comme celles de Nicolas Maurogénis, qu'on présentait comme une espèce d'ancien forban sur les eaux de l'Archipel, de ses favoris, de si basse extraction, de l'armée dont il était si fier, lui ordonnant, et non sans devoir recueillir de vrais succès, de marcher contre les Impériaux d'Autriche et jusque des chevaux de „Sa Majesté" dont, nouveau Caligula, il aurait eu le caprice de faire des boïars. Plus tard, comme on le verra, à côté de tel ecclésiarque qui mâchonne une pauvre histoire caricaturale de ce qui se passe dans le pays même et jusque dans la France révolutionaire, d'autres seront les propagandistes d'un nouveau nationalisme combattant; mais ceci appartient déjà à une autre époque.

Bien entendu, ces boïars, même les mieux vus à la Cour,

n'entraient pas dans les secrets de leur prince. Pour les lettres à l'étranger, pour le déchiffrement des missives qui viennent de la chrétienté complètement libre, il y a des étrangers, Français et Italiens, qui remplissent les fonctions de secrétaires dans le pays ou sont envoyés et accrédités comme une espèce d'agents diplomatiques subreptices, bien cachés, chez les voisins „européens", à Vienne ou à Varsovie, pas plus loin. Mais cette interdiction de participer à la politique extérieure de leur pays ne les empêche pas de chercher à connaître la situation politique générale. Et, hommes de longue expérience, ils avaient l'observation juste et parfois l'esprit très fin. Un Jean Văcărescu, le poète, l'historien, dont la direction d'esprit était déterminée par le souvenir d'un enseignement de boursier à Venise et par sa familiarité, à cause d'un séjour probable dans la chancellerie valaque à Constantinople, avec les choses turques, put, étant chargé de ramener à Ypsilanti, désolé de se voir ainsi compromis, ses deux enfants partis vers l'Occident pour respirer un air de liberté, soutenir une conversation en italien avec Joseph II, descendu en Transylvanie pour connaître toutes les variétés de ses sujets.

Ces nobles roumains faisaient l'impossible pour gagner et retenir à leurs enfants, à leurs filles même, ce précepteur étranger, admis à la table de famille et d'autant plus dans des salons un peu dénués de conversation, qui commençaient à s'ouvrir, et dont le rôle fut bientôt très grand. Nous avons conservé un certain nombre de contrats d'engagement signés par des personnes qui paraissent ne pas être trop accoutumées à tenir la plume.

Avec beaucoup d'habileté ou de chance on pouvait envoyer même des garçons à l'étranger. On les dirigeait surtout vers Vienne, dont le rôle fut important envers les boïars aussi.

On trouve des étudiants roumains à Vienne dès les premières années du XIX-e siècle, alors que, comme on le verra, d'autres allaient en Allemagne pour des diplômes de médecin, ou même à Paris. Mais avant ce fort courant vers les Universités occidentales, la capitale des Habsbourg et ce grand centre d'affaires qu' était et que resta Leipzig, avec ses fameuses foires, surtout pour ces Orientaux, avaient une riche clientèle de marchands, venant aussi des pays roumains, et les *Lipscani*, qui ont donné

leur nom à tout un quartier commercial de Bucarest, ont joué un très grand rôle dans le commerce d'importation de ces objets de caractère „européen“ qui étaient de plus en plus demandés.

En 1807, des marchands de Macédoine qui, sous la direction d'un professeur comme Michel Boïadchi, grammairien, s'intitulaient fièrement pour ne pas être confondus avec les Grecs de pur sang, des Rhoméo-Valaques (Ῥωμαιοβλάχοι) sont mêlés aux autres sujets, directs ou indirects, du Sultan. Ils y avaient leur prêtre, et bientôt une seconde église s'ajouta à la première, et le didascale était capable de traduire de l'anglais une brève Histoire de l'Hellade[1]. Le point de départ de ces entreprenants hommes d'affaires que nous rencontrerons aussi dans d'autres régions des possessions de l'empereur était le grand centre de ces Macédo-Roumains, la riche ville, pillée par les Albanais, puis abandonnée pour végéter dans la misère, de Moschopolis[2], mais aussi des localités moins importantes, ayant de petites colonies de ces descendants industrieux et intelligents des anciens colons roumains dans ces contrées, comme Metzovo (Aminciu en roumain) et Linotopi[3].

Mais, dès avant la fin du XVIII-e siècle, parmi ces Roumains des Balcans dont nous avons essayé de donner l'histoire, fût-ce même dans une forme abrégée, il y avait jusqu'à des imprimeurs et des éditeurs comme ces frères Markidès Poullio (en roumain Puiu, „Poulet“) qui osèrent faire paraître un ouvrage aussi dispendieux que la Chronique de Phrantzès ou bien, en 1797, aux dépens des frères Zosima, tel écrit d'un prêtre et instituteur de Ianina, Balanos Basilopoulos. Beaucoup de boïars s'inscrivaient comme abonnés pour de pareilles publications et dans les listes parfois très longues de ces généreux lecteurs on trouve à côté les plus grands noms de l'aristocratie roumaine, surtout bucarestoise, et des gens d'Arvanitochorion dans les Balcans, de Salonique, de Ianina, de Metzovo, d'Ampélakia.

[1] Ἱστορία συνοπτικὴ τῆς Ἑλλαδος..., μετενεχθεῖσα εἰς τὴν ἁπλοελληνικὴν ἡμῶν διαλεκτον καρὰ Βασιλείου π: π: Εὐθυμίου τοῦ ἐκ Κωνσταντζινοῦ τῆς Μακεδονίας, Vienne 1807.

[2] Voy. notre *Histoire des Roumains de la Péninsule des Balcans*, Bucarest 1919.

[3] Voy. notre *Revista Istorică*, IX, pp. 113-114.

Du reste, dans la communauté des Balcaniques et de leurs voisins roumains à Vienne — de même qu'à Pest, dont l'importance comme centre de réunion était de beaucoup inférieure —, les distinctions nationales n'étaient pas si tranchées à une époque où, dans les études, dans la lecture, dans la conversation, les uns et les autres se servaient de la même langue grecque, plus ou moins épurée par l'école, et où on fraternisait dans l'adoption des mêmes idées „philosophiques", si différentes de la tradition, religieuse et patriarcale, du passé. Des types mixtes quant à l'esprit, parfois même quant à la race même, se formaient ainsi dans ce milieu viennois où l'Autriche germanique, fortement mâtinée, du reste, de latinisme français et surtout italien dans presque tous les domaines, était représentée seulement par l'administration, la police et la censure.

Tel ce Rhigas de Phères, si on veut nommer à l'antique sa ville d'origine, ou de Vélestino, qui a aussi un nom roumain, cet homme d'une si noble ambition, d'un idéal si élevé, d'une inlassable activité créatrice, propagandiste, poète, éditeur, cartographe, dont la vie, avec son passage, de son ancien lieu d'origine à Bucarest comme secrétaire d'un consulat, d'un grand boïar, dans la ville impériale, où il passa plusieurs années, contient des éléments empruntés aux Roumains des Balcans et d'autres qui venaient de la plus pure tradition hellénique, sans oublier ce qui appartenait à l'idéologie courante des gens de l'Occident. L'idéal de celui qui, dans une „Marseillaise" enflammée, faisait appel aux „fils de Hellènes" était celui de réunir toutes les races chrétiennes soumises au Sultan dans un même magnifique élan vers la liberté. Il mourra dans la prison de Belgrade, par ordre du pacha auquel l'avaient livré les Autrichiens, mais, s'il avait pu commencer la réalisation de ses rêves, il aurait travaillé en même temps avec les vrais Grecs, auxquels il n'appartenait lui-même que d'une façon plutôt douteuse, et avec ceux qui n'auraient pas osé refusé l'honneur d'être considérés, malgré leur origine différente, comme des Grecs. En tout cas, ce n'est pas chez lui, dans un coin de la péninsule soumise aux Turcs, qu'il aura fait la connaissance de ces idées qui lui étaient sans doute familières au moment où il cherchait à Vienne surtout les conditions techniques pour ce qu'il avait l'intention de publier.

Les Grecs furent les premiers à chercher dans ces terres de

l'Allemagne, nouvelle pour l'instruction de leur race, un enseignement leur permettant de se gagner un titre de docteur en médecine. En 1775, une imprimerie de Leipzig publiait une collection d'histoires tirées de la Bible[1], traduites de l'allemand par un certain Rhizo Dormouzi, originaire de Tyrnabon de Thessalie. L'opuscule est dédié à Grégoire Alexandre Ghica, alors prince de Moldavie. Il devance d'une trentaine d'années ce Constantin Anastasiade Philitis, qui s'intitule „Épirote": ce membre de la Société de minéralogie de Iéna et de la Société des sciences de Halle finissait ses études de médecine par une thèse en latin sur le marasme sénile.

Le maître et protecteur de jadis dans la capitale valaque des étrangers venant y faire fortune vers 1700 avait été décapité avec ses fils pour que le Grand Vizir puisse se saisir de la fortune de ces traîtres: Constantin Brâncoveanu. Le seul héritier épargné par le glaive du bourreau eut des fils qui se rallièrent facilement, bien que vivant dans leur patrie valaque, au néo-hellénisme envahissant. Ils lisaient le grec et l'employaient le plus fréquemment dans leur correspondance. Le patron de Rhigas fut élevé dans ces mêmes tendances. Les lettres de cet élève du plus suivi parmi les didascales de l'époque, Lampros Photiadès, de ce compilateur d'un travail en grec sur les formes de la poésie hellénique, Grégoire Brâncoveanu, sont d'une grande pureté de style dans la langue, étrangère, qu'il était fier de pouvoir employer. Une riche bibliothèque s'ajoutait par ses soins à ce qu'il avait hérité d'antécesseurs qui marchaient dans la même voie que les Cantacuzène lettrés du XVII-e siècles, ses parents; les ouvrages en langues occidentales ne manquaient pas dans la riche collection qui, dernièrement, s'est un peu dispersée, après avoir été léguée à cette église orthodoxe de Braşov (Kronstadt), en Transylvanie, qu'on appelle encore „grecque", étant attribuée à un reste de communauté de cette nation, bien que sur les tombeaux des riches fidèles, parfois des émigrés venus de Valachie, on lise des noms purement roumains, comme ceux des Brâncoveanu eux-mêmes.

Sans l'appui de ces boïars, il n'y aurait eu ni cette belle église,

---

[1] Ἱερὸν ἀπάνθισμα περιέχον τέσσαρας καὶ ἑκατὸν ἱστορίας τῆς παλαιᾶς καὶ νέας Διαθήκης, μεταφρασθὲν ἐκ τῆς γερμανικῆς εἰς τὴν κοινοτέραν τῶν νῦν Ἑλλήνων διάλεκτον.

ni telles autres fondations religieuses, ni la possibilité d'entretenir des prélats grecs dans les régions voisines des Principautés. Les autres orthodoxes étaient ou bien trop pauvres ou bien trop mesquins pour pouvoir faire continuellement de pareils sacrifices.

Mais, aussi, sans la mode occidentale qui régnait à Bucarest et à Jassy, les commensaux grecs et slaves des Balcans dans les capitales roumaines, et surtout dans la première, où à la Métropolie il y avait tout un nuclée d'évêques *in partibus* et d'autres membres d'un clergé en exil, ne se seraient pas détachés d'une façon de penser, d'écrire et d'agir tout à fait étrangère aux régions dont ils venaient et ils n'auraient pas osé chercher sur le terrain dangereux des nouvelles idées une régénération pour leur personne même, d'abord, et pour leur race ensuite. Car il ne faut pas perdre de vue que, si à Venise, et même à Pest, à Trieste, tout commerce d'idées étrangères d'un caractère révolutionnaire était observé de très près pour chercher à l'empêcher, on était plus capable d'innover dans les résidences des princes phanariotes.

D'une éducation plus libre dans leur entourage pouvaient sortir même d'intéressants actes de rébellion contre une situation qu'on commençait à ne plus vouloir souffrir, étant considérée comme ofensante pour la dignité humaine. Alexandre Ypsilanti dut quitter le trône de Valachie parce que ses deux fils s'étaient éclipsés de la Cour, cherchant par la Transylvanie la voie vers les pays des lumières duquel leur avait parlé un précepteur comme Raicevich, dont il a été question plus haut. Lorsque Jean Văcărescu, le poète, réussit à les découvrir et à les ramener, ils ne surent pas donner une autre explication de leur acte que le désir de voir des cieux nouveaux et de se sentir les épaules plus franches et l'esprit plus ouvert. Vers la même époque on vit tel fils de petit boïar ou de marchand prendre le même chemin pour faire des études de médecine, mais, ramené lui aussi, il fut beaucoup moins épargné par la vindicte du monde officiel que ces deux fils d'un prince.

On a beaucoup exagéré l'influence des officiers des armées d'occupation qui séjournèrent dans les pays roumains pendant plus d'un demi-siècle, et on a parlé surtout des Russes alors que, à côté, il y avait les sujets multicolores de l'empereur de Vienne, jusqu'à ce prince de Ligne qui, magnifiquement reçu et

jouissant de la faveur des dames, a laissé des pages charmantes sur la vie de société et de boudoir dans les deux pays roumains vers 1790. Or, les uns et les autres, mais surtout les officiers de la Tzarine et de ses successeurs avaient des préoccupations d'un ordre beaucoup moins élevé qu'on ne le soupçonne; les cartes à jouer et la danse étaient leur unique plaisir et elles furent les seules modes qu'ils eussent voulu et pu introduire dans les pays momentanément conquis. Chez la princesse Branicka, nièce dans un certain sens du brutal favori de l'impératrice, Patiomkine, on ne faisait pas sans doute des conversations comme celles qui ont rendu célèbres des salons de Paris; ce qu'on prisait le plus c'était un luxe vulgaire que dominait l'éclat des diamants de celle qui rêvait de voir bientôt roi de Dacie son „oncle". J'ai découvert jadis un manuel de conversation italo-roumaine d'environ 1770-1780 qui montre bien quel était le niveau d'éducation de ces hôtes [1].

Il ne faut pas même penser à une influence civilisatrice de la part des agents consulaires que les Puissances européennes, Russie et Autriche en tête, surent imposer à la Porte après la guerre russo-turque terminée en 1774. Parmi eux il n'y eut qu'un seul d'un esprit plus distingué, Raicevich lui-même, alors que Pétersbourg employait exprès, pour terroriser les Moldo-Válaques, des Géorgiens d'une brutalité à toute épreuve et que le consulat de France n'était préoccupé que d'affaires de commerce.

En dehors même des marchands qui étaient chez eux aussi bien à Leipzig qu'à Bucarest et à Jassy et de ceux qui, descendant souvent la montagne, venaient porter dans ces capitales les produits d'une „nouvelle mode" dont raffolaient surtout les femmes, ces membres des compagnies privilégiées par décret impériale, qui avaient leurs églises non seulement dans les grandes villes transylvaines de Kronstadt (Braşov) et d'Hermannstadt (Sibiiu), mais aussi dans des centres de moindre importance et, par dessus Tokai, Eperjes et Pest, jusqu'à Trieste, avec des relations un peu partout, il y avait dans les pays roumains une bourgeoisie, et il est intéressant de voir comment elle se comportait devant l'envahissement des idées de rénovation.

Cette bourgeoisie était d'origine très lointaine et de caractère

---

[1] Après notre étude dans les *Mémoires de l'Académie Roumaine*, le texte entier dans les *Studi Italiani*, II.

très mêlé. De fait elle représentait la continuation de ce monde, qui s'était accumulé et développé dans les villes byzantines et surtout dans Constantinople elle-même. Les pays roumains ne firent qu'adopter les successeurs des marchands qui avaient joui et jouissaient encore de la protection des Sultans. Dans d'autres domaines aussi, la capitale valaque beaucoup plus que Jassy était l'image réduite de la „Polis", de la Tzarigrade vivant sous le sceptre du maître musulman.

L'élément roumain ne manquait pas parmi eux. Mais son rôle était très modeste. On ne trouve plus, comme en Moldavie du XVII-e siècle, des marchands entreprenants vendant les produits du pays jusqu'en Pologne, à Danzig ou en Angleterre, grands spéculants que, du reste, la capitale valaque n'avait pas connus. Très rarement des fils de paysans pouvaient s'élever plus haut que la propriété d'un cabaret, pas même de quelque épicerie, et, comme dans toute l'Europe, malgré les écrits sur la noblesse commerçante, les boïars ne pensèrent jamais à faire de leurs enfants des négociants.

Les étrangers même n'avaient aucune part dans la vie politique, et à peine permettait-on à leurs enfants d'entrer à l'école du prince pour se préparer à une carrière qui était ordinairement réservée aux rejetons des boïars. Il n'y en a pas un seul, sauf peut-être cet homme de Trnovo en Bulgarie ou de Tyrnavon en Thessalie dont le prince Nicolas Maurogéni fit un haut fonctionnaire très influent, mais sans titre de noblesse, qui eût joué un rôle dans les affaires publiques. Le préjugé de classe leur était un empêchement au même titre que pour les indigènes et, en plus, ils n'avaient pas ces racines dans le pays lui-même qui seules font la force d'un groupe social.

Les Saxons de Transylvanie étaient, comme marchands, en pleine déchéance, dès avant la fin du XVII-e siècle. Et même auparavant ils ne fondaient pas de colonies dans les pays au Sud des Carpathes, étant surtout de passage pour rencontrer une autre clientèle dans les Balcans.

Ceux qu'on appelait les *Brachovans (Braşoveni)*, „les gens de Kronstadt", n'appartenaient pas à ce groupe allemand de la Transylvanie voisine qui craignait, même à la bonne époque, certains risques et dédaignait le séjour dans un pays qu'il taxait de demi-barbare, — et cependant dans les vignes sous

la montagne valaque on a trouvé la croix devant commémorer un jeune Saxon terrassé par quelque maladie subite sur ce sol étranger. Ces Brachovans étaient des Roumains, de la banlieue, non privilégiée, de leur ville d'origine; ils s'étaient habilués peu à peu à transporter, sur les chars des paysans du district de Prahova, les *Prahovans*, toute une catégorie de marchandises pour la vente en détail desquelles ils ne pouvaient redouter aucune concurrence. Ceux-ci, des gens d'un esprit plus libre, se sachant garantis par leur protecteur, l'agent d'Autriche, évitaient, malgré cette qualité d'*Untetthanen*, qu'ils partageaient avec d'autres, d'origine tout à fait différente, l'immixtion dans ce qu'ils savaient ne pouvoir pas les concerner. Bien entendu, pour leurs groupements le long de certaines rues rien ne restait des anciennes autonomies pour les établissements saxons à demeure des XIV-e, XV-e et même XVI-e siècles.

Ce sont les seuls chrétiens qui viennent de l'étranger pour exercer le petit commerce dans les principautés. Les événements inattendus de la Révolution française pourront seuls leur ajouter, dans certains ports du Danube, un faible afflux d'Ioniens, soumis maintenant à la France ou constitués en République septinsulaire protégée par les Anglais.

Une forte immigration juive s'était produite en Moldavie par suite de l'annexion de la Galicie, puis de la Bucovine aussi, à l'Autriche, alors qu'en Valachie la population israélite, très peu nombreuse, venait surtout de Turquie, appartenant donc à la catégorie des Juifs espagnols. Une pénétration individuelle n'est guère exclue, mais on entrait, pour mieux pouvoir se garantir contre les abus, possibles, du pouvoir, en groupe, et on vivait en groupe aussi, bien que l'idée du ghetto n'eût jamais surgi en pays roumain. C'était des tributaires du prince, liés à sa „Chambre", et ils payaient en bloc à ce Trésor privé du maître une somme globale, recueillie par leurs agents.

Il leur sembla cependant que cela ne suffit pas pour les rassurer, et, aussitôt que les agents consulaires parurent, ils s'empressèrent de chercher leur protection. Comme ceux-ci étaient, sauf le consul russe, très faiblement rémunérés, ils étaient très satisfaits de cette clientèle qui s'offrait à eux presqu'en masse. Il y eut donc bientôt des Juifs russes, des Juifs autrichiens, des français et des prussiens même.

Séparés par leur foi, par leur patois allemand, ces nouveaux venus n'existaient que pour leur petit commerce, pour leur métier d'artisans dans les nouvelles conditions de vie de la société roumaine.

Arrêtons-nous ici, avant les grands changements dans la recherche du caractère et du rôle que pouvait avoir cette classe moyenne, que nous avons vue si simple et si dénuée de prétentions, si incapable de remplir un rôle pour forcer un gouvernement disposé aux réformes à les accorder dans un sens particulier.

Dans les villes moldaves surtout, la rue est toujours calme. Quelque mouvement populaire, si rare et si passager, ne se distingue en rien de celui qui, au XVII-e siècle, avait donné le trône à Basile Lupu. A Bucarest on est, dans cette classe, beaucoup plus nerveux. Mais ici même on se borne à des démonstrations contre les Grecs et, bien entendu, elles partent de ces faubourgs habités par des descendants de paysans vivant à la paysanne. Irrités par l'accroissement des taxes, des groupes se forment dans ces recoins restés ruraux et, encouragés par des boïars mécontents, ils avancent vers l'église cathédrale, où ils font sonner les cloches, invitant le métropolite à remplir le devoir traditionnel, patriarcal, de se mettre à la tête du „peuple". On n'en veut pas au prince lui-même, qu'on est habitué à respecter, quelle que soit son origine, mais à tel ministre ou favori étranger seul, au „mauvais Grec". Celui-ci,—qu'on ne cherche guère à tuer, car on reste chez les Roumains d'esprit très doux—, une fois parti, tout rentre dans le calme d'une nation qui sait bien que „le changement des princes est la joie des fous" seuls.

Si, dans ce monde de marchands, quelque rare exemplaire est trop riche pour ne pas avoir une ambition qui dépasse ce que le commerce le plus prospère peut offrir à ceux qui le pratiquent, Vienne attire celui qui veut un titre et cherche un milieu plus agréable ou même plus brillant. On le voit dans le cas, d'un ridicule prétentieux, de ce Kirlian, qui, après avoir fait fortune, s'établit à Vienne où il achète le titre de baron de Langenfeld, et on l'y trouvera dans la société des boïars en rupture de ban et d'aventuriers, de l'espèce qu'il connaît le mieux.

Ainsi une société nombreuse et sans doute très intelligente et qui, en plus, est formée aux intrigues par les inconstances dans

lesquelles vit depuis plusieurs dizaines d'années le monde phanariote, reste inerte, bien que connaissant ce qui était en train de se passer en Occident, devant ces transformations que, même si elle n'en avait pas été empêchée, elle se serait bien gardée d'imiter. Car l'heure n'était pas encore venue où on se décidera, dans un élan de passion vers tout ce qui est nouveau, à abandonner des institutions très anciennes et très solides, parfaitement adaptées par de longues expériences au corps social qu'elles devaient représenter et servir.

Ce rôle aurait pu être joué par les intellectuels, et ils existaient. Seulement il faut voir ce qui, dans la poursuite instinctive d'un idéal, a pu les retenir, eux aussi.

III.

INTELLECTUELS ET ÉTRANGERS.

Les petits boïars, venus dans la clientèle des princes phanariotes et les suivant parfois d'un pays à l'autre, les accompagnant souvent dans leur disgrâce, pour reprendre une vie miséreuse dans leur Constantinople d'origine, ont une situation spéciale, ne ressemblant guère aux grands boïars, de vieille souche noble, ni aux marchands qu'ils étaient habitués à toiser de haut; ils étaient plutôt, ces gens nerveux, agités, à l'affût d'un profit pour leur bourse ou pour leur carrière, au niveau de ces marchands d'aventure, qu'amenait le vent des émigrations économiques habituelles.

Ces nobles de la dernière catégorie, des annoblis pour la plupart, qu'il ne faut guère confondre avec le descendant d'une ancienne lignée, qui, portant ou non un titre officiel, vit à la campagne, dans sa maison de petit propriétaire, à la disposition du paysan dont il est souvent le parrain et qu'il initie à une façon de vivre plus relevée, en l'élevant, lui-même ou ses filles, sa future femme dans le logis seigneurial. Celui-là est à l'église à côté des autres villageois, ayant sous ses pieds les pierres qui recouvrent les tombeaux de ses antécesseurs; il lui arrive même de remplir l'office du chantre sur le livre saint qu'il a donné parfois lui-même. C'est une grande réserve d'avenir que ce gentillâtre campagnard dont le nom peut être glorieux. Et, plus bas, il y a les *mazils* de Moldavie, dont la catégorie passe, avec les Phanariotes, en Valachie même, qui ne conservent d'un passé plus grand que la parfaite liberté et le nom mêlé à l'histoire du pays.

Ces boïars-là, n'ayant aucun rapport avec la vie laborieuse

des champs, avec la solidarité de base dans la classe rurale, ces parasites de la Cour vivant de la grâce du prince et formant autour du trône un milieu de compétitions et d'intrigues, étaient prêts à soutenir un mouvement qui, s'il ne se produisit pas, il faut l'attribuer seulement au manque de popularité de ceux qui étaient pour la plupart des étrangers. C'est à eux qu'il faut attribuer les faux bruits qui provoquèrent des ordonnances princières contre les racontars séditieux dans les cafés et les pamphlets qu'on trouvait devant certaines portes, avec des injures et des menaces, peut-être aussi la large diffusion de ces extraits, de ces coupures de journaux étrangers, traduits en grec vulgaire, qui cherchaient à créer une certaine atmosphère.

Mais il y avait à côté de ces colporteurs de nouvelles et de ces rédacteurs de libelles, comme dans la Rome pontificale à l'époque où de pareils produits politiques étaient signés des noms d'un Pasquino et d'un Marforio, quelque chose de plus sérieux, amenant parfois des résultats tragiques, des conséquences catastrophales.

Il y eut au XVIII-e siècle en France d'ancien régime une franc-maçonnerie de mode, à l'eau de rose, comprenant aussi des dames de la Cour, qui croyaient avoir découvert une nouvelle façon de s'amuser. Ce ne fut pas celle qui pénétra dans les pays roumains, bien que dans la Transylvanie voisine les buts de cette association dont on a retrouvé les noms, parmi lesquels beaucoup de Saxons, de Hongrois et quelques Arméniens, quelques Roumains de la classe cultivée, fussent assez inoffensifs. Quelques boïars de la classe inférieure, dont nous avons cherché de définir le rôle, comme un certain Dărmănescu, venant de terres sur la frontière transylvaine, travaillèrent de tous leurs efforts à ruiner le trône d'un si bon prince, favorable aux réformes, que Grégoire Alexandre Ghica et ils eurent leur part de responsabilité à l'assassinat dans sa capitale moldave de ce philanthrope; il fallut que Constantin Mourousi, le successeur de Ghica, prenne les mesures les plus énergiques pour couper court à ces intrigues sans cesse renouvelées, en même temps qu'une traduction en roumain, qui ne fut pas publiée, essayait de faire connaître dans le cercle des lettrés ce qu'on appelait „le mystère de la franc-maçonnerie". Deux boïars appartennant à la haute noblesse, un Bogdan, apparenté à la dynastie des Cantemir, et un Cuza,

dont tel antécesseur avait servi les Impériaux pendant leur invasion en Moldavie dans la première moitié du même siècle, furent condamnés à mort par ce Phanariote à la main si dure et, au grand effroi d'un caste habituée à être ménagée même dans ses errements les plus graves, décapités. Ajoutons que parmi ceux qui se sont pénétrés des tendances de la franc-maçonnerie il y avait même des membres du haut clergé, comme tel évêque de Roman, qui était originaire de la Bucovine autrichienne.

Les didascales des écoles princières n'osaient pas aller plus loin, mais ils furent aussi un facteur important dans la formation d'un nouvel état d'esprit qui paraissait pouvoir mener à des troubles révolutionnaires.

Ce n'étaient plus, —on l'a vu —, dans cet enseignement supérieur subventionné, des professeurs de grammaire et de rhétorique, formés dans un monde provincial fermé de l'Asie Mineure ou des îles, de Constantinople même ou de Morée, comme Jacques d'Argos sous les Maurocordato. Les nouveaux avaient pu passer en Allemagne et y faire des études de philosophie, de vraie philosophie, non politique de tendances, à côté de leurs collègues, les futurs médecins, mais, à Leipzig ou ailleurs, comme Manasse Héliade, ils ne pouvaient pas échapper à la vague qui menait vers les réformes appuyées sur des principes abstraits. Revenant de cet Occident, tourmentés par le besoin des changements, ils ramenaient avec eux tout ce qu'il fallait pour amener le trouble dans la pensée de leurs élèves. Il est dommage qu'en même temps que les cahiers de ces jeunes gens, cahiers pas encore patiemment étudiés, on n'eût conservé une correspondance qui a dû être intéressante.

Tel de ces „didascales", comme le Moesiodace, Roumain ou Bulgare, qui entendait plutôt désigner par ce nom pompeusement archaïque son origine de la Dobrogea, car il était né à Cernavoda, Joseph, moine sans couvent, fut un des meilleurs géographes de l'Orient. Des traits de génie se rencontrent dans la rude psychologie de ce Démètre ou Daniel Philippide, originaire d'une bourgade obscure de la Macédoine, qui serait resté toute sa vie plongé dans l'obscurité sans l'appui qu'il trouva en Moldavie, d'où, accompagnant un étudiant roumain, il alla en Occident, s'arrêtant pour le reste de ses jours à Vienne. Capable de traduire en grec l'Histoire romaine de Florus, il innova comme

façon de présenter les résultats de l'histoire et de la géographie des deux principautés et de la race roumaine dans deux traités, imprimés au commencement du XIX-e siècle, où pour la première fois fut employé le nom de „Roumanie“ désignant l'ensemble de la patrie roumaine.

Ces Grecs, ces Slaves grécisés, ces Roumains du Pinde ne peuvent pas être caractérisés comme étrangers, tellement ils étaient mêlés dans tous les détails de la vie des indigènes à Bucarest et à Jassy, tellement ils étaient liés avec eux par une presqu'indissoluble solidarité d'intérêts. Du reste, le grec qu'ils enseignaient et dans lequel ils écrivaient des traités parfois dignes d'estime était l'ancienne langue hellénique, considérée comme l'instrument linguistique nécessaire pour la littérature d'un caractère plus élevé et pour les sciences. Et il ne peut pas être question de „nationalisme“, tout au plus d'une conscience de supériorité, comme culture et comme race, de la part de ceux qui n'étaient de fait que les représentants d'une longue et glorieuse tradition. Il en fut autrement des Occidentaux qui venaient dans ces pays comme secrétaires et maîtres de langues.

Parfois, comme dans le cas de Carra, auteur d'une Histoire de la Moldavie, qui joua un rôle pendant la Révolution française et finit sur l'échafaud, c'était des esprits distingués, au besoin des écrivains d'un style assez soigné, sans être des savants et sans pouvoir donner du nouveau dans le domaine auquel ils s'étaient initiés plutôt par les besoins de leur métier. Le commun de ces précepteurs était assez vulgaire et on peut mettre en doute la réalité des connaissances, plutôt de grammaire française, qu'ils s'étaient engagés à transmettre.

En tout cas, il ne faut pas commettre l'erreur de les considérer comme les propagateurs, au nom d'une organisation révolutionnaire à laquelle ils auraient appartenu, des principes qui allaient bientôt changer l'aspect et le sens du monde européen. Des éducateurs de même façon allaient jusqu'en Russie et cependant, dans un pays qui était si ombrageux en fait d'idées, personne n'a dû renvoyer des étrangers qui auraient troublé l'orthodoxie politique de leurs élèves, sauf dans le cas de ce précepteur d'un Vorontzov qui, menant son pupille dans le monde révolutionnaire le plus avancé de Paris, en fit un bruyant jacobin qui paraissait incurable.

IV.

MOUVEMENTS PAYSANS DANS LES PAYS ROUMAINS

Alors que ce monde des villes se contentait de protestations sporadiques contre les impôts trop lourds ou contre l'influence par trop absorbante de tel favori, ou patron, étranger du prince, il en était autrement des paysans.

Dans leur action révolutionnaire, qui fut réelle et parfois d'une rare férocité, il ne faut pas penser aux ruraux des deux principautés. Vivant sous le patronnage généralement paternel de grands propriétaires ordinairement résidant sur leurs terres et, par conséquent, n'étant pas soumis au régime d'extorsion pratiqué avec tant de cruauté en Pologne, ayant comme base économique non pas autant la propriété bien définie et inattaquable d'un lopin de terre, mais le droit de prendre pour leur travail autant qu'il leur était nécessaire pour leur possibilité de travail et les besoins de leur famille, élevant enfin un bétail qu'il leur était permis de vendre et sur lequel les anciens seigneurs n'avaient eu un droit, comme, du reste, c'était leur cas pour tout leur avoir, ces agriculteurs libres savaient bien que, si on commet un abus contre leur personne ou leur terre, ils peuvent trouver toujours justice devant un prince chargé spécialement par le Sultan de ménager „sa pauvre raïa".

Il en était autrement des paysans roumains de Transylvanie, auxquels la Maison des Habsbourg, à peine installée, avait fait de grandes promesses, qu'elle s'était bien gardée de remplir, et dans les âmes desquels les troubles provoqués par l'aventure dynastique du dernier des Rákóczy avaient laissé un fort levain d'agitations futures. Lorsque les poursuites contre ceux qui se refusaient à admettre la forme religieuse bâtarde des uniates avec les quatre points catholiques de différence envers l'ancienne foi

de leurs ancêtres (dépendance du Pape, procession du Saint Esprit, admission du Purgatoire, forme latine de la communion) envenimèrent les esprits, d'une fidélité opiniâtre au passé confessionnel, et lorsque les mécontents, catéchisés par des agents de propagande orthodoxe, crurent découvrir à l'horizon la possibilité d'intervention des Russes, on en arriva à une vraie révolte qui, sous la conduite d'un simple curé, presque illettré, Sophronius du village de Cioara, envahit toute la Transylvanie, mais sans provoquer des actes de cruauté sanglante, les rebelles se bornant à refuser la soumission à des autorités impériales persécutrices.

Le caractère de ce mouvement, qui se produisit en 1760 et qui fut de fait plus important, bien qu'infiniment moins tragique que celui de 1784, beaucop mieux connu et plus d'une fois commémoré, est plutôt social et d'un patriarcalisme touchant, non sans avoir cependant par moments une grande élévation d'idéal dans l'expression des dures souffrances patiemment endurées pendant des siècles sous le régime magyar qui venait de finir. Lorsque le général Buccow, chargé par la Cour de Vienne de pacifier la province, arriva prêt à ordonner la répression par les armes, on lui parla des dix-sept années de poursuite contre les orthodoxes qui ne voulaient pas passer à la religion du maître impérial, dont ils avouaient ne pas connaître le sens, de leur fidélité restée entière envers la reine et impératrice Marie-Thérèse, à laquelle ils sont prêts à offrir le sacrifice de leur sang pour défendre la patrie. Ils ne voulaient que leur liberté de foi, la conservation de leurs églises, des privilèges pour leurs prêtres, qui seraient assimilés comme situation à ceux des autres nations de la province, l'élargissement de ceux qui, plus ou moins innocents, avaient été jetés en prison et y moisissaient depuis longtemps déjà ; ils seraient bien contents d'avoir un évêque de leur confession sans exiger même qu'il soit de leur sang. Du reste il fut très facile de satisfaire ces pauvres gens dont le respect pour leur Souveraine, presque béatifiée par leur tradition millénaire d'adorer l'empereur, était sans bornes. Ils reçurent avec reconnaissance un évêque de langue slave, qui était en même temps le chef de la communauté de Bude et de ses conationaux établis sur l'ancienne place de la bataille de Mohács, ce Denis Novakovitch, lui-même plutôt un simple, qui consentit à passer quelque temps en marge de la résidence des autorités impériales

à Sibiiu, dans le village des paysans qui recueillaient la résine, les *Răşinari.* Deux autres prélats serbes reçurent la même mission de satisfaire ces besoins religieux des Valaques qu'on voyait ne pas être disposés à changer de foi.

Chez les uniates, du reste, leurs paysans n'étaient pas plus contents d'un gouvernement dont la bureaucratie froissait à chaque moment leurs droits les plus évidents et les préjugés leurs plus profondément enracinés. Comme à la place de l'évêque Jean Innocent Klein qui, négligé et menacé même à Vienne, était allé, plein d'un espoir vain, présenter ses doléances à Rome, où il allait mourir pauvre et totalement oublié, on avait installé un bon théologien et un excellent administrateur, un moine de vie remarquablement pure, Pierre Paul Aaron, les villages manifestaient énergiquement pour le „vrai évêque“ dont le nom était sur toutes les lèvres.

Lorsque Joseph II inaugura un régime nouveau, favorable aux masses, il en fut autrement, et les illusions que créa son attitude populaire, si recherchée, prépara le terrain pour une formidable jacquerie, aussi violente dans ses manifestations contre le monde étranger des châteaux, à cause des souvenirs d'une longue oppression et pas à cause de leur qualité ethnique magyare, que vague et confuse quant aux revendications et aux rêves d'avenir.

En Bucovine, la partie de la terre moldave récemment acquise par les Autrichiens sous prétexte de tracer un simple „cordon“ contre la peste (1775), la prise de possession solennelle fut faite dans des conditions qui représentaient un hommage à cette masse paysanne, base de la population.

Les paysans furent rassemblés par villages sous la conduite de leurs prêtres, auxquels on ne demanda pas, comme on l'avait fait en Transylvanie, de se rallier à l'Église catholique, leur accordant même un chef reconnu et honoré par l'État dans la personne de l'évêque de Rădăuţi, dont plus tard on fera un métropolite opposé à celui de la Moldavie restée libre, et on demanda à ces nouveaux sujets, comme Catherine II le fera plus tard à l'égard des Tatars de la Crimée gagnés par l'intrigue, de prêter un serment à l'impératrice, leur „mère“ vénérée.

Joseph II traversa la Transylvanie dans tous les sens, essayant d'entrer en contact, et pas seulement de forme, avec les villageois de toute nation, mais s'intéressant surtout à ceux qui avaient des

doléances à lui présenter; consultant ou non, sur les situations de fait et les difficultés de langage, son guide saxon, qu'il finit pas licencier d'une façon assez brusque, comme importun et gênant, il s'évertuait à leur parler roumain et réussissait presque toujours à se faire entendre. Généralement il prenait la défense de ce monde si profondément humilié à chaque occasion et pour lequel cette âme noble ressentait une réelle compassion. Lorsqu'on lui disait qu'il avait fallu les éloigner de la place de leurs chaumières car ils avaient voulu se venger d'une offense en incendiant le village, il demandait ironiquement si on a découvert des preuves de ce complot. Il promettait à tel vieux père dont les enfants s'étaient dispersés, de sorte qu'il n'avait personne pour l'aider au travail des champs, de lui rendre l'enfant recruté pour l'armée impériale, tout en voulant faire comprendre au vieillard que le jeune homme pourrait faire carrière dans son régiment.

A côté des recrues ordinaires pour les guerres de la Maison d'Autriche, on venait de créer un corps spécial, muni de privilèges importants, celui des garde-frontières, les *Grenzer* ou, en roumain, *grăniceri*. A ceux-ci l'administration assigna des propriétés appartenant au groupe lui-même, des sous-officiers, bientôt des officiers de leur nation furent nommés, des maîtres d'école roumains — il y en avait d'autres pour les Slaves — furent chargés de préparer les enfants à continuer le métier, si honorable, de leurs pères. Pour flatter le sentiment „romain" de cette population qui s'éveillait très vite à un sentiment de culture supérieure, on nomma les nouveaux villages au Nord-Est de la province de termes qui, réunis, formaient cette salutation: *Salve Romuli parva nepos*. Il y eut tout un élan reconnaissant vers les drapeaux impériaux. Et, du côté de ceux qui jusque là s'était habitués à mépriser et offenser le serf valaque et qui maintenant étaient obligés de respecter le soldat du maître, il y eut une forte résistance, employant tous les moyens. On se risqua même jusqu'à dire que l'impératrice-reine est pour ses sujets saxons une étrangère, alors que tous leurs voeux vont vers ce roi de Prusse, si vaillant, dans lequel ils voient beaucoup plus que dans cette femme couronnée le représentant naturel de leur race [1].

Parmi ces sujets ruraux des Habsbourg en Transylvanie il y

[1] Voy. *Archiva Someşană*, revue de Transylvanie 1936, no. 1.

avait un groupe que le travail des champs ne rendait pas doux et soumis, capable d'accepter n'importe quelle situation. C'était les travailleurs des mines qui appartenaient au fisc et étaient administrées par des fonctionnaires, trop souvent injustes et durs envers leurs subordonnés. Dans la région occidentale de la province ils étaient, sans doute, transmettant leur occupation technique d'une génération à l'autre, les descendants de ces Pirustes illyriens, de Dalmatie, qui lavaient la poussière d'or pour les empereurs romains.

En 1784, trois des plus influents parmi ces paysans, Nicolas Ursu, l'„Ours", appelé Horea pour la façon dont il disait l'ancienne chanson, Cloşca, „la Couveuse", et Crişan, venant de la région des rivières qui s'appellent les Criş, un peu plus à l'Ouest, prirent la conduite du mouvement. Le premier, devenu un „roi" de la révolte, un „roi de la Dacie" pour les lettrés qui se rappelaient le passé de cette partie centrale de l'État dace, était allé depuis peu à Vienne pour présenter à l'empereur patron et „père" les doléances de ces si fidèles sujets, et il affirmait avoir été conseillé de se défendre, lui et les siens, de leurs propres moyens contre les oppresseurs, avec un très douteux *Tut ihr das*, „Faites-le", et il montrait telle médaille que lui aurait donné le Souverain.

Dans quelques semaines, les châteaux de cette lisière occidentale de la Transylvanie flambèrent. Il y eut à maint endroit du sang répandu, généralement, comme dans de pareilles explosions populaires, du sang absolument innocent. Les nobles ne pouvaient pas se défendre eux-mêmes, la province n'avait pas de milice, l'intervention des troupes impériales tarda pendant longtemps, la Cour ne prenant aucun intérêt aux souffrances de cette oligarchie détestée. Seulement lorsque le mouvement avait dépassé depuis longtemps les limites, même les plus largement conçues, d'un tumulte populaire, les soldats se mirent à la recherche de ces insurgents en sandales, qui cherchèrent aussitôt l'abri de la forêt ancestrale. Peu soutenus par la classe supérieure roumaine qui se formait, prêtres, professeurs, quelques fonctionnaires, les trois chefs furent pris, jugés d'après les lois cruelles du pays et leurs os seront brisés sur la roue devant la citadelle élevée par les Impériaux, après l'annexion de la Tran-

sylvanie, à la Gyula-Fehérvár des princes magyars, devenue la Karlsburg du nouveau régime allemand.

De ces troubles sortirent deux tentatives révolutionnaires, avant la Révolution française ou au moment où se produisait le phénomène rénovateur en Occident.

Joseph II, qui voulait briser toutes les formes de l'oligarchie historique dans ses États, de l'Escaut, où il échoua complètement, aux Carpathes, où il semblait, malgré l'opiniâtre résistance des Hongrois, pouvoir vaincre, n'avait agi que bien à contre-coeur à l'égard de la protestation féroce de ces pauvres gens. La tradition de l'alliance entre les classes malheureuses et la Couronne ne finit pas dans sa chambre d'agonie. Les révélations du comte milanais Greppi montrent bien ce que le frère et successeur de Joseph, Léopold, préparait à ceux que les armes des Impériaux avaient dû rétablir dans leur ancienne situation privilégiée. Léopold avait été élevé de la même façon que son frère, et il devait en partager les intentions innovatrices, qui étaient allées pour la Transylvanie par dessus un noble édit de tolérance religieuse, comprenant les Roumains orthodoxes de même que les protestants et les autres produits de la Réforme, jusqu'à la suppression des anciens ordres du moyen-âge, des anciennes distributions de territoire sur la base des vieilles chartes et de toutes les restrictions historiques contre la liberté humaine conçue de la façon la plus générale et la plus absolue, jusqu'à la libération des paysans serfs. Or Horea avait compris le grand changement social de la façon qui est manifestée, comme une sentence populaire sans droit d'appel, dans sa proclamation de 1784 : pas de nobles, car chacun doit gagner son pain par son travail même, abandon des châteaux, participation par l'impôt aux charges du pays, partage aux agriculteurs des terres que la noblesse a usurpées [1]. Le lendemain même de la répression le décret impérial faisait disparaître, mais sans créer une fortune aux libérés de la servitude, toute trace d'un passé social d'inégalité et d'oppression (1785), et les voies d'une nouvelle justice étaient ouvertes au dernier des pauvres et des humbles, mettant même à sa disposition des avocats payés par le fisc [2].

[1] D'après la chronique saxonne de Hermann, dans Ferdinand von Zieglauer, *Die politische Reformbewegung in Siebenbürgen zur Zeit Josef's II. und Leopold' II*, Vienne 1885, pp. 21-22.

[2] *Ibid.*, pp. 31-32.

Joseph mourut, en 1790, complètement découragé, renonçant à une partie essentielle d'un si noble programme. Le régime d'États et de diètes dans lesquelles les privilégiés seuls avaient leurs places, fut solennellement rétabli. Léopold feignit de vouloir continuer sur cette ligne d'un passé si énergiquement défendu par les intéressés. Il s'entendit dire dès le lendemain, par les Saxons, bientôt aussi par les Magyars, que le pays doit être gouverné par un vrai Parlement libre, ayant le droit de voter comme celui de l'Angleterre, les impôts, les „nations" devant en faire ensuite la répartition [1]. La Révolution française avait commencé et jusque dans ce coin lointain et ignoré de l'époque on se laissait diriger par l'exemple de son action. Les Saxons de Kronstadt-Brașov se déclaraient, au nom d'une liberté dont ils avaient toujours joui eux-mêmes, contre la restitution du servage [2].

La diète transylvaine de Klausenburg-Koloszvár (Cluj) prit aussitôt après son ouverture, en décembre 1790, des attitudes nettement révolutionnaires, se prévalant aussi de la situation malheureuse des armées impériales dans la guerre contre les Turcs qu'on était en train de liquider, sous la pression anglo-prussienne, dans une réunion de plénipotentiaires, sur le territoire ottoman, à Sichtov. La majorité hongroise, en grande partie des nobles, imposa dès le début l'emploi du magyar dans les protocoles de l'assemblée. On se prit de querelle avec l'administration impériale qu'on ne voulait pas mentionner dans la formule de l'hommage. Beaucoup de temps fut perdu à discuter des questions oiseuses et un recours à la Couronne amena l'ajournement des séances. Des remonstrances assez dures furent envoyées de Vienne et on lui répondit avec la prétention hardie que les fonctionnaires du Souverain n'ont plus l'exclusivité du pouvoir exécutif pendant que siège la diète [3]: la copie de ce qui se passait en France est évidente. Déjà des troubles étaient signalés dans le pays des Szekler [4]. Sur la question de la réunion de la Transylvanie au royaume de Hongrie, dont les traditions étaient si différentes, des animosités éclataient entre Saxons, qui auraient perdu la base de leur situation constitutionnelle, et Magyars, déjà animés d'un fort

[1] *Ibid.*, p. 117.
[2] *Ibid.*, pp. 118-120.
[3] *Ibid.*, pp. 207, 229.
[4] *Ibid.*, p. 217.

sentiment national, qui renvoyaient à leur Allemagne les Saxons [1] et demandaient l'annexion des Principautés [2]; Léopold continuait à défendre la séparation entre ses deux provinces [3].

Comme on s'occupait avec beaucoup de zèle, mais aussi au milieu d'explosions de passion, de la réorganisation du pays, qui devait conserver les anciens contours généraux de son système plusieurs fois séculaire, une déclaration roumaine dut naturellement se produire.

Elle fut faite dans une forme venant de l'expérience des fonctionnaires que, bien qu'en très petit nombre, la nation, qui ne tenait plus à être reconnue comme telle dans le sens moyen-âgeux du mot, s'était gagnés comme porte-voix des chefs religieux de ces „Valaques" dont le nom même avait été à peine prononcé dans la diète: l'évêque des uniates, un Roumain, et le Serbe qui représentait les orthodoxes. Ce document, dans le caractère nettement révolutionnaire duquel on sent non seulement l'influence des idées étrangères, mais aussi le souvenir de la révolte des paysans, mérite d'être analysé d'une façon plus ample.

Se présentant en citoyens, „civicus status", sans mentionner la séparation religieuse, les Roumains rappelaient: leur ancienneté comme habitants d'une terre qu'ils avaient fait produire pendant tant de siècles, leur noble origine romaine, la valeur de leur nombre, qui représentait les deux tiers des habitants de la province, les grands services qu'ils avaient rendus et continuaient à rendre, en tant que soldats, aux Habsbourg, la situation qu'on leur a reconnue dans certains districts voisins, comme colons à côté d'autres immigrants; ils demandaient que toute distinction offensante entre eux et leurs compatriotes disparaisse, que dans la Transylvanie réorganisée il y ait même des comtés portant le nom roumain de la majorité, qu'ils aient une part proportionnelle aux fonctions, qu'ils puissent, comme les Serbes, avoir une assemblée religieuse capable de discuter aussi des questions politiques et qu'ils aient le droit d'envoyer à la Cour des députés comme les Saxons.

La Cour fut favorable à cette déclaration de droits. La diète

---

[1] *Ibid.*, p 309. On les menaçait d'être exclus du régime des États; *ibid.*. p. 311.

[2] *Ibid.*, p. 329.

[3] Sur la formule qui faisait de la Transylvanie un „membre de la Couronne de Hongrie", mais avec une administration séparée, *ibid.*, p. 376,

de Transylvanie reçut, peu après la présentation à Vienne de ce mémoire, l'intimation de s'en occuper et de satisfaire, accordant la „concivilité" demandée, les aspirations légitimes de „toute la nation valaque de Transylvanie", qui doit avoir la liberté religieuse entière et ce qui tient à un entretien honnête du clergé et à l'instruction populaire par la création de nouvelles écoles.

Il y eut, bien entendu, dans la réunion de ceux qui, tout en employant la phraséologie des rénovateurs français, n'en restaient pas moins les défenseurs acharnés des anciens privilèges, toute une tempête de protestations devant le seul représentant de la nation coupable d'avoir visé si haut: l'évêque des uniates, Bob, auquel tout manquait pour pouvoir soutenir une pareille lutte. Il voulut d'abord réagir contre cette offense en quittant la salle des séances. Puis, s'étant un peu calmés, les maîtres du pays chargèrent un érudit saxon, Eder, de prouver combien la partie historique de ce qu'il appelle dans un opuscule imprimé le *Supplex libellus* est remplie d'erreurs. Puis, après de longues tergiversations, on arriva à la proposition d'accorder tout simplement à la nation, au sens humain, mais pas aussi constitutionnel, du mot, nation qui „est toujours capable de commettre des crimes", ce qu'il faut pour adoucir un clergé désireux d'avoir, comme les représentants des autres confessions, le droit à la dîme. L'assemblée, qui agonisait déjà, devant clore ses séances pendant cette même année 1792, montrait combien les meilleurs intentions de réforme se brisent lorsqu'elles rencontrent devant elles la résistance des intérêts matériels coalisés.

Mais les Roumains n'en considérèrent pas la partie comme perdue. Ils savaient bien qu'au fond le Souverain était pour leurs revendications. Aussi les deux évêques qui, par dessus les vieilles querelles, en étaient arrivés à fraterniser, furent-ils chargés dans une assemblée de protestation des chefs de leur clergé de se rendre à Vienne pour réclamer que justice soit faite à leur nation.

Le moment était bien choisi. Car l'empereur pensait non seulement à employer toute son autorité et ses autres moyens pour vaincre la résistance d'un opiniâtre passé, mais, devant affronter la guerre, dangereuse, des révolutionnaires de France, il pensait à recourir, par un soulèvement en masse, à ces classes populaires elles-mêmes qui voulaient échapper à l'oppression séculaire [1].

[1] Cf. Zieglauer, ouvr. cité, p. 530 et suiv.; Lupaş, dans le journal

Car c'est alors que fut tramée la conspiration que nous font connaître les notes de Greppi, mentionnées plus haut que nous transcrivons ici à cause de leur grande importance:

„Aurez-vous jamais cru", écrit le comte milanais, reproduisant les affirmations du ministre Strassoldo, en 1792, après la mort de Léopold, „que le monarque défunt a disparu presque à la veille de commencer lui-même *une révolution en Hongrie?* Ceci aurait entraîné facilement des conséquences qui n'auraient pas été différentes de ce qui arrive en ce moment en France. *Il y a des preuves de ce fait.* Le nouveau Souverain" — François I-er — „a pu éloigner le danger, donnant l'ordre de resserrer dans la diète prochaine la discussion à ce qui tient uniquement au couronnement. Léopold, mu par les intrigues de Hoffmann, n'avait pas accepté seulement un projet qui consistait à introduire des réformes capitales dans la constitution de la Hongrie, mais ce plan même fut envoyé en Hongrie, avec les instructions secrètes de l'employer pour créer un grand parti dans la bourgeoisie et dans les campagnes. Ces instructions, rédigées par Léopold d'accord avec Hoffmann, avaient été imprimées secrètement dans l'officine cachée aux jardins du Belvédère. Dans ce document on conseillait aux bourgeois et aux paysans de demander l'abolition des nombreux abus et de certaines lois trop favorables à la classe aristocratique, devant se déclarer capables eux-mêmes d'occuper toutes les fonctions, fussent-elles ecclésiastiques, civiles ou militaires. *Une formule de serment y était également attachée, et la phrase suivante mérite d'être mentionnée: „Léopold est pour tous et tous pour un seul".* Hoffmann, au cours de son voyage en Hongrie, s'était déjà occupé de distribuer ces formulaires, contenant les demandes qui ont été déjà indiquées par moi, de même que le texte du serment. Aujourd'hui on veut corriger cette erreur. Hoffmann vient d'être rappelé et il aura une autre destination, bien qu'on le connaisse comme un homme dangereux. On prendra d'autres mesures pour satisfaire les bourgeois et les paysans en Hongrie, sans les exposer à une collision avec l'aristocratie" [1].

Telegraful romîn, 1912; Silviu Dragomir, dans la *Revista Teologică*, année 1911, p. 400 et suiv.; Iorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, II, p. 216 et suiv.

[1] *La Rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano.*

Léopold II, *auquel, à un certain moment, le synode de l'Église uniate des Roumains refusait de prêter serment dans une forme qui contenait la mention des nations privilégiées* — on voulait un congrès-synode national, une „grande assemblée" des deux confessions, clercs et laïcs, même sous la présidence d'un Allemand [1] — mourut presque inopinément, le 1-er mars 1792. Or, pendant ce même mois de mars, certainement pas sans avoir reçu certaines suggestions en rapport avec les projets que nous venons de faire connaître, les évêques roumains adressèrent au nouvel empereur, François, quelques jours avant son avènement, une nouvelle demande de droits dont les points correspondent à ceux que révèle la lettre de Greppi : égalité des Roumains avec les autres nations quant à la représentation dans la diète et à leur participation aux fonctions, introduction des Roumains parmi les États, armée nationale, comme celle des Serbes, au service de l'empereur.

La satisfaction qui fut obtenue n'allait pas si loin. Il était question encore une fois de privilèges pour l'Église, dont cependant les chefs, d'après la conception de l'État laïc, n'avaient pas le droit de présenter des programmes politiques, et il leur était défendu d'offenser la diète.

A cela, en juillet, les mêmes représentants de leur nation répondirent courageusement que néanmoins ils ont un mandat qu'ils ne peuvent pas déposer, que, s'ils retirent certains termes dont ils se sont servis pour qualifier l'attitude de la diète, mais seulement par respect envers l'empereur, ils n'en accusent pas moins les privilégiés de déni de justice. Il ne peut pas y avoir cette paix entre les nations, tant désirée par la dynastie, sans que les défenseurs de l'injustice reviennent à une autre conception de la vie contemporaine [2].

Le procès s'arrêta là, mais cette guerre de plume et de discours ne resta pas sans influence sur l'avenir, mûri par le grand drame européen, de la nation roumaine.

Cf. la *Revue historique du Sud-Est européen*, année 1932, octobre-décembre ; 1933, janvier-mars.

[1] Zenovie Pâclişanu, *Luptele politice ale Românilor ardeleni din 1790-92*, dans les „Mém. de l'Académie Roumaine", 1923. Cf. Iorga, dans la *Revista Istorică*, IX, p. 147 et suiv.

[2] Sources déjà citées plus haut.

V.

PROJETS DE PARTAGE DES PAYS ROUMAINS

On a vu les Saxons et les Magyars avant l'époque napoléonienne de Transylvanie, surtout les derniers, préoccupés de l'appréhension que les Russes, qui ne conclurent leur paix avec le Sultan que quelques mois après le traité de Sichtov, en janvier 1792, ne se saisissent des Principautés dont, les Autrichiens ayant non seulement la Valachie et l'Olténie, mais aussi toute la partie moldave entre les Carpathes et le Séreth, ils n'étaient maîtres que pour la partie orientale de la Moldavie; ils croyaient que mieux vaut les annexer aux possessions de leur empereur.

La guerre commencée en 1788 avait, en effet, posé la question de l'avenir que doit avoir cette terre si fertile, cette nation qui semblait si prête à changer de sujétion, abandonnant ce qu'on s'est habituée à nommer: „le joug ottoman".

A Cherson, après un long voyage sur le Dniéper, spectacle asiatique digne de la „Sémiramis du Nord", Joseph II s'était entendu avec son ambitieuse voisine de Russie pour faire disparaître l'anachronisme, l'offense à la civilisation „philosophique" qu'était l'Empire Ottoman, chacune des Puissances alliées pour cette guerre de purification devant prendre ce qui rentrait dans ses droits historiques ou dans ses perspectives d'avenir.

Les hostilités ne tardèrent pas à commencer par l'envahissement des Principautés, les Russes s'attardant devant la vieille forteresse de Hotin, alors que les Impériaux autrichiens descendaient de leur Bucovine à peine acquise et organisée. Alexandre Ypsilanti, le prince „philosophe" dont il a été déjà question plusieurs fois, s'était déjà entendu avec ceux qu'il feignit de combattre: s'étant laissé prendre sans aucune résistance dès la pre-

mière rencontre, il fut mené à Vienne, puis à Brünn, où on voit encore au-dessus d'une porte-cochère son portrait sculpté, les pieds repliés lui servant de base et la pipe, entre les lèvres, de panache.

Mais l'occupation qui suivit, devant se borner au territoire moldave, que les alliés russes ne réclamaient pas comme devant leur appartenir, n'eut pas le caractère habituel de ces actions d'offensive. Dans la conscience des boïars des deux pays il y avait des tendances devant lesquelles les conquérants restèrent surpris, mais, pendant quelque temps au moins, ils durent se soumettre à ce désir de toute une classe dominante, si utile.

En Moldavie, l'aristocratie du pays se présenta comme des „États" dont l'existence devrait être respectée ; c'est donc avec ces „États" qu'il faut gouverner, les „Divans" de jadis, qui travaillaient sous la présidence d'un général étranger, ayant donc changé de caractère. On voulait former un comité qui aurait dirigé le commandant militaire et l'agent impérial placé à ses côtés. Les Autrichiens d'abord, les Russes ensuite durent donc négocier comme avec une nation constituée[1].

A Bucarest, croyant que la Valachie n'échappera pas à la domination permanente de l'empereur, le prince de Cobourg voulut faire prêter par les États de cet autre pays le serment au nouveau souverain, comme jadis en Bucovine. Un jeune Cantacuzène, établi plus tard en Russie, où il écrivit des mémoires dans la langue de sa nouvelle patrie, nous a laissé le récit de ce qui se passa à ce moment, l'aristocratie valaque de la nouvelle génération essayant d'échapper à telles obligations qu'elle croyait attentatoires aux droits traditionnels de la principauté. Car ce représentant d'une conception différente de celle d'un passé d'humiliation, cet officier formé à l'européenne, qui avait passé quelques années en Russie et qui avait trahi le prince phanariote Nicolas Maurogénis pour passer aux Autrichiens, n'acceptait pas que la Valachie soit considérée comme une partie médiévale de l'ancienne Hongrie[2] et que la formule du serment ne contienne la mention expresse des privilèges dont on entendait jouir sous

[1] J. Nistor, Rapports autrichiens, dans la collection Hurmuzaki, pp. 440 et suiv. et p. 528, no. CCCXX.

[2] La suzeraineté des rois de Hongrie ne se serait étendue que sur le Banat de Severin.

la domination impériale. Aussi s'y prit-il de façon à faire remplacer sans que les Impériaux s'en fussent aperçus la formule que les occupants entendaient imposer, par une autre, correspondant à la vérité historique et aux besoins de cette société politique [1]. L'homme qui avait osé essayer cette substitution entretenait des relations avec les sujets grecs du Sultan et avec les Slaves des Balcans et, se rappelant le grand rôle chrétien de son ancêtre, le prince de Valachie Şerban, il rêvait „de former en Turquie un État chrétien grand et puissant" [2]. Plus tard il contestera que les soldats de l'empereur eussent conquis le pays, où ils seraient venus appelés par les États [3].

Pendant les négociations de Sichtov, comme le médiateur au nom du roi de Prusse, le marquis italien Lucchesini, cherchait à détacher les Valaques d'une sympathie pour les Russes que ressentait aussi Jean Cantacuzène, mais qui n'était guère générale, il s'entendit dire ce qui suit: „Vous n'avez pas raison, marquis, d'imputer aux Roumains le manque de fidélité envers les Turcs. La Valachie est un pays libre, elle a ses droits et nous nommerons tyrans ceux qui voudraient les mépriser ou les violer et les haïrons de même que les Turcs. Le penchant pour la Russie peut être pardonné si on considère le traité de Kaïnardchi et la convention d'Aïnali-Kavak, et aucune des Puissances de l'Europe n'a fait jusqu'ici pour le pays ce qu'ont fait les Russes. N'oubliez pas, Monsieur, que la Valachie a combattu contre les Turcs pendant trois siècles, alors que la Turquie était au comble de sa puissance et qu' elle faisait trembler l'Europe. Forcée par des circonstances fatales, la Valachie dut ensuite se soumettre, reconnaître le protectorat de la Turquie, mais n'en fut jamais l'esclave. Pourquoi donc la Prusse, au lieu de défendre les intérêts de la Porte, ne prend-elle sous sa protection la Valachie, qui serait plus contente d'être sous sa protection que sous celle d'États voisins forts et puissants et par conséquent toujours dangereux pour elle dans leur rivalité ? La Prusse, par sa position géographique, ne peut pas présenter de danger pour la Valachie, mais

[1] Mémoires de Jean Cantacuzène, résumés par Nicolas Bălcescu, dans le *Magazinul istoric pentru Dacia*, I, pp. 194-195. Cf. notre *Revue hist. du Sud-Est européen*, X, p. 361.
[2] Bălcescu, loc. cit., p. 196.
[3] *Ibid.*, p. 200.

leurs intérêts, surtout ceux de commerce, leur seraient communs. Elle pourrait vendre à la principauté les produits de ses manufactures et recevoir en échange des produits bruts. Je m'étonne que cela eût échappé au Grand Frédéric, et voici maintenant qu'une occasion se présente de faire le bonheur de la principauté, se fondant sur les intérêts de la Prusse, et je crois que, dans les circonstances actuelles, vous pourrez facilement obtenir l'acquiescement et l'appui de la Porte dans ce but[1]". Lorsque les Turcs, voulant faire passer des troupes contre les Russes, qui n'avaient pas conclu d'armistice, prétendirent que les deux rives du Danube leur appartiennent, ce qui n'était vrai que pour une partie de la rive gauche, valaque, le même Cantacuzène fit rédiger une protestation au nom du métropolite et des grands boïars, imitant des signatures que ceux-là n'eussent jamais apposées. „Et, dans ma conscience, je crois que la contrefaçon de ces signatures ne doit pas m'être imputée, car elles ont servi à l'avantage de ma patrie[2]." Du reste, il pensa, un moment, à devenir lui-même prince de ce pays, qu'il dut quitter bientôt, pour une retraite définitive en Russie[3].

C'est probablement à son instigation et, en tout cas, d'après ses conseils, que furent rédigés les points de prétentions des Roumains de Valachie, présentés aux négociateurs de Sichtov, qui se sont conservés dans une lettre de Hammer, le futur historien de l'Empire Ottoman.

On ne voulait plus d'un passé abhorré. Plutôt avoir le sort de Lisbonne et de Lima, qui se sont effondrées. Les Valaques, — comme, naturellement, les Moldaves aussi, — veulent être une nation et former un État, au lieu d'être considérés comme les habitants quelconques d'un pachalik ou d'un sandchacat turcs. De nouveau apparaît la tendance de réclamer la propriété, usurpée depuis environ deux siècles, de la rive gauche du Danube. La liberté de coumerce — on se rappelle les recommandations, faites par Jean Cantacuzène à Lucchesini — doit être entière. Il n'y aura avec la Porte d'autre rapport que le tribut, et encore sera-t-il livré par les représentants à Constantinople de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse aussi. On reconnaîtra des Ordres en

[1] *Ibid.*, pp. 197-198.
[2] *Ibid.*, p. 201.
[3] *Ibid.*, p. 203.

Valachie, et le prince sera élu dans leur assemblée. Enfin il y aura une armée nationale pour défendre ces libertés [1].

Mais, pendant que cet esprit éclairé, servi par une volonté hardie, traçait ce qui devait être plus tard une Roumanie libre, la diplomatie européenne traitait ces pays comme des territoires quelconques pouvant être l'objet de ces compensations dont on parlait avec tant de légèreté à cette époque du XVIII-e siècle, et au-delà même.

Jusqu'au moment où on pourra utiliser le contenu des archives russes on ne saura pas les origines du projet qui devait créer entre les Carpathes et le Danube, non sans des intentions que découvrait la police autrichienne sur cette Transylvanie même, où vivaient tant d'orthodoxes, pendant longtemps persécutés, un royaume pour l'ancien favori de Catherine II, devenu prince de la Crimée, qu'on appelait maintenant Tauride, et commandant d'armées, Patiomkine, appelé ordinairement Potemkine. Pendant que, en 1783, Joseph II pensait à la possibilité de se rattacher les Principautés comme d'anciennes dépendances du royaume de Hongrie [2], à Pétersbourg on lançait le projet de ce royaume, qui devait être indépendant, comme le pays des Tatars dont l'indépendance a été le préambule de l'annexion à la Russie [3]. Le roi de Prusse était d'opinion que „la Moldavie et la Vallachie seroient de beaux objets pour l'ambition d'un favori puissant" [4]. Potemkine lui-même désirait s'assurer ainsi une retraite honorable pour ses vieux jours — il touchait déjà à la cinquantaine et sa santé était totalement minée par les excès [5]. Il avait commencé à liquider ce qu'il possédait en Russie: palais, terres et serfs [6].

Devenu chef des troupes russes pendant la guerre de partage de l'Empire ottoman, commencée en 1788, il reprit ce projet de se faire „Souverain de la Moldavie et de la Vallachie" [7]. Tout

---

[1] Lettre de Hammer, dans la revue roumaine *Convorbiri Literare*, 1901, p. 112 et suiv.; Iorga, *Geschichte des rumänischen Volkes*, II; *Revue historique du Sud-Est européen*, X, p. 361.

[2] Nos *Actes et fragments*, II, p. 65, no. 3.

[3] *Ibid.*, no. 1.

[4] *Ibid.*, p. 166, no. 2.

[5] *Ibid.*, no. 3.

[6] *Ibid.*, pp. 167-168. Sur ses projets de départ *ibid.*, p. 169, nota 2.

[7] *Ibid.*, p. 270, no. 4. Cf. *ibid.*, p. 288, no. 2.

en niant qu'il veuille borner à si peu ses projets d'avenir, il n'en prenait pas moins, à Jassy, des airs de prince régnant, déployant un luxe qui devait étonner ses futurs sujets[1]. On parlait des 150.000 ducats de diamants qu'il aurait pris à sa nièce, la comtesse Branicka, pour les distribuer aux dames moldaves[2]. Un architecte appelé de Pétersbourg devait lui élever un palais princier[3].

Ce projet était divulgué officiellement à Berlin en janvier 1790, spécifiant que la Bessarabie, c'est-à-dire les citadelles occupées par les Turcs, entrerait dans le lot de ce prince grec[4] qui pourrait être même le grand-duc Constantin[5]. Ce serait „un marchepied pour marcher au trône de Byzance“[6]. On ne voulait pas aussi les districts de l'Olténie, qui seuls reviendraient à l'empereur[7]. Le principal ministre de Frédéric-Guillaume II, von Hertzberg, jugeait ces propositions comme „impertinentes“[8]. Bien qu'il menaçât de faire partir, si on lui refuse cette satisfaction, la flotte russe vers le Bosphore[9], Potemkine rencontrait une forte opposition chez ses ennemis à Pétersbourg même. On voulut le dédommager le créant hetman „des peuples de Catherinoslaw et de la Mer Noire“[10].

Joseph II, de son côté, maugréait qu'il n'avait pas de Potemkine à pourvoir“[11]. Cette résistance s'ajoutait donc aux autres pour faire manquer le projet.

Mais Potemkine continuait à lutter pour en arriver à ses buts. Il envoyait tel courrier grec, appartenant à la noblesse, au Grand Vizir[12]. Comme Joseph II continuait à combattre une idée qui gênait tant ses propres intentions de conquête qui devaient cependant finir bientôt, après une grande défaite militaire, d'une

[1] *Ibid.*, p. 290 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 291, no. 3; p 292, no. 1.
[3] *Ibid.*, p. 295, no. 1.
[4] *Ibid.*, p. 294, no. 2.
[5] *Ibid.*, p. 297, no. 3.
[6] *Ibid.*, no. 3.
[7] *Ibid.*, p. 294, no. 2.
[8] *Ibid.*, p. 296, no. 2.
[9] *Ibid.*, p. 296, no. 3.
[10] Lettre de l'ambassadeur de Suède, Stedingk, avril 1791, dans Lanson, *Choix de lettres du XVIII-e siècle*, Paris 1897, p. 525.
[11] *Ibid.*, p. 298, no. 3.
[12] *Ibid.*, p. 300, no. 2.

façon si lamentable, l'ami de Catherine pensa à une intervention personnelle auprès de l'empereur et il lui envoya un certain de Buhler, qui se rendit de fait à Vienne en avril 1790, au moment où déjà un arbitrage pour la paix se prononçait [1]. Il déclarait vouloir se mettre „sous les ordres“ de ce prince [2]. Et, en même temps, il pensait à vendre tout ce qu'il avait laissé dans cette Russie où l'impératrice continuait à s'attendrir jusqu'aux larmes lorsqu'il était question du sort de celui qu'elle avait tant aimé [3]. Le prince de Ligne prétend avoir donné lui-même l'idée de la future Dacie à Potemkine, promettant de le faire „prince de Moldavie et de Valachie“ [4].

Revenu à Pétersbourg en mai 1791, le favori n'oublia guère son rêve dace [5], qu'il alla reprendre aussitôt à Jassy [6]. Il fit danser devant l'impératrice „vingt-quatre couples habillés à la moldave avec la plus grande magnificence à ses frais“ [7].

Mais, lorsqu'il reçut l'ordre de conclure la paix à tout prix, la ruine de ses illusions porta le dernier coup à une santé si ébranlée. Il finira sur la route du retour, en pleine campagne, mais la pensée à ce qu'il croyait avoir déjà obtenu ne l'abandonna pas jusqu'au dernier moment, car il ordonna, dans ses dernières dispositions, que son coeur soit déposé à Jassy, dans la belle église de Golia, où il fut de fait enseveli, avec une inscription en russe commémorant la grandeur disparue de celui qui rêvait d'être roi à cette place. Certains produits d'une modeste littérature roumaine montrent qu'on y était sensible au moins au faste extraordinaire qui fut déployé aux funérailles de celui qui devait être roi ortho-

---

[1] *Ibid.*, p. 301, no. 4.

[2] *Ibid.*, p. 302, no. 2. Cf. aussi *ibid.*, p. 807, no. 4.

[3] *Ibid.*, p. 311, no. 3. Cf. *ibid.*, p. 312, no. 1; p. 314, no. 2. Sur ses rapports avec le prince de Ligne, qui, à un certain moment, devait le remplacer au commandement des armées, voy. *ibid.*, p. 301, no. 2. Cf. *Lettres et pensées du maréchal prince de Ligne*, Paris-Genève 1809, p. 126, et notre ouvrage, *Le développeme ntde l'idée de l'unité politique des Roumains* (en roumain), Bucarest 1915, p. 32 et suiv.

[4] D'après ses Mémoires, dans notre livre cité plus haut, p. 38.

[5] Nos *Actes et fragments*, II, p. 328, no 1.

[6] *Ibid.*, p. 329, no. 2. Cf. *ibid.*, p. 330, no. 2; p. 331, nos. 2-4; p. 3:2, no. 2.

[7] Lettre de l'ambassadeur de Suède, Stedingk, 3 avril 1791, dans Lanson, *Choix de lettres du XVIII-e siècle*, Paris 1897, p. 225.

doxe de la Dacie reconstituée sous la protection de la „grande Catherine“.

Cette idée, une fois lancée, allait être cependant reprise, dans d'autres circonstances et sous une autre forme.

L'idée de la Dacie ressuscitée, quelles que soient les conditions nouvelles dans lesquelles elle devait vivre, était, du reste, naturelle à une époque où le passé classique dominait tous les esprits, où sa réfection, au moins de titre et d'apparence, semblait un vrai devoir pour les diplomates et les hommes d'État. Catherine II, elle-même, qui faisait appeler Théodosie, Symphéropol, Olvidiopol les villes qu'elle faisait construire, était obsédée par les mêmes souvenirs et appelait „Tauride“ la Crimée à une époque où la Russie avait dans Lomonossov et Derjavine des poètes d'odes classiques. La littérature historique des érudits qui travaillaient en Transylvanie, à Pest, à Vienne sur les monuments et les autres traces de l'histoire ne faisait que parler de cette Dacie. Joseph II lui-même avait quelque chose de Romain, nous dirions même de „païen“, dans sa façon de penser, de parler et de créer. Dans sa visite transylvaine, où il chercha tant à se mêler au peuple sans distinction nationale, on peut découvrir un lointain souvenir du „bon“ Trajan. Il se concevait en César réformateur et bienfaisant, alors qu'un impérialisme de caractère antique distingue tant ces actions dont le théâtre devait être dans son intention beaucoup plus large que les frontières de ses États héréditaires ou même de son vague caractère impérial. Ses moyens de gouvernement dans une monarchie qu'il a voulu à tout prix unifier et uniformiser étaient ceux des anciens Romains: ses gouverneurs auraient été des proconsuls, et un même système de lois rationalistes, publiées, largement reproduites, traduites dans les langues de ses différents „peuples“ *(Vőlker)*, aurait formé la cuirasse de cette forme politique générale. Ses fonctionnaires, l'appui principal du régime, auraient été — et ils l'ont resté jusqu'à la fin du régime monarchique — le ciment même de cet édifice unique, partout pareil à lui-même.

„Empereur des Roumains“, il l'était dans sa pensée autrement que dans le sens du moyen-âge. Comme il y avait des Roumains aussi de l'autre côté des Carpathes, il considérait comme un droit et un devoir la mission de les ajouter à son empire. Si le

partage de la Pologne le rendait en même temps héritier des prétentions polonaises sur la Moldavie—et il les employa pour s'annexer la partie supérieure, la plus historique, de la principauté, l'ainsi-dite Bucovine, si les empiètements de frontière lui permirent de s'annexer dans les Carpathes moldaves un territoire boisé dont la surface équivalait, de son propre aveu, à deux „comtés", la grande conception annexioniste de l'empereur „romain" s'étendait bien au-delà et il ne s'attendait guère, ni à la résistance victorieuse des Turcs, ni à l'intervention des arbitres qui lui imposèrent un armistice, ni à cette Révolution française qui lui ouvrait d'autres possibilités d'expansion, en Occident.

Du reste, cette idée de faire disparaître les frontières séparant les pays roumains se retrouve sous une autre forme aussi dans l'action militaire et politique de ce prince grec, venu des îles, où il avait planté la vigne, tout en cherchant à Constantinople un autre avenir, Nicolas Maurogénis, qui ne gouverna pas seulement pendant quelques années la principauté de Valachie, mais fut pour les Turcs un auxiliaire très précieux pendant cette guerre, qu'il servit de la façon la plus active et la plus dévouée, pour être récompensé ensuite, lorsque, et pas de sa faute, tout était perdu, par une sentence capitale du Grand Vizir, provoquant presqu'un assassinat, qui alla le chercher à l'improviste dans un misérable village de Bulgarie.

En effet et, comme on le verra, non sans avoir écouté certains conseils de la part des boïars valaques qui étaient capables maintenant d'entrevoir un autre avenir, il lançait aux Transylvains, dans le pays desquels il avait pu entrer en armes, une proclamation d'une extraordinaire hardiesse, dans laquelle il parle de la possibilité que cette terre soit „de nouveau réunie à cette principauté dont elle s'est séparée", ajoutant qu'il est disposé à les accepter avec les relations et les privilèges qu'ils croiront eux-mêmes leur être plus utiles, autant pour le clergé que pour la classe politique et militaire"[1]. Il est bien vrai qu'il ne nommait pas les Roumains qui, malgré les bonnes dispositions, que nous avons signalées, de l'empereur régnant, ne formaient pas une „nation" constitutionnelle, qu'il pensait aux ordres privilégiés et

[1] V. A. Urechia, *Istoria Romînilor*, III, série 1686-1800, Bucarest 1892, pp. 200-202, 230-231.

que, enfin, il paraît que ce qui l'avait déterminé à faire cet appel c'était le caractère ambigu qu'on pouvait attribuer au mot de „Hongrovalachie" que Byzance avait donné à la Valachie, mais il n'en est pas moins évident qu'à l'annexion projetée par les Impériaux aux dépens des Roumains libres on voulait opposer une annexion par les Roumains eux-mêmes de territoires voisins.

A tel moment Maurogénis eut aussi, par une décision du Sultan, la domination sur la Moldavie voisine, où n'avait pas pu s'installer cet autre Grec, Manuel Rosetti Giani, qui, pris par les Russes, mourra en captivité. Il installa un de ses conseillers comme „caïmacam" (lieutenant), de la principauté voisine, d'où on lui envoyait des rapports. S'il ne prit pas, comme jadis Basile Lupu, le titre de prince des deux pays, se bornant à une situation qui dépassait celle de Radu Mihnea, lequel, de sa Moldavie envoyait son fils gouverner la Valachie, il n'en commandait pas moins d'un bout du pays roumain à l'autre.

VI.

NOUVEAUX PROJETS DE CESSION DES PRINCIPAUTÉS

Pendant que Potemkine attendait de la protection de son impériale amie et de l'appui qu'il croyait pouvoir se gagner à Vienne, même de ce que la corruption aurait pu obtenir des chefs de l'Empire ottoman la satisfaction d'une hardie ambition royale, pendant que Joseph II s'imaginait qu'un traité imposé aux Turcs épuisés pourrait lui donner la Valachie entière et la partie de la Moldavie entre la montagne et le Séreth, un bizarre projet se formait dans l'esprit naïvement inventif du principal ministre prussien, von Hertzberg.

Dès le 24 novembre 1787, croyant que les Turcs ne pourront pas résister à l'attaque double des Russes et des Autrichiens, qui, du reste, ne s'était pas encore produite, le principal conseiller de Frédéric-Guillaume II posait de la façon la plus nette au ministre de Prusse à Constantinople von Diez, un savant, connaisseur de la littérature turque, esprit pondéré et honnête, cette question enfantine: „Croïés-vous qu'on pourroit engager la Porte à ceder à l'empereur toute la Moldavie et la Valachie et à la Russie la Crimée, Octzakoff et la Bessarabie, à condition que le roi de Prusse, la France et d'autres Puissances, que j'y ferais entrer, garantissent à l'Empire ottoman son existance constante en Europe, au-delà du Danube, de sorte que cette rivière et la rivière d'Unna fussent la limite éternelle entre l'Empire ottoman et la chrétienté[1]?". Et plus loin: „On me dira: les Turcs ne peuvent et ne veulent pas ceder les grandes et belles provinces qu'en les depossedant et pas avant qu'on les leur ait prises, mais alors on ne leur en tient plus aucun compte. D'ailleurs, il est ap-

[1] Iorga, *Actes et fragments*, II, p. 226, no. 1.

parent qu'ils les perdront bientôt. La Moldavie et la Valachie ne leur sont rien que pour enrichir quelques miserables Grecs ou pilliers du Serail et pour nourrir quelques Tartares nomades. Ne serait-ce pas un avantage pour la Porte si, par le sacrifice de ces païs, qui ne lui sont d'aucun prix, elle pourroit acheter et s'assurer l'existance constante et tranquille du beau reste de l'Empire ottoman en Europe[1]?". Le 22 janvier suivant, il faisait voir l'intérêt que la Prusse pourrait avoir à une cession si difficile à proposer. „La Cour de Vienne rendroit la Galliczie à la Pologne." La Pologne, de son côté „feroit la convenance du roi de Prusse", et aussitôt celui-ci détermine l'objet de sa convoitise: „Danzig, Thorn et les palatinats de Posnanie et de Calisch".

A côté, on pensait à la possibilité de donner aux Russes la Bessarabie, c'est-à-dire la lisière du Danube, s'ils renoncent à la Géorgie et — la précision géographique manquait trop à Berlin, — „à tout au-delà du Cuban", rappelant aussi ses consuls fauteurs continuels d'intrigues, sauf ceux de Constantinople et de Smyrne[2].

Mais l'avance autrichienne se fit très lentement, avec beaucoup de difficulté. L'empressement de faire avaler aux Turcs le „plan", en fut naturellement de beaucoup diminué. En juillet 1788, le roi parle à Diez seulement de „quelques cessions que la Porte pourroit faire sans grand prejudice à la Pologne, entre le Dnieper et le Pruth, du côté d'Ackerman, afin que cette république ait quelque part â la navigation de la Mer Noire, que la Porte garde pourtant la superiorité absolue dans la Mer Noire et que les deux Cours imperiales et la Pologne ne partagent avec elle le commerce de cette mer que d'une manière subordonnée et principalement avantageuse aux Turcs[3]". Mais, à la nouvelle que la flotte turque venait d'être détruite, on en revint au projet d'échanges[4]: il est énoncé de la façon la plus précise le 30 août[5]. A la rigueur la Prusse „forcera" le Sultan à céder[6]. Et,

[1] *Ibid.*

[2] *Ibid.*, p. 228, no. 1. Aussi, pour ce premier projet, *ibid.*, p. 235, no. 1; p. 237, no. 2. Cf., pour la retraite entre le Danube et le Balcan, recommandée aux Turcs en mars 1788, *ibid.*, p. 233, no. 3.

[3] *Ibid.*, p. 243, no. 1.

[4] *Ibid.*, no. 3.

[5] *Ibid.*, p. 246, no. 3.

[6] *Ibid.*, pp. 247-248. Mais de nouveau la crainte d'une victoire turque; *ibid.*, p. 248, no. 3; cf. *ibid.*, no. 4; p. 256, no. 1.

lorsque la fortune paraît être favorable aux Turcs, qui pourraient regagner les Tatars, pourquoi ne demanderaient-ils pas à l'empereur, comme condition *sine qua non* de la paix, la restitution aux Polonais de la Galicie et de la Lodomérie [1]? Sinon, le roi de Prusse s'engageait à faire marcher 30.000 Polonais contre les armées ottomanes pour leur faire quitter les Principautés [2].

L'année 1788, avec l'élan de Maurogénis, avait été d'abord favorable aux Turcs. Mais, aussitôt que la victoire parut leur échapper, — les Russes demandant Oczakov et Hotin et, pour Joseph II, l'Olténie [3], — la diplomatie prussienne s'ennivre de ses propres illusions. On parle tant à Constantinople, on croit en avoir imposé et on voit déjà, — Français et Espagnols étant retenus par les Anglais et les Hollandais, la Pologne devenant amie, ainsi que la Suède—, la Silésie entière, la Bohême et la Moravie, la Courlande gagnées comme provinces des Hohenzollern [4].

Mais, d'abord, il faut que le projet de Hertzberg soit réalisé [5], et, comme à Constantinople on demandait la Crimée et des dédommagements de la part des Autrichiens, Berlin offre au Sultan un traité de garanties mutuelles [6]. C'est d'autant plus facile que le roi „règne souverainement dans les coeurs des Ottomans" [7]. On presse les Turcs de signer un traité dans ce sens [8], précisant qu'il s'agit comme condition unique du plan auquel on ne voulait guère renoncer [9], même au moment où commençaient à Paris les événements qui devaient mener dans quelques semaines à la révolution. Comme la Porte tardait à souscrire, on allait jusqu'à parler de la possibilité que la Prusse prête aux empires coalisés, qui à eux seuls ne montraient pas pouvoir gagner la victoire définitive et emporter ainsi une paix favorable, un contingent de 24.550 soldats qui envahiraient la Moldavie [10]. Cependant Diez assurait que jamais les Turcs n'accepteraient

[1] *Ibid.*, p. 243, no. 1; p. 250, no. 2; p. 256, no. 2. Cf. *ibid.*, p. 258, no. 3.
[2] *Ibid.*, p. 250, no. 2.
[3] *Ibid.*, p. 261, no. 2.
[4] *Ibid.*, p. 260, no. 2.
[5] *Ibid.*, p. 264, no. 1.
[6] *Ibid.*, p. 264, no. 1.
[7] *Ibid.*, p. 265, no. 2.
[8] *Ibid*, p. 269, no. 2.
[9] *Ibid.*, p. 272. Cf. *ibid.*, p. 274, nos. 1, 3.
[10] *Ibid.*, p. 275, no. 1.

les cessions qu'on voulait leur imposer[1]. Leur opiniâtreté s'en tenait au principe qu'ils avaient posé en février: „Résignation à la volonté de l'Être Suprême; c'est Dieu qui nous a tirés de l'obscurité, et nous étiens pauvres et petits. C'est avec le sabre et la lance que nous sommes venus faire des conquêtes dans toutes les parties du monde et que nous avons, par la volonté divine, fondé des empires qu'on nous envie. Dieu sait aussi ce que nous deviendrons un jour. Mais, si un ennemi nous attaquera, nous nous defendrons; s'il viendra un second, nous nous defendrons; s'il s'en mêlera un troisième, nous nous defendrons; s'il en viendra encore plusieurs, nous nous defendrons aussi, et nous serons vainqueurs ou vaincus, selon que Dieu voudra que nous le soyons[2]".

Or, on croyait à Berlin pouvoir convaincre ceux auxquels était offerte l'alliance à un tel prix, qu'ils doivent refuser toute restitution de la part des Austro-Russes et préférer plutôt cette alliance prussienne, qu'on pourrait gagner seulement „au prix de ces deux malheureuses provinces de la Moldavie et de la Vallachie, qui sont actuellement ruinées de fond en comble"[3]. Mais ce point ne sera pas introduit dans le texte même du traité[4].

Aussitôt intervint la grande poussée russe de Souvorov tombant sur les forces turques au point délicat où la Moldavie et la Valachie s'emmanchent, à Focşani, et aussitôt les Autrichiens, collaborateurs en second ordre de la victoire, s'empressent de prendre leur part en Valachie, poussant dans quelques semaines sans rencontrer plus d'ennemis, jusqu'en Olténie. On croyait Catherine II elle-même gagnée au projet;[5], cependant elle n'avait pas avantage à voir que les Autrichiens partent de Galicie[6].

Depuis longtemps à la révolution de France s'était ajoutée la révolte des Pays-Bas contre l'empereur. Berlin veut en profiter: il n'admettra pas que la souveraineté autrichienne y soit rétablie autrement qu'au prix de la cession de la Galicie aux Polonais.

---

[1] *Ibid.*, p. 275, no. 3; p. 276, no. 2.

[2] *Ibid.*, p. 265, no. 1.

[3] *Ibid.*, p. 276, no. 3.

[4] *Ibid.*, p. 278, no. 1; p. 282, no. 1

[5] *Ibid.*, p. 279, no. 2; p. 285, no. 2. Sur l'idée de donner deux princes indépendants aux Roumains, *ibid.*, p. 287, no. 1.

[6] *Ibid.*, p. 281, no. 1; p. 284, no. 1.

Mais maintenant les Turcs regagneront les Principautés sauf „les petits districts de la Vallachie et de la Bosnie qu'il (l'empereur) peut pretendre en vertu de la paix de Passarowitz“ [1]. „Nous n'avons plus besoin“, écrivait le roi en décembre, „d'oter la Moldavie et la Vallachie aux Turcs pour les trocquer contre la Gallicie“ [2].

En ce moment paraît le projet de créer la Dacie russe pour le prince Potemkine [3]. Frédéric-Guillaume II rejette avec indignation l'idée qu'il se serait entendu à ce sujet avec Catherine [4]. Mais, après quelques semaines, le projet lui fut soumis officiellement (janvier 1790) [5]. Il s'empresse de préparer les Turcs pour la résistance la plus énergique à cette cession si dangereuse pour leur avenir [6]. Il parle d'„aveuglement“ quant à la possibilité de réaliser un projet si audacieux [7]. Et encore une fois on glissait à l'oreille des Turcs les avantages qu' offrait pour garantir leurs intérêts le fameux projet [8]. On serait allé jusqu'à attaquer dans ce but les deux Empires [9]. Le traité avec le Sultan ne tardera donc plus.

Mais, en juin, le roi de Prusse ne demandait à la Porte pour avoir les provinces convoitées que la seule Olténie, qui serait offerte à Joseph II [10]. Puis il finira bientôt par ne vouloir que le retour au Sultan des provinces occupées par les Autrichiens [11], pour s'entendre dire par les Autrichiens que, si les Turcs consentent à rétablir les frontières fixées par le traité de Passarowitz, ils sont disposés à céder la Galicie aux Polonais (août) [12]. Mais à Berlin on avait renoncé à poursuivre plus loin l'objet de si longues négociations, la grande satisfaction étant celle d'avoir amené à résipiscence, par la médiation royale, les Impériaux.

La paix fut conclue avant l'ouverture de la guerre contre la

---

[1] *Ibid.*, p, 287, no. 3. Cf. *ibid.*, pp. 287-288.
[2] *Ibid.*, p. 288, no. 2.
[3] Voy. plus haut.
[4] Nos *Actes et fragments*, II, p. 292, nos. 1, 2.
[5] *Ibid.*, pp. 292-293.
[6] *Ibid.*, p. 293, nos. 2, 3.
[7] *Ibid.*, p. 294, no. 2. Cf. *ibid.*, p. 29 , no. 2.
[8] *Ibid.*, p. 295, no. 3.
[9] *Ibid.*, p. 299, no. 3 et note 4.
[10] *Ibid.*, p. 303, no. 2. Il pensait à faire réunir le congrès de paix à Cracovie même *(ibid.)*.
[11] *Ibid.*. p. 304, no. 3.
[12] *Ibid.*. pp. 305-306.

France constitutionnelle; celle des Russes tarda jusqu'à l'armistice de Galatz et au traité de Jassy (9 janvier 1792). Les armées de l'impératrice ne quittèrent cependant la Moldavie sans avoir transporté au-delà du Dniester des milliers de Moldaves[1], dont les nombreux descendants y forment encore tout un bloc national, jadis une province, la „Nouvelle Moldavie“ [2].

On a déjà vu combien ces circonstances avaient contribué à créer dans le monde des boïars un esprit nouveau. Il s'était manifesté en 1789 lors du serment demandé aux États de Valachie. Il dut se développer au cours de vicissitudes d'une guerre qui pouvait provoquer et entretenir toutes les espérances et n'importe quelles illusions. En mars 1791, alors que les négociations austro-turques se poursuivaient à Sichtov, on parlait d'„un projet de révolte“ contre les Autrichiens à Bucarest [3]. Une contribution demandée par ceux-ci fut rejetée par les boïars, dont l'un des chefs, un écrivain, un poète, Jean Văcărescu, qui avait cependant connu Joseph II en Transylvanie, attendait avec impatience et préparait même le retour des Turcs; les Impériaux durent l'exiler [4].

De leur côté, en Autriche, les Serbes demandaient en 1790 le droit de convoquer un „congrès national“ pour revoir leur statut; le Métropolite avec ses trois évêques et beaucoup de laïcs se présentèrent à cette date à l'empereur Léopold; ils voulaient être représentés à la diète et l'empereur accepta ce voeu d'une „nation si nombreuse et respectable“. Mais il prétendaient que les évêques pour les Roumains de Transylvanie, et de Bucovine, évêques qui étaient des Serbes, participent au congrès sans compter les officiers supérieurs appartenant à la nation. Le 1-er septembre le

---

[1] *Ibid.*, p. 339, no. 3.

[2] *Ibid.*, p. 341, no. 2.

[3] *Ibid.*, p. 319, no. 4.

[4] *Ibid.*, p. 326, no. 3; p. 327, no. 3. Voy Wittichen, *Preussen und England in der europäischen Politik*, Heidelberg 1902; *Die Politik des Grafen Hertzberg, 1785-1790*, dans la *Historische Vierteljahrsschrift*, IX. — Sur ces projets (union de la Bessarabie, navigation sur le Dniester) attribués, sans raison, aux „Polonais du parti allemand“ voy. l'article que donne en 1935 (vol. II) la revue *Przegląd Historyczny*. L'auteur cite aussi un manuscrit de géographie qui présente le désir d'avoir le Boudchak *d'au-delà du Dniester*,

congrès d'ouvrait à Temeschwar (Timişoara). Tel officier traita les Hongrois de „barbares" à peine venus d'Asie. On voulait le territoire national. Léopold approuva tout, pour se réconcilier ensuite avec les Hongiois, mais non sans revenir à la „province illyrienne désirée"; elle sera détruite par son successeur, après quelques mois à peine [1].

---

[1] J. H. Schwicker, *Politische Geschichte der Serben in Ungarn*, Budapest 1880, p. 362 et suiv.

VII.

NOUVEL ÉTAT D'ESPRIT DES ROUMAINS PENDANT LA RÉVOLUTION

Les événements de France purent avoir un écho dans les Principautés rentrées sous la suzeraineté, qu'on jugeait, après l'occupation russo-autrichienne, tout de même préférable, surtout par l'influence des Grecs, facilement gagnés aux idées nouvelles. La diplomatie autrichienne en Turquie craignait en 1793 la pénétration des espérances jacobines dans les territoires voisins de la Transylvanie, à peine évacués par les armées impériales[1]. Tel candidat au consulat de la nouvelle France sur le Danube croyait que beaucoup de boïars étaient disposés à se prononcer dans le sens français[2]. Et celui qui arriva à gagner ce poste d'observation, pendant queà Constantinople, on arborait le drapeau tricolore à la Maison de France et on promenait la cocarde révolutionnaire sous le nez des Turcs qui n'y comprenaient rien et devant les Grecs tout prêts à applaudir, écrivait ce qui suit: „La Révolution Française pour la petite portion de ceux des boïars qui savent raisonner n'est pas sans charme. Ils aiment qu'on leur en parle, ils ne sauraient s'empêcher de l'approuver en partie, d'en admirer au moins les prodiges et, avec le temps, la jeunesse surtout continuant les études auxquelles elle commence à se livrer, il n'y a point à douter que les principes français n'exercent enfin ici comme ailleurs leur douce et bienfaisante influence"[3]. Quant aux marchands grecs, clients habituels de la foire de Leipzig, dont le nom de „Lipscans" pour tout un quartier de

[1] Nistor, dans Hurmuzaki, XIX[1], p. 680, no. DLXXX; p. 698, no. DXCIV.
[2] Nerva Hodoş, dans la même collection, XVI, p. 587.
[3] *Ibid.*, p. 520.

commerce à Bucarest, on les accusait de transmettre la correspondance du citoyen Descorches, ministre de la République Française à Constantinople [1].

Quant aux dynasties phanariotes elles-mêmes, les Mourousi surtout, mais les Callimachi aussi, étaient considérés comme gagnés aux nouvelles conceptions politiques.

Dès le mois de mars 1794 il y avait déjà un foyer révolutionnaire dans le voisinage, en Pologne. Kosciuszko était général de la „nation" à Cracovie, et bientôt, dans la lutte qui devait s'ouvrir contre les Russes, la Moldavie devint un des points d'appui les plus sûrs d'un mouvement dont le sens ne pouvait pas échapper à l'esprit toujours curieux de choses nouvelles de cette aristocratie roumaine prête à quitter déjà ses anciennes traditions et à envoyer ses enfants en Occident, comme ce Scarlate Sturdza [1] qui dès avant la Révolution avait fait ses études en Allemagne.

Or, la révolution polonaise fut malheureuse: les Russes, les Prussiens se réunirent contre ceux qu'ils considéraient comme de simples rebelles; les Autrichiens intervinrent à bref délai. En octobre 1794 Kosciuszko était trouvé parmi les blessés sur le champ de bataille de Maciejowice, le roi Stanislas-Auguste abdiquait en 1795, et en 1796 devait se produire un nouveau partage de la Pologne.

Aussitôt les exilés polonais paraissent en Moldavie, où venait d'être nommé prince Alexandre Callimachi, l'ancien élève des Français, plus ou moins „philosophes", Trécourt et Martinot, le patron de Rhigas, qui lui dédia une carte de la Moldavie, ornée du portrait même de ce nouveau maître. On offre aux Turcs de leur donner une principauté de Pologne pareille à celle de Moldavie et de Valachie [3]. Dans un article sur les rapports polono-roumain paru dans la *Gazeta Polska* du 16 avril 1936, il est même question du plan excentrique de Branicki, qui désirait devenir roi des Daco-Roumains: il s'agit d'une imitation des intentions de Potemkine.

Les émigrés, hommes et femmes même, descendent jusqu'à

---

[1] Nos *Actes et fragments*, II, p. 349, no. 2

[2] Père d'Alexandre de Sturdza et de la comtesse Ebling, si influente sous le Tzar Alexandre.

[3] Nos *Actes et fragments*, II, p. 351, no. 3.

Roman, puis pénètrent en Valachie où le prince, Alexandre Mourousi, était, de par les traditions de sa famille, un ami de la France. Dans le club qui se forme dans la capitale de la Valachie pour préparer le retour en armes dans la patrie subjuguée, Dombrowski est proclamé „général en chef de l'armée de la Pologne et de la Lithuanie". Les révolutionnaires de Paris se montrent prêts à leur donner un conseiller militaire, le général Carra de St.-Cyr ou même Aubert du Bayet, autre général, devenu ambassadeur de la République à Constantinople [1]. Un Denisko, un Oginski, un Wengerski, un Kaminski, un Grabowski, un Solkowski, un Swiderski, un Jurski, d'autres aussi, sous leur vrai nom ou sous des pseudonymes, traversent les pays roumains, tantôt accueillis par des princes favorables, tantôt expulsés par ordre de la Porte, pour réapparaître aussitôt; des points d'observation sont trouvés et retenus et des projets se forment pour des invasions qui sont rejetées [2]. Des boïars, comme un Balş, se mettent à leur service, les encouragent, les appellent [3].

Du côté des Autrichiens, on croyait même que la présence de ces étrangers dangereux pourrait amener les indigènes à une révolte, que le bon vieux prince Alexandre Ypsilanti, un réformateur invétéré, essayait d'empêcher dans sa Valachie par des mesures favorables aux paysans [4]. En 1797 il avait été question même d'une attaque du Pacha de Vidine, Pasvan-Oglou, contre les Autrichiens en Transylvanie, alors que les Impériaux auraient été attaqués par les réfugiés de Moldavie en Galicie [5].

Si la France révolutionnée avait eu comme consuls des hommes d'expérience politique et de tempérament, on aurait pu faire quelque chose dans le sens des jacobins au pouvoir dans ces régions danubiennes, plus sensibles que les provinces soumises

---

[1] *Mémoires de Michel Oginski*, II, Paris 1826, pp. 178, 200, 232-233, 246-247.

[2] Voy. nos *Actes et fragments*, II, p. 351 et suiv. et les matériaux mis en oeuvre dans notre publication *Documentele Callimachi*, II, p. CLXXVII et suiv.

[3] Nistor, loc. cité, p. 837. D'autres passages sont signalés dans une conférence, *La Révolution française et le Sud-Est de l'Europe*, *Revue historique du Sud-Est européen*, X, p. 355, note 4.

[4] Nistor, loc. cit., p. 810.

[5] Nos *Actes et fragments*, II, pp. 358-359.

à l'autorité directe du Sultan. Mais, malheureusement pour une propagande qui ne fut jamais organisée et surveillée, il n'y eut comme diplomates français que des gens d'un esprit médiocre, vivant pauvrement, très satisfaits si ces quelques pauvres Juifs se mettaient sous leur protection, contribuant à leur entretien. Cependant un Émile Gaudin, revenu à Paris, y joua un certain rôle. Le seul qui aurait pu préparer un soulèvement, si on l'avait trouvé nécessaire à côté de l'agitation polonaise, aurait été ce Grec remuant, ancien secrétaire princier, mais bientôt totalement francisé, Constantin Stamaty, témoin de la Révolution française, auteur de lettres assez intéressantes qui ont été publiées [1], fauteur d'une conspiration grecque à Ancône; mais la Porte ne voulut pas consentir à accepter comme agent diplomatique cet homme né raïa, dont elle connaissait probablement quelques antécédents [2].

C'était le moment où Rhigas partait pour Vienne. Ce sera désormais la que la propagande révolutionnaire, continuant l'agitation „philosophique", transportera pour des années, malgré l'attention de la police autrichienne, ses quartiers.

En 1796 on apprit du côté des Roumains avec satisfaction les victoires gagnées par le général Bonaparte en Italie contre les Autrichiens. On se moquait de l'empereur vaincu et on eut l'illusion qu'il pourrait être forcé de rendre la Bucovine usurpée depuis à peine une vingtaine d'années [3]. L'expédition en Égypte de celui qui entrait déjà dans cette légende dont se nourrissent tout les esprits en Orient dut préoccuper aussi des esprits avides de sensation, mais en même temps désireux d'élaborer des projets d'avenir pour leur pays et pour leur race. Les princes phanariotes furent très tolérants dans leur rapports avec les agents diplomatiques français que la Porte, indignée d'un acte d'agression si imprévu, avait ordonné de faire arrêter. L'intervention des Russes à côté des Anglais pour soutenir l'Empire Ottoman attaqué dut calmer cependant cette effervescence. Des Îles Ioniennes, occupées d'abord par les Français, puis libérées par les Russes et les

[1] *Lettres de Constantin Stamaty à Panagiotis Kodrikas*, ed. Legrand, Paris 1872.

[2] Sur l'histoire du consulat de France dans les pays roumains voy. Oțetea dans la *Revista Istorică* XVIII, p. 330 et suiv.

[3] Nistor, loc. cit, p. 797, no. DCCXXVI; nos *Doc. Callimachi*, I, pp. CLXXX-CLXXXI.

Turcs et constituées en république devaient arriver dans les ports, déjà fréquentés, du Danube, des éléments d'agitation plus dangereux que ceux des Grecs qu'on avait connus jusque là.

Mais dès 1799 par l'acte du 18 brumaire le régime jacobin avait été confisqué par Bonaparte, sorti de son rêve d'Orient pour préparer un empire d'organisation à la romaine, garantie par la victoire permanente, et, si la figure du héros apparait difformée et trivialisée dans tel récit d'ecclésiarque de province valaque, tout autre dut être la conception de ces grands changements dans l'esprit d'une aristocratie intelligente, dont la curiosité était toujours à l'affût. Plus d'une fois des princes qui eux-mêmes comprenaient ce qu'il y avait d'immanquablement nouveau en Europe centrale et occidentale durent redoubler d'attention devant ce qu'on leur signalait se passer dans le monde louche des cafés où les mécontents indigènes se mêlaient à des étrangers venus de toutes les régions de l'Orient.

Il n'y a pas eu de spectateurs roumains des actes de la Révolution de France à côté des Grecs de la catégorie de Coraï, de Stamaty, de ce Panaïoti Kodrikas, ancien secrétaire de français en Valachie, qui publiait dans le centre d'agitation de Vienne la traduction de l'ouvrage de Fontenelle sur „la pluralité des mondes". Mais du Banat autrichien partit vers cette capitale des mouvements de réformes tel jeune „philosophe" d'origine roumaine, Paul Iorgovici, auteur d'observations sur la grammaire, dont on savait qu'il a assisté au supplice de Louis XVI. Un autre jeune Roumain du même Banat, Moïse Nicoară, devait faire preuve jusque bien tard pendant la première moitié du XIX-e siècle d'un esprit très cultivé, avec des tendances marquées d'introduire une note personnelle de révolte dans tous ces écrits et dans toutes ses actions. Avant eux, les représentants principaux de la littérature roumaine dans les pays de l'empereur, Samuel Clain, Georges Şincai, Pierre Maior, historiens, grammairiens, avaient montré bien appartenir à ce monde déjà tant dépassé qui était celui du joséphinisme. Une nouvelle génération transylvaine, formée après 1800, ne suivit pas cette même direction : elle sera dominée par un nationalisme agressif, auquel la „philosophie" dans le sens du XVIII-e siècle et l'autre philosophie dont le règne commençait par dessus la Révolution, était presqu' indifférente, de même que toute réforme qui n'aurait pas concouru à relever la race elle-même, bien définie à l'égard des amis comme des ennemis.

VIII.

LES ROUMAINS ET NAPOLÉON

En 1804, non seulement la France délivrée d'une anarchie prétentieuse, qui avait fini par briser elle-même tour à tour tous ses dieux, mais l'Occident, ce qu'on appelait en pays roumains „l'Europe", avaient donc gagné un empereur à la façon de Charlemagne et, par dessus Charlemagne lui-même, du type, reproduit autant que possible, des anciens empereurs romains, dont la tradition survivait dans la pensée populaire elle-même des Roumains.

Napoléon n'a connu l'Orient que dans des circonstances personnelles qui ne lui ont permis ni d'avoir une vue d'ensemble, ni de pouvoir fixer les distinctions qui sont cependant essentielles. Son premier contact fut celui avec les Polonais de Dombrowski, combattant en Italie dans les rangs de l'armée française. Il lui fut ainsi possible de s'initier à certaines conditions de vie dans l'Est et même le Sud-Est de l'Europe [1]. L'établissement des Français en Dalmatie devait le mettre en contact avec les nations chrétiennes vivant sous le joug turc; il n'en recueillit pas des informations solides. Celui qui avait rêvé pendant ces années de début d'entrer au service du Sultan pour en réorganiser les armées, se vit tout à coup en Égypte devant une réalité orientale tout à fait différente de celle des Balcans: ce monde de

[1] Voy Askenazy, *Napoléon et la Pologne*, trad. Henri Grégoire, I, Paris 1935, p. 166: D'avance, Bonaparte avait pu, en quelque sorte, étudier la Pologne en Lombardie". Sur le passage de Sulkowski, un des chefs de l'émigration, par Bucarest, en 1794, *ibid.*, pp. 181-182. Cf. aussi *ibid.*, p. 194. Sur un projet de réunir les Polonais d'Occident avec ceux de Valachie, *ibid.*, p. 249. Liberadzki en Valachie, *ibid.*, p. 296. Sur l'insuccès de la poussée en Bucovine du groupe de Xavier Dombrowski et Denisko en 1797, *ibid.*, p. 285. Grabinski en Valachie, *ibid.*, p. 298.

fellahs, d'Arabes, de Mamelouks ne pouvait lui rien communiquer, non plus que celui de la Syrie où il se transporta pour quelque temps, de la notion des peuples vivant en Europe sous la domination ou la protection du Padichah. Quant à ses projets sur Constantinople elle-même, ils doivent être considérés comme de pure imagination [1].

Plus tard, les informations qui lui furent fournies par les agents français à Constantinople, diplomates improvisés et esprits de nulle valeur, ne servirent pas trop au dictateur pour pouvoir s'orienter sur des questions qui ne l'avaient jamais préoccupé. Du reste, pour lui, comme pour toute sa génération, influencée par la „philosophie" courante, il n'y avait pas le sens pour le caractère actuel, pour le développement historique et le droit des nations. Elles pouvaient seulement entrer à tel moment dans les combinaisons pratiques de sa politique, pour disparaître le lendemain.

De leur côté, les nations de ce lointain coin de l'Europe attendaient, comme les Polonais eux-mêmes, leur délivrance de l'homme extraordinaire au gré duquel les frontières changeaient, les États s'effondraient ou renaissaient d'une façon si miraculeuse.

Nous n'avons pas ce qu'il faudrait, en ce qui concerne les Roumains aussi, pour pouvoir poursuivre le caractère et le sort des appels adressés à lui-même ou à ceux qui le représentaient sur cette terre balcanique. On sait seulement qu'une députation valaque alla à Paris, où avait paru le curieux boïar Dudescu, célèbre par sa façon de dépenser sa fortune — on parlait du sucre dont il aurait fait saupoudrer, à Paris, la rue, le jour de son audience chez l'empereur, audience qui très probablement n'eut jamais lieu — et que cette députation présenta certaines revendications de cette société capable de penser à une autre forme de vie pour leur pays.

Ainsi, Napoléon aurait reçu un mémoire de la part d'un groupe de boïars valaques réfugiés en Transylvanie et il demanda des informations sur ces „individus". Un autre mémoire fut adressé à l'ambassadeur de France à Constantinople [2]. On vient de trouver aussi le rapport d'un officier envoyé plus tard dans ces régions

[1] *Ibid.*, p. 360.

[2] Je dois ce renseignement à mon excellent élève, M. Marcel Ciuntu, qui me signale le passage correspondant, appuyé sur l'inédit, de Pompiliu Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie*, 1898, p. 234.

pour montrer ce qu'elles valent et quelles seraient leurs, possibilités d'avenir : ce médiocre personnage en revint avec l'impression qu'une grande prospérité leur serait réservée, pourvu qu'un gouvernement intelligent et énergique se charge de leur réfection, et il pensait à une domination russe[1].

Ce fut par les projets de la Russie du côté du Danube que l'empereur des Français se trouva intéressé, à plusieurs reprises, au problème roumain qui, comme on vient de le voir, avait été posé plusieurs fois, selon des intérêts bien différents. Le Tzar Alexandre venait de faire obtenir pour les Principautés un nouveau privilège en 1802[2], au moment même où *l'intervention du Tzar et celle du roi de Prusse avaient empéché que les Principautés ne fussent données aux Impériaux de Vienne comme dédommagement pour ce que Bonaparte leur avait pris par le traité de Lunéville, en 1801 ;* ce projet avait dû être démenti officiellement par le gouvernement français[3]. L'agitation politique commença parmi les boïars qui voulaient au moins la stabilité des princes si souvent changés et se plaignaient amèrement des charges qui pesaient sur leur patrie[4]. Les parvenus dans les rangs de l'aristocratie se levaient contre ceux qui détenaient les grands charges[5].

Bientôt, prétextant un des changement des princes phanariotes, contre la lettre des traités, les troupes russes passèrent, en 1806, le Dniester et occupèrent les deux principautés. L'empereur orthodoxe ne se présentait pas cependant en conquérant : s'adressant aux divans chargés d'administrer les Principautés, mais sous la forme d'un appel „aux métropolites, évêques, prêtres, moines de toutes les églises et de tous les couvents et aux boïars, aux nobles, aux capitaines, à tous les habitants des pays de Moldavie et de Valachie“ — on voit l'influence du style révolutionnaire et on observe la considération envers les droits d'une

[1] Marcel Émerit, dans notre *Revue historique du Sud-Est européen*, 1936, p. 188 et suiv.

[2] D. A. Sturdza et D. C. Sturdza, *Acte și documente cu privire la istoria Renașterii României*, I, Bucarest 1888, p. 252 et suiv.

[3] Nos *Actes et fragments*, II, p. 369, no. 3 : déclaration du roi lui-même.

[4] Revue *Convorbiri literare*, 1901, p. 117 et suiv.; revue *Literatură și artă română*, V., p. 753 et suiv.

[5] Hatichérif du Sultan en faveur de ceux-ci, en 1804, D. A. et D. C. Sturza, loc. cit., pp. 289-292. On avait formé le projet d'une oligarchie, sans distinction de rang. Le Sultan menaça d'exil les mécontents.

population qui apparaissait maintenant comme une vraie nation— ; il les assurait que „les anciennes coutumes" seront respectées, de même que les privilèges récents, et qu'on pensera aux intérêts du pays [1]. Ce qui n'empêchait pas le confident d'Alexandre, le prince Czartoryski, de considérer les Principautés comme devant être annexées [2].

Dès 1805, le premier-consul, dans une lettre bizarre, qu'il croyait avoir été rédigée, avec sa brusquerie innée et ridicule, dans le plus pur style de l'Orient, avait excité le Sultan contre son ennemi historique, le Tzar [3]. Czartoryski, pensant à ce que les troupes françaises pourraient trouver dans les Balcans, était d'opinion que „les Grecs, les Monténégrins et tous les autres peuples chrétiens de ces contrées, sans en excepter même les Serviens" — en révolte dès 1804, et on verra dans le chapitre suivant leurs rapports avec les Roumains —, „s'empresseront de suivre la bannière des Français, qu'ils envisageront dorénavant comme leurs libérateurs, tandis que l'espoir qu'ils fondèrent de tout temps sur la Russie s'évanouira pour toujours" [4]. Il croyait même que la conquête française de toute la Turquie est facilement réalisable. „Ils n'auront qu'à vouloir, et Constantinople est à eux avant trois mois [5]". Bonaparte affirmait, le 24 mai, que les Principautés ne pourraient pas être envahies par le Tzar „sans s'attirer toute l'Europe sur les bras" [6].

Le lendemain de sa proclamation comme empereur il assurait Sélim qu'il saura le défendre contre des ennemis qui leur sont communs [7]: il veut, du reste, ainsi qu'il le faisait savoir à Talleyrand, „pacifier les parties" de l'Empire Ottoman, le „réorganiser et rétablir" contre la Russie, l'appuyant, de l'autre côté, sur la Perse, travaillée par des agents français; „aucun Grec" ne sera soutenu, pas plus que les Égyptiens et les Syriens. En ce qui concerne les Roumains, il est décidé à

[1] *Ibid.*, pp. 292-293 Dès 1803 on pensait à cette occupation, *ibid.*, p. 419. On craignait en Russie une descente autrichienne sur le Danube, *ibid.* p. 453. Cf. aussi *ibid.*, p. 456.

[2] *Ibid.*, no. 459. Cf. *ibid.*, p. p. 480 et suiv., 485 et suiv. (mémoires du même).

[3] *Correspondance de Napoléon*, X, p. 162 (no. 8.298).

[4] D. A. et D. C. Stourdza, loc. cit., p. 491 (17 avril 1806).

[5] *Ibid.*

[6] *Ibid.*, pp. 493-494.

[7] *Ibid.*, p. 498, no. 2.

„faire reprendre à la Porte l'empire absolu sur la Moldavie et la Valachie“ [1]. Et il revenait à la charge pour faire voir le danger que représente l'appui ostensible accordé par le Tzar aux Serbes et qui *ne peut qu'exciter à un mouvement pareil les Grecs de Morée* [2].

Mais Napoléon allait plus loin. En demandant à son allié le Sultan de n'écouter aucune suggestion russe, d'agir en maître, d'écraser la révolte serbe [3], il lui recommandait en même temps *d'écarter les Phanariotes, „agents des Russes“, du gouvernement de la Moldavie et de la Valachie et de revenir à celui par les nationaux: „rappeler les anciennes Maisons“* [4]. *On ne peut pas s'empêcher de voir dans cette recommandation l'influence des efforts faits auprès de lui par les Roumains eux-mêmes, pendant ces négociations à Paris* dont on n'a pas retrouvé jusqu'ici tous les détails.

En novembre 1806 l'ordre d'occuper les Principautés avait été donné par Alexandre [5]. Il prévoyait l'attaque foudroyante de son rival: le 21 novembre, de Berlin, Napoléon décrétait le blocus continental; en décembre, pendant que l'administration russe s'établissait sur le Danube, les Français entraient à Varsovie, après avoir déclaré que „la Prusse, qui s'était liguée avec la Russie, a disparu“ [6]. Il invitait le Sultan à attaquer Hotin [7]. Le général Sébastiani allait à Constantinople pour exciter, d'après la méthode révolutionnaire, la population elle-même, janissaires, oulémas, à se lever contre les Russes, si le gouvernement, en négociations avec l'Angleterre, comme médiatrice, ne l'ose pas [8]. On sait combien son initiative contribua à défendre les Dardanelles contre la flotte anglaise. Il faisait confier au prince Soutzo l'administration des deux principautés, les Turcs étant à Bucarest [9]. Cette fois,

[1] *Ibid.*, pp. 498-500.
[2] *Ibid.*, pp. 500-501.
[3] A Pétersbourg on croyait qu'il y aura de la part de la France une „armée de Servie“; *ibid.*, p. 509.
[4] *Ibid.*, p. 502.
[5] *Ibid.*, p. 518 et suiv.
[6] *Corr. de Napoléon*, XIV, p. 5 (no. 11.338).
[7] *Ibid.*
[8] *Ibid.*, p. 527, no. 2.
[9] *Ibid.*, p. 529.

c'était lui qui craignait que les Russes s'adresseront à tous les Balcaniques pour les tourner contre la Porte [1].

De nouveaux encouragements étaient prodigués au Sultan [2]. On faisait entendre à l'empereur d'Autriche que la Russie ne fait que continuer sa politique en Orient, qui, étant orthodoxe, est anti-autrichienne.[3]. Il faut que *la France et l'Autriche signent un traité pour maintenir l'Empire ottoman ou se partager „ses débris“* [4]. Pour le moment il se déclarait disposé à envoyer, si la Porte le lui demande, 25.000 hommes de Dalmatie sur le Danube [5]. Plus tard il ajoute que 40.000 hommes de l'armée victorieuse sur les Russes à Eylau pourraient venir, sous le commandement de Masséna, en Moldavie et se réunir à Kamieniec-Podolski *à 16.000 Polonais*, dont le rôle n'était pas donc oublié [6]. Et il écrivait, le 3 avril 1807, à Sélim: „Généraux, officiers, armes de toute espèce, argent même, je mets tout à ta disposition; tu n'a qu'à demander“ [7]. Et il spécifiait le concours qu'il offre: Sébastiani „demandera que l'armée turque passe le Pruth; il fera entendre que *je pourrai me porter du côté de Kaminietz*“; si Moustafa-Pacha avance, il ira le rencontrer personnellement: *„j'attends son arrivée à Jassy et au delà du Pruth, pour me porter à sa rencontre“* [8].

Mais la Russie, de nouveau vaincue à Friedland, en juin, demandait la paix; elle pensait à évacuer les Principautés, désirant leur assurer la situation fixée en 1774 [9]. En juillet, Napoléon et le Tzar se rencontraient à Tilsit pour des conversations dans lesquelles il y avait beaucoup d'aléatoire pour un avenir lointain et vague, concernant aussi l'Empire Ottoman, comme dans le plan prussien qui donnait l'Olténie à l'Autriche et le reste des pays

---

[1] *Ibid.*, p. 530.
[2] *Ibid.*, pp. 531-532, 535-536.
[3] *Corr. de Napoléon*, XIV, p. 273 (no. 11.670).
[4] D. A. et D. C. Sturdza, loc. cit., pp. 536-537, 541, 546, 551-552, 557.
[5] *Ibid.*, pp. 538-539, 540.
[6] *Ibid.*, p. 548, no. 2.
[7] *Ibid.*, p. 555, no. 2. Il croyait que le traité de Sichtov avait été conclu avec les Russes (*ibid.*, p. 556)!
[8] *Corr. de Napoléon*, XV, p. 38 (no. 12.302).
[9] D. A. et D. C. Sturdza, loc. cit., p. 565; de nouveau, en septembre, loc. cit., p. 607.

roumains à la Russie[1]. Mais Alexandre accepta de conclure, en août, l'armistice de Slobozia (août), dans une maison de campagne du Grand-Vizir, qui venait de passer en victorieux le Danube.

Une révolution des janissaires avait mis fin aux jours du Sultan réformateur et, en même temps, avait coupé court à ce que Napoléon, influencé par l'anarchie qui se déchaînait à Constantinople, attendait de cet ami[2]. Le nouveau Sultan Moustafa n'avait pas même annoncé en France son avènement, et Napoléon, blessé par ce manque de procédés, trouvait cette attitude „ridicule"[3]. Aussi s'engageait-il à Tilsit à marcher contre les Turcs s'ils ne signent pas, dans le terme de trois mois, la paix et, le cas échéant, à *„soustraire toutes les provinces de l'Empire Ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs"*[4]. Et il écrivait cependant à Talleyrand: „Je reste encore ami de la Porte; mais je suis redevenu ami de la Russie"[5].

De leur côté, les Autrichiens déclaraient formellement „ne pas pouvoir être indifférents au sort de la Valachie et de la Moldavie[6]. L'ambassadeur de l'empereur François en parlait ainsi à Savary: *„je vous assure que je pense qu'il vaudrait autant perdre le dernier Hongrois et le dernier Allemand que de perdre la Valachie et la Moldavie"*[7].

Or les *Russes n'évacuèrent pas ces pays*[8], que les Turcs faisaient semblant de vouloir occuper, et *Napoléon les laissa faire.* Il admettait l'annexion de la Moldavie et de la Valachie à l'Empire russe, si lui-même serait toléré dans une partie de la Prusse[9]. Le

---

[1] *Ibid.*, p. 569.

[2] Savary, ambassadeur à Pétersbourg, annonçait que le coup d'État de Constantinople le rendait „dégagé avec cette Puissance" *(ibid.*, p. 592). Cf. *ibid.*, p. 747, la déclaration de Napoléon à Caulaincourt: „C'est la Providence qui me dégage". Rapports avec Moustafa, *ibid.*, p. 621, no. 2.

[3] *Corr. de Napoléon*, XV, p. 505 (no. 12.886).

[4] D. A. et D. C. Sturdza, loc. cit., p. 584.

[5] *Ibid.*, p. 589.

[6] *Ibid.*, p. 593.

[7] *Ibid.*, p. 594.

[8] On signalait que le nom de la Bessarabie avait été oublié; *ibid.*, p. 634. L'Angleterre offrait des provinces à la Russie; *ibid.*, 636, no. 1.

[9] *Ibid.*, p. 637.

„thalweg du Danube" serait désormais la frontière de l'Empire du Tzar [1]; Constantinople même pourrait être acquise par la Russie, si la France en obtient l'équivalent [2].

Le Tzar paraissait être disposé, s'il serait contraint à évacuer les Principautés, *à provoquer une déclaration d'indépendance de la part des Roumains*, auxquels des armes auraient été distribuées dans ce but [3]. Mais il considérait l'affaire comme résolue: c'est „une propriété acquise" [4]. Comme il ne voulait pas admettre que Napoléon prenne la Silésie aux dépens de la Prusse, l'alliance de Tilsit semblait compromise.

Cependant Sébastiani essayait d'amener les Turcs à céder les Principautés [5], pendant que son maître parlait d'une attaque franco-austro-russe allant jusque dans l'Inde [6].

Dès ce moment, le romantisme russe se déchaînait vers de plus grandes conquêtes: Bulgarie, Serbie aussi, l'Autriche devant se contenter de la Croatie et d'un morceau de la Bosnie, attribuée en partie à la France [7]. Des idées tout aussi bizarres surgissaient: ne pourrait-on pas placer en Serbie un archiduc ou bien le prince de Cobourg, ancien généralissime des troupes autrichiennes pendant la dernière campagne en Valachie? L'archiduc épouserait une grande duchesse russe, et l'orthodoxie de cette princesse gagnerait certainement les habitants [8]. Et, dans ce jeu d'imagination entre les diplomates français et russes, on parlait aussitôt de satisfaire l'Autriche en lui donnant en toute propriété ces pays

[1] *Ibid.*, p. 640. On parlait à Pétersbourg de la bouche de Soulina ou de celle de St. Georges; *ibid.*, p. 708.

[2] *Ibid.* Il aurait voulu en échange la Pologne russe; *ibid.*, p. 643. Cf. *ibid.*, pp. 647, 655. Les arguments de la Russie pour rester dans les Principautés sont donnés en novembre, par le Tzar (*ibid.*. pp. 160-161). Sur l'apparition des Turcs à Galatz, où ils „tuent des officiers et des membres du gouvernement moldave", *ibid.*, p. 662. Sur les conversations de Tilsit, *ibid.*, p. 667. Napoléon s'était réservé outre l'Albanie et les îles Ioniennes, la Morée; *ibid.*, p. 670. Cf. *ibid.*, pp. 678-679, 983. Cf. *ibid.*, p. 784. Mais, à la page 708: „la Grèce ne saurait me convenir encore".

[3] *Ibid.*, p. 693; cf. *ibid.*, p. 784. Mais Napoléon pensait aussi à une alliance avec la Porte; *ibid.*, p. 710.

[4] *Ibid.*, p. 773, no. 2.

[5] *Ibid.*, p. 758, no. 2.

[6] *Ibid.*, pp. 738, 790-792, 822 (d'après Tatistcheff, *Alexandre I et Napoléon, d'après leur correspondance inédite*, Paris 1901, pp. 315, 365, 826).

[7] *Ibid.*, p. 801.

[8] *Ibid.*, p. 802.

et même „une partie de la Macédoine et de la Roumélie jusqu'à la Mer“ [1]. On traitait aussi du sort de Constantinople. Ne pourrait-on pas placer le roi de Naples à Candie ou en Syrie [2]? C'était grandiose [3] et ridicule.

Mais, en même temps, on parlait à Pétersbourg de la possibilité d'installer comme „Souverain de la Moldavie et Valachie“, l'archiduc Jean, frère de l'empereur, qui aurait épousé cette soeur du Tzar dont Napoléon lui-même avait demandé la main; mais on pensait aussi au prince d'Oldenbourg comme mari possible de cette princesse „belle et aimable“, à laquelle il faudra chercher une dot [4]. Quelque temps après, il était de nouveau question de l'archiduc ou d'un des frères de l'impératrice d'Autriche, et à savoir de l'archiduc Ferdinand, les femmes des deux côtés ayant travaillé pour cet établissement [5].

C'est cependant l'année même où, d'après des notes d'un petit noble roumain, *„les boïars de nation grecque avaient signé avec le métropolite des lettres à Napoléon de France pour les prendre sous sa protection“* [6]. Le métropolite était le Grec Ignace, ancien prélat à Arta, qui finira par s'établir en Italie, à Pise, entre des émigrés de sa nation.

Pendant ce temps, l'Espagne était en pleine révolte, et cela portait un coup mortel au „système“ européen de Napoléon. Cet insuccès amena un refroidissement de l'enthousiasme pour la conquête de Byzance et de l'Asie [7]. Il ne pouvait plus être question de procéder en compagnie, à trois, à la reprise de l'expédition d'Alexandre-le-Grand. Le cercle de vision se resserrait: on considérait comme un succès la prolongation de l'armistice russo-turc. Napoléon, revenu d'Espagne, restait à Bayonne, à l'affût. On

[1] *Ibid.*, pp. 803, 809 (d'après Tatistcheff, p. 341), p. 811 (d'après le même, p. 319).

[2] *Ibid.*, p. 817 (d'après le même, p. 351).

[3] „La grande affaire“, disait Alexandre; *ibid.*, p. 817 (d'après le même, p. 356).

[4] Nos *Actes et fragments*, II, pp. 436-437.

[5] *Ibid.*, pp. 440-441: il aurait été question aussi du mariage avec l'héritier de Bavière; *ibid.* Encore une fois on mentionne le duc d'Oldenbourg; *ibid.*, p. 441, no. 2. Le mariage fut conclu en effet avec lui; *ibid.*, p. 445, no. 2. Cf. aussi *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, pp. 446-447.

[6] Voy. notre *Revista Istorică*, III, p. 2. L'auteur déclare leur avoir fourni lui-même les passeports pour passer en Russie.

[7] D. A. et D. C. Sturdza, loc. cit., p. 857 (d'après Tatistcheff, p. 397).

oubliait même l'entrevue depuis longtemps préparée pour le moment oùt le grand projet serait mis au point.

Inquiet, Czartoryski mettait en perspective une guerre de la France contre la Russie si l'autre empereur arrive à pacifier l'Espagne. On soupçonnait les vraies intentions du despote: l'attaque contre l'Inde même ne serait qu'un prétexte pour envahir les provinces du Tzar[1]. Mais cela n'empêchait pas Alexandre de s'en tenir au „grand plan“ [2], alors que l'empereur des Français ne voulait pas même qu'on prévoie qu'il „ne s'opposera point“ à la réunion des Principautés à la Russie: dans sa médiation, pour les faire céder il voyait seulement une ressource de sa diplomatie, car il n'ira pas jusqu'à soutenir son allié par les armes[3].

Cependant il fallut bien admettre, à la rencontre d'Erfurth, en octobre 1808, la réunion à la Russie des Principautés, mais sans que cette adhésion soit rendue publique, la diplomatie française devant s'en tenir à la médiation promise. Craignant une attaque de l'Autriche et sachant que le Tzar ne le soutiendra pas, Napoléon, pressé de revenir en Espagne, ne pouvait que céder sur ce point capital pour Alexandre. Donc, tout en parlant du grand projet, auquel il donnera 2-300.000 soldats, *il annonçait au Sénat, dès le mois de décembre, qu'il considère les pays roumains comme appartenant déjà à la Russie*[4]. L'agent d'Autriche fut obligé de quitter la principauté de Valachie, devenue ainsi une simple province.

Mais, dès l'été de l'année suivante, 1809, Napoléon se moquait de l'„enfant“ qu'était Alexandre et de son principal conseiller, Roumientzov, „toujours dans les espaces imaginaires“ [5]. Il se plaignait de ce que, les Turcs ayant repris l'offensive, ceci aurait été dû, d'après les Russes, à ses suggestions. „S'il n'était pas entré dans ma politique et dans ma volonté que la Valachie et la Moldavie fissent partie de l'empire russe, ce n'est pas par de

[1] *Ibid.*, p. 889. Rapport de Sébastiani sur les possibilités en Turquie, *ibid.*, p. 893 et suiv. (-2 juillet): il demandait à son maître de tenter l'entreprise.

[2] *Ibid.*, pp. 913-914. Du côté français, d'Hauterive, ancien secrétaire d'un prince de Moldavie, esquissait le plan du partage; *ibid.*, pp. 914-915 (d'après Vandal, *Napoléon et Alexandre I-er*: *l'alliance russe sous le premier Empire*, Paris 1891-1896, I, p. 402). Projet de Talleyrand, *ibid.*, p. 918 et suiv. (d'après les mémoires de ce ministre).

[3] *Ibid.*, pp. 920-922 (cf. Tatistcheff, ouvr. cité, p. 444).

[4] *Corr. de Napoléon*, XX, p. 61.

[5] D. A. et D. C. Sturdza, loc. cit., p. 945.

misérables intrigues que je m'y serais opposé, mais par une armée de 400.000 hommes, qui auraient fait, j'espère, une passable diversion[1]. Mais il désapprouvait l'extension des appétits russes sur la Serbie et cherchait à exciter contre eux Metternich, qui déclarait, naturellement, ne pas pouvoir admettre „la perte du Danube", qui„ se ferait sentir dans les canaux les plus reculés de notre industrie nationale"; il proposait aux Autrichiens d'occuper Belgrade, tout en déclarant qu'il „n'est pas de son intérêt de provoquer la chute de l'Empire Ottoman" — ô les jours où à travers les provinces asiatiques on serait allé avec les Russes jusqu'au Pendjab! De son côté, le ministre autrichien se prenait à penser qu'*une intervention commune „pourrait sauver les Principautés"*, et les bouches du Danube par dessus le marché. Si les Russes rompent avec la France, ajoutait Napoléon, ils pourraient perdre ces deux pays, et la Finlande aussi[2]. *Il finira par offrir à celui qui sera bientôt son beau-père la Valachie et la Moldavie jusqu'au Séreth*[3], *mais seulement „comme échange de la Galicie"*[4].

Mais l'Autriche, en attendant des événements ce qu'elle désirait tant, mais sans vouloir risquer, n'osa rien dans cette direction, et alors Napoléon, décidé à en finir avec l'opposition opiniâtre de la Russie à ses projets, se rabattit sur les Turcs, employant tous ses efforts pour les faire résister jusqu'au déclanchement des opérations de l'armée française en Pologne aux propositions russes de céder formellement les deux pays roumains.

L'invraisemblable se mêla aux directions de la nouvelle politique, d'alliance de Napoléon avec l'Autriche, pour amener en 1812 la solution du problème roumain ouvert depuis la rencontre entre Joseph II et Catherine, pour passer si rapidement d'un projet à un autre. Une offensive plus énergique du Grand Vizir amena un encerclement de toute son armée dans une île du Danube. Les prisonniers furent cependant considérés par le généralissime

---

[1] *Ibid.*, p. 952, no. 2.

[2] *Ibid.*, p. 953 et suiv. Cf. le rapport de Metternich à l'empereur François, *ibid.*, p. 960: „la bravoure des Turcs" seule pourrait leur regagner les Principautés; *ibid.*, p. 961.

[3] *Ibid.*, p. 974, no. 1.

[4] *Ibid.*, p. 976 (d'après les Mémoires de Czartoryski, II, p. 271. Cf. *ibid.*, p. 988.

russe, le vieux Koutouzov, comme des „hôtes“, et les négociations de paix commencèrent à l'endroit même où était tombé le sort des armes.

Aussitôt il fut question de faire céder par le Sultan cette lisière du Bas-Danube, cette vraie Bessarabie dont le nom fut habilement employé pour en affubler toute la Moldavie à l'Est du Pruth, jusqu'à la forteresse de Hotin: un évêque y fut nommé, des colons bulgares établis sur le territoire depuis longtemps abandonné par les Tatars. Puis on espéra, du côté russe, avoir, sinon cette Valachie, à laquelle on avait définitivement renoncé, et la Moldavie entière, au moins les districts jusqu'au Séreth, limite dont on avait parlé déjà, au cours des projets napoléoniens, au profit de l'Autriche venant des Carpathes. Mais le Grand Vizir, un parvenu d'une grande résolution, n'entendait guère procéder si largement à ce premier dépécement de l'empire qu'il avait le devoir de défendre. Déblatérant contre Napoléon qui, au fond, se moque de tout le monde, il offrait la frontière du Pruth: „le Pruth ou la guerre“. Cependant Koutouzov était sûr d'avoir gagné celle du Séreth, le nouveau Sultan Mahmoud insistant seulement pour garder les bouches du Danube et la forteresse d'Ismaïl. Puis, des deux côtés, on s'obstina sur les conditions secondaires, et l'armée turque fut considérée avant la fin de l'année comme prisonnière. Les hostilités recommencèrent.

Mais dès le mois de mars 1812 Alexandre demandait l'évacuation par les Français des territoires prussiens sur le compte desquels on avait si longtemps discuté. Il voulait en finir avec les Turcs, même en renonçant au delta danubien. En avril, Napoléon commençait son offensive. On attendait à Constantinople un ambassadeur français qui devait s'inspirer de l'exemple de Sébastiani, le général Andréossy. Or, il tarda longuement, et le Sultan ne pouvait plus opposer d'armée à Koutouzov, qui, du reste, avait dû détacher une partie de ses troupes pour les faire résister à un tout autre danger.

Le Tzar aurait cédé sur n'importe quelle base, pourvu qu'il puisse disposer des troupes ainsi immobilisées en Valachie. Mécontent des tergiversations de Koutouzov, qui menait à Bucarest joyeuse vie, il envoya, pour en finir, l'amiral Tchitchagov, auquel il donna le titre imposant de „commandant en chef de l'armée du Danube, de la flotte de la Mer Noire“ et de „gouverneur général des princi-

pautés de Moldavie et Valachie", ce qui n'était maintenant, lorsqu'on pensait à déloger, qu'une prétention vaine. Ce plénipotentiaire jeune partit pour Bucarest le 2 mai, alors que Andréossy ne recevait ses instructions qu'à la fin du mois d'avril, *retard qui s'explique certainement par le seul espoir qu'entretenait Napoléon de s'entendre avec Alexandre, auquel il aurait abandonné comme proie, ainsi qu'il l'avait déjà fait, du reste, en 1808-1809, les Principautés*[1].

Aussitôt, dès le 25 mai, Koutouzov, aiguillonné par le danger de voir la question tranchée par son rival, signa les préliminaires qui donnaient à la Russie toute la Moldavie orientale, avec les forteresses du Danube Inférieur. Il demandait en toute hâte l'acquiescement de l'empereur. On pense bien que, sous la pression des circonstances, il n'y eut pas d'opposition à Pétersbourg[2].

Ainsi fut détachée d'un pays de simple vassalité, malgré toute une longue série d'empiètements tout aussi illégaux, une vaste et riche contrée que la Russie ne considérait pas, du reste, comme le dernier terme de son expansion du côté des territoires roumains. L'organisation même donnée à la nouvelle acquisition, qui était une *oblastié*, et pas une simple province, le rôle attribué à l'élément indigène, la conservation intégrale des anciennes coutumes, l'emploi courant de la langue roumaine, la confirmation d'un archevêque de race „moldave" montrent bien que la „Bessarabie" était considérée comme point de départ pour une plus large annexion : du reste de la Moldavie, et de la Valachie entière.

L'idée d'une Dacie réunie à l'Empire n'avait donc pas disparu.

---

[1] Cf. la conversation qu'il eut avec l'envoyé russe Balachev, à Vilno, en juillet; *ibid.*, p. 1025 et suiv. Il y est question aussi des „nouvelles modifications au traité de Tilsit".

[2] Nous avons traité ces négociations d'après les Documents Hurmuzaki, d'après d'autres sources roumaines, d'après les *Mémoires de l'Amiral Tchitchagof*, éd. Charles Gr. Lahovary, Paris-Bucarest 1910, dans un mémoire présenté en 1910 à l'Académie Roumaine (XXXII, 8 octobre), qui a été ensuite reproduit dans notre ouvrage *Basarabia noastră* (Bucarest 1912).

IX.

ATTITUDE DES ROUMAINS ENVERS LES CHANGEMENTS DE FRONTIÈRES ET LEUR RÔLE DANS LES MOUVEMENTS SERBES ET GRECS (1804-1821).

En 1804 certains districts de la Serbie se révoltaient, non pas contre l'Empire Ottoman, dont le chef était considéré, malgré la différence de religion et le souvenir douloureux d'une conquête déployée dans les chansons populaires dont se nourrissait l'âme de la nation, comme le „Tzar", l'empereur légitime.

Le chef du mouvement, originaire de l'intérieur de la Serbie, avait été un des capitaines de „corps libres" au service des Impériaux autrichiens pendant la guerre contre les Turcs qui avait fini par le traité de Sichtov en 1791. Il avait conservé certainement des attaches avec les commandants autrichiens au-delà de la Save, et 1804 représente, dans la politique viennoise, un moment où,— l'empire napoléonien devant être bientôt proclamé en mai, mais la révolte avait déjà éclaté en février—, l'Autriche se préparait déjà à une nouvelle guerre de coalition en Occident [1]. Dès le commencement, les rebelles qui réclamaient les anciens privilèges récemment retirés par la Porte prétendirent que cette restitution soit garantie par la Cour de Vienne [2]. Le général autrichien Geneyne se présenta en mai comme médiateur et, la médiation n'ayant pas réussi, on aurait pensé à se livrer aux Autrichiens [3]. Comme on ne pouvait pas leur offrir de ce côté l'ap-

---

[1] Le plus récent ouvrage, donnant aussi la bibliographie serbe et grecque, est celui de M. Michel Th. Laskaris, Ἕλληνες καὶ Σέρβοι κατὰ τοὺς ἀπελευθερωτικοὺς τῶν ἀγῶνας, 1804-1830, Athènes 1936.

[2] *Ibid.*, p. 15.

[3] Grégoire Yakchitch, *L'Europe et la résurrection de la Serbie*, Paris

pui dont ils avaient besoin, ils s'adressèrent à la Russie, envoyant comme „marchands moldaves“ des envoyés à Pétersbourg (septembre), où ils trouvèrent des professeurs de leur nation.

Or, ils ne pouvaient pas le faire sans recourir à l'intermédiaire du prince de Valachie. C'était en ce moment un jeune Phanariote, intelligent, actif et très ambitieux, Constantin Ypsilanti, qui ne partageait guère les opinions politiques de son père, dont il devait amener le martyre à Constantinople, cet Alexandre Ypsilanti, réformateur et législateur, qui croyait pouvoir réunir la force turque et l'esprit grec dans une nouvelle forme de la Byzance ottomane. Nous l'avons vu, adolescent, s'enfuir en Autriche, amenant la retraite de son père, et il avait gardé de ces illusions „philosophiques“ une grande vivacité d'âme et une propension marquée pour les innovations. Le voisin moldave d'Ypsilanti, Alexandre Mourousi, partisan de la Révolution, esprit moderne, avait à l'égard de ce qui se dessinait déjà comme une révolution au-delà du Danube, les mêmes sentiments de sympathie.

En effet, dès 1805, lorsque les révoltés se réunirent à Ostroujnitza, ces Phanariotes, *qui avaient une vue d'ensemble, byzantine, des droits, des intérêts et de l'avenir de toute la chrétienté orthodoxe soumise au Sultan*, envoyèrent des délégués. Ils fixèrent avec Carageorges un programme qu'ils s'engageaient à défendre auprès de la Porte: il contenait surtout la création d'une autonomie tributaire, avec le privilège d'avoir une milice dans les forteresses, tout comme dans les pays roumains qu'ils gouvernaient [1].

Mourousi était, comme toute sa famille, un francophile, alors qu'Ypsilanti, ami des Russes et décidé à appuyer toute une carrière hardie et aventureuse sur leur protection, regardait avec méfiance l'action française dans les Balcans: partant de Venise, elle tendait

---

1917, p. 42 et suiv.; cf. Sp. Gopčević, *Russland und Serbien, 1804-1915, nach Urkunden der geheimen Archive von Petersburg und Paris und des Wiener Archives*, Munich 1916, p. 13 et suiv.

[1] Sp. Gopčević, ouvr. cité; cf. Iorga, *Constantin-Vodă Ipsilanti și revoluția sârbească*. dans notre *Revista Istorică*, VII,. pp. 139-140; Laskaris, ouvr. cité, pp. 30-31 (d'après Vukičević, *Carageorges* (en serbe), Belgrade 1907, 1912, 2 vol.), aussi Mijatović, dans le *Spomenik* serbe, LIV (1922). La chronique roumaine, du moine Naoum, a été publié dans Erbiceanu, *Cronicarii greci*.

vers Constantinople, qui pourrait être même occupée, au grand dommage de l'orthodoxie; aussi saluera-t-il avec soulagement la prise de possession par les Russes des Bouches de Cattaro. Pour les révoltés il manifeste les sentiments les plus chaleureux: Ce sont „les braves et magnanimes Serbes. S'il seraient vaincus, il s'ensuivrait la destruction de tous les chrétiens de Turquie... Une autre conséquence serait que la force et la violence arriveraient entre les mains des rebelles mahométans“ (les dahis et les chefs turcs révoltés sur le Danube, dont l'action contre les Principautés, où ne sont pas encore descendues les troupes russes, équivaudrait à leur ruine totale). Et, un peu plus loin: „Ceux qui prient pour les Serbes et pour leur cause, voient avec une grande satisfaction que ces hommes vaillants s'étendent et gagnent la victoire“. Il désire qu'il puissent occuper la citadelle de Belgrade, „car de leur patrie fragmentée, mais presque invincible dans la défensive, ils fissent un foyer de puissance et de travail pour trouver dans un abri sûr une indépendance“ durable. Avant que la guerre contre les Turcs commence, il faut envoyer aux insurgés des armes, des canons — il a refusé au Sultan ceux qu'il avait à sa disposition —, de l'argent, „des officiers intelligents, qui seraient en état d'organiser l'armée et d'en conduire les opérations“. Sébastiani pourra l'accuser d'avoir fait passer, ou de leur avoir procuré, 17.000 fusils fabriqués à Toula; du reste, donnant des explications controuvées, il ne conteste pas ses relations avec les sujets en révolte de l'empereur turc: la République française n'a-t-elle pas traité avec les Vendéens? Il déclarait à l'ambassadeur de Napoléon qu'il ne pourrait pas aider les armées ottomanes contre les Turcs, parce qu'il n'a pas d'armée. Mais il n'en organisait pas moins une, d'après l'exemple de son prédécesseur Maurogénis, une assez belle petite armée de volontaires dont il fera don aux Russes après leur entrée en campagne. Déjà en 1806 il s'engageait envers ceux-ci, qui rejetèrent une idée aussi hardie, de faire lever 20.000 soldats „d'armée nationale“ auxquels le Tzar donnerait l'équipement et les commandants.

Car il était bien décidé à participer aux actions d'une future croisade russe, destinée „à faire disparaître peut-être la Turquie de la carte de l'Europe et à en délivrer la plus belle partie du monde et le peuple malheureux qui depuis tant de siècles soupire

sous les terribles actes de cruauté turcs". Une pareille guerre serait soutenue par tous les chrétiens de ces régions et elle pourrait „délivrer la croix de la domination du croissant". Entretenant des relations suivies avec les cnèzes, il protestait contre l'acte de violence de Pasvan-oglou, qui venait d'arrêter la soeur et le beau-frère, vivant en Olténie roumaine, d'un de leurs chefs [1].

Destitué par la Porte, qui avait eu vent de ces intentions, il dut se retirer, par la Transylvanie, en Russie, où il conserva des rapports avec Czartoryski et avec le conseiller impérial Budberg, auquel il avait fourni des documents contre la politique française. Il avait fait, du reste, une sortie pleine de dignité, se laissant accompagner de ses soldats et suivre de ses canons, qu'il n'avait pas voulu céder [2]. Il demandait l'entrée des troupes du Tzar, offrant de leur assurer la subsistance, et de nouveau il faisait l'éloge des Serbes et mettait en perspective la révolte générale des chrétiens de l'Empire Ottoman : *„Les habitants de la Moldavie et de la Valachie, sous la protection de l'armée russe, seraient promptement levés, organisés et aguerris, de manière à se faire respecter désormais"* [3]. De nouveau il est question d'une armée valaque. Car autrement le rôle de libérateur sera pris par Napoléon lui-même.

Dans son refuge passager, le prince de Valachie, destitué par les Turcs, espérait pouvoir entrer en Moldavie avec l'avangarde des troupes impériales [4]. De fait, parti de Pétersbourg, il était de nouveau dans sa résidence valaque avec le commencement de l'année 1807, essayant de lier des rapports avec les chefs turcs qu'il savait être mécontents. Il avait des relations avec un autre Phanariote, employé par les Russes, Rodofinikine, qui sera le principal fauteur d'intrigues au milieu des Serbes, lesquels avaient des évêques grecs à Belgrade et à Vidine, comme Callinique, qui fut exé-

---

[1] *Ibid.*

[2] Voy. P. P. Panaitescu, *Corespondența lui Constantin Ipsilanti cu guvernul rusesc, 1806-1818; pregătirea Eteriei și a renașterii politice românești*, Bucarest 1933, nos. I-IV.

[3] *Ibid.*, no. V. Tout une argumentation contre les Français au no. VI. Le marquis de St. Aulaire, un émigré, élaborait ces larges exposés; *ibid.*, p. 44 et ailleurs. Un autre émigré, qui avait servi aussi la Prusse, Gaspary de Belleval, était aussi dans les secrets de la diplomatie valaque.

[4] *Ibid.*, p. 41.

cuté par les Turcs[1], et son successeur, Léonce. Le métropolite de Valachie, un autre Grec, Dosithée Philitis, entretenait lui aussi des rapports avec les Serbes[2]. Enfin un Soutzo était auprès de Mollah, pacha de Vidine[3]. Rodofinikine voyait déjà les quatre autonomies surveillées par la Russie: Bessarabie, Moldavie, Valachie, avec un gouverneur général, en attendant de nouveaux Carageorges qui révolteraient „la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine, la Bulgarie“[4]. Il dénonçait les généraux Michelson et Mayendorf, „un poltron“, comme inférieurs à leur tâche[5]. Il prétendait régenter leurs successeurs, le prince Dolgorouki, Miloradovitch, un Serbe, originaire des colonies de Russie, un Kamenski. Il rassemblait déjà une armée et était fier de pouvoir s'intituler „prince de Moldavie et de Valachie“ en même temps, attendant le moment où on lui confierait aussi l'administration d'une Serbie devenue autonome[6], idée que les Turcs paraissaient vouloir accepter[7], peut-être même avec une couronne royale,— *de nouveau donc l'idée d'une Dacie*, avec ce qu'elle pourrait s'ajouter au-delà du Danube. Il offrait, tout en se considérant victime d'une intrigue, aux Russes d'envoyer en Serbie une armée roumaine de 10.000 hommes[8]. Il y eut même une proposition de faire venir en Serbie la „légion grecque“ formée en Valachie, et de donner aux Russes du général Issaïov, dont les quartiers étaient en Olténie, pour descendre ensuite jusqu'à Négotine, un contingent de 3.000 Serbes[9].

Il dut cependant se retirer jusqu'à Focşani à cause des opérations

---

[1] Gopčević, ouvr. cité.

[2] Nerva Hodoş, dans Hurmuzaki, XVI, p. 661 et suiv,

[3] Gopčević, ouvr. cité, pp. 131-132.

[4] *Ibid.*, pp. 135-136, 139. Certains des chefs serbes rêvaient de la Grande Serbie avec „la Bosnie, l'Albanie et d'autres provinces“; Yakchitch, ouvr. cité, pp. 184, 193. D'autres pensaient aussi à la Slovénie, à la Syrmie, au Banat, que leur aurait données Napoléon; *ibid.*, p. 203; Gopčević, ouvr. cité, p. 152 et suiv. Sur les rapports avec l'Autriche en 1810, *ibid.*, p. 213 et suiv.

[5] Panaitescu, ouvr. cité, p. 53.

[6] D'après les documents recueillis à Paris par Gavrilovitch, Panaitescu, ouvr. cité, p. 18, en février 1807 les Serbes auraient envoyé un délégué à Bucarest pour demander qu'il soit leur prince; cf. *ibid.*, p. 19.

[7] Yakchitch, ouvr. cité, p. 71.

[8] *Ibid.*, pp. 116-117; Gopčevic, ouvr. cité, p. 57 et suiv.

[9] Yakchitch, ouvr. cité, p. 127 et suiv.; Gopčević, ouvr. cité., p 85 et suiv.

défavorables aux armées russes ; les boïars l'avaient abandonné. Mais il était fier d'avoir pu mettre sur pied l'armée qu'il transmettait aux commandants impériaux. „J'ai laissé, de nos troupes, quatre mille cinq cents hommes, en pandours, Cosaques et Albanais, à Krajowa, sous le commandement du général Isaïef et sous celui du général Miloradowitch, la légion grecque de mille cinq cents hommes, cinq cent trente Cosaques et trois cents pandours et Albanais", à Bucarest une „garde nationale" de mille hommes ayant été licenciée [1]. Cependant les généraux russes se sont moqués de ces troupes, dans lesquelles il y avait les fils des meilleurs familles de Valachie [2]. Dans sa détresse il faisait élaborer par son secrétaire français tout un grand projet pour la réforme radicale de l'administration des deux Principautés, qui lui paraissaient devoir vivre, avec la Bessarabie aussi, et une monarchie héréditaire dans sa famille, sous le même régime [3]: „il est nécessaire de réunir les deux pays sous le pouvoir d'un prince seul" [4], aidé d'un Conseil d'État. Mais il se bornait à déplorer l'état où se trouvaient les descendants des grandes lignées, Cantacuzènes, Brâncoveanus, Ghicas, sans penser à leur faire rendre le pouvoir princier [5]. Néanmoins les Grecs étaient odieux à celui qui avait épousé une Văcărescu, et il haïssait aussi le régime des „proconsuls" envoyés par les Puissances [6].

A ce moment l'Autriche était disposée à incorporer la Serbie, faisant du rustique Carageorges un prince et un maréchal [7].

Mais, en 1808, après l'armistice de Slobozia, qu'il juge „honteux" [8], celui qui avait nourri de si grands rêves, déchargé définitivement de ses fonctions passagères, vivait à Kiev, dont il ne devait jamais revenir. En 1810 il employait son temps à traduire Pindare [9].

Il avait élevé ses cinq fils et sa fille Marie dans le culte des idées auxquelles avait été sacrifiée sa carrière. Ce sera de ce

---

[1] Panaitescu, ouvr. cité, p. 61, no. XIX.
[2] *Ibid.*, p. 70.
[3] *Ibid.*, p. 72 et suiv.
[4] *Ibid.*, p. 78.
[5] *Ibid.*, p. 79.
[6] *Ibid.*, pp. 80-81.
[7] Gopčević, ouvr. cité, pp. 116-118.
[8] *Ibid.*, p. 88.
[9] *Ibid.*, p, 114. Cf. Mijatović, dans le *Spoménik* serbe, LIV.

cercle de famille à Kiev que partit, par dessus les sociétés fondées pour le développement culturel des Grecs, l'initiative pour reprendre, des années après qu'il reposait dans son tombeau sur le Dniéper, l'idée de la résurrection par les armes d'une Byzance beaucoup plus largement conçue que cette Dacie roumano-serbe de 1807.

Mais, si la paix de Bucarest laissa les Serbes sans appui, Carageorges, bientôt évincé, devant s'appuyer sur les seules forces de sa nation en armes, si le régime phanariote revint dans les Principautés, avec un Caragea (Karadscha, Karatzas) à Bucarest et un Callimachi à Jassy, l'agitation qui avait si longtemps duré sur les deux rives du Danube ne pouvait pas cesser, la question serbe étant capable à elle seule de maintenir les conflits.

Pour le moment, la base restait paysanne. La Russie s'était retirée, les Phanariotes, perdant tout espoir d'un nouvel établissement, ne travaillaient plus à entretenir la révolution des masses rurales. Mais des Macédoniens comme Hadchi Prodane Gligoriévitch[1], un Bulgare, des Roumains de Macédoine aussi avaient combattus dans les rangs des Serbes[2], un Michel Gherman, de même origine, marchand formé à Vienne et à Venise et époux d'une Russe, restant chargé des intérêts serbes auprès du consul de Russie à Bucarest[3].

Et surtout des pandours de l'Olténie avaient passé, avec le drapeau de la croix russe, le Danube sous le commandement de quelqu'un qui devait jouer ensuite un très grand rôle en Valachie, où il essaya de copier ce qu'avait été pour les Serbes le „véliki vojd“, le chef national des pauvres et des humbles, Carageorges. Ce Théodore, du village olténien de Vlădimiri, fils de paysans, mais élevé dans une maison de boïars, connaissant le grec et l'allemand, ayant des notions de droit, fonctionnant tantôt comme agent de commerce de son patron en Transylvanie, tantôt comme avocat pour régler une succession à Vienne pendant le congrès de Vienne, voyait dans les possibilités que devait ouvrir le nouveau règlement de l'Europe sur les ruines du „système“ napoléonien des espérances pour sa patrie elle-même et il écrivait de Vienne

[1] Yakchitch, ouvr. cité, p. 325, note 3.
[2] Cf. pour les Macédoniens roumains Laskaris, ouvr. cité.
[3] Yakchitch, ouvr. cité, p. 367 et suiv.

à son ami boïar ces paroles prophétiques: „beaucoup de temps a passé; il en reste peu“ [1].

Carageorges, forcé de quitter la place de ses exploits, avait été arrêté en Autriche, puis délivré et logé par les Russes dans le nouveau milieu russo-roumain, en Bessarabie, d'abord à Hotin, puis dans la capitale de l'„oblastié“, à Chişinău, devenue une Kichéniev.

Il n'y avait pas moins de six cents cinquante personnes, avec les principaux chefs et avec le métropolite grec Léonce, avec un Roumain de Macédoine, originaire de Vlacholivadi sous l'Olympe, le capitaine Géorgaki, qu'on appelait à Bucarest Iordachi [1]. Ensuite, ce bon soldat, qui, époux d'une Serbe, la veuve de Haïdouk-Véliko, Stana, fit prêter au commandant de la nation serbe le serment sur un nouveau statut révolutionnaire, connu par l'administration russe, celui de l'hétairie gréco-byzantine, dans la maison de campagne de Constantin Ypsilanti, près du couvent de Galata, et il le mena, avec un Moldave de Bessarabie, Léonard, et avec le Grec Léventis, qui allait jouer un rôle dans la révolution suivante, à Mehadia, dans le Banat, où Carageorges prétendait vouloir soigner sa santé [2]. L'ancien chef passa le Danube à Semendria, mais, celui qui lui avait succédé dans la conduite de la résistance serbe, Miloch Obrénovitch, l'ayant fait tuer, La première forme du complot, soutenu par la Russie, échoua [3]. La Russie ou, au moins Capodistria, l'Ionien, de marque vénitienne, d'esprit européen, qui, avec le Roumain formé en Allemagne et retenu en Bessarabie Scarlate Stourdza, avait accompagné Tchitchagov pour les négociations de la paix de Bucarest, échafauda aussitôt, mais sans y avoir été autorisé, un autre projet pour les changements, indispensables à son avis, dans le Sud-Est de l'Europe: *„trois principautés confédérées, gouvernées par trois dynasties de princes que l'on pourrait choisir parmi les familles princières de l'Allemagne, afin de concilier tous les intérêts et d'ôter tout prétexte à la jalousie“*; elles seraient mises

---

[1] Nous avons publié ces lettres de Vienne dans les *Mémoires de l'Académie Roumaine*, XXXVII.

[2] Sur ses rapports avec Carageorges, Laskaris ouvr. cité, p. 61.

[3] Voy. aussi *ibid.*, p. 61 et suiv.

[4] Yakchitch, ouvr. cité, pp. 372, 375, 378; cf. Philémon, Δοκίμιον ἱστορικὸν, I, pp. 7-9.

sous la protection de la Russie, de l'Autriche et aussi de la France et de l'Angleterre. Les autres chrétiens les auraient comme centre et asile. C'était dès ce moment le programme qui sera suivi, chez les Roumains et chez les autres, par plusieurs générations: le programme des aristocrates, des penseurs, des diplomates, de tout un monde intellectuel qui remplaça bientôt le mouvement paysan dans cette oeuvre de rénovation, mais non sans s'être butté aux anciens représentants de l'idée révolutionnaire, dans les Principautés et en Morée, en 1821.

En 1817 déjà, la nouvelle révolution devait éclater. Tel boïar valaque, le vornic Filipescu, qui en connaissait la trame, croyant devoir consulter, à la façon jacobine, „les boïars grands et petits et les chefs des corporations et des bourgeois qui l'avouaient être leur chef suprême *(staroste)* et leur représentant dans leurs besoins", résista aux suggestions qui venaient du côté „des Serbes, des Bulgares et des Grecs, ainsi que d'autres nations chrétiennes émigrées de Turquie". „La Russie", aurait-il dit, „voudrait prendre le serpent par notre main et, si nous ne réussissons pas, venir nous sauver et nous annexer à l'Empire moscovite". Et, plus loin: „que les Grecs et les Bulgares fassent ce qu'ils veulent sur leur terre à eux pour échapper au joug des Turcs, mais nous, les Roumains, ferons ce que nous pourrons pour nous délivrer des maux qui nous pèsent, car ils viennent seulement du fait que nous avons des princes étrangers, et pas des indigènes".

Cependant les Grecs, contre lesquels se seraient décidés, à cette occasion, les boïars roumains, malgré l'enseignement supérieur reçu dans l'Académie princière de Bucarest, où des savants grecs comme le grand érudit Néophyte Dukas et d'autres, en rapport aussi avec la colonie prospère de Vienne, leur enseignaient que la „nouvelle Dacie" doit être hellénique de langage et de pensée, continuèrent à préparer, sous le couvert des deux „hétairies", celle „des philomuses", prétendant vouloir soutenir aux études des boursiers, et celle, au caractère nettement politique, „des amis", la résurrection de Byzance. Un Constantin Rhigas est mentionné par le témoin valaque comme émissaire jusque dans les villages de la Valachie[1]. On comptait en même temps sur les Serbes, dont deux, des cnèzes, se soulevèrent du côté de

[1] *Ibid.*

Pojarévatz, des chefs comme Milenko et Dobriniatz ayant donné leur adhésion et le fils aîné de Constantin Ypsilanti, venu à Chişinău, ayant demandé à Miloch lui-même, auquel il avait déjà annoncé la révolte qui devait éclater le 15 novembre „dans toutes les parties de l'Hellade, de la Morée jusqu'au Danube“ [1], une alliance offensive et défensive éternelle et indissoluble“, pour rendre la liberté à tous les fidèles de l'orthodoxie (7 janvier 1821) [2]. Le capitaine Iordaki correspondait en 1819 avec Alexandre Maurocordato, établi à Genève, un des boïars grecs qui avaient accompagné l'ancien prince de Valachie Caragea dans sa retraite [3]. Il avait été à Vienne et y avait fait prêter par Théodore Vladimirescu le serment sur les statuts de l'Hétairie. La Morée, où déjà, d'entente avec le commandant de la flotte russe et ayant des rapports avec Carageorges lui-même, un Nikotsaras et un prêtre Vlachavas avaient essayé de révoltes locales en 1807-1808, était depuis longtemps préparée [4], et on comptait sur les armatoles-gendarmes, sur les klephtes correspondant aux héroïques haïdouks serbes. Mais c'était le Phanar qui devait donner le signal et prendre la conduite, et la Russie aurait donné l'empereur byzantin dans la personne de celui que déjà dans les Balcans on appelait Alexandre-le-Grand“ [5].

L'„hétairie“ politique avait été l'oeuvre de quelques-uns des marchands depuis longtemps établis dans la Russie méridionale, où ils prospéraient. De ces obscurs idéologues elle passa sous la direction de la famille Ypsilanti: Alexandre, s'étant distingué dans les guerres contre Napoléon et y ayant perdu un bras, avait des relations précieuses dans le monde de la Cour russe et était avantageusement connu par l'impératrice elle-même [6]. Se

---

[1] Laskaris. ouvr. cité, p. 76.

[2] Yakchitch, ouvr. cité, pp 417-418.

[3] Notre *Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale*, II, pp. 248-250; cf. *Mém. de l'Académie Roumaine*, XXXVI, p. 241 (aussi en français: *La cloche de Carageorges*, 1913.

[4] Yakchitch, ouvr. cité, pp. 420-421; cf. Laskaris, ouvr. cité, pp 72-3 (Philémon, I, pp. 237-238), 81-83.

[5] Sur les Roumains de ces Balcans, Laskaris, ouvr. cité, p. 27: un Ianko Tzintzar. Pierre Itzko, qui joua un si grand rôle comme négociateur entre Turcs et Serbes, Macédonien lui aussi, aurait-il été Slave ou Roumain? Sur e rôle de Hadchi-Prodan en 1814, *ibid.*, p. 19.

[6] Voy. la lettre que nous avons publiée dans nos *Actes et fragments*, II,

croyant soutenu par Miloch, ce général, qui connaissait bien son métier, comptait sur le concours de ces Roumains auxquels il appartenait par sa mère et par son passé, sur l'aide des deux consuls de Russie dans les Principautés, d'anciens initiés de l'„hétairie", Pisani et Pinis, sur ce que pouvait lui donner un ancien associé, le prince même de Moldavie, Michel Soutzo —, un autre Soutzo, moins sûr, Alexandre, qui régnait à Bucarest, venait de mourir. Ayant rallié des troupes roumaines et surtout les gardes princières, commandées par Iordachi et par un Grec pur sang, Sabbas, il aurait passé le Danube „entre Vidine et Ada-Kaleh", pendant que les Serbes se seraient avancés du côté de la vallée du Lom [1]; la Russie serait prête à marcher contre le Sultan [2].

Ypsilanti admettait une Serbie à côté de son Hellade à lui: un traité formel, que Miloch, prêt à s'entendre, d'après son système, avec le Sultan, ne signa jamais, affirmait formellement cette dualité [3]; le Monténégro, invité à s'associer au mouvement, serait resté ce qu'il avait été jusque là [4]. Si, dans sa grande proclamation au „peuple grec", le chef de l'„hétairie" assurait avoir les promesses des Serbes, des Souliotes, des Albanais, ainsi que des „amis de la liberté" en Occident [5], il n'en pensait pas moins à une Byzance complètement restaurée [6].

Les Roumains devaient y entrer: Ypsilanti s'était bien adressé au „peuple du pays de Moldavie", pour lui parler de „toute la Grèce qui a élevé aujourd'hui les drapeaux de la délivrance du joug de la tyrannie, demandant sa liberté", de sa décision de partir à travers ce pays, „avec tous ses compatriotes, là où l'appellent les trompettes de la nation de sa patrie" [1]. Il n'en considérait pas moins cette Moldavie, cette Valachie, où avaient regné son père, son grand-père, comme son héritage à lui; il ne trouva

p. 562, note 1: „Je vous suis fort obligée, mademoiselle, de m'avoir averti du départ du prince Ipsilanti... Voyant que son expédition se reculait d'un jour à l'autre".

[1] Philémon, ouvr. cité, pp. 237-238; Laskaris, ouvr. cité, p. 76.

[2] *Ibid.*

[3] Philémon, ouvr. cité, I, pp. 117-119; Yakchitch, ouvr. cité, pp. 420-421; cf. Laskaris, ouvr. cité, pp. 78-79 et p. 78, note 1.

[4] *Ibid.*, p. 87, note 2.

[5] Prokesch-Osten, *Geschichte des Abfalls der Griechen*, III, p. 55.

[6] Cf. aussi notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 245 et suiv.; notre *Histoire des États balcaniques*, 2-e éd., p. 216.

pas même nécessaire de lancer une proclamation aux Valaques aussi, du pays dont venait sa mère.

Avant le moment où Ypsilanti et Georges Cantacuzène, d'une famille depuis plus de deux siècle roumanisée, mais cette branche s'était établie en Russie, et d'une princesse Callimachi, passait le Pruth, se donnant l'air de représenter, non seulement la cause de la liberté grecque, mais aussi l'avant-garde de l'armée russe prête à marcher contre l'ennemi héréditaire de la chrétienté, Théodore Vladimirescu quittait Bucarest, emportant un drapeau qui n'était pas celui du Phénix byzantin, mai bien, avec l'aigle valaque et les saints protecteurs de sa Valachie à lui à côté de l'image de la Trinité, le symbole de sa nation roumaine demandant justice. Il allait cependant vers l'Olténie de sa naissance où l'appelaient ces pandours qu'il était habitué à commander, les monastères fortifiés sur lesquels il pouvait s'appuyer, le souvenir des combats livrés en 1807 comme officier de l'armée russe, et on peut facilement découvrir, dans un plan qu'un stratège comme Ypsilanti a dû certainement s'être formé, un rapport avec l'idée du passage des croisés byzantins par la région du pont de Trajan. Affilié de l'„hétairie", Théodore avait le devoir d'aider à l'accomplissement de l'oeuvre commune. C'est à cause de cette adhérence à la croisade que, tour à tour, Hadchi-Prodan, un autre chef bulgare et, enfin l'Olympiote lui-même et Sabbas avec ses gardes du corps accoururent sous ses drapeaux.

Si la révolte de la Moldavie, où le futur empereur byzantin avait été reçu en prince chrétien par le doux métropolite Benjamin Costachi, un Cantacuzène par sa mère[1] et un élève, au vieux couvent de Neamţ, du Russe Païsius, réformateur de la vie monacale en pays roumain, s'était produite, Vladimirescu aurait pensé longuement avant de séparer sa cause de celle de la communauté chrétienne. Mais son avance, dans l'isolement total qui se fit autour de lui, fut retardée aussi par la désapprobation formelle du Tzar et par la nouvelle que le soulèvement des Grecs à Constantinople a échoué, les chefs des Phanariotes ayant été tués ou exilés, le patriarche lui-même, déposé pendant les fêtes de Pâques, ayant été étranglé.

---

[1] Nos *Studii şi documente*, VII, pp. 85-86, no. 42 (en grec chez Philémon, ouvr. cité, II).

Dès le commencement, Théodore avait parlé „des dragons qui, nous engloutissent vivants, c'est-à-dire nos chefs, autant ecclésiastiques que politiques"[1]; il faut les écarter pour faire plaisir aussi au „vicaire de Dieu, notre très-puissant empereur[2]", qui est prié d'envoyer un enquêteur, qui pour plus d'iinpartialité, doit être musulman[3]. C'est du Carageorges de la première phase. Aussi demande-t-on la restitution des privilèges[4] —le terme même y est: „l'assemblée pour le bien et le profit de tout le pays". Une armée populaire — pareille à l'„assemblée" des Serbes—, doit se former; ceux qui n'ont pas d'armes apporteront leurs fourches, leurs lances. Mais l'ordre le plus parfait doit être observé : ce ne sera donc pas une jacquerie; on l'a bien vu par le supplice immédiat, impitoyable de quiconque pillait. On reconnaît l'ancien fonctionnaire, le chef de gendarmerie, le lieutenant dans l'armée de l'empereur Alexandre[5].

Il ne veut être que „le fils le meilleur de sa patrie"[6]. Les boïars qui ont été jusque là „ennemis de la patrie" peuvent devenir eux aussi „de vrais patriotes"[7], comme ce Nicolas Văcărescu dont la lignée est glorifiée. „La patrie c'est le peuple et pas le clan des pillards[8]." Il faut suivre l'exemple des ancêtres en se réunissant au „peuple innocent et fidèle".

Arrivé devant Bucarest, — occupée par Sabbas —, avec „16.000 hommes", le chef de l'armée populaire, „de la nation populaire gardée par Dieu" — titre des empereurs byzantins, — s'adresse

[1] Aricescu, *Istoria revoluției romîne de la 1821*, Craiova, 1874, 2 vol.; N. Iorga, *Domnul Tudor din Vlădimiri;* le même, Lettres de Vladimirescu, dans les „Mémoires de l'Académie Roumaine", 1914; *Izvoarele contemporane asupra mișcării lui Tudor Vladimirescu*, Bucarest 1921; les notes d'Étienne Dăscălescu, publiées par le même, dans les „Mém. de l'Académie Roumaine", 1932; Emil Vîrtosu, *Tudor Vladimirescu, glose, fapte și documente noi*, 1927; le même, *Tudor Vladimirescu, Pagini de revoltă*, 1936.

[2] Aricescu, ouvr. cité, II, pp. 27-28.

[3] *Ibid.*, p. 36. Cf. la lettre suppliante au Pacha de Vidine; *ibid.*, pp. 31-32. Il pose à un boïar qui le critiquait cette question: „Crois-tu peut-être que le Sultan Mahmoud soit mort"?; *ibid.*, pp. 47-49. A Bucarest il recourra à „la pitié impériale", *ibid.*, pp. 52-54.

[4] *Ibid.*, pp. 128-129.

[5] *Ibid.*, pp. 27-28.

[6] *Ibid*, pp. 47-49

[7] *Ibid.*, pp. 52-52.

[8] *Ibid.*, pp. 74-75.

donc aux „très-honorables boïars, à tous les marchands et à tous les habitants", comme à des „frères hommes", pour leur demander de s'engager par écrit et par serment à soutenir „le bien commun" [1]. Il faut être solidaire comme „partie d'une même nation" [2]. Aussitôt des privilégiés se présentent pour soutenir le libérateur: l'évêque jacobin d'Argeş, un Grec, Hilarion, des boïars indigènes, comme Alexandre Filipescu, dit „le Renard", un jeune intellectuel, Pierre Poenaru, qu'on verra plus tard faire un pèlerinage scientifique en Occident. Le prédicateur transylvain du crédo national, Georges Lazăr, ancien étudiant à Vienne, — comme Georges Asachi, rénovateur des études moldaves, qui s'était aussi italianisé d'esprit, — venait de quitter le pays, mais son principal élève, fils de petit boïar à Târgovişte, l'ancienne capitale, Jean Eliad, poète classique et romantique en même temps, s'il a des sympathies pour la cause, qui, au commencement d'avril, triomphait par les rues de Bucarest, ne prend pas son poste sur ce front de lutte nouvelle. Un serment où il n'est question que vaguement des „soldats du pays" et d'un „gouvernement" fut prêté par ceux de la noblesse qui n'avaient pas pu se chercher un abri en Transylvanie [3]. Quant à Théodore, il fixe lui-même son rôle de „commandant", correspondant au „véliki vojd" serbe: le „gouvernement" est en dehors de lui, exécuteur d'une volonté qui est celle de la nation; mais c'est lui qui nomme les administrateurs des districts [4].

Pas un mot sur l'armée grecque et son chef, mais une allusion paraît la regarder: „les droits du pays" seront défendus, en versant même le sang, contre n'importe quel ennemi qui montrera être l'adversaire de ces droits" [5].

Au commencement d'avril, Ypsilanti parait à son tour, à la tête d'une faible armée, de caractère très mêlé, les *maurophores*, à la tête de mort sur les bonnets, conduisant une vraie cohue. Il a pour lui les élèves de l'école grecque, qui défilent par les rues de la capitale valaque sous les drapeaux de l'union chré-

[1] Vârtosu, *1821, Date şi fapte noi*, 1932.
[2] Aricescu, ouvr. cité, II, pp. 128-129.
[3] Vârtosu, *Glose, fapte şi documente*, pp. 81-83.
[4] Iorga, *Izvoarele*, pp. 383-385; aussi dans la collection de M. Vârtosu, pp. 52-54.
[5] *Ibid.*

tienne; aucun boïar n'osa se rallier à lui. L'ayant visité, Théodore lui déclara qu'il peut parler au fils de son ancien prince avec le droit de „celui qui est dans son pays, avec son épée". Et aussitôt il fait annoncer publiquement qu'il ne veut pas défendre „l'intérêt phanariote", „les ambitions et les projets des Phanariotes", qui ont attenté aux droits du pays [1].

Il demande qu'on accoure de tout côté pour défendre ces libertés les armes à la main [2]. Son but est maintenant plus élevé: ayant appris qu'un gouvernement roumain se serait établi en Moldavie, il pense qu'il *faudrait s'entendre avec ces Moldaves, „qui sont de la même race, de la même religion et sous la même domination et protégés par la même Puissance"*, — donc il reconnaît les liens avec la Porte et avec le Tzar, qui l'a cependant déjà rayé des listes de ses officiers, — *pour défendre solidairement* „les droits de ces principautés" [3].

Mais les Turcs de Brăila et de Silistrie passent le Danube. Vladimirescu s'étonne de leur arrivée. „Pourquoi sont-ils venus, qu'est-ce qu'ils cherchent et quel a été le conseil et l'appel qu'ils ont suivi ?". Le bruit de l'invasion lui semble plutôt „un stratagème phanariote". En tout cas, „nous avons le devoir de nous sacrifier pour notre patrie, but dans lequel je suis venu moi-même avec le peuple" [4].

Ce geste il ne le fit pas. Les deux armées, maintenant ennemies, se retirèrent vers la montagne, pendant que, plus tard, en Moldavie, le capitaine Géorgaki et son camarade Pharmaki, dédaignant chercher à Sculeni la protection des armées russes concentrées sur le Pruth et qui avaient l'ordre d'assister immobiles au massacre, s'enfermèrent dans le couvent de Secu, dont l'héroïque Olympiote fit sauter le clocher, avec lui-même et ses derniers soldats. En chemin, à Golești, Ypsilanti fit arrêter, par le même Géorgaki, Théodore, au milieu même de ces pandours naïfs et désorientés, qui ne surent pas défendre leur chef, bientôt condamné à mort, en vertu de son serment, et exécuté pendant la

[1] Vârtosu, ouvr. cité, p. 102.
[2] *Ibid.*, p. 105.
[3] *Ibid.*, pp. 102-103.
[4] *Ibid.*, pp. 100-101. Cf. notre étude *La révolution grecque sur le Danube*, dans le *Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale*, VIII, p. 91 et suiv.

nuit. A Drăgăşani, Grecs et Roumains, confondus dans la même masse découragée, furent battus et dissipés par l'armée turque; Ypsilanti se déshonora en passant la frontière de Transylvanie pour être retenu comme prisonnier politique.

La lutte pour la liberté chrétienne se continua en Morée et aussi dans les régions voisines, où les paysans, combattant chez eux, purent plus facilement résister dans une série d'escarmouches dont l'Occident admira l'héroïsme, héritage des anciens Grecs, qui très souvent ont combattu de la même façon. Des figures de légende se formèrent ainsi, dont le prestige fit tant pour le triomphe de la cause nationale, amenant enfin la délivrance.

Là aussi, les Phanariotes, Alexandre Maurocordato, les frères Ypsilanti, un Negri s'en mêlèrent. Idéologues à la façon de l'Occident, dont ils portaient l'habit, ils voulaient créer un État comme ceux qui s'étaient transformés là après la Révolution française: pouvoir exécutif solide, qui passera de Capodistria, accouru au milieu des siens, au jeune roi Othon de Bavière, lois et règlements, administration bureaucratique, école à programme strict. En face, il y avait, sur les champs de bataille et dans des assemblées comme celle d'Epidaure, les rudes chefs du peuple combattant, klephtes et armatoles, en costume national, le fez sur la tête, la chemise tuyautée autour des reins, la ceinture munie de pistolets et de khandchars: ils ne connaissaient que les villages gouvernés par les „gérousies" des „archontes", les réunions populaires, les caprices des guet-à-pens, le moment de l'héroïsme et le hasard de la proie. Sous le régime influencé par des souvenirs vénitiens et des conceptions de Capodistria, qui était cependant pour les masses, ne connaissant pas ce qu'il y avait en lui du diplomate européen, le „barba lani", le „père lani", d'autant plus sous celui d'Othon, élevé dans un sens étroit de la stricte discipline bavaroise, ce furent les façons d'être du Phanar qui vainquirent, le vieux prince Karatzas lui-même revenant d'Italie pour s'établir dans un milieu qui ne dérangeait pas ses habitudes, et, par dessus la phase bavaroise, raide et impopulaire, cela dura jusqu'à la formation, vers 1840, d'une nouvelle classe dominante, ayant ses racines surtout dans la petite bourgeoisie des centres médiocres de la nouvelle Hellade.

En Serbie, un procès pareil se passa, Carageorges n'avait jamais voulu jouer au prince: jusqu'au bout il ne fut qu'un bon

et vaillant camarade, s'attablant avec les siens le lendemain d'une victoire. Miloch resta aussi paysan dans le sens le plus absolu de mot, et sa femme ne quitta jamais ses habitudes rurales. Mais, malgré le rôle important joué par les paysans dans l'assemblée législative, la Skouptchina, l'influence du représentant de la Russie, restée protectrice malgré l'abandon, la „trahison" de 1812, amena la création d'un Sénat, comme celui de Pétersbourg, qui devait servir à toutes les intrigues et amener maintes fois des changements de princes et, avec le passage continuel des Serbes du Banat et des régions voisines, les pratiques de la bureaucratie formaliste d'outre-Danube pénétrèrent dans la vie du nouvel État, qui resta cependant beaucoup plus populaire que celui, ancien ou nouveau, des autres nations du Sud-Est européen.

Quant aux Roumains, la catastrophe du mouvement grec provoqua des changements très importants au point de vue national, mais, après le sacrifice de Théodore Vladimirescu, on ne pouvait plus suivre cette ligne de formation populaire que, bien qu'avec assez de timidité, car il se rappelait trop ses modestes débuts de petit boïar et de fonctionnaire inférieur, celui-ci avait essayé de tracer.

Les Phanariotes ne pouvaient plus revenir. Les Turcs s'étaient aperçus du danger que représentait leur nouveau état d'esprit, strictement et étroitement national. Autour de l'avenir qu'il fallait créer aux pays roumains, une agitation commença dès la disparition des derniers hétairistes, poursuivis par les troupes ottomanes.

D'un côté, il y avait, pour la Valachie aussi, dont les boiars étaient plutôt à Kronstadt-Braşov, mais surtout en Moldavie, dont la noblesse émigrée se trouvait en partie à Cernăuţi, la Czernowitz de la Bucovine autrichienne, et en partie en Bessarabie, un clan de l'oligarchie à une époque où toutes les nations de l'Occident rêvaient de se sauver et de se purifier par le régime d'„État constitutionnel". De l'autre côté, les petits boïars, qui n'étant pas mêlés à la révolution, que certains d'entre eux avaient même combattu à main armée, ne voulaient que le retour au régime monarchique, mais à deux conditions: le prince indigène d'abord et puis l'acceptation par ce monarque selon l'ancienne tradition nationale d'une Constitution, qui fut aussitôt bâclée, sous l'inspiration d'un Jean Tăutu, par le groupe des „parvenus", des

„carbonari", un Bucşănescu, un Iordachi Drăghici, copiant une large partie de la charte constitutionnelle de la Révolution française, — projet d'une large et généreuse idéologie qui, découvert par le représentant de Russie, devait être séquestré pendant presqu'un siècle dans les archives du consulat. On se rappelle ces „républicains" d'avant 1804 qui, d'après l'assertion d'un Français dont l'activité fut mêlée à tout le renouveau roumain, Vaillant, „avaient fait un appel direct aux sympathies de Bonaparte: Ghika, Ban de Craïova, Préda dit Brancovan (!) et Charles Campiniano, grands boïars de Valaquie, Beldiman, Catardji et Stourdza, grands boïars de Moldavie, transmettant à Vienne, au premier consul, une adresse collective, dans laquelle ils lui demandent avec instance l'appui de la France pour constituer leur pays en république" [1].

La Porte avait demandé qu'on lui communique les voeux des pays roumains. Deux mémoires moldaves devaient lui être présentés, chacun au nom d'un groupe. Les délégués des émigrés crurent plus profitable d'accepter celui de leurs adversaires. Ce qui avait été obtenu pour la Moldavie bénéficia aussi à la Valachie, moins décidée, les petits boïars représentant dans cet autre pays une classe de beaucoup moins importante. Les Turcs choisirent donc comme prince de Moldavie un modeste boïar d'un certain âge, assez peu cultivé, mais de beaucoup de bon sens et capable de manifester, lorsqu'il le fallait, un sens très élevé de sa dignité, la Valachie étant confiée à un Ghica, Grégoire, neveu de celui qui avait été décapité à Jassy un quart de siècle auparavant.

---

[1] *L'Empire c'est la paix*, Paris, 1855 p. 121. Napoléon aurait assigné une pension à une dame Soutzo; *ibid.*, p. 70.

X.

LA SOCIÉTÉ INTELLECTUELLE

On ne peut pas dire que ces deux princes eussent représenté un idéal, que la nouvelle conception nationale eût dominé leur esprit, qu'ils eussent eu le courage d'entreprendre toute une action de réformes. Très peu assurés sur leur trône de vassalité sans cesse menacé par les intrigues russes qui torturaient les Turcs retenus par la révolution grecque, leur imposant l'une après l'autre des concessions qu'ils ne pouvaient accepter qu'à contre-coeur, jusqu'à leur exiger de faire disparaître la moindre trace d'une occupation qu'ils auraient désiré pouvoir prolonger, tous leurs efforts, subminés aussi par les agissements d'une classe aristocratique envieuse de leur élévation, tendaient seulement à se faire accepter et tolérer par leurs nombreux ennemis intérieurs et extérieurs. Mais, sous leur règne sans cesse périclité, une nouvelle classe se formait, d'intellectuels maintenant indigènes : des poètes, des publicistes, des professeurs de l'école de Lazăr, relevée maintenant par Eliad, personnage d'une activité multiple, poursuivi par la passion de créer, mais manquant d'auto-critique et d'équilibre moral, qui ne s'en tinrent pas, bientôt, en vrais romantiques, de mode occidentale, à leur production littéraire ou à leur enseignement, se mêlant de plus en plus à la vie publique qu'ils espéraient pouvoir dominer.

A cette catégorie de Roumains restés dans le pays, d'autres s'ajoutèrent bientôt, de plus en plus nombreux. Des jeunes gens se rendaient plus librement à l'étranger: un Văcărescu, Jean, Iancou, qui fit des études à Pise, restant dominé par la technique du vers italien, un Cantacuzène, qui paraît être allé à Paris. Bientôt, sous l'influence de Caragea (Karatzas) et de l'ancien prince

de Moldavie, Michel Soutzo, qui, de Bessarabie, dut passer en Occident, Genève, ville considérée comme étant d'un esprit prudent et pondéré, gagna une clientèle scolaire roumaine. Tel jeune Valaque de la famille des Brăiloiu écrivait de là, avant les relations, précieuses, qui s'établirent entre des élèves roumains et l'écrivain Rodolphe Töpffer, fondateur d'une pension pour les étrangers en faisant l'éloge des coutumes et des moeurs de l'admirable cité et en recommandant que la boïarie de son pays pense désormais au relèvement des classes inférieures.

Un de ces nobles de Bucarest qui y avait envoyé ses enfants écrivit un livre pour présenter le résultat de ses voyages en „Europe" et se déclarer fervent partisan de cette réforme des moeurs qui devait partir de la création d'une bonne école rurale d'État que les Roumains n'avaient pas, même sous la forme des écoles élémentaires de caractère religieux de ce même Occident.

Les plus importants de ces écrivains qui se sont formés entre 1830 et 1840 ne font cependant que rendre le contenu d'idées et de sentiments des principaux représentants de la littérature occidentale et surtout, pour ne pas dire presqu'exclusivement, — sauf des traductions des écrivains italiens —, de la littérature française. La fable, l'ubiquation sont seules différentes. Aux Roumains de cette époque, qui auraient dû se développer suivant leurs traditions et suivre les directions de leur propre génie, on inculquait ainsi les éléments d'une âme qui, pour être non seulement hautement intéressante, mais aussi de la même inspiration latine que celle qui a créé la langue roumaine et a influencé par cette langue sur l'état moral de la nation, n'en était pas moins beaucoup différente, étant reliée à une autre pensée et correspondant à d'autres circonstances du présent. Les seuls genres dans lesquels on reconnaît une saveur du terroir c'est l'apologue d'un Grégoire Alexandrescu, Valaque, s'attaquant aux défauts et aux vices d'une époque de transition, pleine de caricatures dans tous les domaines, et ces scénettes de moeurs, ces chansonnettes de Basile Alexandri tout jeune, qui nous font connaître, parfois sur une trame empruntée au théâtre parisien, les travers et les ridicules d'une société moldave en pleine transformation.

Cependant c'est l'époque où ont été publiées les chroniques de Moldavie, par Michel Kogălniceanu, esprit universel, élève

de l'Université de Berlin, alors cultivant l'idéologie d'un Ranke, et ayant rapporté de l'oeuvre d'un von Stein des tendances sociales qui menèrent à la libération de la terre paysanne, astreinte à la servitude, ou bien par le Transylvain Auguste Trébonius Laurian — et nous reviendrons sur les tendances et la prédication de celui-ci — et par Nicolas Bălcescu, l'historien de Michel-le-Brave. Ces récits devaient suggérer à Constantin Negruzzi, dont les rares écrits, de proportions restreintes, mais pleins d'un sens aigu de l'ironie, correspondent au genre de suprême discrétion d'un Mérimée, et au Valaque Alexandre Odobescu, expert à découvrir le pittoresque dans tous les domaines, à Kogălniceanu lui-même des nouvelles historiques dont le charme n'a pas vieilli.

Ces écrivains, lorsqu'ils ne s'en tenaient pas au genre de la poésie ou du simple récit, avaient dû, pour rendre le contenu de la littérature qu'ils imitaient même lorsqu'ils croyaient faire oeuvre originale, recourir à une quantité de néologismes de provenance française, latine, italienne, destinés à remplacer les termes devenus caducs qu'avaient fournis à leurs prédécesseurs le grec moderne et, pour une certaine période du XVIII-e siècle, le turc même. Accommoder au génie de la langue ces intrus si nécessaires, mais parfois si insolents, ne fut pas oeuvre facile. Des tentatives ambitieuses de chasser même les éléments de lexique slavon et autres, considérés comme barbares et compromettants, s'ajoutèrent aux difficultés de cette adaptation. Il en résulta un style parfois individuel, peu clair, manquant d'harmonie, relié à telle mode passagère, qui a rendu illisible l'oeuvre, qu'il faudrait presque traduire dans le langage actuel, depuis longtemps définitif, de quelques-uns d'entre eux. Laurian et son associé Massimu (Maxim) ne s'avisèrent-ils pas de publier pour la Société Académique Roumaine à peine fondée un dictionnaire dans lequel une grande partie sort à peine du journal des forgerons latinisants, alors qu'une quantité de vocables roumains authentiques sont relégués avec mépris dans un simple glossaire! Des soucis d'orthographe s'ajoutèrent lorsqu'on rejeta, d'abord en partie seulement, l'alphabet cyrillien, déjà combattu avec passion par les grands Transylvains.

On se séparait ainsi du peuple qui conservait les bonnes traditions de la langue, mais une autre séparation, sur laquelle on

ne pourra plus revenir — et c'était de toute raison — est celle d'avec ces voisins, parfois des collaborateurs —, avec lesquels on avait fraternisé dans le culte des lettres grecques. A l'école hellénique de Bucarest surtout, celle de Jassy n'ayant pas, à cause de la situation géographique de la principauté, les mêmes possibilités d'influence, les professeurs, parfois des hommes d'un réel savoir et d'une grande notoriété, avaient des élèves venant de Bulgarie et des Grecs qui ne resteront pas pour toute leur vie dans la principauté valaque. Cette école princière avait une place supérieure en concurrence avec celles de Constantinople, de l'île de Chalké, de Cydonie en Asie Mineure. Ceux qui la fréquentaient venant de l'étranger ne rapportaient naturellement rien des lettres roumaines, bien que le roumain continuât à être langue internationale tout autour des Principautés, mais ils étaient empreints d'un sentiment de respect pour l'État chrétien, d'une parfaite autonomie, qui, d'un Trésor prêt, du reste, à aider toute manifestation religieuse et scolaire de l'orthodoxie soumise au Sultan leur fournissait généreusement ces possibilités d'instruction supérieure.

Avec les formes de la pensée et de la littérature celles de la société politique roumaine devaient nécessairement être transformées, avec le même oubli de ce qu'il y avait de bon dans le passé, avec le même mépris qui s'adressait en même temps au costume suranné, de coupure orientale, des vieillards, à leurs énormes couvre-chefs en boule, à leur verbiage mêlé de grec.

La génération qui avait souffert des troubles prolongés de 1821 s'était employée cependant elle-même, comme nous l'avons déjà indiqué, à entreprendre la mise au point selon les besoins d'une nouvelle époque. Le projet de Constitution élaboré pour la Moldavie en 1822 fut accompagné, en rapport avec la question de l'évacuation des Principautés par l'armée turque, de toute une série de propositions ayant le même caractère. D'autres s'ajouteront plus tard, inspirés parfois, comme celui d'un Léonce Radu vers 1840, par les institutions de l'Europe centrale. On dut arriver à un résultat définitif alors que les Russes, ayant épuisé toutes les chicanes contre les Turcs, leurs anciens adversaires, leurs ennemis héréditaires, prirent sous le nouveau Tzar Nicolas la décision de frapper un dernier coup sur un empire dont la rapide décadence était visible, espérant pouvoir retenir cette fois ces

Principautés, c'est-à-dire la ligne, si longtemps désirée, du Danube et les bouches du fleuve dont on avait parlé à l'époque napoléonienne.

La nouvelle guerre ne marcha pas au train qu'avaient escompté les envahisseurs de la Moldavie dont les princes cessèrent leurs fonctions et toute une oeuvre de relèvement en fut empêchée pendant des années pour faire place à d'autres projets, réalisés par d'autres instruments, d'après d'autres méthodes. Mais, pendant qu'on perdait le temps à attaquer des forteresses délabrées qui montraient cependant pouvoir tenir bon, les Principautés, réunies sous l'autorité combinée de deux Divans, dont le président unique était le général Kissélev, un Russe élevé à la française et ayant des idées personnelles tout occidentales dans certains domaines, pouvaient, à côté des terribles nécessités d'une guerre peu heureuse, se consacrer à ce travail d'organisation tant désiré par ces intellectuels roumains auxquels seuls était confié maintenant le souci de l'avenir national.

Dans les commissions appelées à élaborer sous l'égide du Kissélev, devenu populaire et célébré par les poètes de l'époque, cette Constitution qu'on appela par euphémisme „règlement organique" il y avait de vieux boïars à barbe et à chapeau hémisphérique, comme Constantin Conachi, l'imitateur de l'Anglais Young, le traducteur, d'après une version française, de Pope et même, sur la fin de ses jours, d'un roman de Madame Cottin, et le tout jeune jadis étudiant de Paris, où il s'était initié même à la franc-maçonnerie, Barbu Ştirbei (Stirbey), qui ne rêvait pas alors de pouvoir devenir prince du pays.

Le produit des longues et très sérieuses délibérations est sans doute une oeuvre remarquable. On n'avait pris presque rien à des institutions du passé qui venaient d'être corrigées et augmentées par les princes phanariotes. Il n'y avait que des prescriptions nouvelles dont le caractère général était celui d'une bureaucratie de système napoléonien, attachée à des formes invariables et faciles à être tournées et faussées. Négligeant le village, seule base solide de la vie, en grande partie paysanne, du pays, on créait une commune rurale qui n'a jamais pu arriver à signifier une réalité. A la place de l'aristocratie héréditaire il y avait une hiérarchie de fonctionnaires, nobles en rapport avec les fonctions qu'ils occupaient, imitation des *tchins* et des *tchinovnics*,

de style chinois, des Russes. Au lieu d'un vrai parlement, une assemblée de privilégiés, qui, par sa constitution même, et malgré le principe de l'élection, mais dans des proportions très restreintes du droit électoral, devait rester ouverte à toutes les suggestions et prête à toutes les intrigues. Un système scolaire tout nouveau permettait cependant un large développement, de l'école de village jusqu'à ces collèges, — à un certain moment menacés de francisation, après que les anciennes écoles avaient échappé à la grécisation —, qui devaient devenir, par celui de Saint Sabbas à Bucarest et par celui du prince Michel (Sturdza) à Jassy, des établissements universitaires.

Mais *c'était, dans le Sud-Est de l'Europe, où la Grèce elle-même, reconnue libre, mais sous les Puissances protectrices dès 1830, dut attendre pendant trente ans un régime légal de l'État, la première fondation constitutionnelle, et bien bâtie, harmonieuse et complète.*

Le principe national même y avait pénétré, avec la tolérance du „président plénipotentiaire" qui, ayant établi sur le Danube un cordon de quarantaine, gardé par toute une armée roumaine, attendait de ces nouvelles institutions même la prochaine réunion des deux pays à l'empire de son maître: réaliser d'un seul coup l'annexion était préférable à y revenir par deux fois. Un article prévoyait la possibilité de l'union entre les Principautés.

Cette union était souhaitée par toute une société moldave et valaque ou, pour employer le terme contemporain: moldo-valaque, qui comprenait sans doute la valeur que cette réunion pouvait avoir pour la race, mais se rappelait aussi les projets que, peu de temps auparavant, les diplomaties étrangères, intéressées, avaient lancés dans ce sens. Tel vieux boïar comme Georges Catargi en parlait après 1830 au consul de France à Jassy, considéré, sous la monarchie de juillet, comme un partisan chaleureux de cette manifestation. Et, après quelques années seulement, se fondant sur l'alliance des Puissances libérales, France et Angleterre, qui devait être dissoute en 1840 sur la question de l'Égypte, le chef des unionistes valaques, — proclamé par toute une jeunesse adversaire d'Alexandre Ghica, le premier prince après la proclamation du Règlement Organique, dans laquelle un Jean Ghica, qui lui aussi avait étudié à Paris—, Jean Câmpineanu, conseillé par le Français Félix Colson, s'en allait dans les deux

capitales du libéralisme pour demander cette union, alors que Ghica la proposait à l'intelligent et actif prince nouveau de la Moldavie, Michel Sturdza, qui n'osa pas, par crainte de ses protecteurs russes, prêts à le rappeler à la raison par un raid de Cosaques en deçà du Pruth. Venu trop tard et, du reste, trop peu doué pour pouvoir s'acquitter d'une telle mission. Câmpineanu revint pour être aussitôt exilé, avec la permission, sollicitée par Ghica, du Sultan.

L'idée nationale allait être reprise par une autre génération. Elle ressortait aussi du crédo romain apporté de Transylvanie par les professeurs de la génération, point attachée aux Églises, qui succéda à celle de Lazăr: un Aaron Florian, un Jean Maiorescu, un Auguste Laurian. *Pour ce groupe de croyants à toute épreuve l'idée de la réunion des Principautés n'était qu'une partie de l'idéal national, beaucoup plus vaste.* Influencé par les réunions de fragments nationaux en Occident, Colson lui-même avait parlé de la nécessité d'ajouter à cette „Roumanie" dont on osait prononcer le nom en dehors du sens restreint pour la principauté valaque seule les provinces appartenant à la Russie et à l'Autriche. Pour les Transylvains, cette conception s'imposait de la. façon la plus impérieuse, la plus inéluctable par l'existence, il y avait presque deux mille ans, de la Dacie de Trajan. Laurian, qui en dessinait la carte parsemée de termes géographiques, latinisés, en présentait dans son manuel l'histoire en partant de Numitor et d'Amulius.

Une vague de libéralisme entrava pour beaucoup de membres de la toute nouvelle génération le développement de ce courant qui allait, avant d'atteindre les points, discutables, des tendances politiques, des institutions à réaliser, vers cette réalisation d'une carte comprenant tous les territoires, d'habitation et de possession historique, de la nation.

A la veille de la révolution de 1848, qui eut en Italie un caractère national, tendant par tous les moyens vers l'unité, de nombreux étudiants roumains se trouvaient à Paris, alors que, quelques années auparavant, Michel Kogălniceanu avait vainement prié le prince de Moldavie, alors son patron, de lui permettre d'y aller après des leçons au collège de Lunéville et avant ce passage, si profitable, à Berlin. Ils apprenaient le droit, un droit

qui pour le moment n'était pas en vigueur dans leurs patries. Mais, surtout, ils recherchaient la société des émigrés appartenant aux nations subjuguées ou persécutées: Italiens, Polonais, Hongrois, participant à leurs réunions et écrivant dans leurs publications. Avoir comme président d'honneur Lamartine lui-même les remplissait d'orgueil.

Le régime qu'ils voulaient était tout autre que celui du Règlement Organique, que, devenus maîtres pour le moment, de leurs pays, ils allaient brûler en place publique. Il aurait été le même que pour n'importe quelle nation libérée. Mais, tout en étant sous ce rapport amateurs convaincus du type international, ils n'étaient pas moins disposés à se servir de leur propre langue, à la cultiver, à la défendre contre les offenses et les prétentions, à remplir tout leur devoir envers leur patrie, ainsi que le disait à Paris même, dans de si beaux termes, le frère cadet de Michel Kogălniceanu, Alexandre [1].

Lorsque les journées de février 1848 donnèrent à la France un autre régime, ces Moldo-Valaques furent parmi les premiers à applaudir. Puis, devant le danger ouvrier, ils se rendirent compte qu'ils sont des fils de grands propriétaires et, découvrant la perspective des massacres, ils s'empressèrent de quitter Paris. Revenus chez eux en plein printemps, ils se cherchèrent des alliés dans tous les milieux disposés à un mouvement révolutionnaire: les professeurs du type d'Eliad, en ce moment dominé par la mystique des grands changements, les jeunes officiers influencés par l'esprit de l'armée russe qui avait mené à la conspiration des décabristes, les marchands qui s'approvisionnaient à Leipsick aussi d'autres articles que ceux de leurs boutiques, sans compter quelques étrangers disposés à soutenir n'importe quelle action turbulente. Nous parlons des Valaques, car, pour les Moldaves, ils étaient sous la direction de Michel Kogălniceanu, qui ne pouvait pas recourir à une bourgeoisie en grande partie juive et utilisable seulement comme public curieux de choses nouvelles, se massant devant les fenêtres ou les portes derrière lesquelles se passe quelque chose.

Le prince de Valachie, Georges Bibescu, lui-même jadis étudiant à Paris, avait au fond le même crédo que cette jeunesse:

---

[1] Voy. notre revue *Floarea Darurilor*, II.

ne s'était-il pas fait sacrer dans le costume de Michel-le-Brave devant le tombeau même du héros? On l'intimida par une balle de pistolet qui se logea dans une de ses épaulettes et il abdiqua, abandonnant le pays à l'anarchie. Comme à Vienne, en mars, cette jeunesse des écoles disposait désormais du pays et elle put se défaire de la concurrence dangereuse d'Eliad, qui refaisait le geste de Théodore Vladimirescu, partant lui aussi, avec quelques jeunes officiers et un prêtre de village, comme dans la légende du même Michel-le-Brave, d'Islaz sur le Danube sur Bucarest; les grands chefs de la milice instruite par les Russes n'osèrent pas résister à ces ardents républicains.

Mais cette république valaque, qui dura de juin à septembre, était en l'air. Les trois appuis possibles lui manquaient: celui de la France de Lamartine, celui des paysans et celui des voisins de tendances supposées être révolutionnaires ou l'étant même de fait.

L'ancien protecteur des étudiants moldo-valaques à Paris se rendit compte bientôt des difficultés que devait rencontrer le nouveau régime français. Le représentant de la République à Constantinople, le général Aupick, fut sollicité en vain par ces révolutionnaires désespérés, lesquels n'avaient pas tenu compte de leurs forces, si modestes, qui existaient surtout dans le domaine d'une éloquence à jet continu. Les efforts faits par le Transylvain Jean Maiorescu à l'assemblée pangermanique de Francfort, elle-même si désorientée et occupée aux mêmes exercices rhétoriques, ne fut pas plus fructueuse. Les Turcs du nouveau régime, les créateurs de l'ère de réformes du *tanzimat*, ne consentirent pas à patronner un état de choses qui ne cadrait guère avec leur conception idéologique d'un empire libéral, mais unitaire, comme les monarchies occidentales qu'on cherchait à imiter. Ils suivirent l'invitation de la Russie, Puissance protectrice, de faire entrer leurs troupes dans les Principautés pour rétablir l'ordre sous l'administration de caïmacams, lieutenants de prince, d'après la coutume. Et, quant à la Russie elle-même, ce qui s'était passé avec succès à Bucarest, ce que l'énergique prince Michel Sturdza avait su empêcher, par une intervention de la force armée, en Moldavie lui semblait, — ce qui était la réalité elle-même, — une sanglante offense à sa dignité, un attentat aux conventions internationales, un encouragement à cet esprit révolutionnaire, à ce „frantzouchki douch“ abhorré qui venait de renverser à Paris un

trône, lui-même de cette origine illégitime. La Pologne ne bougea pas et, quant à la république voisine des Hongrois, que certains des chefs du mouvement valaque, comme le noble rêveur Bălcescu, considéraient comme une alliée tout indiquée, il y avait l'empêchement insurmontable venant des idées de Kossuth, de Batthyányi, les chefs de l'insurrection magyare, concernant les droits des Roumains de Transylvanie.

Depuis les guerres de la Révolution, pendant lesquelles ils avaient fourni un contingent de bons soldats, ceux-ci n'avaient enregistré aucun progrès de leurs revendications. Le régime de Metternich les abandonnait aux Hongrois, qui cherchaient à imposer l'hégémonie de leur langue, sans pouvoir empêcher cependant la formation d'esprit nationale pour les élèves des écoles de Blaj, la capitale uniate, où des professeurs comme l'éloquent Siméon Bărnuţiu, comme le chanoine Timothée Cipariu, esprit d'une compréhension géniale, représentaient *le crédo roumain intégral*, dont ils répandaient la religion, d'optimisme combattant, sur la base des souvenirs ancestraux, au milieu d'une jeunesse sortie de l'école de droit de Kolozsvár-Cluj, et déjà employée dans l'administration, tel ce Papiu Ilarian qui devait écrire l'histoire de la lutte pour la liberté dans cette Transylvanie qu'il nomme, à la romaine, la Dacie Supérieure, en apôtre de la Dacie unifiée sous la suprématie des Roumains.

Il y avait ici des intellectuels, mais la base était paysanne, d'une paysannerie dans laquelle les prédicateurs voyaient les descendants de cette plèbe qui jadis, à Rome, avait su protester en se retirant sur le Mont Aventin. Les deux évêques, l'uniate, un noble, Lemeni, l'orthodoxe, le vicaire André Şaguna (Siaguna), descendant de marchands macédoniens, se réunirent, comme leurs prédécesseurs à l'époque du *Supplex libellus*, sous la même pression de leurs fidèles et surtout de ces intellectuels, pour l'appel au peuple; des étudiants se chargèrent de le chercher dans ses villages. Des milliers de paysans se rassemblèrent ainsi en marge de Blaj pour écouter la parole des jeunes apôtres, et celle de Bărnuţiu, après avoir exposé des théories plus ou moins compréhensibles pour de pareils auditeurs, finit au milieu des cris de douleur et d'espérance lorsqu'enfin il toucha au dur servage sous lequel gémissait la plupart de ces villageois.

En Valachie, on ne crut pas nécessaire de s'adresser aux

frères de ces honnêtes et modestes laboureurs. Les commissaires de propagande, des bourgeois, ne connaissaient pas le langage qu'il leur aurait fallu employer. Lorsque enfin on pensa à discuter pour le nouveau régime révolutionnaire la situation sociale des campagnes, celui qui se chargea de conduire les débats fut un Moldave, influencé par les conceptions de Kogălniceanu, un fils de prêtre rural, un agronome formé en Lorraine à la ferme de Mathieu de Dombasle, Jean Ionescu de Brad. Les paysans convoqués montrèrent dans leurs discours pittoresques, imagés une grande sagesse, demandant seulement le rachat de la terre qu'ils travaillaient et d'où, disaient-ils, part tout l'or du pays. Mais, comme les chefs du gouvernement provisoire, C. A. Rosetti, un poète, les deux Brătianu, Jean et Démètre, fils de petit boïar sous la montagne, étaient des citadins, des propriétaires, ils s'empressèrent de fermer les portes derrière lesquelles on pouvait faire de pareils discours.

Aussi, lorsque les soldats du Sultan entrèrent à Bucarest, n'y eut-il qu'une échauffourée sanglante avec les pompiers militaires de la capitale, alors qu'en Transylvanie, où les paysans acclamaient l'empereur, de même que ceux de Valachie, en 1821, l'avaient fait pour le Sultan, les masses se levèrent en armes pour une nouvelle jacquerie contre les châteaux, sous la conduite des étudiants d'hier, un Avram Iancu à leur tête, qui croyaient avoir ressuscité Rome lorsqu'ils créaient des légions et des centuries, avec leurs tribuns. Il fallut toute une série de combats cruels avant que la victoire des armées du nouvel empereur, François-Joseph, qu'avait démis le chef suprême de la révolution magyare, Louis Kossuth, et celle des alliés du maître légitime, les Russes du général Lüders, venus de Valachie, où était allé les chercher, avec une députation, Şaguna, eût amené le désarmement général. Du côté des Magyars, les paysans étaient restés indifférents, l'agitation pour la réunion de la Transylvanie à la Hongrie étant restée bornée aux rues de la capitale autour de l'édifice où la diète des privilégiés devait prendre une décision. Chez les Saxons, très timides et restés au fond fidèles aux Habsbourg, il y eut des manifestations de sympathie pour la race majoritaire, et c'est à cause de cette attitude aussi que le plus doué de leurs chefs, Stephan Ludwig Roth, fut passé par les armes.

La récompense de la part de l'empereur tarda, et elle fut incomplète. Avram Iancu en perdit la raison et accueillit avec des paroles de sarcasme la grâce du maître qui était allé le chercher dans sa retraite: „sur quoi pourraient causer un fou comme moi et un menteur comme lui?“. Enfin des archevêchés furent créés, revenant à l'ancienne tradition détruite après 1700 par les Jésuites, d'abord pour les uniates et, avec un long retard, pour les Orientaux. Şaguna ne tarda pas à donner à son Église ainsi rehaussée une organisation nationale tout à fait populaire, inspirée en même temps par les formations luthériennes, par l'exemple de la „nation“ religieuse des Serbes, chez lesquels il avait fait ses études de théologie, et par les traditions de son peuple à travers les générations. Avec ses conciles intitulés congrès, avec ses protopopes, vrais chefs des districts, on avait sous le métropolite, un vrai prince, — et Şaguna sut agir en cette qualité, se gagnant à Vienne, sûre de sa fidélité, un grand prestige —, toute une administration et un vrai Parlement, alors que les institutions catholiques maintenaient l'Église rivale de Blaj entre les mains d'une oligarchie de chanoines.

Pendant que des exilés moldaves, qui visitèrent aussi cette Bucovine où les frères Hurmuzaki faisaient paraître un journal de conscience générale roumaine, venaient assister à l'assemblée populaire du 15 mai, Şaguna avait voulu se soumettre aussi l'orthodoxie de la Bucovine, où des intrigues locales arrivèrent à obtenir un autre métropolite, avec un suffragant dans la lointaine Dalmatie. Il sera question de créer un duc des Roumains, qui aurait été l'empereur, dont bientôt les regards se tournèrent vers cet autre élément, le plus important de cette Dacie dont le souvenir après les projets anté-napoléoniens et napoléoniens était resté si tenace. L'absolutisme autrichien rétabli voulait faire des Roumains une des bases principales de sa nouvelle politique.

Il y avait donc en Transylvanie une vitalité roumaine en plein développement sur cette base paysanne, solide et saine, alors que dans les Principautés toute activité libre devait être paralysée sous les nouveaux princes nommés par la Porte de concert avec la Russie triomphante, qui avait réussi à faire remplacer le gouvernement à vie prévu, après la paix de Bucarest, par la convention d'Akkerman, au moment de la reprise des rapports avec l'Empire Ottoman, par un simple septennat: Barbu Ştirbei, frère

aîné de Bibescu, esprit organisateur, mais attaché au passé, en Valachie et le libéral Grégoire Ghica, en Moldavie.

Sous Ghica, autour de Kogălniceanu, aussitôt revenu de l'exil, il y avait des possibilités de manifester une opinion dans le sens de l'idéal qui miroitait devant toute une génération d'actif optimisme. Ştirbei ne l'aurait pas admis: poursuivant une oeuvre de réfection économique, d'ordonnement administratif, de créations scolaires et culturelles, il n'entendait pas transiger avec les innovateurs, comme son voisin, parfois désappointé par l'ingratitude et s'en plaignant avec toute la douloureuse véhémence d'un esprit profondément malade, qui ira jusqu'au suicide. Les deux avaient au fond les mêmes intentions, servies par une intelligence vive et par une instruction sérieuse; leur correspondance au moment où Ghica revenait d'un long séjour, devenu indispensable, à la campagne, montre combien ils étaient supérieurs non seulement aux chefs, appartenant tour à tour aux Obrénovitch et aux Karaguéorguévitch de Serbie, au prince monténégrin, mais même au roi de Grèce, destiné à être bientôt renversé par une révolution d'opérette. „Diversement appréciée et commentée", écrivait en 1853 le prince de Moldavie, „ma maladie n'en a pas moins été purement et simplement le résultat de fatigues excessives, mêlées de regrets amers que des efforts et des sacrifices inouïs ne réussissent point à rallier tous les esprits vers un but commun, le bien-être du pays, et ne parviennent pas à éteindre les passions qui, sans cesse remuantes, cherchent à paralyser les vues et l'action de mon gouvernement". Et la sage réponse du prince de Valachie lui recommande le calme d'une conscience qui n'a rien à se reprocher: „Ne prenez pas trop à coeur les désagréments et les déboires que vous et moi ne cessons d'éprouver; considérez-les comme inhérents à notre position et inséparables de la tâche de gouverner les hommes avec toutes les passions qui les agitent. Votre Altesse trouvera dans la pureté de Sa conscience et dans la persévérance qu'elle met à atteindre le noble but qu'Elle se propose, de justes motifs de s'élever au dessus de ces misères, malheureusement inévitables [1]".

---

[1] N. Iorga, *Corespondenţa lui Ştirbei-Vodă, vol. I, Corespondenţa politică*, Bucarest 1904, pp. 78-80. Rapports avec Alexandre Karaguéorguévitch, prince de Serbie, *ibid.*, p. 3 et suiv.

Mais la place où on travaillait pour l'avenir des deux pays était maintenant Paris, ce Paris du second Empire dont la police vigilante n'agissait pas contre ceux qui, poursuivant un but national, travaillaient dans un sens que le prince président, puis l'empereur avait choisi comme direction de sa politique, tendant à la création d'États nationaux. Il est vrai que cette idéologie de la race se mêlait à une doctrine révolutionnaire, républicaine, ne dédaignant pas les propagandes secrètes et les complots, quel que fût le sacrifice qu'ils auraient exigé. Le grand maître de tous ces préparatifs pour les grands changements qu'on croyait imminents était Mazzini, dont venait le mot d'ordre pour tout ce monde appartenant aux nations „esclaves“: Hongrois vaincus dans la poursuite de l'État, Polonais n'osant pas encore aller jusqu'à une nouvelle révolte, Italiens dont le rêve d'unité nationale s'était évanoui pour des années, Roumains qui conspiraient pour avoir une vie libre, raffermie par l'union des Principautés, l'idée de la Dacie qu'avait espéré pouvoir obtenir un Càmpineanu étant laissée pour des circonstances plus favorables sans la faire disparaître du programme. Rosetti consacrait à la future aurore rouge les hymnes de son lyrisme, Jean Brătianu, qui, mêlé à une conspiration, fut condamné et obtint la grâce d'un internement d'hôpital, fouillait dans la littérature historique pour y trouver des arguments servant à sa thèse, Bălcescu, regrettant que la révolution réduite à rien n'eût pas eu une force militaire à l'appui, ressuscitait, avec des efforts qui lui coûtèrent la vie, l'épopée de Michel-le-Brave, pendant que le vieil Eliad, vivant isolé avec ses quelques courtisans et des amis français, se perdait dans les nuages de ses visions mystiques, d'apocalypse social. Le plus répandu et le plus actif, aussi le plus considéré de tous dans différents milieux, dont celui, ordinairement si méfiant, de l'Angleterre, Démètre, l'aîné des frères Brătianu, le seul vrai „Dace“ parmi ces libéraux, magnifiait dans des mémoires d'une haute envergure et d'une rare noblesse cette race à laquelle il avait voué tous ses efforts; il envoyait à Michelet des lignes d'enthousiasme dans lesquelles il est question de cette „poignée d'hommes qui ont su sauver de cette longue tempête de dix-neuf cents ans la grande image de leur nationalité et lui conserver tous ses traits aussi purs, aussi profonds, aussi vivaces que le jour où ils furent tracés de la main de Dieu“; on sent bien

l'imitation de ces psaumes d'une foi ardente dans lesquels Lamennais avait présenté l'élan vers un monde meilleur : une traduction des „Paroles d'un croyant" avait paru à Bucarest en 1848 même et „le Chant de la Roumanie" — de la Roumanie unie —, dont l'attribution a oscillé entre Bălcescu le Valaque et le Moldave, d'origine bessarabienne, Alexandre Russo, rendait en roumain ces accents d'une sentimentalité visionnaire.

Les amis français de ces efforts nationaux des Roumains furent nombreux, chaleureux et totalement désintéressés, de Michelet lui-même, qui écrivit des pages vibrantes sur les vaincus de la révolution valaque, d'Edgar Quinet, qui épousa une Roumaine, la fille même de Georges Asachi, à Élias Régnault, auteur d'un ouvrage très sérieux sur la régénération politique des Roumains, à Desprez, à Paul Bataillard, qui resta pendant toute sa vie l'ami intime de ces jeunes Roumains, devenus bientôt chefs de leurs pays. Dans la cause des Roumains ils entendaient défendre le retour à la liberté pour leur propre patrie. A l'égard d'Eliad, juché sur un piédestal d'héroïsme et de martyre, on était, naturellement, plus réservé et, pour caractériser cette activité à laquelle manquait totalement l'esprit d'autocritique, le biographe pamphlétaire de l'époque, Hippolyte Castille, trouva ces paroles cruelles, mais justes: „Toutes ses fréquentes publications sont marquées au coin d'un esprit humoristique, très byronnien, très voltairien et fort peu métaphysique; ses brochures sont, depuis peu, parsemées de théories sur l'esprit, sur la matière, sur le progrès, le droit, le devoir, etc. Tout cela manque peut-être de solidité; c'est un écho affaibli de certaines théories françaises de 1848, saturées de rêveries allemandes. Ces choses ont été dites ici d'une façon supérieure par des hommes de haute portée scientifique, et n'en restent pas moins plus controversables que jamais. Poète, pamphlétaire, journaliste avant tout, M. Héliade altère regrettablement son style clair et incisif, vivant et coloré, par ces hors-d'oeuvre qui font tache dans ses brochures et ne peuvent, quoi qu'il fasse, s'amalgamer avec le reste[1]".

Bientôt éclata cette guerre de Crimée, des résultats de laquelle

[1] *Le prince Alexandre Ghika IX, Caïmacan de Valachie, et Nicolas Conaki Vogoridès, Caïmacan de Moldavie,* Paris 857 (fait partie des „Portraits politiques et historiques du dix-neuvième siècle"), p. 18, note 1.

les émigrés „moldo-valaques" attendaient tant. Mais ils ne s'entendirent pas sur les moyens. Un groupe était à Brousse, espérant tout de l'appui d'une Turquie régénérée. Eliad accourut au camp du Grand-Vizir à Choumla, et ses adversaires l'accusaient, le tournant au ridicule, de se présenter en prince ou plutôt en bey, la tête couverte d'un fez comme celui que portaient ses amis ottomans. Un des fils de Michel Stourdza, Grégoire, homme intelligent et énergique, passionné de science et découvreur d'horizons, allait s'enrôler dans les troupes d'Abdoul-Medchid, devenant pour quelques mois de sa vie général de division dans l'armée impériale, avec le titre, à ce qu'il paraît, de Mouchlis-Pacha.

D'autres offraient aux alliés franco-anglais — et avec quelle impatience n'attendit-on pas à Bucarest l'entrée des soldats de Napoléon III pour avoir en échange l'occupation des Autrichiens, qui prétendaient garder les droits du Sultan! — une légion roumaine, qui aurait combattu contre les Russes aux côtés des *bersaglieri* sardes de Victor-Emmanuel. La plupart des exilés ne fit cependant qu'attendre les événements. En définitive, cette fois encore, il n'y eut pas de sang versé pour racheter les droits perdus d'une patrie qu'on voulait unie sur le Danube, plus grande même et indépendante. *Il y aura de nouveau un triomphe d'intellectuels*, avec tout ce qu'il comporte de brillant et de peu solide, n'allant pas jusqu'aux fondements mêmes de la race pour appeler à la participation politique les humbles des campagnes.

Mais le but immédiat était le même pour tous. Même en flattant le „tyran" français, même en renonçant pour le moment au programme libéral, réaliser l'union des Principautés, ceci sur la place laissée maintenant libre, non sans difficulté, par cette Autriche qui, se présentant comme représentante de l'expansion germanique le long du Danube, du *Drang nach Osten,* avait offert de l'argent pour des banques, avait créé des institutions, établissant les nouveaux liens de poste, de télégraphe, avait flatté les boïars par des bals, par des alliances de famille, avait employé les Juifs moldaves parlant un dialecte germanique et avait même cherché à gagner les sympathies des intellectuels, des adhérents du crédo latin, en mettant à la tête de l'armée d'occupation un général d'origine italienne, Coronini. Les émigrés de Brousse, déclarant vouloir travailler, à côté de ceux de Constantinople — pas aussi avec les radicaux de Paris, — „pour l'union

des deux Principautés dans un seul État resté sous là suzeraineté de la Turquie et pour la reconnaissance des réformes exigées par les besoins de notre société, sur la base du droit d'autonomie des pays", pensaient à former, sous un même chef, un comité de Moldaves et de Valaques. On procéda au vote et, Constantin Negri, une des plus nobles figures parmi les réformateurs moldaves, ayant été élu chef contre le Valaque Nicolas Golescu, qui, pour ses services révolutionnaires, s'intitulait, comme Garibaldi, général, dans le comité on voulait faire entrer Eliad, un des Golescu, un autre officier de la révolution, le „général" Christian Tell, Basile Alexandri, le poète, et Nicolas Bălcescu; on avait parlé aussi des autres Golescu et de Jean Maiorescu, c'est-à-dire que ces „conservateurs" voulaient tendre la main aux rouges réfugiés en Occident [1].

D'après le système plébiscitaire inauguré par Napoléon III, on voulut, à la conclusion de la paix qui éloignait la flotte russe des Détroits, rendait à la Porte le delta danubien et *réincorporait à la Moldavie, ne pouvant pas lui donner toute la Bessarabie, les trois districts du Sud*: *Cahul*, *Bolgrad et Ismaïl*, connaître l'opinion même des Roumains. Une assemblée nationale pour chacune des Principautés fut convoquée, la marquant, pour faire plaisir aux Turcs, délivrés du danger moscovite, du titre de Divans, en y ajoutant cependant un appendice latin: *ad hoc*.

Les paysans élus n'y jouèrent aucun rôle, même dans cette Moldavie où ils jouissaient de toute la sympathie de Kogălniceanu et de ceux qui s'étaient formés sous son influence. On oublia tout le reste pour ne penser qu'au grand désir de l'Union, que Ştirbei ne partageait pas, mais contre lequel il se garda bien de combattre, alors que, sans aucune préoccupation personnelle, son voisin en arriva à le soutenir de toutes ses forces [2]. Du reste, par un acte venant des Puissances elles-mêmes, la Convention de Paris, le Règlement Organique avait été annulé.

Les élections avaient été faites sous la surveillance des caïmacams à la turque. En Valachie on avait fait revenir le doux

[1] Notre *Revista Istorică*, VI, pp. 8-11.

[2] Lord Clarendon avait voulu que les réformes, qu'il reconnaissait être nécessaires, partent de la seule initiative du Sultan (M. G. East, *The union of Moldavia and Wallachia*, *1859*, Cambridge 1929, p. 39). Il avait voulu donner à la Moldavie toute la Bessarabie *(ibid.*, p. 23).

Alexandre Ghica, qui vivait depuis des années retiré en Italie, alors que ce poste avait été confié en Moldavie, après la mort du vieux boïar Théodore Balş, au jeune Grec plus ou moins francisé Nicolas Vogoridi, fils d'un lieutenant princier de 1821: comme il avait épousé la fille du boïar Conachi, il aimait à s'entendre nommer Vogoridi-Conachi, et, manifestant en même temps des sentiments de fidélité pour les Turcs, dont il aimait porter le costume, et un penchant pour la France, il espérait devenir prince de Moldavie. Il fit son possible pour que ses seuls adhérents soient élus, et aussitôt éclataient les protestations du parti unioniste. Napoléon III, qui, après avoir louvoyé au début, affirmait avec énergie le principe de son idéologie personnelle — il pensait aussi à l'indépendance du pays unifié [1] —, ordonna à son ambassadeur auprès de la Porte, Thouvenel, de demander que les élections moldaves soient cassées; comme on était allé jusqu'à menacer les Turcs de faire descendre le drapeau impérial, il faudra bien céder. Le résultat fut, bien entendu, tout à fait différent: il n'y aura dans le divan que des chaleureux adhérents de l'Union.

Or, ni l'Angleterre, préoccupée de sauvegarder l'intégrité de l'Empire Ottoman [2], ni l'Autriche, qui déclarait ouvertement que l'Union serait une menace pour les provinces habitées en grande partie par les Roumains qu'elle détenait, que c'est „pour elle une question de vie ou de mort“ [3], n'entendaient céder à ce voeu de toute une nation sauf certains Moldaves du clan d'Asachi qui croyaient devoir défendre leur vieille patrie et rassemblaient des sommes pour élever un monument à Étienne-le-Grand, vainqueur et conquérant des Valaques.

A l'entrevue d'Osborne entre Napoléon et la reine Victoria (août 1857) on s'entendit secrètement pour réduire l'Union à de simples formes: il y eut donc, avec deux pays, deux assemblées, deux armées, une banderole d'union sur les drapeaux différents, et, pour tenir au courant une seule constitution, celle

[1] *Ibid.*, p. 56.

[2] M. East cherche à montrer que cette attitude ne fut pas aussi décidée qu'on l'admet habituellement *(ibid.*, pp. 49-50). *La reine Victoria se déclara pour l'union (ibid.*, p. 51), d'après l'édition de ses lettres *(Queen Victoria's letters*, III, p. 229).

[3] East, ouvr. cité, p. 75. Cf. *L'Autriche et le prince roumain*, Paris 1859; Napoléon sur l'immixtion autrichienne dans les Principautés.

que les Puissances devenues, par la prescription du traité de Paris, „garantes" de l'état de choses dans le pays, une troisième assemblée commune, sur la frontière entre les deux Principautés, à Focşani. C'est à ce prix qu'avait été gagnée l'annulation des élections moldaves. La conférence de Paris put donc élaborer cette Constitution, la „Convention", au-delà des principes de laquelle il était défendu aux Roumains de risquer un seul pas (19 août 1858).

D'autres caïmacams furent désignés par la Porte pour procéder à l'élection des princes; leur seule présence signifiait descendre la situation politique des pays avant les prescriptions du traité d'Andrinople (1829) et les faire entrer dans cette nouvelle forme, à la française, d'après le système napoléonien, qu'entendaient imposer désormais les gens du tanzimat.

Lorsque les Moldaves, repoussant Michel Sturdza et son fils aîné, élurent Alexandre Couza (17 janvier 1859), jeune colonel de la création de Vogoridès, mais adversaire de son protecteur dans l'affaire des élections, des appréhensions se produisirent. On pouvait s'apercevoir que le courant unioniste se prépare à passer par dessus les limites sur lesquelles les Puissances s'étaient entendues. On n'aurait pas voulu en Valachie d'un ancien prince moldave, ni même de son fils; un homme nouveau était bien plus acceptable; le 5 février, malgré les efforts des anciens princes, Bibescu et Ştirbei, combattus par le caïmacam, leur ancien ennemi irréductible, et en dépit du désir des „rouges" revenus dans le pays d'avoir comme prince l'un des leurs, le général Nicolas Golescu, celui qui, d'après la coutume dynastique qui n'avait pas de sens dans le nouvel ordre de choses, s'intitulait, reliant le nom de son père au sien: Alexandre Jean I-er, fut proclamé aussi prince de Valachie.

C'était le moment où Victor-Emmanuel déclarait au Parlement de Turin qu'il ne peut pas rester insensible devant les souffrances italiennes dans les provinces soumises à l'empereur de Vienne et où Napoléon III manifestait publiquement à l'ambassadeur d'Autriche, une vieille ennemie de la dynastie napoléonienne, sa décision d'intervenir[1]. La guerre pour la délivrance du Nord

[1] La *Chronologie universelle* de Dreyss (1864), qui est pour cette époque

italien pouvait éclater d'un jour à l'autre, et déjà Garibaldi, s'adressant par des proclamations enflammées au monde national du Sud-Est européen, rêvait d'une alliance révolutionnaire non seulement entre Balcaniques et Roumains, mais entre les nations soumises au Sultan ou dépendant de lui et entre les Hongrois, considérés comme des alliés pour les aspirations italiennes.

---

une source contemporaine, signale „les mouvements de troupes autrichiennes vers la Servie et les Principautés" (p. 895).

XI.

LE PROBLÈME DE L'UNITÉ ROUMAINE SOUS LE PRINCE COUZA

Dans d'autres circonstances, les Puissances garantes auraient défendu le statut *ne varietur* qu'elles venaient à peine d'accorder aux Roumains; avec une pareille situation européenne, il valait mieux s'en tenir à la tolérance du „fait accompli" dont les électeurs „moldo-valaques" venaient de donner le type à la politique générale. Une conférence européenne reconnut, le 7 avril, par dessus l'opposition de l'Autriche, l'élection de Couza[1]. La Porte elle-même n'avait pas risqué une menace, d'autant moins une intervention armée; elle finira, sans admettre le principe, par accepter Cuza *personnellement* comme chef de ces „Principautés Unies" dont, pas plus que les autres Puissances, elle n'admettait le titre, si désiré par les unionistes et peu à peu introduit dans l'usage, de „Roumanie". On vit à Constantinople l'homme de prestance, de courage et de haute dignité qu'était le prince roumain reçu par le Sultan dans des formes d'une haute politesse, dépassant de beaucoup ce qu'on avait consenti à accorder à l'habile Miloch, devenu presque totalement autonome dans une principauté dont il avait sans cesse accru le territoire.

Le système du „fait accompli", cet élément d'originalité créé par les Roumains et devant être suivi dans quelques mois par

[1] Voy. Al. Marcu, *Conspiratori şi conspiraţii*; Eugenio Kastner, *Il contributo ungherese nella guerra del 1859*, Florence 1934, et le compte-rendu dans les *Studii italiene*, II, pp. 223-225. Cf. Marcu, *Simion Bărnuţiu, Al. Papiu Ilarian şi Iosif Hodoş la studii în Italia*, dans les „Mém. de l'Ac. Roum., section littéraire, série 3, VII, 6.

l'initiative de Garibaldi et l'acceptation par le monde, ordinairement si prudent, de Turin, fut appliqué par le nouveau régime des Principautés dans leur vie intérieure même. Il faut admettre que la volonté, prête à tous les risques, de Couza a été provoquée, conseillée et soutenu par Kogălniceanu [1], qui continuait à représenter l'esprit démocratique et anti-clérical de cet Occident où, beaucoup plus que son maître et ami, simple bachelier de Paris, il avait profité. D'un côté, il procéda à la „sécularisation", de fait à la confiscation, sans prendre garde aux protestations des moines grecs et aux suggestions de la Russie, des biens „dédiés" aux Lieux Saints et qui formaient une partie si importante du territoire national; de l'autre, il brava l'opposition la plus acharnée, dans laquelle aux vieux boïars se réunissait la nouvelle génération, élevée à l'étranger, de la noblesse, et même des libéraux, comme Jean Brătianu, du reste écartés du pouvoir, qui ne pouvaient pas oublier qu'ils étaient eux-mêmes détenteurs de cette terre qu'il leur fallait maintenant partager avec les paysans. Un coup d'État, permettant cette hardie innovation sociale, la première en Europe, n'effrayait pas cette âme d'élan et de sacrifice; il l'accomplit sans se préoccuper des appels aux Puissances garantes et à l'opinion publique de l'étranger. Il suivit l'exemple plébiscitaire de Napoléon III lui-même en décrétant par dessus les prescriptions de la Convention de Paris un Statut correspondant à celui que Victor Emmanuel venait de donner à ses États et, avec une assemblée d'une autre formation, il continua la série de ses réformes.

Mais l'acte le plus important de ce régime du „fait accompli" fut le perfectionnement de cette union dont l'Europe protectrice ne lui avait donné que les éléments pour une situation qui n'était plus tenable. Celui qui pendant quelques années avait été prince de Moldavie à Jassy, prince de Valachie à Bucarest, avec deux Ministères, deux administrations, deux Parlements, commandant deux armées différentes sous deux drapeaux, prit sur lui l'initiative téméraire de l'unification totale, transportant, malgré les réserves et la douleur des Moldaves auxquels il appartenait par sa naissance (sa mère était Grecque, écrivant le grec), le

[1] Aussi par son vieil ami, consul de France, Victor Place, l'assyriologue bien connu.

siège du gouvernement à Bucarest, et laissant vide le palais de Jassy, bientôt déchue de son importance historique.

L'attitude prise par la Turquie, à laquelle il servait le tribut, mais qui n'avait jamais eu un commissaire dans les Principautés, ne l'intéressait guère. Aussi, lorsque, à la suite des troubles suscités à Bucarest, d'une façon gauche, par une opposition au désespoir, réunissant les membres des anciennes dynasties et les chefs des „rouges" intransigeants, il y eut une intervention, du reste assez douce, de la part de la force publique, le prince, qui était alors à l'étranger, s'empressant de grâcier les instigateurs, le Grand Vizir Aali-Pacha crut pouvoir faire des remontrances à Bucarest, la réponse, d'une grande noblesse, lui fit sentir que le geste offensant était sans valeur et qu'il ne pouvait pas avoir de conséquences.

Pour maintenir cette fière autonomie, Couza aurait pu s'appuyer sur une entente avec ses voisins d'au-delà du Danube. Surtout sur le concours des Serbes.

Miloch venait de mourir, après toute une série de vicissitudes, laissant son héritage à son fils Michel, homme d'une grande énergie, dont le but fut, dès le commencement, celui de faire disparaître la garnison turque de Belgrade — et il y réussit — et de fonder l'indépendance de sa patrie. Comptant sur le concours de l'autre chef yougoslave, le romantique prince du Monténégro, Nikita, qui déclarait qu'il serait prêt, pour arriver à l'unité de la race, à monter la garde aux portes du palais de son voisin, peut-être aussi d'entente avec le roi grec, il fit des propositions au prince roumain qui amenèrent même la signature d'un traité dont pendant longtemps on a pu cacher l'existence. Créateur d'une belle armée qui pouvait faire lever à chaque moment une entière population de milices, il montrait avec fierté à Couza sa fonderie de canons de Kragouïévatz, capable de fournir aussi cette armée roumaine, formée par une mission française, dont pendant la guerre austro-prussienne de 1866 on avait redouté l'entrée en Transylvanie, où la majorité roumaine, pleine d'espoir, l'attendait avec impatience.

De son côté, Couza avait fait passer, en 1863, à la Serbie des transports d'armes. Il avait reçu la visite d'une mission militaire

serbe [1] et avait envoyé dès ce moment un agent permanent à Belgrade ; cet agent, Callimachi-Catargi, parlait de ce qui devait advenir de Constantinople si une guerre des chrétiens balcaniques allait amener la fin de la domination turque [2]; il croyait que, de par la logique des événements, les Roumains sont devenus déjà „les arbitres de la question d'Orient“ [3]. „Je pense“, écrivait-il, „quelle que soit l'attitude des Russes à notre égard, que toutes les espérances sont actuellement tournées vers la Roumanie“ et que Couza „jouit d'une immense popularité en Orient [4]“.

C'était le moment où se décidait devant l'Europe garante la question des garnisons turques en Serbie. La Porte dut intervenir, demandant à Belgrade aussi bien qu'à Bucarest la raison des armements qui se poursuivaient [5]. Un des amis du prince, Georges Căliman, écrivait alors un petit traité sur la Serbie [6], dans lequel il prophétisait le grand avenir de cet État voisin et ami, devenu „le grand espoir de tous les Slaves-du-Sud pour regagner les vieilles limites de l'État dit des Yougoslaves, pour ressusciter l'empire de Douchane, le rêve doré ou la grande idée des Serbes. Elle est le foyer du nationalisme slave“. Et il passait de cette constatation aux aspirations vers une plus large unité de sa race elle-même: „Les Serbes d'Autriche, très nombreux, sont dans les mêmes dispositions que les Roumains au-delà des Carpathes, Transylvains et autres“. Mais il ne manquait pas non plus de signaler les nombreux Roumains sur la rive droite du Danube, avec „la même douceur de caractère et sociabilité, la même sincérité, le même empressement hospitalier, qui accable de bienfaits l'hôte, le même bon accueil pour l'étranger, le même costume que dans la *ţara*, le pays“ [7].

Du côté de la Grèce, en 1863, Léonidas Boulgaris paraissait à

---

[1] Iorga, *Correspondance diplomatique de Charles I-er*, p. 2. Mission monténégrine secrète à Bucarest, *ibid*, p. 6, no. 10.

[2] *Ibid.*, p. 4, no. 6.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*, p. 6, no. 9.

[5] *Ibid.*, p. 5, no. 7.

[6] *L'équilibre en Orient ou la Serbie et la Roumanie*, 1865. Cf. notre étude dans la *Revue hist. du Sud-Est européen*, 1927, p. 26.

[7] *Ibid.*

Belgrade au nom des comités révolutionnaires de Thessalie et d'Épire et il voulait pousser jusqu'à Bucarest [1].

Les Bulgares, encore irrédimés, étaient d'anciens clients et protégés dans les Principautés, qui, après avoir dû employer la force contre le mouvement de Brăila en relation avec le projet du Tzar slave des Balcans [2], accueillaient également les chefs vaincus des révoltes au-delà du Danube, les marchands établis, comme ceux de Gabrovo, à Bucarest, à Craiova même, des membres du clergé vivant autour de la Métropolie valaque, des intellectuels comme le docteur Bérovitch ou Veron, formé à Braşov, qui professa pendant longtemps à Craiova, des étudiants même [3]. Un Péchacov se roumanisa à Craiova; cet immigré paraît avoir été un Roumain de Macédoine (Peşicu): il se distingua par des écrits historiques en roumain. Un Aprilov apprit à Bucarest la nouvelle méthode de l'enseignement lancastrien. Un Nénovitch remplit des fonctions judiciaires. Des médecins bulgares se formèrent à l'école bucarestoise du docteur Davilla. Toute une série de livres bulgares parut en Valachie, où furent imprimés des journaux dans la même langue, alors que Marin Drinov commençait à Brăila

[1] *Corresp. dipl.*, pp. 2-3.

[2] Nos *Studii şi documente*, XI.

[3] Apparition en 1863-1864, à Brăila, de „l'Abeille bulgare" de Vladicov, dans l'„imprimerie roumano-bulgare" d'un Étienne Rasidescu, qui s'etablit ensuite à Bucarest; „l'Avenir" de Rakovski est de 1864; il paraissait avec la collaboration du grand érudit roumain, venu de Russie, B. P. Hasdeu; „Le défenseur" lui fit suite, la même année. „L'Aurore du Danube" de Voïnicov (1867) est de Brăila; en même temps on essaie à Bucarest „La Nation" de Cassobov. Toute une série d'autres publications périodiques paraissaient à Brăila, à Bolgrad („La Patrie", de 1869, était imprimée à Bucarest). La „Société culturale bulgare" publie à partir de 1870 „la Revue périodique" de Stoïanov, avec la collaboration du grand écrivain Ivan Vazov. „La liberté" de Karavélov s'imprimait à Bucarest, alors que Botev donnait à Brăila „La Parole" (1871); „le Drapeau" du même (1874), étant bucarestois. Aussi une revue, „La science". Il ne faut pas oublier des feuilles humoristiques et une revue d'économie rurale. Giurgiu aussi a un journal bulgare, „La nouvelle Bulgarie" de 1876, commencée par Botiov. M. Bobtchev vit encore, qui avait débuté en Roumanie avec ses „Monts Balcans". Certains articles de ces publications étaient donnés en français aussi. Voy. D. N. Mintchev (Mincev), dans le journal „Dobrogea jună" de Constanţa en 1934, puis, plus complet, dans la revue „Voix dobrogienne" de Bazargic en 1935 (aussi bibliographie). Voy. aussi Pierre Constantinescu, *Rolul României în epoca de regenerare a Bulgariei*, Jassy 1919; Mincev, *România şi renaşterea bulgară*, 1936.

l'étude de la Bulgarie du moyen-âge. Après le traité de Paris, la Moldavie avait hérité, dans un des districts bessarabiens cédés par la Russie, d'une assez nombreuse colonie de Bulgares, amenés par les armées russes après leur retraite des Balcans en 1829, auxquels on conserva leurs privilèges, ce qui provoqua de chaleureux remerciements au Gouvernement princier. D'autres Bulgares, à la même époque, craignant les bandes turques anarchiques, passaient en Valachie et la population de Silistrie avait offert au prince Alexandre Ghica de venir peupler la nouvelle ville danubienne de Călăraşi [1]; la fondation du même prince à Alexandria admit dès le commencement un important apport de bourgeoisie bulgare. Mais le rôle le plus important fut, à cette époque, celui d'un homme très doué, d'un tempérament d'apôtre, d'une haute envergure romantique, dont le souvenir dura longtemps au milieu non seulement de sa génération, mais de tous ceux qui lurent ses écrits, entendirent sa parole ou se formèrent sous son influence. Georges Rakovski travailla d'abord à Bucarest avant d'aller prêcher à Belgrade, dans son journal, *Le Cygne du Danube*, l'idée de l'union yougoslave [2].

Le règne de Couza finit par une vilaine conspiration de politiciens, qui s'étaient gagné l'appui d'une partie, heureusement minime, de l'armée (février 1866). Le „prince de l'Union" avait commencé par déclarer qu'il tient lui-même à l'idée d'une dynastie étrangère et, bien qu'il eût adopté, avec l'acquiescement de sa femme, malade, les enfants qu'il avait eus avec la mère du futur prince de Serbie, Milan, fille du boïar moldave Catargi, il venait de répéter qu'il est prêt à redevenir „le colonel Couza"; on avait sondé pour la succession le prince Napoléon et un duc de Leuchtenberg, descendant d'Eugène de Beauharnais. Après l'abdication dont l'acte fut rédigé d'une main ferme au milieu de la nuit dans la chambre à coucher envahie par des officiers qui avaient oublié leur serment, celui qui avait réalisé la réunion des deux Principautés alla errer à l'étranger, d'où il refusera de revenir sans être rappelé par le voeu unanime du pays, et d'autant moins avec le concours de l'étranger, fût-ce même celui d'un

---

[1] Nos *Studii şi documente*, XI.

[2] Pour les journaux voy. Sadi Ionescu et autres, *Bibliographie de la presse roumaine* (en roumain).

protecteur comme l'empereur des Français; il mourra encore jeune à Heidelberg, des suites d'un refroidissement, et la cérémonie de ses funérailles sur sa propriété en Moldavie fut profondément impressionnante.

Des Moldaves ambitieux, influencés sans doute par des conseils russes, essayèrent, le métropolite de Moldavie en tête, après la chute du prince de leur race, qu'ils enviaient et haïssaient, d'un mouvement séparatiste, que l'armée, représentée à Jassy par des troupes valaques, sut aussitôt étouffer. Mais l'immense majorité du pays resta fidèle à l'idée de l'Union. Vainquant une nouvelle tentative des Puissances de s'immiscer dans le développement organique, naturel, d'une nation, les chefs provisoires de la Roumanie durent se chercher un candidat pour un trône encore vassal et si périclité que des forces militaires turques avaient paru sur le Danube, menaçant d'une invasion. On s'arrêta d'abord sur le frère et héritier du roi des Belges, mais le comte Philippe de Flandre, dont on distribuait déjà le portrait comme prince roumain, refusa pour des motifs d'État, bien que, lors de l'union des Principautés, la candidature belge eût été déjà proposée, de Bruxelles même. Un Hohenzollern catholique, de Sigmaringen sur le Rhin, Charles, fils d'un ancien ministre prussien, le prince Charles-Antoine, mais descendant, par ce père-même, des Murat et, par sa mère, fille de la grande duchesse Stéphanie de Bade, des Beauharnais, fut pressenti par une députation roumaine dont faisait partie aussi Jean Brătianu, et, ayant accepté, il fut élu.

Encore une fois, une guerre en Occident, celle qui devait jeter l'Autriche et ses alliés allemands aux pieds de Guillaume de Prusse et du créateur de sa politique, Bismarck, était sur le point d'éclater et il fallut que le prince résulté du plébiscite roumain vienne incognito, au risque d'être arrêté par les Autrichiens, dans le pays où il devait régner presqu'un demi-siècle, bientôt en ami personnel de François-Joseph, empereur d'Autriche et roi de Hongrie.

XII.

LA LUTTE POUR LA FONDATION DU ROYAUME DE ROUMANIE [1].

Les commencements de ce règne qui devait être fécond et glorieux furent cependant particulièrement difficiles. Les Turcs menaçaient d'une invasion; l'appui que Napoléon III, pressé par telle personne de son entourage, paraissait avoir promis, était plus que douteux, car, préoccupé avant tout du problème de l'unité italienne, l'empereur des Français avait été disposé en 1860, puis à l'entrevue de Salzbourg, en 1867, avec son ennemi de 1859, l'empereur autrichien, à faire le troc des Principautés pour la Vénétie; il fallut pour écarter cette idée que les Piémontais déclarent formellement qu'„ils ne doivent pas avoir l'apparence de sacrifier les Principautés à l'Autriche" [2]. Cette fois, l'Angleterre de Clarendon, qui pensait à transformer les vassalités dans des alliances, s'opposa nettement à cette combinaison illogique et honteuse [3]. Il avait été question même aussi de loger dans ces pauvres pays, auxquels on déniait si facilement le droit

---

[1] Voy. aussi Argyll, *The eastern question from the treaty of Paris 1856 to the treaty of Berlin 1878 and to the second Afghan war*, Londres [1879] (aussi d'après les rapports du consuls Longworth et Holmes). Et aussi, pour la question du Danube, Felix Dahn, *Eine Lanze für Rumänien*, Leipzig 1883 (aussi documents roumains). Cf. Phip Martineau, *Roumania and her rulers*, Londres 1927 et Mason Whiting Tyler, *The European Powers and the Near East, 1875-1908*, Minneapolis 1925; Valsecchi, dans la *Riv. Ist. ital.*, I [1] (1936).

[2] Lamarmora, *Un pò più di luce*, Florence 1873.

[3] *Ibid.* Sur le refus de la part de l'Autriche elle-même, d'après les mémoires de lord Loftus (2-e série, pp. 238-239) et le livre de Fliegenschmidt, *Deutschlands Orientpolitik im ersten Reichsjahrzehnt, 1870-1880*, I, Berlin 1913, pp. 18, 239, et les déclarations de Georges Stirbey, *Feuilles d'Automne et feuilles d'hiver*, Paris 1916, pp. 260-261, dans la *Corr. politique*, pp. VI-VII, 239.

de vivre, les princes, comme le duc de Modène, qu'auraient dépossédés les cessions territoriales qu'on aurait faites à la France. Non seulement Bismarck, méprisant pour les parents pauvres de son maître, et aussi adversaire principiel de ces libéraux princiers, mais le vieil empereur Guillaume lui-même étaient contre l'„aventure" dans laquelle s'était jeté, avec tant d'élan et de confiance, avec tant de foi dans sa mission, le jeune lieutenant prussien dont la conduite avait prêté à la critique au point de vue berlinois au moment de son projet de mariage avec Anne Murat, à laquelle il ne voulut pas cependant sacrifier sa situation nationale. Ceci n'empêchera pas, du reste, la tentative, quand la guerre austro-prussienne éclatera, de faire marcher les Roumains au-delà des Carpathes, alors que les Hongrois eux-mêmes, comme sous le règne de Couza, demandaient à être soutenus dans leur révolte éventuelle, offrant aux Roumains la Bucovine. Quant à la Russie, qui, depuis le traité de Paris, feignait d'être favorable dans toutes les circonstances aux „Principautés Unies", elle attendait son heure, sûre que, tôt ou tard, elle doit venir. Un mariage du jeune prince danubien avec la Grande Duchesse Marie sera présenté comme un leurre. La Russie pensait, du reste, à autre chose qu'à ce petit État voisin : la question de la Crète en révolte la préoccupait et aussi la situation de la Serbie après le meurtre odieux du prince Michel: n'eut-elle pas l'intention de soutenir une réunion avec le Monténégro, Nikita I-er devant s'installer au konak de Belgrade [1]? Quant à l'Autriche, qui deviendra bientôt, après la défaite subie dans la guerre contre la Prusse, une Autriche-Hongrie, elle continuera à craindre que les gouvernants de la principauté voisine ne caressent le rêve d'un seul État pour tous les Roumains", d'une couronne de la „grande Roumanie", croyant même découvrir des comités qui préparent la révolte de ses sujets [2].

Charles I-er dut donc aller à Constantinople pour recevoir l'acte impérial de sa nomination. Pour le lui accorder on lui demanda des cessions politiques importantes, des sacrifices d'amour-propre particulièrement douloureux pour le descendant d'une race fière: renoncement aux rapports diplomatiques sauf pour

---

[1] D'après notre *Corr. diplomatique*, p. X; Friedjung, *Der Krimkrieg u. die österr. Politik*, 1907, pp. 180 190.

[2] Corespondance autrichienne, pp. 65-66, no. 84. Cf. Vaillant, *L'Empire c'est la paix*, 1856, p. 59.

conclure des „conventions d'un intérêt purement local entre deux administrations limitrophes", abandon de l'idée, nourrie par Couza déjà, d'avoir une monnaie et, naturellement, interdiction de créer un ordre, exception faite pour une „médaille militaire"; l'armée ne pourra pas être accrue, et elle devra intervenir pour défendre les intérêts d'un Empire dans lequel on entendait englober le pays qu'on qualifiera plus tard de „province privilégiée"; tout concours sera refusé à ces „fauteurs de troubles" qui étaient les Bulgares, que le grand réformateur, dans le sens européen de l'époque, Midhat-Pacha, entendait „civiliser" dans l'intérêt ottoman [1]. Il fallut passer par là, éviter certains engagements, interpréter d'une façon différente d'autres points; avec ses hauts scrupules de dignité personnelle, le prince de Roumanie avait cherché à sauver au moins son prestige, et, s'il y réussit, ce fut plutôt comme membre de la dynastie prussienne, conçue dans le sens le plus large.

Autant que, suivant les traditions de sa famille, il retint au pouvoir les libéraux de Jean Brătianu, dont le frère, Démètre, avait été employé pour les missions les plus délicates, sa politique fut considérée comme aventurière, tendant à encourager les tendances divergentes des nationalités, aussi bien en Hongrie, contre les Autrichiens, que contre les Turcs, pour la cause bulgare, à laquelle tout était permis. Il en fut autrement lorsqu' un gouvernement conservateur, avec Démètre Ghica, fils du prince régnant de 1822, remplaça Jean Brătianu, attaqué de tous côtés, en février 1869 [2].

Des rapports avec la Monarchie voisine, où la conduite des Affaires Étrangères avait été confiée à Andrássy, un Hongrois, mais un fidèle de l'empereur, un habitué de la Cour, un favori de l'impératrice, bien différent du facteur principal en Hongrie, ce calviniste étroit, Coloman Tisza, dont il se moquait publiquement, furent aussitôt établis. Il fallut, d'après la recommandation de Napoléon lui-même, qui renvoyait les Roumains à Vienne et Vienne devait tenir compte des sentiments des Hongrois, passer par Budapest, en dépit des espérances des

[1] *Aus dem Leben König Karls* (notes du roi rédigées par M-me Mite Kremnitz), I, p. 37.

[2] Kogălniceanu faisait partie du nouveau Ministère, mais son influence était plutôt nulle.

Roumains irrédimés et du sentiment général dans le pays [1]. La première visite de Charles I-er à Vienne eut lieu en 1869 et un ouvrage spécial sur ce voyage fut imprimé par le gouvernement pour convaincre l'opinion publique que ce geste était de toute nécessité, mais Kogălniceanu devait se plaindre à Andrássy des attaques renouvelées contre un régime qui faisait de si grands sacrifices de popularité pour rassurer ces voisins continuellement ombrageux [2]. Le prince avait été reçu en audience par François-Joseph comme prince prussien — à Livadia, le Tzar lui avait reconnu cependant, peu auparavant, son vrai caractère — et il lui avait fallu assurer le chancelier Beust de sa décision de ne pas encourager les tendances vers la liberté des Transylvains, d'autant moins se préparer à une intervention militaire [3].

Andrássy, qui avait déclaré, au commencement de son administration, qu'il saura bien arracher à la Roumanie comme à la Serbie les garanties de la paix, avait négligé la suggestion présentée par l'ambassadeur ottoman d'être présent à la réception de Charles I-er, comme aussi à celles de Milan et de Nikita [4].

Revenu de Paris, où, dans les derniers temps, on avait pensé à la restauration de son prédécesseur, Charles I-er avait dû se soumettre à un geste de résipiscence à Budapest, où il consentit à donner aux ministres hongrois, qui s'étaient présentés en groupe, l'assurance qu'il aidera les bons rapports entre „les deux nations“, mais ceci n'empêcha pas que des députés roumains de Hongrie et d'autres représentants des Roumains non libres se livrassent à une démonstration publique, qui ne manqua pas d'être enregistrée dans le compte-rendu officiel du voyage, qui parle des „souverains de la Roumanie“ (le prince avait épousé Éliabeth de Wied) [5]. Le discours du trône confirma bientôt la

---

[1] En 1869 encore les conseils de l'empereur se résumaient dans cette formule, claire et impérative : politique intérieure conservatrice, bons rapports avec l'Autriche ; *Aus dem Leben*, I, pp. 221-222.

[2] Voy. nos *Studii şi doc.*, XVI, pp. 176-177 ; notre *Politica externă a lui Carol I-iu.*

[3] *Aus dem Leben*, II, pp. 2-4.

[4] Ludwig, Ritter v. Przibram, *Erinnerungen eines alten Oesterreichers*, Stuttgart-Leipzig, pp. 288, 336.

[5] Dans la même publication, assurant que l'Autriche ne nourrit pas „un rêve de conquête impossible“, est donnée la promesse que la Roumanie

politique d'indifférence envers le problème transylvain. L'impératrice et reine Élisabeth n'avait pas pris garde à la présence du couple princier. Mais, allant à Constantinople pour les cérémonies de l'ouverture du canal de Suez, l'empereur et roi fit au nouveau régime roumain la grande faveur de descendre un moment sur le rol roumain, qu'il montrait ainsi considérer comme celui d'un vrai État.

Si la France napoléonienne qui, sous le régime Ollivier, voulut imposer à la Roumanie un Bibescu [1], avait infligé cette politique au pays qu'elle patronnait, d'autant plus fallut-il naviguer dans ces eaux lorsque tout appui de Paris disparut par l'effondrement de l'Empire français.

Devant les sympathies permanentes des Roumains pour la cause française, l'ambassadeur de France à Constantinople disait, en septembre 1870, que, „de tous les pays qui ont été comblés de bienfaits par la France, c'est la Roumanie seule qui a montré de la gratitude et des sympathies ouvertement prononcées et profondément senties; la France a vu avec émotion ce spectacle: la Roumanie mérite bien son indépendance" [2]. La France fut défendue, du reste, par des volontaires roumains, par des officiers en congé sur le front même. Il y eut des démonstrations publiques, même de la part d'hommes politiques élevés en Allemagne, comme P. P. Carp. Bientôt se produisit l'attaque de la foule contre le local où la colonie allemande, sous la présidence de l'agent diplomatique prussien, célébrait les victoires remportées sur le Rhin. Cependant, après 1871, il n'y avait plus, eu égard à l'attitude, toujours douteuse, de la Russie, qu'un seul support, non seulement pour la dynastie, mais pour le pays lui-même: cette puissante Allemagne qui s'était impérialement formée dans le palais du Roi Soleil à Versailles.

Les rapports étroits avec l'Autriche-Hongrie, surtout à cause

---

n'a que „la décision légitime de s'en tenir entre les limites de ses droits et de les défendre toujours et contre n'importe qui, même par les armes". Charles I-er venait d'acquérir à Munich un tableau représentant la prise du rebelle François Rákoczy par les Impériaux.

[1] *Corr. diplomatique,* p. 63, no. 151.

[2] *Ibid.,* p. 70, no. 164. Sur les bruits que la Roumanie se déclarera indépendante, *ibid.,* p. 72, no. 171. Cf. la déclaration de Thiers, en août: „je m'intéresse à votre pays à tous les titres"; *ibid.,* p. 88, no. 204.

de la politique de dénationalisation poursuivie, sur la ligne de Coloman Tisza, allant jusqu'à Banffy, par les gouvernements hongrois, n'avaient pas contribué à la popularité du prince honnête, bien intentionné, actif, que les Roumains s'étaient donné en 1866. La nouvelle politique prussienne contribua beaucoup à lui créer une atmosphère défavorable, entretenue avec soin par les libéraux, forcés d'abandonner le pouvoir. L'affaire Strousberg, la concession de chemin de fer en Valachie — pour la Moldavie il y avait la ligne autrichienne „Lemberg-Czernowitz-Jassy" —, accordée à cet aventurier, qui avait travaillé en Russie, ne fit qu'accroître un mécontentement qui se manifestait avec grossièreté et violence dans la presse de gauche; une „révolution" ridicule à Ploeşti avait prononcé sa déchéance et les fauteurs furent acquittés par le jury. Profondément blessé, le prince parla d'abdication, la présentant comme immanquable, prochaine, par une communication aux Puissances garantes[1], révélée dans une lettre publique[2]; il avait ressentit personnellement l'offense faite en 1871 à la nation dont il venait. Le Ministère Jean Ghica se retira pour faire place à un autre, de caractère nettement conservateur, sous le vieux Moldave, peu cultivé, mais d'un caractère ferme, qui fut Lascar Catargi.

En 1870 la Russie s'était déclarée dégagée de l'obligation, prise en 1853, concernant la présence de sa flotte de guerre dans la Mer Noire; elle aurait voulu considérer comme caduc tout le traité et en tirer, immédiatement, les conséquences territoriales concernant la Bessarabie méridionale. On lui répondit, sous la pression de l'Angleterre, que ce changement de régime ne peut être décrété que dans une conférence européenne, et, bien entendu, elle se réunit à Londres pour affirmer d'où doit partir désormais l'initiative dans les questions du „Near East". On ne pouvait que tenir compte de la décision russe, inébranlable. Mais on put écarter la menace de la guerre contre l'Empire Ottoman, qui s'y était déjà préparée, et la Roumanie, blessée, à plusieurs reprises, par des propositions comme celle d'introduire sur sa monnaie un signe de vassalité ou bien de considérer comme fron-

[1] L'Autriche-Hongrie était prête à soutenir un changement de la Constitution; *ibid.*, p. 79.

[2] Il n'entendait plus vivre sous le régime de la Convention, qui lui interdisait toute initiative à l'intérieur.

tière, au lieu du thalweg danubien, la rive gauche du fleuve, répondit à l'appel, qu'on lui adressa, de concourir avec son armée à la défense commune. Elle avait refusé, du reste, les offres d'alliance faites par la Grèce, qui avait envoyé le prince Ypsilanti, et Charles I-er a toujours déclaré qu'il ne considère la convention conclue en 1868 avec Michel Obrénovitch[1] venu à Bucarest que comme un acte de pure forme, de bon voisinage, n'entraînant pas de conséquences[2]. C'était au moment où les Serbes annonçaient une grande offensive libératrice qui, leur donnant la Bosnie et l'Herzégovine et créant une Bulgarie autonome, „les portera des rochers sauvages du Monténégro jusqu'aux grandioses Balcans, où se décidera le sort des peuples de l'Orient, et ceci bien que les Puissances ne veuillent pas de jeunes pays libres[3]". On se contentait à Bucarest,— où le prince poursuivait avec ténacité l'idée, qui lui tenait tant à coeur, de l'indépendance,— de concessions sur le titre de Roumanie, sur la monnaie, le droit d'envoyer des agents diplomatiques, la disparition des tribunaux consulaires, la latitude de conclure des conventions, à un moment où, pour les travaux aux Portes de Fer, Vienne s'entendait directement et exclusivement avec Constantinople[4]. Quant à la Commission européenne depuis longtemps établie pour les Bouches du Danube, la Roumanie n'admettait en 1871 qu'une prolongation de pouvoirs de ces délégués pour au plus douze ans, et seulement en vue du „règlement de ses opérations financières et l'achèvement des travaux à faire encore dans le canal de St. Georges" ; elle s'en tiendrait exclusivement à cette mission, le fleuve restant soumis pour le reste de son cours à la commission rive-

---

[1] Cf., sur la clause qui prévoyait une adhésion du Monténégro et de la Grèce, *ibid.*, pp. 69-70.

[2] Cf. *La Serbie en 1871-2. Deux mémoires de Théodore Văcărescu, agent de Roumanie à Belgrade, publiés par N. Iorga*, Bucarest 1916. — Une convention judiciaire avait été conclue avec la Russie; *Corr. diplomatique*, p. 53, no. 3.

[3] Rapports de Constantinople, de l'agent roumain, Démètre Ştirbei, fils de l'ancien prince de Valachie, et de Démètre Sturdza, qui lui succéda, *ibid.*, p. 64 et suiv. Il était question aussi, à Vienne, d'une occupation de la Roumanie par les troupes ottomanes; *ibid.*, p. 67, no. 156.

[4] *Ibid.*, p. 54, no. 134; p. 62, no. 147. Cf. *ibid.*, pp. 69-70.

raine [1], où il faudra mieux définir, contre l'opposition des Turcs, le rôle du pays.

On était allé si loin dans le domaine des offenses que le gouvernement roumain reçut pour le tumulte contre la fête allemande de la victoire une rude semonce de la Porte, au nom du Sultan lui-même [2], „intéressé à voir régner dans les Principautés Unies l'ordre et la tranquillité"; le prince est invité personnellement et directement „à veiller à ce que de pareilles scènes ne se renouvellent plus", car autrement „la Porte sera obligée à aviser aux moyens que les traités lui réservent pour des cas analogues" [3]. Bismarck, offensé des sympathies roumaines pour la France, sympathies qu'il n'oubliera jamais, constatait froidement que Russes et Turcs désirent le retour au régime des Principautés séparées, l'Autriche seule, devenue comme une nouvelle Puissance suzeraine, s'y opposant. Quant à la Prusse, les déclarations du grand ministre allemand à l'agent roumain étaient d'une parfaite clarté: „nous (la Russie et la Turquie) les aiderons à amener un changement qui, après tout, serait peut-être plus propre à favoriser votre développement" [4]. Du reste, „nous sommes les amis de nos amis et les ennemis de nos ennemis" [5]. Le souci qu' avaient les partis en lutte de se créer des amis et de trouver des soutiens faisait descendre si bas le soin de défendre la dignité d'un pays en plein développement et qui avait le droit, sur la base même des traités invoqués par la Porte, à être traité d'une autre façon.

---

[1] *Ibid.*, pp. 74, 75, no. 177. On se louait du concours prêté par l'Autriche.

[2] Ne rêvait-on pas à Constantinople de l'unique monarchie musulmane à 100.000.000 habitants (*ibid.*, p. 83)? En face, le projet russe de la fédération slave; *ibid.*, p. 85, no. 197; cf. *ibid.*, p. 92, no. 218.

[3] *Ibid.*, pp. 75-76, no. 180. Le nouveau Ministère s'empressa de faire des promesses formelles dans ce sens; *ibid.*, p. 76, no. 182. L'agent de Roumanie à Constantinople, Strat, était charmé des dispositions des Turcs; *ibid.*, p. 77, no. 186: „les Turcs sont animés des meilleures dispositions, et pour la personne de notre Souverain, et pour notre pays en général". Cf. un rapport du même, en mai: „Les Turcs sont au fond de très braves gens"; *ibid.*, p. 80, no. 190.

[4] *Ibid.*, p. 81, no. 191; cf. *ibid.*, p. XXII. Pour une audience chez l'empereur, qui désirait vouloir se régler d'après l'Autriche; *ibid.*, p. 82, no. 192.

[5] Cf. cette autre déclaration: „la Prusse ne fera qu'user de justes représailles en se mettant du côté de ses ennemis"; *ibid.*, p. XXV.

En échange, le jeune prince de Serbie, fils d'une Roumaine, salué sur le passage par les autorités roumaines, allait à Pétersbourg, où l'avait appelé par télégramme le Tzar, pour y être reçu solennellement[1], et à Belgrade on pouvait écrire librement que le moment est venu où la principauté pourra remplir son rôle de Piémont balcanique[2]; la presse serbe demandait un congrès des peuples chrétiens de la péninsule dans une des trois capitales pour amener „l'union des races sous les drapeaux des princes élus par la nation“[3]. Déjà des mesures militaires étaient prises par les Turcs, et la Serbie suspendait temporairement le paiement du tribut[4]. La majorité de Milan était célébrée avec un extraordinaire enthousiasme au cri de „vive le roi des Serbes“, avec la mention des provinces à conquérir : Bosnie, Herzégovine, Vieille Serbie, et le régent Ristitch reconnaissait que c'est son programme; on avait invité aussi les maires des territoires voisins appartenant à l'Autriche et Hongrie[5].

En ce moment où le pays voisin prenait un si hardi élan on discutait à Constantinople entre Autrichiens et Turcs le moyen de relier plus étroitement, mais en État autonome, les pays vassaux à la Turquie. L'agent du prince Charles auprès de la Porte définissait ainsi les conditions de *cette „alliance“ qui n'était qu'une fusion :* „faire rentrer tous les États tributaires dans le sein de la Turquie, au moyen d'une incorporation militaire et politique sur le type Allemagne[6]“. Il était question d'une situation comme celle de la Bavière à l'égard de la Prusse. Le gouvernement roumain „repoussa avec indignation cette proposition, qui ne tendait à rien moins qu'à l'annulation de notre existence politique“[7].

Déjà, à cause de la mauvaise administration turque, mais aussi suivant des suggestions autrichiennes, venant de Dalmatie, la

---

[1] *Ibid.*, p. 90, nos. 209-210.
[2] *Ibid.*, p. 85 et suiv. Il était question de la Croatie même; *ibid.*, p. 90 no. 210.
[3] *Ibid.*, pp. 90-91, no. 202.
[4] *Ibid.*, p. 91, no. 214; p. 92, no. 1; p. 101, no. 241. *Il évita jusqu'en 1873 la visite à Constantinople*; *ibid.*, p. 100, no. 242; p. XXIV.
[5] *Ibid.*, pp. 93-94.
[6] *Ibid.*, pp. 95-96, nos. 227-228.
[7] *Ibid.*, p. 97, no. 230. Voy. l'attitude de la Serbie, *ibid.*, pp. 97-99.

Bosnie et l'Herzégovine étaient en révolte, alors que à Bucarest, dès 1871, Levski et Karavélov fondaient le comité révolutionnaire bulgare. L'organisation fut complétée en terre roumaine, l'année suivante; après l'exécution de Levski, pris par les Turcs, une nouvelle assemblée révolutionnaire se réunit clandestinement dans la capitale de la Roumanie. En 1874 le projet de Chiisto Botiov fut accepté à Bucarest. Bientôt des groupes d'insurgents commençaient sous le nouveau régime libéral en Roumanie, comme en 1867 avec Panaïoti et Toté[1], ou avec Étienne Karadcha[2], à passer le Danube[3]. Les anciens[4] projets d'un État „dace" allant jusqu'au fond des Balcans avaient disparu; il s'agissait d'un pays vivant par lui-même.

De la révolte des Bosniaques et Herzégoviniens devait résulter, immanquablement, une guerre entre la Serbie du jeune prince Milan, acclamé déjà, ainsi qu'on l'a vu, comme roi yougoslave, et cette nouvelle Turquie, arrivée à une conscience de force et de droit et rêvant d'un grand avenir, qui devait se vérifier sur les champs de bataille. Les hostilités s'ouvrirent du côté des Serbes, avec des espérances magnifiques, en 1876.

L'attitude de la Roumanie envers ce conflit, qu'elle n'avait ni recommandé, ni cherché à empêcher, considérant tout ce qui se passait au-delà du Danube comme étranger à ses vrais intérêts et, au point de vue de la méthode adoptée pour la solution des conflits, comme contraire à ses traditions et, en quelque reste, pour ainsi dire, inférieur à sa dignité, devait été déterminée par les considérations suivantes.

En ce qui concerne la nation, elle n'avait pas, comme celles d'au-delà du Danube, la haine héréditaire contre le Turc: n'avait-on pas vu, dans les relations ordinairement pacifiques et même, amicales, entre les deux nations, tel marchand turc se présenter à l'église comme parrain au baptême d'un enfant de paysan chrétien? Même lorsqu'il fallut participer à une guerre qu'on n'avait pas désirée, tous les efforts du monde officiel, tous les appels d'une littérature de circonstance n'arrivèrent pas à créer cet état d'esprit popu-

---

[1] *Ibid.*, p. 45. C. A. Rosetti faisait partie du comité; *ibid.*, p. 42.

[2] *Ibid.*, p. 48 şi urm.

[3] P. Constantinescu, ouvr. cité.

[4] *Ibid.*, pp. 41-42.

laire d'inimitié qui seul peut donner de l'élan à une offensive, de la vigueur dans la poursuite de la lutte. On était même comme sentiment en dehors du conflit auquel on se trouvait mêlé.

Aucune revendication de territoire ne pouvait animer les hostilités. La rive droite du Danube était bordée de colonies agricoles roumaines d'assez lointaine origine qui descendaient jusque bien loin au Sud de la province bulgare, résistant aux influences dénationalisatrices; du côté de la Dobrogea, toute la partie opposée du fleuve était garnie des mêmes colons, ainsi que le montrent les livres d'église; alors que dans le Delta si poissonneux il y avait des „Lipovans", des Russes vieux-croyants, un des lacs mêlés aux branches du fleuve s'appelait du nom d'un pâtre, d'un „mocan" de Transylvanie: „Filipoiu". Mais les rapports entre les habitants des deux rives étaient presqu'inexistants, et dans la classe politique personne ne voyait des possibilités d'expansion de ce côté, tous les rêves d'avenir étant dirigés vers la Transylvanie. Lorsque, comme récompense pour sa participation à la guerre contre les Turcs, Charles I-er voudra avoir des compensations du côté de Vidine, où les combats, distincts de ceux de l'armée russe, furent livrés, l'Autriche-Hongrie opposera un véto decisif pour toute tentative d'agrandissement de ce côté et, il n'y aura aucun écho dans une opinion publique, très sensible seulement à la belle conduite des troupes roumaines devant Plevna.

Avant tout, en 1876, on continuait à craindre la Russie, bien qu'on eût assuré de ce côté les membres d'une mission secrète envoyée à Livadia qu'on ne considère pas les Roumains comme des dindons qu'on engraisse pour les mieux manger ensuite [1]. On prévoyait que le Tzar Alexandre II voudra ravoir les districts bessarabiens perdus par son père. Si Jean Brătianu, revenu au pouvoir à la veille de l'entrée en guerre des Russes, gardera le silence sur la réponse qu'on lui avait donnée pendant son voyage dans l'empire voisin, les pièces même regardant cette mission ayant disparu, ainsi que celles qui contiennent les conseils donnés à ce moment par Andrássy, Kogălniceanu, que le chef des libéraux s'annexera comme ministre des Affaires Étrangères, savait parfaitement qu'entre Austro-Hongrois et Russes on s'était entendu à Reichstadt, les premiers devant avoir le „mandat pour les

[1] *Corresp. de Charles I-er*, 2-e série.

réformes“ dans les provinces en révolte et la Russie la lisière du Danube, perdue un quart de siècle auparavant.

Enfin il y avait comme élément décisif les intentions de Charles I-er lui-même qui, ayant passé par dessus l’époque d’impopularité, était déjà assez fort pour pouvoir dominer ses ministres, de n’importe quel clan, fût-ce même ces rouges dont l’influence était encore si grande dans le pays. Or, le prince ne voulait rien risquer, bien sûr qu’à la fin il aura, en cas de victoire russe, l’indépendance, cette seule chose qu’il eût opiniâtrement poursuivie, d’un conflit européen à l’autre. Tel de ses agents confessait ouvertement que, de fait, depuis trois ans, on rêvait de faire le royaume de Roumanie[1]. Pour le moment on pensait à la frappe de la monnaie, à la création d’un Ordre[2].

Au commencement de l’année 1876, Jean Bălăceanu, alors ministre des Affaires Étrangères, avait cherché à gagner de ce qui se passait une situation morale pour la Roumanie restée neutre, qu’il considérait avec raison comme „séparée de la Turquie et ne faisant nullement partie intégrale de l’Empire Ottoman, ainsi que la Sublime Porte se plaît à le prétendre“[3]; il n’y a pas eu de conquête turque et le tribut n’est que „personnel“, comme un hommage pour le Sultan. Si les Russes essaient de passer à travers le territoire roumain, on s’opposera en armes; seule une intervention des Puissances pourrait être soutenue par la force militaire de la Principauté[4]. A Vienne on trouva que c’était déjà un geste assez hardi, et Andrássy critiquait l’intention, supposée, des Roumains, de vouloir fonder un royaume et, bien entendu, on se montra offensé en Russie du passage qui contenait en effet une menace[5]. Des Anglais croyaient même que l’attitude pacifique des Roumains dans le conflit oriental cachait l’intention de s’en prendre à la Bucovine et à la Transylvanie[6].

Une seconde note, du 31 mars, désolidarisait encore une fois la

[1] *Ibid.*, pp. 110, 112, no. 254.
[2] *Ibid.*, p. 110.
[3] On parlait d’une „pleine souveraineté intérieure et extérieure“ qui ne pouvait guère être reconnue; *ibid.*, p. 114, no. 259.
[4] *Ibid.*, pp. 104-106.
[5] *Ibid.*, pp. 108-109.
[6] *Ibid.*, p. 110.

Roumanie des „races qui habitent la Turquie“, tout en les assurant d'une „sympathie“ inopérante, mais affirmant que sur la rive gauche du Danube on ne pense qu'aux problèmes sociaux et économiques pour „mettre en oeuvre les immenses ressources dont la Roumanie peut disposer“ [1]. Le changement ministériel, remplaçant Lascar Catargi par un conservateur d'aspect plus belliqueux, le général Florescu, créateur de la nouvelle armée, puis, dans quelques jours, par le conservateur progressiste moldave Manolachi Costachi, avec Kogălniceanu aux Affaires Étrangères (avril), n'inaugura pas une autre politique que celle de „la plus stricte neutralité“ et du „respect des traités qui garantissent nos droits et immunités“ [2]. Cette fois, à Pétersbourg même, on accorda beaucoup plus de confiance au pacifisme roumain [3]. On protestait contre l'accusation que les Bulgares, de nouveau en effervescence, préparant une invasion de bandes, jouiraient du concours officiel roumain [4]; et la Porte ne pourrait-elle pas apprendre le vrai nom du pays: Roumanie [5]?

En ce moment, s'il y avait une forte propagande des panslavistes moscovites de Katkov, si l'Église russe était pour une guerre sainte, une croisade orthodoxe devant libérer les petits frères des Balcans, si dans l'armée il y avait un courant dans ce sens, qui était représenté par le grand duc Nicolas, Alexandre II, qui gardait le souvenir odieux des souffrances et des humiliations de la guerre de Crimée, dont vivaient les témoins, le diplomate Gortchacov, les stratèges Jomini, Todleben, hésitait, et il devait conserver ses doutes jusqu'au dernier moment [6]. Mais tous les scrupules des cercles de Pétersbourg étaient contrecarrés par la diplomatie russe agissant sur le Bosphore, celle de cet Ignatiev, qui ne parlait que du prochain dépécement immanquable de cet Empire ottoman dont il se moquait publiquement à toute occa-

---

[1] *Ibid.*, pp. 113-114.
[2] *Ibid.*, pp. 115, no. 262.
[3] *Ibid.*, pp. 115-116, no. 264.
[4] *Ibid.*, pp. 117-118, no. 270.
[5] *Ibid.*, p. 118, no. 271.
[6] Mais, à la fin des manoeuvres, en août, le Tzar embrassa le grand duc, déclarant que, s'il sera nécessaire, il saura faire son devoir *(ibid.*, p. 162, no. 368).

sion, cherchant à empêcher l'action, conservatrice, de son rival austro-hongrois. Il était question de chasser les Turcs en Asie, de transformer Constantinople en une ville libre, de donner l'Égypte à l'Angleterre, la Syrie à la France, la Thessalie, l'Épire, les îles à la Grèce, de créer une grande Bulgarie (d'autres, dans le même groupe, auraient voulu aussi une Macédoine à côté)[1].

Les circonstances paraissant encourager cette intervention militaire dont on rêvait depuis longtemps, fût-ce même sans ce mandat européen qui lui aurait donné du prestige, Ignatiev essaya de gagner la Roumanie, mais sans risquer une action diplomatique, à laquelle, du reste, il n'était guère autorisé. Dès la fin de cette année 1876, il recourut à des agents obscurs et totalement irresponsables. Puis le secrétaire. Nélidov parut avec une simple lettre de recommandation de l'ambassadeur, ayant comme associé un Cantacuzène de Russie, et les deux ne sachant rien du métier dans lequel ils devaient faire leur début.

Ils trouvèrent à Bucarest Brătianu, revenu au pouvoir après avoir renversé en été le cabinet Manolachi Costachi dont il avait fait partie et se virent demander ces pleins-pouvoirs qu'ils ne pouvaient pas exhiber. Cependant le nouveau gouvernement roumain voulait savoir ce que la Russie préparait au pays dans la question de ces districts bessarabiens dont le retour à la Russie devait être bientôt prévu dans le pacte de Reichstadt avec Andrássy, satisfait d'avoir obtenu la promesse de la Bosnie-Herzégovine pour la Monarchie, qui se garda bien d'en avertir ses amis de Bucarest[2]. Nélidov confessera plus tard, non sans cynisme, que, pour tranquilliser sur ce point, essentiel, les Roumains, il aurait trouvé la formule que „la Russie garantissait la sécurité et l'individualité (= l'indivisibilité) de l'État roumain dans ses limites actuelles (ou tel qu'il est constitué actuellement) si elles

---

[1] Voy. Nélidov, *Souvenirs d'avant et d'après la guerre de 1877-1878*, dans la *Revue des deux mondes*, 1915, III-VI; cf. notre compte-rendu dans le *Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale*, III, p. 131 et suiv. Cf. Adolphe Beer, *Orientalische Politik Osterreichs*, pp. 665-666.

[2] En août déjà, Alexandre II demandait à François-Joseph son consentement pour un éventuel passage de ses troupes par la Roumanie, le droit d'entrer en Bosnie-Herzégovine étant réservé aux Austro-Hongrois; *ibid.*, p. 166, no. 373.

venaient à être menacées du fait du passage des troupes russes", donc de la part des Turcs seuls.

De fait, sous la surveillance personnelle du prince, qui n'entendait guère être traité de cette façon par des agents en sous-ordre d'un gouvernement qui se gardait bien de reconnaître dans la Roumanie autre chose qu'un pays vassal de cette Turquie qu'on se préparait à attaquer, on travailla à la rédaction, pesée avec le grand soin, d'une vraie convention, garantissant l'„intégrité actuelle", absolue de la principauté. On avait pensé même à demander l'opinion de Bismarck, sur le compte des dispositions duquel on se faisait donc encore des illusions [1].

De son côté, la Turquie avait fait sonder, par un envoyé spécial, le terrain à Bucarest, mais toute conversation avec la Puissance suzeraine allait être rendue impossible après le geste brutal, accompli par le Ministère Midhat-Pacha, de comprendre dans la nouvelle Constitution ottomane, considérée naïvement comme un panacée, la Roumanie au nombre des „provinces privilégiées" de l'Empire. Au contraire, les Roumains, à l'époque où Kogălniceanu conduisait les rapports avec l'étranger dans un Ministère de coalition, avaient pensé que des concessions devaient leur être faites pour ne pas soutenir les ennemis de la Turquie, et ils avaient visé les embouchures du Danube [2], demandant dans ce but l'appui de Vienne [3] et, désapprouvé par le président du Conseil [4], Kogălniceanu était tombé pour avoir cru l'heure venue de présenter dans une note toutes les prétentions que son pays pouvait soulever au moment où son attitude devait avoir tant de

---

[1] *Aus dem Leben*, III, pp. 76-87. Cf. ce qu'en dit cependant Kogălniceanu, en juillet 1876: „Quant à la politique allemande, elle n'a jamais moins d'action que maintenant sur notre Souverain et son gouvernement. Cette politique d'ailleurs est beaucoup plus généreuse à notre égard que celle du duc Decazes, qui nous refuse tout"; cf. aussi, pour l'attitude de Decazes, *ibid.*, p. 145, no. 328. Elle est bientôt encore plus défavorable: *ibid.*, p. 146, no. 333; aussi p. 154, no. 343. A Berlin la réapparition des libéraux avait été reçue avec un mécontentement violent; *ibid.*, pp. 141-142, no. 319.

[2] *Ibid.*, p. 130, no. 297. Sur la neutralité promise en échange (7 juillet), *ibid.*, p. 131, no. 294. Cf. *ibid.*, p. 132, no. 298.

[3] Cf. avec les rapports à cette date notre *Politica Externă* et notre *Războiul pentru independența României*, 1-27.

[4] *Ibid.*, p. 156, no. 354.

poids, tout en présentant la distinction nette entre la Turquie troublée par des luttes dont le caractère chrétien n'admettait pas l'indifférence de la part des Roumains, sans oublier que parmi ceux qui souffrent il y a aussi les Roumains, en nombre de 200.000, qui vivent de l'autre côté du Danube. „Le monde chrétien oriental"; avait osé dire, courageusement, le ministre roumain, „nous accuse à haute voix de sanctionner par notre neutralité et par notre silence ces crimes hideux qui se commettent presque à nos portes... Je ne sais quel serait le gouvernement qui pourrait à la longue résister aux sentiments révoltés de toute une population qui voit ses frères ou ses coreligionnaires massacrés et leurs biens détruits... L'armée roumaine elle-même frémit sous le joug de sa discipline, désirant prendre part à la lutte" [1].

La Serbie avait même cru devoir se rapporter au traité conclu avec le prince Michel, et Ristitch avait appris avec indignation qu'on le considère à Bucarest comme non existant: il voulait le faire divulguer [2]. Le nouveau ministre des Affaires Étrangères en Roumanie, un professeur moldave, strictement attaché au respect des traités, adopta une politique d'indifférence absolue par rapport aux événements des Balcans, mais ce ne fut pas lui qui mena les négociations avec les agents russes qui croyaient déjà avoir gagné la partie [3]. Ceci malgré le mouvement nationaliste à Constantinople qui, le lendemain de la victoire complète sur les Serbes et au moment où le prince Milan, proclamé roi par les volontaires russes de Tchernaïev et par ses soldats [4], demandait la médiation des Puissances, exigeait que non seulement les deux États slaves des Balcans, mais la Roumanie aussi se confondent avec l'Empire vainqueur [5].

---

[1] *Ibid.*, p. 149 et suiv.

[2] *Ibid.*, p. 153, no. 313. Sur la façon dont la note Kogălniceanu avait été accueillie par la Porte, *ibid.*, p. 154, no. 346. On finit par dire à l'agent de Roumanie que „pour le moment la Porte est occupée de choses plus importantes„; *ibid.*, p. 155, no. 352.

[3] Voy. ses instructions, *ibid.*, p. 159, no. 361. Jean Ghica intervint à Londres pour que, d'après la situation créée à la Roumanie par le traité de Paris, sa neutralité soit respectée en cas de guerre (*ibid.*, pp. 173-174, no. 395).

[4] *Ibid.*, p. 169, no. 384; p. 170, no. 386; p. 171, no. 389.

[5] *Ibid.*, p. 168, no. 383.

Pendant qu'on parlait à Vienne, à Pétersbourg de la prochaine occupation de la Bulgarie par les Russes [1], Midhat interrompait les travaux, vains, d'une commission européenne dont l'action était longtemps dépassée à cause des engagements diplomatiques secrets, par la bruyante proclamation d'une Constitution ottomane inopérante et ridicule, et Ignatiev en jetait les hauts cris, demandant qu'on procède incessamment à l'intervention armée, d'autant plus qu'il y avait déjà des mouvements insurrectionnels en Épire et en Thessalie aussi bien qu'en Crète [2].

En ce moment, Charles I-er, blessé du rôle que lui attribuait le nouveau règlement de la Turquie, était pour qu'on signe avec les Russes une convention de passage, telle quelle, sans attendre au moins que le Tzar ait obtenu ce mandat européen si désiré [3].

Mais Brătianu fut plus prudent. Deux mois se passèrent et il n'avait pas signé; on finit par dire au consul de Russie qu'il faudrait pour cela une situation franche: que la guerre soit déjà déclarée [4]. Mais il fallut que le ministre si timoré qu'était Nicolas Ionescu se retire pour que son successeur, qui ne fut autre que Michel Kogălniceanu, ami de la Russie dès sa jeunesse et partisan de l'affirmation par les armes, consente (15 avril) [5] à signer, bien que, dans le Conseil de Couronne du 2 avril, il se fût prononcé pour la neutralité, mais tout en accordant le passage aux Russes [6]. Il le fit d'autant plus volontiers que les Puissances garantes, sollicitées, ne répondaient guère et que, malgré une déclaration, — qui a disparu —, donnée par Andrássy en faveur de la Roumanie, Vienne, à l'appât d'un gain assuré, ne voulait rien dire

[1] Voy. *ibid.*, à cette date. Aussi l'idée d'une occupation par des troupes belges. *L'agent de Roumanie à Constantinople propose des Roumains; ibid.*, p. 176, no. 405. Sur les limites du nouvel État, *ibid.*, p. 178, no. 409.

[2] *Ibid.*, p. 178, no. 410.

[3] *Aus dem Leben*, III, p. 91.

[4] *Ibid.*, p. 108.

[5] Un moment, J. Câmpineanu, esprit plus timoré, parlait de la convention de passage, mais avec la décision de la „neutralité complète"; *ibid.*, p. 187, no. 441. Il s'en tenait à la ligne fixée par Andrássy, à condition que les troupes turques ne passent pas le Danube. Voy. aussi no. suivant.

[6] *Ibid.*, p. 188 et suiv. Jean Ghica, ancien prince de Samos, se prononça pour les Turcs (*ibid.*, p. 190). Première déclaration de Kogălniceanu, dans ce sens, *ibid.*, p. 192, no. 445.

pour assurer le pays devant certaines éventualités [1]. Entre une action commune avec les troupes turques,—le brutal ministre des Affaires Étrangères, Savfet-Pacha, qui escomptait une victoire laquelle, comme on le verra, n'était guère une impossibilité, se préparant déjà à donner des instructions au „chef de province privilégiée“ —, et entre un concours donné aux Russes, espérant leur faire accepter une „alliance“, une reconnaissance donc de l'indépendance roumaine, et l'abandon du projet de rétrocession bessarabienne il n'y avait pas à hésiter [2].

Dès le 29 mars Alexandre II avait annoncé la guerre et on savait que la Roumanie est déjà gagnée. Les troupes russes, massées en Bessarabie, passaient le Pruth, aussitôt après la signature de la convention que le gouvernement roumain tenait à soumettre aux Chambres en même temps que, *pour donner à l'acte toute sa valeur, on aurait proclamé l'indépendance*. Le 14 mai, une note roumaine énumérait les violations de la paix commises par les Turcs, la „destitution“ de l'agent auprès de la Porte et déclarait que „nous sommes en guerre avec la Turquie, que „cette guerre nous a été déclarée par la Sublime Porte elle-même“, que celle-ci „a rompu les liens existant entre elle et la Roumanie [3]; avec la Russie on avait conclu une convention inévitable, la considérant comme „mandataire morale des Grandes Puissances“. Ce ne fut que le 10 (22) du même mois que le Parlement „constata“ la nouvelle situation imposée par les circonstances.

L'indépendance roumaine ne fut reconnue nulle part [4], sur la base du principe qu'une situation fixée par les traités ne peut être modifiée que par une nouvelle entente européenne. Ceci même en ce qui concerne l'Italie, du reste le seul pays où l'opinion publique, saluant en la Roumanie un nouveau Piémont et lui augurant d'être „une nouvelle Italie“, se fût déclarée pour une action qui s'ajoutait aux si graves préoccupations du moment [5].

[1] *Ibid.*, p 182, no. 423. Les craintes de Nicolas Ionescu à l'égard de la rétrocession, *ibid.*, pp. 182-183.

[2] *Ibid.*, p. 185, no. 437.

[3] *Ibid.*, p. 197 et suiv.

[4] Essai de l'obtenir dans la note du 22 mai; *ibid.*, pp. 206-208. Voy. aussi pour une date aussi tardive que 1880, Ministère des Affaires Étrangères, *Documents diplomatiques français (1871-1914)*, 1-ère série, III, Paris 1931, p. 10 et suiv.

[5] *Corresp. diplomatique*, pp. 205-206, no. 68; cf. *ibid.*, pp. 211-213, no. 477.

Mais dès ce moment, avec l'armée russe, bientôt avec le Tzar lui-même entre ses frontières, la Roumanie n'eut qu'une pensée: *sauver des Russes ses frontières.*

Déjà en Bessarabie Charles I-er avait fait saluer Alexandre II par le général Jean Ghica, fils de l'ancien prince régnant de Moldavie, Grégoire. Des visites de courtoisie avaient eu lieu entre le prince et le grand duc Nicolas, dont le quartier général était à Ploeşti. La réception à Jassy avait été chaleureuse. A Bucarest on fit les plus grands efforts pour gagner Alexandre II, préoccupé et triste du sort d'une campagne qui devait rencontrer de grandes difficultés. Les pourparlers des ministres roumains avec la diplomatie russe ne donnèrent pas de résultats encourageants: malgré l'attitude sympathique du grand duc, les Russes déclinaient toute proposition tendant à faire considérer la Roumanie comme un État indépendant dont l'armée aurait pu participer comme alliée aux hostilités qui allaient s'ouvrir en Bulgarie. Néanmoins on avait, tacitement, confié à l'armée roumaine, toute préparée à entrer en action, la mission de défendre la ligne du Danube pendant une concentration russe que rendait difficile aussi le médiocre rendement des chemins de fer roumains [1]. Devant cette situation on en arrivait, — sans avoir consulté Andrássy, qui cherchait à excuser une effervescence hongroise demandant qu'on soutienne les Turcs, à commencer par une attaque contre la Roumanie—, à l'idée d'un coup de main sur Vidine, — la Dobrogea, soupirai-t-on, aurait été préférable, mais on n'y a pas pensé —, car, écrivait Kogălniceanu, „une bataille avec les Turcs, soit en deçà, soit au-delà du Danube est une question de vie et de mort pour notre armée: il lui faut absolument le baptême de sang" [2].

Mais, sur ce point, la réponse du Tzar lui-même, qu'on avait fait pressentir avant son arrivée sur le Danube, était, du reste, concluante: la Russie n'a pas besoin d'un pareil concours, elle défend une action séparée des Roumains au-delà du fleuve et pourrait admettre seulement un contingent quelconque sous le commandement russe [3]. Les bonnes paroles données ensuite par le

---

[1] „Nous avons défendu le Danube, militairement et diplomatiquement"; note de Kogălniceanu, *ibid.*, pp. 222-223, no. 493.

[2] *Ibid.*

[3] *Aus dem Leben*, III, pp. 167-169.

Tzar à son hôte lors du bref séjour à Bucarest ne signifiaient que de très vagues promesses d'une certaine récompense pour les services déjà rendus ou à rendre: n'est-il pas un empereur chrétien et ne vient-il pas pour libérer ses coreligionnaires, les Roumains y compris, qui ont déjà joui maintes fois des bienfaits de la Russie[1] ? Tout ce qui était d'apparence aimable dans ces relations gênées s'adressait, non pas au prince de Roumanie, mais au membre de la dynastie prussienne, attitude qu'on peut suivre jusqu'au bout[2].

Quelques semaines plus tard, Osman-Pacha commandant Vidine que les Roumains avaient cru pouvoir conquérir si facilement, quittait cette place, en y laissant une importante garnison, pour se placer sur le flanc de l'armée russe en marche vers les Balcans, dans le „Sedan“ de Plevna. Le déloger était une nécessité. Cependant les efforts des troupes du grand duc restaient vains; la position était magnifiquement organisée, et Osman disposait de troupes aguerries, mieux armées que les Russes. Le succès créa, du reste, chez les Turcs un état d'esprit si confiant, un tel élan de fanatique offensive se produisit, qu'on craignit une poussée de ceux qui se considéraient déjà comme vainqueurs vers le Danube, pour couper les lignes de communication des troupes impériales. On redoutait en Roumanie l'apparition des nizams, assoiffés de vengeance, sur la rive gauche, et Bucarest était en émoi.

Tout l'optimisme des Russes disparut d'un coup. Ils se crurent déjà à la merci de cette offensive menaçante. Le grand duc fut profondément influencé par cette atmosphère de défaitisme. C'est alors qu'il envoya ce télégramme à son ami personnel de Roumanie, chef d'un pays pour lequel il n'avait manifesté jusque là ni estime, ni sympathie: „Les Turcs, ayant amassé les plus grandes masses à Plevna, nous abîment. Prie de faire fusion, démonstration et, si possible, passage du Danube, que tu désires faire entre le Jiul et Corabia. Cette démonstration est indispensable pour faciliter mes mouvements“[3]. Déjà, par un ordre for-

[1] *Ibid.*, pp. 174-175.

[2] Gortchakov et Ignatiev s'exprimaient de la même façon, avec moins de politesse; voy. *Războiul*, p. 115 et surtout p. 212.

[3] *Aus dem Leben*, III. p. 212. Il se reprendra bientôt dans une missive suivante: „*Comme je te l'ai déjà dit*, en mainte occasion, *je serai toujours disposé à profiter, avec grand plaisir, du concours que l'armée roumaine*

mel du prince, passant par dessus les doutes de ces ministres, des troupes roumaines se trouvaient sur la rive bulgare pour occuper Nicopolis[1]. Elles se réunirent devant Plevna à l'armée impériale. Ce qui décida sur l'intervention roumaine fut cependant le nouveau télégramme, envoyé par le grand duc après la défaite de Chipka, au passage des Balcans: „Quand peux-tu passer? Fais-le aussitôt que possible. On s'acharne à Chipka". Au nom du chef de l'armée impériale, l'attaché militaire français, colonel Gaillard, était venu solliciter ce concours[2]. Le passage général des troupes roumaines eut lieu le 31 juillet[3].

La question du commandement suprême sur ce qui formait maintenant un seul corps d'opérations, malgré le maintien de l'individualité de l'armée roumaine, se posa. La qualité de prince prussien de Charles I-er décida. Mais bientôt on lui adjoindra un conseiller militaire, le vieux Todleben.

Pour le moment, il y eut l'attaque des Roumains contre les fortifications de Grivitza. Ils se saisirent vaillamment de la première redoute (septembre), mais furent surpris devant une seconde, qu'ils n'avaient pas répérée et durent la laisser au pouvoir de défenseurs décidés à tout affronter. Selon le jugement d'un Français, ces troupes non aguerries avaient fait leur devoir „avec noblesse et simplicité"[4].

Le long siège de la place si bien défendue suivra jusqu'en automne. Rien ne s'était ajouté aux engagements de la convention du mois de mai pour rassurer les Roumains sur les intentions des Russes; autant le grand duc que son frère, le Tzar, se dérobèrent à toutes instances de Brătianu[5]. Aussi crut-on devoir conserver cette „individualité" de l'armée roumaine, en opé-

pourrait prêter à l'armée russe; Charles I-er, publication de l'Académie Roumaine, II, p. 892.

[1] *Il y avait eu pour les y amener des „instances personnelles de l'empereur"*; c'est le prince Charles qui l'affirme; *ibid.*, p. 232, no. 513. Kogălniceanu avait biffé de sa note du 11 janvier 1878 cette même assertion; *ibid.*, p. 248. Mêmes „insistances" pour le faire venir au quartier-général, russe; *ibid.*, p. 234, no. 518.

[2] *Nouvelle Revue*, 1880: *La guerre russo-turque*, p. 502.

[3] Une dernière attaque russe devait servir à emporter le résultat avant l'arrivée des Roumains. Elle ne réussit pas.

[4] Journal *La France* du 20 septembre.

[5] Sur le désir du prince d'avoir ses garanties, voy. *Războiul*, p. 127.

rant du côté de Vidine, dont la prise fut formellement défendue par un message de Vienne; du reste, aussitôt le danger passé du côté des Russes qui descendaient en Roumélie, il n'y eut aucune proposition pour inviter les Roumains à continuer leur participation aux combats dont le résultat était désormais facile à prévoir.

La guerre une fois gagnée, la Roumanie restait l'État vassal dont, à un moment de gêne, on avait pu demander cette „démonstration“ qu'un devoir de dignité demandait d'oublier et de n'en tirer aucune conséquence. Lorsque l'envoyé militaire de celui devant les troupes duquel s'était présenté d'abord Osman blessé et réduit aux abois essaya de participer aux négociations de la paix de San-Stéfano, on l'éconduisit sans même vouloir couvrir de quelques paroles de politesse l'humiliation qu'on lui infligeait.

Lorsque les conditions furent connues, avec la reprise des districts bessarabiens, Charles I-er essaya de résister. L'opinion publique, irritée par une opposition, peu patriotique, qui n'avait pas soutenu moralement la guerre, se livra, ainsi que le Parlement, dans un état d'esprit bien naturel, à des manifestations qui amenèrent si loin l'indignation des cercles russes qu'on en arriva à menacer l'armée roumaine qui, sous l'influence d'Andrássy, était poussée à prendre une attitude menaçante, de la faire désarmer. Le Tzar lui-même alla jusqu'à des paroles offensantes.

Ceci n'empêcha pas, lorsque le traité de San-Stéfano, créant une Grande Bulgarie entre les trois mers, fut apporté par la décision inébranlable de Bismarck devant les assises européennes de Berlin, qu'une députation roumaine, réunissant Brătianu à Kogălniceanu, se présente pour protester, exhibant le texte de la convention qui garantissait les frontières de la Roumanie. On ne consentait pas à l'„échange“ avec la Dobroudcha, cédée, — d'après le système inauguré en 1866 par Napoléon III à l'égard de Venise devant être cédée par lui à l'Italie pour qu'elle ne l'aie pas directement de l'Autriche, — au Tzar par le Sultan et offerte à la Roumanie, devenue maintenant seulement indépendante.

Traités durement par le chancelier allemand, les plaignants furent écoutés sans qu'on leur eût donné de réponse. Charles I-er fit retirer ses soldats et ses fonctionnaires de cette Bessarabie méridionale qu'il ne consentit pas à céder et entra en conquérant,

à la tête de ses troupes, en Dobrogea, sans que les „donateurs“ eussent été présents à cet acte d'annexion par la force et sans qu'un acte international avec la participation de la Roumanie elle-même eût été passé à ce sujet.

Le royaume de Roumanie existait déjà sous la forme, plus modeste, de la principauté indépendante, mais pour arriver à la reconnaissance internationale, il y avait encore des humiliations à essuyer et des concessions, dures à faire. La forme royale fut proclamée en mars 1881, suivie par un pompeux couronnement avec la couronne forgée des canons de Plevna, en mai suivant.

XIII.

LA DÉFENSE CONTRE LA RUSSIE

La nouvelle Autriche-Hongrie d'Andrássy, viennoise d'esprit, se moquant cruellement de la politique sans horizon des politiciens de Budapest, traités cavalièrement d'„imbéciles" dans les discussions avec l'agent de Roumanie [1], n'avait donné rien à la principauté, pendant cette terrible crise, que l'interdiction de prendre Vidine, réservée aux Serbes, avec des promesses de lui faire avoir „une partie de la Dobroudcha", pour empêcher la collaboration militaire au-delà du Danube [2], et les encouragements secrets à braver une Russie d'autant plus sensible qu'elle se rendait bien compte de ne pas défendre un droit [3]. Nélidov donne la clé de cette attitude: „quant à la rétrocession de la Bessarabie, à laquelle s'opposait l'Autriche, Andrássy mettait son consentement au prix de notre acquiescement à l'extension de l'occupation autrichienne au-delà des limites de la Bosnie et de l'Herzégovine et à l'annexion éventuelle de ces contrées à la Monarchie des Habsbourg dans l'avenir [4]". Malgré ces souvenirs douloureux, malgré la situation

[1] *Corr. diplomatique*, p. 218. On avait même protesté, à Budapest, contre l'entrée de „cinq" volontaires roumains de Transylvanie dans l'armée roumaine; *ibid.*, p. 215, no. 483.

[2] *Ibid.*, pp. 257-258, no. 569.

[3] *Ibid.*, p. 224, no. 497. Cf. l'intervention du prince Ypsilanti, qu'on avait cru devoir demander; *ibid.*, p. 226, no. 50C. Du côté roumain aussi, à Rome on parlait de la Dobrogea et d'autres droits encore sur la rive bulgare; *ibid.*, pp. 229-230. Des objections austro-hongroises, *ibid.*, p. 231, no. 511. Au contraire, des Italiens se rendaient compte que „la population roumaine de Turquie pourrait devenir pour l'Italie ce que les populations venues de l'Autriche sont pour Vienne"; *ibid.*, p. 233, no. 515. Voy. aussi les paroles si amicales de Melegari: „L'État roumain est vivace"; *ibid.*, p. 236, no. 526.

[4] Loc. cit., pp. 263-265. On ajoute du côté de la Russie la clause prudente (mais qui ne fut pas observée): „si l'attitude du Cabinet de Vienne à notre égard justifiait une pareille concession".

des Roumains de Transylvanie qui, avec les tendances de dénationalisation permanentes du gouvernement hongrois, ne s'était guère améliorée, l'inimitié de la Russie, qui devait se continues pendant les dernières années du règne d'Alexandre II et s'exacerber sous celui de son rude successeur, imposait, non sans les conseils de Berlin, où Bismarck continuait son attitude peu favorable, nourrie d'anciennes rancoeurs, un étroit attachement à la politique viennoise[1].

En 1878 Bismarck n'avait pas créé la base, passagère, de l'union des trois empereurs; d'autant moins pensait-il, réduit à abandonner les liens avec la Russie, à une alliance avec l'Italie, qui avait cru contrecarrer l'Autriche-Hongrie en pénétrant en Albanie, et l'agent roumain à Rome, Obedenaru, faisait entrevoir aux hommes politiques italiens la possibilité de créer un État clientélaire de l'Épire, même avec un prince italien, et d'y réunir les 500.000 Roumains, qu'il ne faut pas abandonner à la propagande grecque[2].

Pour le moment, comme le traité de Berlin prévoyait, pour la Roumanie avec une population d'environ 300.000 Juifs conservant le dialecte galicien, de même que pour la Serbie. qui n'avait qu'une infime minorité de Juifs parlant le serbe et ayant d'excellents sentiments patriotiques, la naturalisation en masse de ces hôtes du pays, Bismarck s'en valut pour retarder le plus longtemps possible la reconnaissance de l'indépendance roumaine; on n'accepte pas sans difficulté la solution roumaine de naturaliser les soldats israélites ayant participé à la guerre et de s'en rapporter pour chacun des autres au vote du Parlement[3].

Des discussions s'étaient produites aussi sur la frontière de la Dobroudcha (Dobrogea) et on était arrivé pour le rayon de Silistrie à un conflit avec la Russie, qui considérait la Bulgarie comme une province lui appartenant (on avait voulu se conserver le droit de passage par la Roumanie): l'intervention italienne au faveur des Roumains avait mené à un compromis. Un esprit

---

[1] L'ambassadeur de France à Rome, de Noailles, avait craint que la Roumanie ne reste attachée à la Russie, *„cessant d'être plus loin l'avant-garde de la France"*; *ibid.*, p. 233, no. 515.

[2] *Ibid.*, pp. 236-237, no. 527.

[3] Des bonnes paroles prononcées à Berlin pour la Roumanie; *ibid.* p. 280, no. 615.

d'inimitié se formait en Bulgarie, encouragé par les maîtres russes, contre l'État voisin qui s'était installé sur la rive droite dans une région considérée comme foncièrement bulgare. Les petites chicanes journalières pleuvaient et on s'en prenait même aux nombreux Roumains vivant au-delà du Danube[1]. Les excellents sentiments du nouveau prince de Bulgarie, un bâtard de la Maison de Hesse, Alexandre de Battenberg, envers le prince Charles ne purent pas influencer sur ces sentiments qu'une génération eut soin de transmettre à l'autre[2]. Cependant, dès 1879, Charles I-er soutenait le projet d'Alexandre de réunir à sa principauté, qui désirait secouer le joug russe, se condamnant dans ce but, pendant des années, à une série de crises dans le Ministère aussi bien que dans l'armée, cette inconcevable Roumélie Orientale, dont l'avait séparée, pour satisfaire les Anglais, les diplomates de Berlin: ils „ne peuvent pas avec tous leurs trucs et tous leurs artifices, arrêter le cours des événements". On pensait même, en 1886, à une alliance qui aurait garanti les deux pays contre les visées russes, et on regrettait de ne pas pouvoir gagner aussi l'adhésion de la Grèce et de la Serbie[3]: cette dernière, qui avait repris à la fin de 1877 la guerre contre les Turcs, avait été blessée de voir attribuer. à la rivale slave que surgissait dans les Balcans (on voulait lui donner même la région, disputée, de Pirote) des territoires si étendus, et envers la Roumanie, n'oubliant pas les intentions sur Vidine, elle gardait le souvenir de la froideur avec laquelle Charles I-er, que Milan tournait au ridicule, l'appelant d'un de ses petits noms de baptême: Zéphyrin, avait accueilli cette nouvelle levée de drapeaux[4].

Aussitôt qu'il y eut une alliance entre l'Allemagne de Bismarck et l'Autriche-Hongrie d'Andrássy, les maîtres de l'Europe centrale, et aussitôt que l'Italie, aigrie à cause de la pénétration française en Méditerrannée dans des domaines, comme Tunis, qu'elle avait réservés pour son expansion, donna son adhésion à cette ligue qui devait garantir la paix pendant de longues années, les

[1] *Ibid.*, p. 284 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 286 et suiv.
[3] E. C. Corti, *Alexander von Battenberg: sein Kampf mit dem Zaren und Bismarck.*
[4] Voy. cependant l'échange amical de lettres entre les deux princes, *Corresp. diplomatique*, p. 237 et suiv.

rapports qu'on cherchait désespéremment à lier avec cette Allemagne bismarckienne, qui faisait tout ce qu'elle pouvait pour éviter des engagements en Orient, durent être conditionnés par les relations avec la Monarchie dualiste.

Les liens avec les voisins contre lesquels la race roumaine avait des revendications étaient devenus encore plus difficiles depuis la création du royaume de Roumanie, — celui de la Serbie, reprenant un ancien idéal, devait suivre —, avec tout ce que cette nouvelle situation, proclamée avec un grand élan, devait provoquer dans l'état d'esprit des Roumains libres et même de ceux du nouveau royaume: lorsque, en 1881, le roi se rendit à Jassy pour inaugurer la statue d'Étienne-le-Grand, dans un des discours on lui parla des pierres précieuses qui manquent à la couronne du grand guerrier, et il y eut une violente protestation de la part de la monarchie voisine [1]. D'autant plus étroite devait être la surveillance exercée sur les Transylvains, auxquels on attribuait un irrédentisme menaçant. De fait, persévérant dans une attitude de protestation passive, qui avait remplacé les campagnes parlementaires de l'époque antérieure [2], les Roumains irrédimés n'en avaient pas moins déclaré qu'ils „ne veulent rien avoir de grâce, qu'ils .insistent, au contraire, pour obtenir des droits humains, civils, politiques et nationaux“ [3]. On leur répondit par le projet de loi sur l'enseignement, présenté par le ministre Tréfort, en 1879: l'enseignement obligatoire du magyar pénétrait dans l'école élémentaire elle-même, soutenue pourtant non pas par l'État, mais par la communauté religieuse, sous la direction d'un clergé, de double confession, qui avait un statut légal lui permettant l'enseignement en langue nationale. Il y eut, comme en 1848, une protestation des chefs des deux Églises devant le Souverain, qui se borna à recommander une attitude „pacifique“.

Le résultat fut la création, en 1881, d'un parti national, non seulement pour les Transylvains, dont les revendications avaient exigé jusque là le retour à la principauté autonome de Transyl-

[1] Elle avait déjà protesté contre tel passage du discours de la Couronne en 1881.

[2] Voy la publication transylvaine de M. Păcățianu, *Cartea de aur*, contenant la reproduction des discours.

[3] Voy. notre *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, II, p. 380 et suiv.

vanie, mais aussi pour ceux du Banat et des comtés ayant appartenu à l'ancien royaume de Hongrie dans le sens étroit du mot. Une nouvelle génération devait s'y relever, et elle créait un lien entre ce nouveau mouvement et la formation culturale qui était sortie de l'agitation de 1848, l'„Association pour la langue et la littérature roumaine de Transylvanie".

On était ainsi sorti de l'ancien cercle exclusivement religieux; des avocats, des hommes de banque, la banque populaire permettant par son crédit l'acquisition des terres aux paysans roumains, prenaient la direction de la politique roumaine, sans se couper cependant les liens avec leurs prédécesseurs. La résolution adoptée dans une réunion de cent cinquante cinq délégués annonçait que l'union venait d'être parfaite entre „tous les Roumains de la Couronne de Saint Étienne", couronne internationale, et on évitait le nom même de la Hongrie, réservant la discussion sur le dualisme pour défendre leurs „droits et intérêts généraux dans tous les domaines". Des rapports avec les autres nationalités résistant à la magyarisation étaient prévus. On n'oubliait pas le désidératum sur l'autonomie transylvaine, on demandait une loi électorale sur la base du „suffrage universel", on entendait avoir des fonctionnaires roumains et être administrés et jugés en roumain.

Le parti resta; c'est en vain que le chef religieux des orthodoxes, puis les membres roumains de la Chambre Haute essayèrent de lui opposer une autre organisation. Mais, comme les novateurs étaient des intellectuels, comme on n'avait guère fait appel aux paysans, comme le clergé des deux confessions avait été évincé, aucune action capable d'impressionner l'ennemi ethnique n'était possible. En outre, les rapports avec la Roumanie étaient presqu'inexistants: l'apostolat transylvain avait cessé dans les écoles de Jassy et de Bucarest, rarement quelque écrivain, comme le grand poète Coşbuc, fils de prêtre, passait la montagne pour pouvoir penser et travailler librement, et les Roumains libres, préoccupés de la lutte acharnée entre les libéraux et les conservateurs, qui seront écartés du pouvoir pendant plus de dix ans sous le „vizirat" de Jean Brătianu, ne prenaient aucun intérêt à la vie nationale périclitée de leurs frères de race, ceux de Bucovine, germanisée comme esprit, ayant été depuis longtemps abandonnés en proie aux Autrichiens.

Dès ce moment, en 1884, Charles I-er gagna Brătianu pour l'idée du raccordement de la Roumanie à la Triplice, où, du reste, elle ne fut jamais en même ligne que les trois Grandes Puissances qui avaient reconnu publiquement leur lien et leurs engagements. La Roumanie n'entrait que subrepticement dans cette ligue de paix et de conservation, le roi seul et les personnes qu'il voulait informer ou était obligé d'initier, chacun à son heure, ayant connaissance de ce traité. Il avait été, du reste, arraché à Bismarck par des efforts répétés et humiliants.

On avait commencé par lancer l'idée de cette nouvelle politique en 1881, par un article, dans la *Deutsche Revue*, du chef intellectuel du groupement politique des „junimistes" doctrinaires qui avaient inauguré un nouveau mouvement littéraire, Titus Maiorescu, fils d'un professeur nationaliste de l'époque romantique qui avait présenté à la diète de Francfort les revendications des Roumains; il avait été élève du Theresianum de Vienne et avait fait aussi des études à Berlin, continuées, du reste, à Paris.

Or, „la question du Danube" s'était rouverte; il était évident que l'Autriche-Hongrie, qui travaillait aux Portes-de-fer, y introduisant une vraie administration hongroise, voulait gagner l'hégémonie sur la partie du fleuve qui ne lui appartenait pas; l'autorité de la commission internationale, qui empiétait sur l'ancienne commission fluviale, devant s'étendre jusqu'à Brăila. En vain Kogălniceanu lui-même vint-il défendre les intérêts de la Roumanie, qui était en train de faire elle seule, même sur le trajet qui ne lui appartenait pas sur les deux rives, les travaux techniques nécessaires. Soutenue par l'Allemagne et par le représentant même de la France qui continuait à persécuter ce pays latin pour s'être livré aux Hohenzollern, Vienne gagna la partie. Abandonnant à la Russie le bras de Chilia, la conférence de Londres consacra ce nouvel état de choses. La Roumanie déclara n'en vouloir pas tenir compte, mais, malgré l'alliance qu'on était en train de conclure, on en arrivera à la signature du pacte danubien, même sans la présence et la présidence du représentant de la Double Monarchie.

Charles I-er alla faire un appel à Berlin et, revenant par Vienne, il trouva le terrain préparé pour une entente. De retour, il envoya Brătianu pour prendre contact, non seulement avec Bis-

marck, qui l'avait jadis si mal traité, mais aussi avec le nouveau chancelier austro-hongrois, encore un Magyar, Kálnoky.

Ce qui en résulta est connu maintenant après la publication des documents secrets de la politique allemande [1].

Dès le moment de la visite royale à Berlin, Bismarck, qui, trois ans auparavant, avait déclaré que „ces pauvres Roumains ne valent pas grand' chose, pas beaucoup mieux que leurs voisins serbes ou bulgares, mais ils ont pour eux qu'ils ne sont pas des Russes déguisés" et il faut donc „les faire vivre pour éviter pire", bien que personnellement „il ne leur porte aucune espèce d'intérêt" [2], avait fait sonder à Vienne si l'alliance avec l'Italie ne pourrait pas „s'étendre en Orient", et il avait en vue, non seulement la Roumanie, mais aussi la Serbie et la Turquie elle-même (cependant il s'opposa au mariage entre Alexandre de Bulgarie et une petite-fille de l'empereur Guillaume). La réponse de l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne fut encourageante: un autre des facteurs de la politique austro-hongroise, le comte Károlyi, déclarait l'approuver.

Mais, à la rencontre avec Bismarck, Brătianu, qui, de son côté, en 1880, croyait l'alliance austro-allemande „dangereuse pour son pays" [3], parla en irrédentiste, montrant le désir d'avoir toute la Bessarabie, mais mentionnant aussi la Bucovine retenue par l'Autriche. Il voudrait donc une alliance offensive contre la Russie. On pense bien que le chancelier allemand, resté au fond partisan d'une alliance russe, se garda bien d'encourager ces déclarations d'un homme politique déjà très fatigué et qui trouvait plaisir à s'entendre parler. C'est de cette conversation, rassurante pour les craintes d'avenir entretenues par le ministre roumain, que vint la rencontre avec Kálnoky.

Cependant à Vienne Brătianu souleva encore une des questions qui ne pouvaient que demeurer insolubles: celle de ces bouches du Danube qu'on avait demandées avant et pendant la guerre. Comme envers la Russie, il ne voulait pas que l'armée

---

[1] V. Lepsius, Mendelssohn-Bartholdy, Thimme, *Die neue Politik der europäischen Kabinette, 1871-1914*, III, *Das Bismarckische Bündnissystem*, 1922; Pribram, *Die politischen Geheimverträge Oesterreich-Ungarns, 1879-1914*, I, 1920, p. 321 et suiv.

[2] *Doc. dipl. français*, 1-ère série, III, p. 72.

[3] *Ibid.*, loc. cit., no. 65.

roumaine soit soumise à un autre commandement que celui de son chef *Il voulait, en étant chargé par le roi, l'„alliance", alors qu'on ne lui demandait qu'une déclaration d'„adhérence"* (**beitreten**). *L'alliance avec l'Allemagne aussi, au moins une garantie de ce côté, alors qu'on ne voulait de lui qu'une convention politique avec l'Autriche-Hongrie seule.* Bismarck se rappelait les paroles imprudentes sur la „frontière du Dniester", alors que l'empereur Guillaume ne voulait admettre dans le texte rien qui pût menacer ou au moins blesser la Russie, l'ancienne alliée, Kálnoky étant, bien entendu, de l'opinion contraire. Brătianu revint avec la certitude que tout s'est arrangé et, dominé par ses soucis de politique intérieure, il voyait dans les nouveaux liens un appui pour son gouvernement contre les conservateurs russophiles.

Enfin Guillaume I-er donna son autorisation pour „l'alliance en trois", mais, bien entendu, comme une simple „accession" *(Akzession)*. Le traité fut signé en 1884; il était destiné à rester enfermé dans les tiroirs du roi.

Or, son action sur l'opinion publique roumaine fut nulle. Le traité n'influença en rien le développement du problème balcanique, qui se posa de nouveau par le coup d'État de 1885, le gouverneur de la Roumélie Orientale ayant été chassé par une conspiration, après quoi le prince de Bulgarie déclara accepter la proclamation de l'union des „deux Bulgaries". La Roumanie assista indifférente à la guerre déclanchée par le roi Milan contre le voisin hardiment agrandi et à la défaite des Serbes. Lorsque l'Autriche-Hongrie intervint énergiquement pour sauver celui qui était son allié secret, bientôt prêt à lui livrer la Serbie elle-même, les Roumains ne pouvaient, suivant une impulsion de Vienne, qu'offrir leur capitale pour la paix blanche, sans changements de frontières, qui fut conclue le 3 mars 1886.

La même immobilité, le même désintéressement, dû, d'ailleurs, au manque complet de contact avec les voisins des Balcans, se poursuivit aussi devant les événements intérieurs de cette Bulgarie déchirée par les pires intrigues: détrônement d'Alexandre I-er, défaite des révolutionnaires par le gros de l'armée. Le prince put revenir cependant par la Roumanie, bien qu'on eût pu soupçon-

ner qu' Alexandre III ne consentira jamais à la restauration de celui qu'il considérait comme un ingrat et un ennemi. Dans quelques jours, l'appel au Tzar ayant été rejeté brutalement, Alexandre de Battenberg dut partir définitivement, et, on croyait que son grand adversaire irréconciliable pense à se faire proclamer grand duc de Bulgarie[1].

En ce moment la couronne de Bulgarie fut offerte au roi voisin qui avait tant contribué à la délivrance du pays; Brătianu l'aurait admis. L'Angleterre s'opposa à cet acte qui aurait eu des conséquences si dangereuses pour la Roumanie, État national, ayant des revendications au Nord, à l'Ouest, à l'Est. La Russie devait menacer. Mais ce qui retint un *Souverain auquel aucun but ne paraissait trop haut et qui devait se maintenir toujours sur un plan international,* ce fut l'interdiction, nette et définitive, de la part de l'Autriche-Hongrie[2].

Mais, se retirant devant les injonctions de Vienne, le gouvernement roumain, qui poursuivait une politique anti-russe, accueillait en souverain, à Turnu-Severin, le nouveau prince de Bulgarie Ferdinand de Cobourg, de la branche, hongroise, des Koháry, et frère du beau-frère de l'archiduc héritier, Rodolphe. Si la Roumanie ne reconnut pas plus que la Triple Alliance le nouveau régime, soutenu par la sauvage énergie de Stamboulov, le „vizir", à la façon de Brătianu lui-même, du prince nouvellement installé, il n'en fut pas moins un des appuis secrets de cette politique de défi à la Russie.

Mais, pendant qu'on obéissait sans objections aux suggestions de Vienne, — à l'intérieur, on avait expulsé, en 1885, six Roumains de Transylvanie, dénoncés par Budapest —, l'alliance cachée avec la double Monarchie subissait une rude épreuve par suite de l'attitude que la politique intérieure des Hongrois croyait pouvoir se permettre d'autant plus à l'égard des Roumains de Transylvanie. En 1892, une délégation du parti national, conduite par son chef même, Jean Raţiu, avocat de Turda, et par le très populaire prêtre uniate Basile Lucaciu, alla à Vienne, pas à Budapest, présenter, selon une vieille coutume, un „mémorial politique",

[1] Voy. Léonoff, *Documents secrets de la politique russe en Orient*, Berlin 1893; notre *Histoire des États balcaniques*, 2-e éd., p. 420 et suiv.

[2] *Ibid.*

mais, bien entendu, à l'empereur d'Autriche, pas au roi de Hongrie. Constitutionnellement, François-Joseph envoya le pli, non ouvert, à ses ministres hongrois, et ceux-ci firent intenter aux „coupables de haute trahison" un procès qui finit par l'immanquable condamnation. Des sommations furent adressées en même temps par le souverain aux seuls chefs des Roumains qu'il consentait à reconnaître, les évêques. En 1894, l'action du parti national fut interdite par une sentence de l'*homo regius* qu'on avait installé presque comme dictateur en Hongrie, Wekerle.

Bucarest répondit à cette provocation par la fondation d'une société de lutte pour la conservation de la race, la *Ligue Culturale*, dont les premiers membres furent des étudiants et quelques idéologues, et par une grande campagne de meetings, dont les orateurs ne savaient guère tout ce qui reliait leur pays à la Monarchie voisine. Plus d'une fois, dans la lutte entre les partis, des hommes politiques de grande envergure se placèrent, pendant les années d'opposition, du côté de la „ligue". Un large appel fut adressé à l'opinion publique européenne, et, à une époque de noble idéalisme, il eut un grand écho.

Le roi ne s'en laissa pas intimider. Brătianu avait dû quitter le pouvoir en 1888, mais ses successeurs, pour ne pas porter dommage au pacte avec les Centraux, ne furent pas les conservateurs, considérés, bien à tort, et décriés, comme russophiles, mais ceux-là même dont était venue l'idée du rattachement à la Triplice: les junimistes de P. P. Carp et de Maiorescu. Lorsqu'il fallut qu'ils cèdent la place à un gouvernement conservateur, il fallut d'abord que le vieux Lascar Catargiu apprenne l'existence du traité et, ce qui fut considéré comme un grand triomphe, lui donne sa pleine approbation. Et, encore, fallut-il remplacer bientôt le président du Conseil par le général Manu, ancien camarade du roi en Allemagne. Quand, par dessus un Ministère général Florescu et le retour de Catargiu, les libéraux furent repris, ce fut après l'abjuration des sentiments irrédentistes, professés, pour des considérations d'opportunité tactique, par l'ancien étudiant de Iéna, membre d'une famille d'adhérence à l'Allemagne, Démètre A. Sturdza.

En 1893 [1] Sturdza avait demandé dans un discours au Sénat

[1] Le 25 juillet 1892 avait été renouvelé le traité avec la Triplice (protocole en septembre); dans Pribram, ouvr. cité.

l'intervention du gouvernement roumain en faveur des congénères de Transylvanie, car — Kogălniceanu l'avait déjà dit auparavant — l'existence de la Roumanie dépend de l'existence nationale des Roumains subjugués“. L'alliance elle-même était mise en question: „car nous n'avons pas secoué la vassalité envers la Turquie pour devenir les vassaux de la Hongrie“. Le Cabinet conservateur se garda bien de le faire, se bornant plus tard à se valoir devant l'opinion publique d'avoir demandé et obtenu la libération des condamnés pour la présentation du „mémorandum[1]“. La sentence prononcée, le chef du parti libéral invitait les victimes de cette persécution nationale à transporter en Roumanie le siège de leur action, ce qui fut refusé par des combattants qui étaient bien décidés à poursuivre leur lutte entre les frontières d'une patrie qui leur appartenait au moins autant qu'à leurs adversaires ethniques.

La campagne des libéraux continua, à l'unisson avec les manifestations de la jeunesse des Universités. La protestation des Roumains libres contre les intentions dénationalisatrices de la classe dominante en Hongrie eut dans tous les milieux libéraux de l'Occident un écho sympathique. Deux cent soixante-dix-huit députés italiens, présentaient une motion qui, s'„inspirant des principes de droit public qui ont donné l'existence de l'Italie“, témoignait aux Roumains des sentiments reliés aussi à l'origine commune des deux nations[2].

Cette déclaration vraiment latine correspond à ces belles paroles de Napoléon dans son message du 7 février 1859: „Si l'on me demandait quel intérêt la France avait dans ces contrées lointaines qu'arrose le Danube, je répondrais que l'intérêt de la France est partout où il y a une cause juste et civilisatrice à faire prévaloir“; Walewski s'était déclaré alors, dans sa circulaire du 20 août, pour l'union intégrale sous un prince étranger.

Pour succéder aux conservateurs, auxquels on avait parlé durement, leur demandant d'interdire les démonstrations contre la Monarchie, Sturdza dut donc rétracter ses déclarations antérieures. Le texte même de cette nouvelle déclaration lui fut imposé par le

---

[1] J'emprunte ces renseignements à une brochure anonyme contre l'attitude politique de Sturdza (le titre manque).

[2] Voy. *L'Autriche et le prince roumain, nouvelle édition*, Paris 1859.

chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie, M. Dumba, du reste lui-même un Roumain, d'origine macédonienne, mais n'ayant rien conservé des liens avec sa race [1]. Il contenait ces lignes: „Dans la question nationale, notre situation est claire et nette. Nous devons nous abstenir tous de tout acte d'ingérence dans les affaires intérieures des États voisins et spécialement de la Monarchie austro-hongroise", ajoutant que jamais la Roumanie n'a entendu servir un irrédentisme, du reste en soi-même „absurde", consistant à „ne pas se soumettre aux lois et se livrer à des désordres". Car „la Monarchie austro-hongroise, telle qu'elle est constituée, est une nécessité de premier ordre pour l'équilibre européen de même que pour la sécurité de notre État... Personne ayant la raison saine ne pense en Roumanie à l'irrédentisme ou au daco-roumanisme". On ne peut que désirer des rapports „fraternels" entre les Roumains de Hongrie et les Magyars. Et cela finissait par un acte d'hommage à François-Joseph [2]. Une campagne de presse fut encouragée en Transylvanie pour amener la réconciliation, contre laquelle se déclara naturellement le président du parti national et la partie la plus honnêtement courageuse du comité, et l'action de la Ligue Culturale dut cesser au moment où on célébrait dans toute la Hongrie le millénium de la conquête (1896). On organisera aussi des visites réciproques entre officiers roumains et hongrois sur la frontière.

C'est à ce prix qu'on obtint, pour sceller définitivement la situa-

---

[1] Voy. Constantin Dumba, *Dreibund und Entente-Politik in der alten und neuen Welt*; cf. notre *Revue historique du Sud-Est européen*, IX, p. 350 et suiv. Il caractérise cependant lui-même dans ces lignes l'attitude des Hongrois à l'égard des Roumains: „Il y avait en Hongrie une loi des nationalités, très libérale, mais tous les politiciens magyars d'influence devaient admettre qu'elle n'avait jamais été appliquée ni selon la lettre, ni selon l'esprit. Tout l'appareil de l'État, jusqu'aux gendarmes, et les juges aussi, appartenaient à la race magyare dominante, qui regardait de haut en bas, avec mépris, les Roumains, comme une race inférieure, représentée jadis uniquement par des paysans et des gens de métier... On leur infligeait l'école de l'État, instrument de dénationalisation avouée, proclamée". Il est fait mention aussi du caractère dénationalisateur des nouvelles écoles infantiles. Il y est dit aussi que Kalnoky avait désapprouvé la sentence, injuste, contre les auteurs du „mémorandum"; loc. cit., pp. 64-65.

[2] M. Dumba observe: „Rarement un politicien s'est-il, sans sourciller, contredit d'une façon si fondamentale... Sturdza passa à la lettre sous les fourches caudines"; *ibid.*, pp 84-85.

tion internationale de la Roumanie, la visite de l'empereur François-Joseph à Bucarest, au moment même où l'action du gouvernement hongrois contre le parti national de Transylvanie reprenait avec encore plus de vigueur. Un cri d'indignation suivit la distinction accordée par la Roumanie au procureur hongrois qui avait amené la condamnation des chefs du parti national roumain.

Une visite de Charles I-er en Russie devait réparer l'effet de cette adhésion franche et bruyante à la politique des Centraux: elle fut strictement officielle et très froide [1], et aussitôt le roi de Roumanie fit le voyage de Budapest, où l'attendait celui qui lui sera jusqu'au bout, en toute sincérité, un ami personnel.

En 1899 (avril), devant la réprobation générale de cette politique, le Ministère Sturdza dut partir. Il fut remplacé par une formation de conservateurs sous la présidence du richissime latifondiaire Georges Cantacuzène, avec Take Ionescu, déjà membre du cabinet en 1891, comme ministre de l'Instruction. Mais il fut bientôt renversé par Pierre P. Carp, partisan chaleureux de l'alliance, qui impliquait l'obligation de faire ce voyage à Vienne et Berlin qu'un ministre français considérait comme „une sorte de pélerinage de la Mecque“ [2]. Le nouveau gouvernement conservateur devait être remplacé en 1901, malgré l'opposition des ministres de la Triplice [3], par un faible Ministère de Sturdza, renversé bientôt, comme président du Conseil, pour des agitations de la rue, par une autre direction libérale, réformiste, qui lui cèdera la place en 1902 encore. Aussitôt Cantacuzène reprenait les rênes, devant faire place lui-même aux libéraux en 1907, quand éclata une sanglante jacquerie.

Déjà le roi avait gagné pour sa politique la nouvelle génération libérale, qui avait déjà trouvé son chef dans le fils homonyme

---

[1] Le grand duc Alexandre Michaïlovitch refusa une invitation à Sinaïa (*Doc. dipl. français*, loc. cit., pp. 375-376, 391 et suiv.): salué à Constantza par l'héritier du trône roumain (*ibid.*, p. 416 et suiv.), il alla s'entendre pour une collaboration russo-bulgare (*ibid.*). En 1903, mécontentement du Tzar Alexandre III, qui avait eu vent du rattachement de la Roumanie aux Centraux (*ibid.*, 2-ème série, II, Paris 1931, pp. 110-111, no. 95). Le gouvernement libéral craignait une action militaire de la Russie dans les Balcans.

[2] *Ibid.*, 2-e série, I, Paris 1930, p. 67, no. 57.

[3] *Ibid.*, pp. 119-121, no. 101. On croyait qu'il y avait un projet d'action italo-roumaine en Transylvanie contre la Russie (*ibid.*, p. 268, no. 227).

de Jean Brătianu, ingénieur formé, de même que ses deux frères, à Paris, mais ayant conservé des agitations du boulangisme une mauvaise impression de la base politique que pouvait offrir la troisième République. Comme elle était étroitement reliée depuis plus d'une dixaine d'années à la Russie d'Alexandre III, il n'y avait pas de choix à faire : le jeune ministre fut initié au pacte secret qu'on venait de renouveler le 14 avril 1902, et il promit de ne rien changer dans l'attitude de son parti, dont l'ancien chef lui-même s'était entendu avec la Triplice.

Cependant, à ce moment, avant une visite à Ischl, le Souverain roumain paraissait entrevoir un autre avenir pour son État. Il était influencé par les prétentions des Hongrois, qui paraissaient devoir rompre le pacte du dualisme dont ils avaient cherché à tirer le plus grand profit; il lui semblait que la situation des Roumains de Transylvanie commence à devenir vraiment insoutenable — un peu plus tard, le nouveau traité de commerce portera un coup décisif à la prospérité de ces pâtres transylvains qui depuis des siècles faisaient descendre les Carpathes à leurs troupeaux; il prenait goût à l'agitation du parti national transylvain, y voyant un „réveil de l'esprit national", et il allait jusqu'à poser à son jeune ministre Take Ionescu, à cette époque très grand partisan des liens avec la Triplice: „Vous supposez que l'Autriche est éternelle et que nous ne verrons jamais son démembrement?", ajoutant: „La chose n'est pas imminente; nous avons du temps devant nous"[1].

Le roi profondément respecté et si sûr de lui-même jusqu'ici se laissait ainsi influencer par l'élan d'une nouvelle génération qui devait dominer bientôt dans une littérature, à laquelle participaient des Roumains de Transylvanie aussi, établis à Bucarest. On ne parlait que du grand passé qu'étudiait avec passion un groupe de jeunes historiens pour rencontrer à chaque pas les rapports étroits avec les frères d'outre-monts. Le ministre libéral de l'Instruction, Spiru Haret, esprit préoccupé non seulement de réformes scolaires, mais aussi du relèvement, indispensable, de cette classe paysanne qui, après s'être insurgée sous les junimistes en 1888, se soulèvera dans un grand mouvement général, réprimé par les armes, en 1907, soutenait cette poussée nationaliste, qui

[1] *Ibid.*, p. 338.

arrivera, malgré lui, qui aurait désiré la capter pour les siens, à créer contre la politique de bascule un parti très actif. La célébration du quatre-centième anniversaire de la mort d'Étienne-le-Grand réunit autour de son tombeau, à Putna en Bucovine, des milliers de paysans, alors que, à Bucarest, le prince héritier et le vieux Sturdza s'agenouillaient pendant le service divin sur le simulacre en bois de la pierre tombale. A Budapest, avec un grand poète, M. Octavien Goga, commençait, dans la revue *Luceafărul* („l'Étoile du soir"), un mouvement littéraire qui ne fut pas bientôt sans avoir aussi des éléments opposés à la politique, depuis longtemps refroidie jusqu'à en devenir opportuniste, du parti national, et, à Bucarest, lui correspondait, sous la direction de l'auteur de ces pages, la revue „le Semeur", bientôt centre de ralliement d'un nouvel irrédentisme qui devait gagner, jusque dans la Bucovine, d'esprit formaliste autrichien, toute une jeunesse Dans les rapports mêmes avec les chefs du mouvement Charles I-er, qui s'en excusait ensuite devant les représentants des Centraux, laissait parfois entrevoir qu'il n'est pas étranger à ces nouvelles espérances.

XIV.

LE DÉTACHEMENT DE L'AUTRICHE-HONGRIE DEVANT LES NOUVEAUX PROBLÈMES DES BALCANS.

Dès 1900 avait commencé dans ces Balcans, si longtemps ignorés par le roi de Roumanie, qui croyait avoir comme seule base, suffisante et définitive, de sa situation internationale, la lutte entre Grecs, Bulgares et Serbes pour la Macédoine [1], des évêchés étant créés pour satisfaire le prince Ferdinand, décidé aux plus grands risques pourvu qu'il arrive à la création de la grande Bulgarie et à une couronne royale pareille à celle des empereurs byzantins. Même alors, et malgré la présence d'une nombreuse population roumaine dans la péninsule, à laquelle il faudra bien faire accorder, sur les résultats acquis par la propagande tenace d'un Apostol Mărgărit, une organisation religieuse, les gouvernements roumains se gardèrent bien d'intervenir [2].

Par un simple hasard, à ce qu'il paraît, le roi Charles avait rencontré à Abbazia le roi de Grèce, Georges, à un moment où il nourrissait de très mauvais sentiments contre le Sultan Abdoul-Hamid, son ancien suzerain [3]. Cette entrevue n'eut pas de suites, et bientôt, à cause des mêmes Roumains de Macédoine, la fougue du ministre de la Guerre roumain, le général Lahovary, provoquera un retentissant conflit avec les Grecs. Avec la Serbie, où la retraite du roi Milan, complètement déchu, avait laissé la couronne à un adolescent, Alexandre I-er, qui finit par se faire tuer (1903), les rapports étaient, pour ainsi dire, inexistants. La Roumanie fut absente à la commémoration de la sanglante ba-

---

[1] Voy. notre *Hist. des États balcaniques*, p. 440 et suiv.

[2] *Doc. français* cités, III, pp. 108-110 et no. 343. La Russie craignait une entente roumano-turque, *ibid.*, no. 39.

[3] *Ibid.*, 1-ère série, I, pp. 279-280, 302-303, 530-531.

aille de Chipka[1]. A peine, d'après des indications de Berlin, le tsouverain roumain consentit-il à passer le Danube pour visiter à Roustchouk son voisin bulgare[2]. Mais, lorsqu'on célébra l'anniversaire de Plevna, l'habile Ferdinand ne manquant pas d'envoyer un télégramme à l'ancien commandant des troupes qui avaient réduit Osman, Charles I-er s'était arrangé de façon à être absent.

Sans avoir rien gagné d'important en ce qui concerne la situation de l'élément roumain, nombreux et très doué, de la Macédoine, la Roumanie, dont le roi entendait conserver exclusivement la direction en fait de politique extérieure, commençait à s'inquiéter des progrès de la Bulgarie envahissante dans les Balcans. Pendant longtemps indifférente à ce qui se passait au-delà du Danube et, depuis la grande révolte paysanne de 1907, occupé d'un développement social qui devait mener à l'expropriation des latifondiaires possédant des terrains immenses, qu'ils abandonnaient souvent en Moldavie aux fermiers juifs, et, enfin, tournée depuis si longtemps vers l'état des congénères de Transylvanie, elle se rendait enfin compte que dans ce monde voisin au Sud des transformations profondes sont en train de se produire, et le Nestor des souverains du Sud-Est européen s'inquiétait sur le sort de son hégémonie personnelle et de la primauté de son État.

Il put voir bientôt, par la terrible crise de l'an 1908, dépassant de beaucoup les difficultés sans cesse suscitées par les actes de violence de tous les partis en Macédoine, que de ces changements balcaniques pouvait sortir la guerre générale qu'il croyait devoir être, pour de longues années au moins, évitée par les deux grands groupements européens qui se contrebalançaient. Une révolution, celle des Jeunes Turcs, de caractère libéral, demandant le concours des nationalités chrétiennes — il y eut des députés roumains et, bientôt, un ministre même de cette race —, venait de donner un autre caractère à l'Empire Ottoman, qui ne se décidait pas encore à devenir une Turquie nationale, plus restreinte, mais beaucoup plus solide et plus sûre de son avenir. Aussitôt la Bulgarie proclamait son indépendance, et le roi de Roumanie, qui lui-même commençait à escompter

[1] *Ibid.*, série 2, II, pp. 500-501.
[2] *Ibid.*, pp. 663-665, no. 481; cf. *ibid.*, pp. 619-620.

la fin de l'Autriche-Hongrie, pouvait s'apercevoir que son voisin revenait à peine d'un voyage à Vienne. La Bulgarie indépendante salua son ambitieux souverain du titre historique des anciens empereurs bulgares, de fait des concurrents à la couronne romaine de Byzance, et, en face du simple roi de la rive gauche du Danube, il y avait maintenant sur la rive droite un Tzar que, il est vrai, la diplomatie s'entendit sagement pour intituler „roi". Et, aussitôt, comme si on se s'était arrangé préalablement en ce sens, l'Autriche-Hongrie, qui abandonnait le sandchac de Novi-bazar, annonçait, bravant le sentiment national des Serbes, qu'elle transforme son occupation en Bosnie-Herzégovine en une prise de possession. Ainsi, à proximité de la Roumanie, qui de par ses alliances, avait renoncé à des projets d'avenir, tout avait changé.

De plus, comme le roi de Serbie, Pierre Karaguéorguévitch, représentant une tradition politique opposée au servilisme des Obrénovitch envers la Monarchie voisine, allait, devant l'annexion d'une terre serbe, dont avait rêvé trois générations, jusqu'à menacer d'une guerre contre les usurpateurs austro-hongrois — et cette guerre se serait déclanchée si la Russie, sollicitée au moment où elle réformait son système militaire, avait voulu s'y mêler —, la Roumanie se serait trouvée devant la situation délicate d'assister à un combat qui devait être acharné, étant donné l'état d'esprit des Serbes et la valeur de leur armée, sans pouvoir marcher contre ces voisins qu'aurait soutenus toute une opinion publique roumaine nettement et énergiquement nationaliste et sans devoir aider cette Autriche-Hongrie, déjà branlante, car le traité d'adhésion à la Triplice prévoyait un concours militaire pour le seul cas où, sans provocation, l'allié aurait été attaqué de deux côtés. Aussi le refus du Tzar, influencé par son voisin et ami allemand, Guillaume II, de déclancher ce qui aurait été une guerre générale, fut-il accueilli en Roumanie, où le jeune Brătianu, âme de vastes ambitions, disputait déjà la conduite du parti libéral à Sturza, complètement déchu et déjà sur la lisière de la folie, avec un sentiment d'allègement.

Mais l'expérience de ce coup de théâtre, ébranlant toute une situation créée, surveillée et corrigée par une diplomatie myope, ne profita pas au gouvernement roumain, trop intéressé, comme toujours, aux querelles des partis. Il put voir cependant que le

mouvement de délivrance continuait au milieu de ce monde chrétien avec lequel on avait si longtemps évité tout contact et qu'on était arrivé à ne plus guère comprendre. Le problème de la Crète se posait de façon à ne plus pouvoir être ajourné, et le système pacifique inauguré et suivi par le prudent roi grec Georges était brusqué par l'intrusion dans la vie politique d'Athènes, tout aussi dominée par les luttes des clubs que celle de la Roumanie, d'une personnalité aussi hardiment réformatrice que celle du „grand Crétois" Vénizélos, qui venait de s'installer en dictateur, à la tête d'un cabinet national, annexioniste, disposé à la guerre pour réaliser le vieux rêve de la „Grande Hellade".

De nouveau, Charles I-er se réfugia dans la sécurité de ses alliances occidentales. Il dut bien reconnaître, puisque Vienne l'avait voulu, l'indépendance bulgare, qu'il s'empressa de saluer, bien que certainement à contre-coeur. Mais il prodiguait aussi aux Austro-Hongrois le conseil de ne pas s'en prendre à la Serbie belliqueuse, car cela pourrait amener des suites graves au milieu de l'élément slave de la Monarchie. Avec cela, il croyait pouvoir être sûr d'un avenir immédiat, le „déluge" devant venir après qu'il eût fermé ses yeux fatigués [1].

Mais déjà une autre volonté se dressait contre la sienne, et il allait s'habituer à la subir, en en transmettant la coutume à son successeur, auquel, en ce moment même (1909), il faisait faire un voyage d'information en Occident. Jean Brătianu, auquel souriait déjà le rôle décisif joué par un père qu'il se croyait capable de dépasser, nourrissait des projets tout à fait opposés non seulement à l'habitude de servir d'un Démètre Sturdza, mais aussi à l'obstination pacifique sans horizon de son souverain. Croyant que l'heure de l'Autriche-Hongrie n'est pas arrivée, il pensait à un agrandissement dans les Balcans, qu'on aurait attaqués par Silistrie ou par Roustchouk même pour arriver à Varna. Personne n'était initié en Roumanie à un pareil projet, et à Berlin, que le jeune ministre visita, selon le désir du roi, on fut effrayé d'une pareille ambition [2]. On y était, du reste, informé sur

---

[1] A partir d'ici voir, pour les détails, notre analyse des *Diplomatische Aktenstücke*, dans notre étude, *Comment la Roumanie s'est détachée de la Triplice*, dans la *Revue historique du Sud-Est européen*, IX, p. 233 et suiv. et notre ouvrage roumain *Supt trei regi* („Sous trois rois"), Bucarest 1932, p. 120 et suiv.

[2] *Ibid.*, pp. 236-237.

ces visées par les rapports de celui qui, pendant quelques années, tint, comme ministre d'Allemagne en Roumanie, le haut pavé diplomatique, brusquant un monde aristocratique habitué à la politesse, lui imposant presque sa maîtresse et ses chiens, traitant en serviteurs, tout au plus en commensaux dociles, des amis comme Take Ionesco, dont il voulait faire un président du Conseil [1], et se moquant, presque publiquement, sinon du roi vieilli lui-même, de la pauvre reine malade: Kiderlen-Wächter, bientôt appelé à jouer le rôle d'un Bismarck capricieux et insolent [2].

Mais les surprises se succédaient au-delà du Danube. L'Albanie, brusquée dans ses préjugés séculaires par le libéralisme des Jeunes Turcs, s'insurgeait. On pouvait suivre le jeu de la Russie qui préparait patiemment cette entente entre Serbes et Bulgares que, tout récemment, le roi de Roumanie avait crue impossible. Lorsque, annexant Tripolis sans consulter ses alliés, l'Italie envoya sa flotte non seulement aux Dardanelles, mais aussi vers ces côtes albanaises qui avaient connu les attaques des Normands siciliens et la domination des Angevins, les espérances communes d'avenir rapprochèrent encore plus les anciens sujets d'un Sultan qui maintenant, après la chute d'Abdoul-Hamid, avec le pauvre impotent Mahmoud, n'était qu'un souvenir et une ombre, l'instrument d'un groupe de politiciens qui ne savaient pas vers quelle catastrophe ils sont en train de voguer. On regardait de Bucarest avec appréhension les visites entre Slaves des Balcans et, pour montrer qu'on entend être de la partie, collaborant à la paix dans ce Sud-Est européen, même avec l'accueil à Sinaïa de l'héritier du trône turc, le roi Charles envoyait le prince Ferdinand à une nouvelle manifestation princière de solidarité balcanique.

Or, dans quelques mois, après de longues négociations secrètes, auxquelles avait été mêlée aussi la Grèce de Vénizélos, un traité formel de partage de l'Empire Ottoman qui resta pendant longtemps caché aux hommes politiques roumains, alors qu'une diplomatie occidentale, plus attentive, en soupçonna aussitôt l'existence, fut

---

[1] Friedrich Rosen, *Aus einem diplomatischen Wanderleben, Bukarest-Lissabon*, II; cf. notre „Revue" citée, IX, p. 362 et suiv.

[2] Voy. Ernst Jäckh, *Kiderlen-Wächter, Der Staatsmann und Mensch*, 2 vol., Berlin-Leipzig 1924. Voy. vol. I, p. 139 et suiv.

signé, le 13 mars 1912, en attendant la participation, qui ne pouvait pas tarder, de la Grèce : spécifiant l'établissement des nouvelles frontières, on prévoyait la possibilité d'une opposition de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie aussi, contre lesquelles des mesures militaires étaient déjà fixées.

Dès 1909 l'héritier du trône allemand était revenu de Bucarest avec l'impression qu'il n'y a qu'un seul homme sur lequel, en cas de guerre, on puisse compter en Roumanie, le roi[1] : on ne peut s'y attendre que, dans le cas le plus favorable, à une neutralité. Or Kiderlen-Wächter, qui était encore dans ce pays, se moqua de ces prédictions : le royaume de Charles I-er est „mürbesicher" [2].

Dans un ordre envoyé par Iswolski au ministre de Russie à Bucarest, le 9 mars 1909, celui-ci est averti que, d'après la déclaration du ministre de Roumanie à St.-Pétersbourg, la Roumanie sera neutre au cas d'un conflit entre la Serbie et l'Autriche ; mais il voudrait une assurance officielle[3].

Enfin, en août 1911 Henry Wickham Steed visitait le roi, qu'il trouva inquiété par les initiatives belliqueuses, à Agadir, de son parent et allié de Berlin. „En tant que Hohenzollern, il comprenait la politique suivie par l'empereur allemand et le parti de guerre austro-hongrois, mais, en tant que roi de Roumanie, il en percevait les dangers, et il recommandait au publiciste anglais, de même qu'il le fera à son neveu, le roi Albert des Belges, d'armer pour toute éventualité, car cela contribuerait au maintien de la paix" [4].

La guerre italo-turque fut la grande et douloureuse surprise[5] pour le roi dont la sagesse était prônée depuis des années par des alliés qui entendaient, en le flattant, s'en servir pour leurs propres buts. Faisant déclarer par le Ministère Maiorescu, succédant à celui de Carp, qui avait remplacé en 1910 les libéraux, déchirés par la dissen-

---

[1] *Erinnerungen des Kronprinzen Wilhelm*, Stuttgart-Berlin, 1922, p. 109.

[2] *Ibid.*

[3] B. von Enbert, *Diplomatische Aktenstücke zur Geschichte der Ententepolitik der Vorkriegsjahre*, Berlin-Leipzig 1921.

[4] *Mes Souvenirs*, 1892-1914, trad. de M. d'Honfroi, pp. 312-313.

[5] La France était avertie par la Russie que le pacte existe, *Doc. dipl. français*, 3-e série, II, 1931, p. 285, no. 284. Cf. notre *Revue historique*, VIII, p. 231.

sion entre vieux et jeunes, que la Roumanie reste neutre, quels que soient les efforts pour changer dans les Balcans un état de choses que les Puissances étaient décidées à maintenir comme elles l'avaient fait, du reste, jadis, Charles I-er, se défendant toute ambition, croyait être à l'abri de tout danger. Ses vieux amis, les junimistes, étaient à la tête des affaires, et il croyait pouvoir s'appuyer sur leur fidélité. A l'idée que les Balcaniques, dont il finit par découvrir les intentions, finiront par attaquer la Turquie, il était sûr que la victoire restera aux troupes ottomanes bien préparées et armées par des instructeurs allemands [1]. Mais, esprit clairvoyant, il ne manquait pas, tout en recommandant à Berlin de meilleurs rapports avec la Russie, d'avertir ses amis et patrons d'Allemagne que la Russie travaille en Roumanie et que l'état d'esprit dans ce pays commence à lui être favorable, ce qui était, sans doute, exagéré, la nouvelle génération pensant avant tout à sa préparation morale et à une attitude de courageuse initiative [2]. Et, dès la fin de l'année 1911, il déclarait qu'il y aura des évènements graves dans les Balcans et qu'il faut s'entendre avec l'impatience bulgare [3]. L'idée ancienne des compensations, qui venait de Brătianu, et pas du roi lui-même, était de nouveau ventilée, et à Vienne on avait suggéré au souverain bulgare qu'il pourrait se gagner une partie de la Macédoine en accordant certains districts à la Roumanie [4].

La guerre balcanique commença, et dans quelques semaines il y eut, en Macédoine, la victoire, brillante et définitive, des alliés. Charles I-er constatait, dans une audience accordée à l'auteur de ces pages, que l'effondrement de l'Empire Ottoman, auquel il avait pensé, se produisait bien avant l'époque qu'on aurait pu attendre; de son côté, il n'est guère disposé à empêcher la réalisation d'un idéal chrétien pour lequel il avait combattu lui-

[1] Sur ce point on ne se faisait pas d'illusions à Sofia *(ibid.*, II, p. 96, no. 92).

[2] Rosen, ouvr. cité.

[3] *Doc. dipl. français*, 3-ème série (1911-1914), I, Paris 1929, pp. 76-77, no. 80. Des plaisanteries du roi Ferdinand sur les sympathies de son voisin pour les Turcs; *ibid.*, pp. 110-111, no. 124. Charles I-er était aussi contre l'action italienne, qui aurait pu respecter les droits du Sultan tout en dominant la Tripolitaine; *ibid.*, pp. 265-267, no. 283.

[4] *Ibid.*, p. 280 (cf. III, nos. 77, 83, 87; visite à Berlin aussi).

même dans sa jeunesse; s'il désire quelque chose, c'est que la Bulgarie victorieuse consente à une cession des angles rentrants de la frontière dobrogienne pour mettre cette province à l'abri d'une invasion.

Mais, à côté de son attitude, il y avait les projets de l'homme qui maintenant, en tête de l'opposition libérale, attendait avec impatience un nouvel avènement au pouvoir, et celui qui avait ce pouvoir, Maiorescu, ne voulait pas se laisser dépasser. Déjà Vienne avait accepté cette idée des compensations, et elle revint aussitôt sur le tapis [1]. On n'oubliait pas de flatter le roi par des visites officielles, lui promettant même celle du nouveau chancelier austro-hongrois, le comte Berchtold, qui sera l'un des principaux facteurs de la catastrophe des Habsbourg; il y avait déjà comme ministre en Roumanie un des intimes de l'archiduc héritier qui avait gagné les Roumains de Transylvanie par son intention déclarée de détruire l'hégémonie hongroise dans la monarchie et de créer une Grande Autriche sur d'autres bases, et le comte Czernin croyait avoir déjà gagné certains cercles politiques roumains: à Bucarest le traité était encore inconnu [9]. Lorsqu'il y eut la guerre, la Roumanie se désintéressa: on n'entendait parler qu'au moment où les Puissances auront un mot à dire et alors on sera, bien entendu, fidèle au traité: „avec les Centraux et, en première ligne, la Monarchie" [2].

Un changement d'attitude se produisit bientôt sous l'influence d'une campagne d'opinion publique, soutenue par les libéraux. On présenta à Vienne, à Berlin l'ancien projet de Jean Brătianu, qu'on cherchait à définir, en écartant Roustchouk et Varna.

Comme l'Autriche-Hongrie, s'étant entendue secrètement avec la Bulgarie, qui devait enrayer et contenir la Serbie odieuse aux hommes politiques de la Monarchie, louvoyait, la Russie de Sasonov prit sur elle de favoriser ces intentions, bien que ce fût elle-même qui avait préparé la guerre balcanique; elle admettait qu'une conférence, à laquelle participerait la Roumanie, s'occupe des nouvelles frontières. Le refus d'une Bulgarie ennivrée de

---

[1] *Doc. dipl. français*, 3-e série, III, no. 235.

[2] Guillaume II déclare en 1914 (?) qu'il „ne mettra pas le pied dans le Balcan"; Lutz Korodi, *Deutsche Bilanz in Südosteuropa*, Berlin 1936, pp. 25-26.

ses succès pouvait être attendu, et en M. Danev l'orgueil national avait trouvé un défenseur implacable.

Pour le moment, Charles I-er, résistant aux instances désespérées des Turcs et s'orientant vers la Serbie, en tant qu'ennemie des ambitions bulgares, restait encore soucieux devant les offres russes. Il consentit à accorder au maréchal Conrad de Hötzendorf, envoyé en mission spéciale à Bucarest, pour pousser à un pacte avec les Bulgares contre les Serbes, tout ce que, en fait d'engagements militaires, avait désiré son vieil ami François-Joseph, auquel il écrivait, en cette fin de 1912, que, „si, ce que Dieu veuille nous épargner, on arriverait à une guerre européenne, la Roumanie y prendra part comme un fidèle allié" [1]. A M. Danev, venu à Bucarest, on parla des compensations au sujet desquelles il sut se dérober; au grand duc Nicolas Michaïlovich, qui parut alors dans la capitale roumaine, on ne voulut rien confier. On allait si loin que l'idée de forcer les. Turcs à la paix s'imposait à l'esprit du souverain, qui croyait avoir de nouveau gagné une base solide à sa politique. Il hésita cependant lorsqu'on voulut qu'il renouvelle, dans ces conditions si différentes de celles du passé, l'acquiescement au pacte, qui venait d'être confirmé, de la Triplice: *il voulait maintenant la parité avec les deux Puissances allemandes, prenant la place de l'Italie, si elle se retirerait de l'alliance* [2].

La grande ambition du roi Charles était de faire participer la Roumanie à la conférence de Londres qui était appelée, en janvier 1913, à établir, sous des suggestions de Berlin, le statut des Balcans. Sasonov déclarait qu'il admettrait la présence d'un délégué roumain, mais seulement lorsqu'on touchera à des intérêts incontestablement roumains: il aurait le droit de fournir des informations et de présenter des voeux, mais sans participer aux discussions. La France même s'opposait au point de vue roumain, d'autant plus qu'on craignait que la Roumanie ne soutienne les prétentions de l'Autriche-Hongrie [3].

Mais bientôt la politique ministérielle des compensations vint contrecarrer les espérances magnifiques du roi lui-même: il faut

[1] Doc. Autrichiens, IV, à la date du 30 novembre.
[2] *Ibid.*, V, pp 196-197.
[3] Enbert, ouvr. cité, pp. 609, 612.

connaître, mandait-on au délégué roumain à Londres, où on traitait sans lui de la paix entre les combattants, la carte de la nouvelle frontière: il fallait au moins avoir Silistrie, où le prince de Valachie Mircea, vers 1400, avait eu ses capitaines. C'est en vain qu'y parut comme représentant d'une politique que cet ami des Bulgares avait dû s'approprier après avoir été d'une autre opinion, Take Ionescu; ne réussissant, à rien gagner, le roi le fit rappeler.

Une conférence à Pétersbourg finit par donner à la Roumanie, qui, menaçant d'une action militaire, s'en était remise à la médiation des Puissances, Silistrie seule avec son rayon, suscitant ainsi les haines bulgares. Mais ce n'était pas un don des alliés du pays, avec lesquels on ne renouvela le traité que sous une pression brutale (le 12 février 1913), mais bien un moyen de la part de l'Entente, c'est-à-dire de la Russie, de gagner la Roumanie pour une autre politique.

Or, l'acquiescement bulgare tarda. En Roumanie, on prévoyait déjà que, pour la frontière macédonienne, il y aura un choc entre Bulgares et Serbes, les Grecs devant nécessairement soutenir ceux-ci. On se préparait déjà, l'opinion publique l'ayant demandé depuis longtemps, à une intervention militaire. Lorsque le général Savov, suivant l'ordre de son souverain, attaqua traitreusement les troupes serbes à Brégalnitza, — et il ne réussit pas dans cet acte surprise —, la décision était déjà prise à Bucarest.

Une armée de 800.000 hommes marcha donc vers les Balcans, avançant vers Sofia, sans rencontrer de résistance. Une brigade bulgare capitula à Ferdinandovo; des groupes bulgares se détachaient pour rentrer faire leur récolte dans les villages. Avant d'avoir atteint la capitale bulgare, le commandant des troupes roumaines envahies par le choléra reçut la nouvelle de l'armistice, et les négociations de paix suivirent.

La paix de Bucarest (août) fut considérée par l'Autriche-Hongrie comme une offense et un danger. Elle voulait absolument faire venir les parties devant une conférence européenne qu'elle aurait désiré inviter chez elle, à Vienne; des promesses formelles avaient été faites à la Bulgarie qui s'en valut au moment où les délégués se séparèrent.

Bien que lié aussi avec François-Ferdinand et désabusé d'autres amitiés [1], Charles I-er commençait à regarder maintenant vers d'autres horizons.

La première impression qu'eut à Bucarest, vers le commencement de l'année 1914, le nouveau ministre de Russie, fut que la société roumaine rêve de la Transylvanie [2].

Or, pour l'Allemagne, cette affaire gênante des Balcans devait rester close. Guillaume II avait écrit en marge d'un rapport: „je marche, moi, avec la Roumanie“ [3]. Le traité allait rester définitif pour qu'on puisse penser à autre chose. Ne réussissant pas à faire changer les conditions d'une paix inacceptable, on essaya à Vienne d'une alliance roumano-bulgare, absurde. On obtint au moins que l'alliée de simple forme qu'était devenue la Roumanie ne prenne pas d'engagements envers la Serbie. Les efforts de Take Ionescu pour créer à son pays un rôle balcanique, par l'Albanie, où on avait installé un prince de Wied, neveu de la reine Élisabeth, et par la médiation entre Turcs et Grecs, ne produiront pas de résultats durables.

Le nouveau Cabinet Brătianu (janvier 1914) amenait avec lui une autre orientation. Il avait bien promis au roi de s'en tenir aux anciennes obligations vers la Triplice, tout en intercalant un paragraphe d'amitié, fût-elle même „modérée“, envers la Serbie, mais il était bien décidé à innover.

Se rendant compte du danger, Vienne agit énergiquement pour défendre une situation de plus en plus menacée. Czernin fut chargé de porter à Bucarest l'ultimatum : il fallait abandonner les propensions vers la Serbie, ne plus se diriger vers la Russie et, comme preuve de loyauté, *faire connaître publiquement le traité d'alliance*. Le roi lui répondit qu'on ne sait guère ce que

---

[1] Margutti, *Vom alten Kaiser, Persönliche Erinnerungen an Franz-Joseph*, I, Leipzig-Vienne 1921, p. 127. Sur les vrais sentiments d'amitié de François-Joseph lui même pour le roi, *ibid.*, pp. 367-368. La reine Élisabeth avait fait modeler les mains étroitement liées des deux souverains; *ibid.*, p. 368. François-Joseph aurait cru, en 1914, que le roi avait été empoisonné; *ibid.*, pp. 368-369. Il n'aimait guère le futur roi Ferdinand ; *ibid.*, p. 369. Il croyait dès 1914 à un changement d'attitude de la Roumanie; *ibid.*, p. 423.

[2] Enbert, ouvr. cité. Il fit savoir que le roi avait connu, en avril 1912, le pacte bulgaro-serbe par le moyen de Kiderlen-Wächter.

[3] *Die Grosse Politik*, XXIX, pp. 439-440, no. 15.791.

l'Europe sera „dans dix ans“, qu'avant ce terme la Bulgarie cherchera une revanche, que la politique des Hongrois en Transylvanie est devenue insupportable, que l'opinion, même dans l'armée, demande un changement de direction [1]. Czernin était convaincu lui-même que, en ce qui concerne les dernières prétentions, les Roumains ont pleine raison. Mais c'était un esprit phantastique, qui, influencé par toutes les idées bizarres que le parti militaire ventilait dans l'entourage de l'archiduc François-Ferdinand, allait jusqu'au croire à la possibilité qu'*avec des changements constitutionnels on pourrait „rattacher la Roumanie à la Hongrie“* [2].

Pendant ce temps la politique de l'empereur allemand restait la même: dégoût pour la personnalité fausse et inconstante du roi de Bulgarie, estime pour l'armée serbe, conviction que le rôle de la Roumanie n'est pas fini, désir d'employer son parent de Bucarest pour resserrer les liens avec la Russie. Il considéra sans émotion le voyage du couple princier de Roumanie, avec leur fils, le prince Carol, qu'on voulait marier avec la fille aînée de Nicolas II, à Pétersbourg, les visites des présidents du Conseils serbe et grec, Pachitch et Vénizélos, à Bucarest et ne se laissa pas même troubler par l'apparition à Constantza, en rapport avec les mêmes projets de mariage, de Nicolas II, qui, il est vrai, ne manqua pas d'aller ensuite en Bessarabie pour montrer que la possession russe y est inébranlable [3].

Or, quelques mois plus tard, l'archiduc héritier et sa femme tombaient sous les balles de fanatiques yougoslaves à Séraïevo (avril 1914). Il y eut en Roumanie un immense sentiment de pitié, mais personne ne croyait aux conséquences que voudra en tirer autant le parti réformiste de Vienne que le chef du gouvernement hongrois, qui était devenu la personnalité politique la plus importante de la Monarchie, le comte Étienne Tisza.

---

[1] *Ibid.*, pp. 464-465.

[2] Voy. Czernin, *Im Weltkriege*, Berlin-Vienne 1919, p. 61. Un homme politique roumain très important, un des chefs des conservateurs, Nicolas Filipescu, sous les suggestions d'Aurèle Popovici, Roumain du Banat, auteur de la *Gross-Osterreich*, revenait à l'exemple de la Bavière pour réunir son pays à la Monarchie réformée; *ibid.*, p. 107.

[3] Czernin fut indigné de la visite; voy. notre étude citée, chapitre X, fin.

XV.

LA PRÉPARATION DE LA LUTTE POUR L'UNITÉ NATIONALE

Aussitôt après l'attentat de Séraïévo, François-Joseph, dont l'attitude fut assez curieuse, exigea à Berlin que la Roumanie se déclare contre la Serbie[1]. A Vienne on n'avait pas abandonné les illusions de l'alliance bulgare; à Budapest on n'y croyait pas autant, mais on voulait employer le crime pour briser, non seulement l'irrédente serbe, mais aussi les tendances correspondantes chez les Roumains. Charles I-er le sentait bien lorsqu'il communiquait son opinion que la culpabilité du gouvernement serbe n'a pas été prouvé et que l'Autriche-Hongrie va à sa perte, et de Berlin on faisait savoir à Vienne que, „même en gagnant les Bulgares, il faut conserver des rapports d'alliance, jusqu'ici pleins de confiance, avec la Roumanie“[2]. On fit semblant d'en tenir compte dans la convention qui fut proposée à Sofia.

La note comminatoire, envoyée si tard par l'Autriche et Hongrie à Belgrade, fut communiquée à Bucarest, et le roi la considéra avec calme, tout en prévoyant ce qui devait en résulter; Brătianu encore plus. On était contre une annexion en Serbie et on entendait ne rien risquer dans une guerre qui, d'après les prescriptions du traité, ne pouvait pas engager la Roumanie. En tout cas, pas pour une action contre la Russie. „Si je devrais suivre les inspirations de mon coeur“, disait le souverain, je vous donnerais toute mon armée, mais tant de choses se sont passées“[3].... En tout cas, il refusait de publier, ainsi qu'on l'exigeait de lui,

[1] Correspondance autrichienne, VIII, p 251.

[2] *Ibid.*, pp. 442-443.

[3] *Ibid.*, p, 832. Sur un télégramme amical du Tzar et la réponse, *ibid.*, pp. 913-914.

le traité: il ne serait pas accepté par une opinion publique qui avait une toute autre tendance.

Une demande péremptoire de Guillaume II, qui invitait son parent à remplir ses devoirs d'allié, ne pouvait avoir aucun succès. Le 3 août 1914, Charles I-er faisait de forme un dernier effort dans ce sens au Conseil de couronne qu'il avait cru devoir réunir; on se déclara pour la neutralité[1].

Pendant ce même mois août on avait demandé déjà de Pétersbourg quelle attitude aura la Roumanie. Brătianu présenta aussitôt un programme de revendications territoriales sur le compte de l'Autriche-Hongrie. Mais il ajouta qu'il veut être garanti du côté de la Bulgarie, à laquelle la Serbie et la Grèce feraient des cessions; il faudra revenir aussi sur les clauses du traité de Bucarest.

Les promesses, faites aussi au nom des Puissances occidentales, ne satisfirent pas le ministre roumain. Et il avait raisont car l'Angleterre n'entendait par son appui qu'„une aide diplomatique à la conférence de paix" et Sasonov n'avait demandé à Londres que „la garantie de l'intégrité territoriale de la Roumanie pendant la durée de la guerre". Le gouvernement français recommandait de ne pas presser les gens de Bucarest, dont la neutralité serait plus utile qu'une participation; ce serait, du reste, ce qu'il faudrait aussi de la part de l'Italie. Brătianu finissait par dire que „toute l'attention du gouvernement roumain vise à ce que la Roumanie ne pâtisse pas du résultat de la guerre entre les Grandes Puissances", et c'est pourquoi elle ne bougera pas [2]. Le 12 août M. Poklevski-Koziel, ministre de Russie à Bucarest, informe Sasonov que Brătianu refuse de signer la convention qui lui avait été proposée le 9[2]. Mais on ne se borna pas à cela, et en septembre le président du Conseil roumain avait des engagements formels entre ses mains.

En même temps cependant, représentant d'une autre politique, le roi suivra l'action de von Kluck avec un intérêt sympathique

[1] Sur le procès-verbal voy. Lindenberg, *Karl I. von Rumänien*, p. 310, et G. Fotino (d'après les notes de J. Brătianu), dans la *Revue des Deux Mondes*, 1-er août 1930, p. 532 et suiv.

[2] A l'égard du roi on avait, à Pétersbourg, la brutalité de vouloir lui offrir la restitution des sommes qui, déposées en Autriche-Hongrie et en Allemagne, seraient perdues: *Archives Rouges*, LXV-LXVI, résumé dans *Le Monde Slave*, 1936 [1], p. 464 et suiv.

la reine espérant même que la Roumanie interviendra du côté de la Triplice. Et Guillaume II attendait avec impatience les cinq corps d'armée roumains à sa droite [1].

La politique roumaine manquait, sans doute, d'unité. Mais le manque de bonne foi de l'Entente envers la Roumanie est, du reste, avéré par d'autres témoignages russes. Dès le commencement, à Pétrograde il y avait eu aussi une invitation de la part de l'ambassadeur de France au ministre de Roumanie de „participer à la cause commune", ce que le gouvernement russe considérait plutôt comme une simple „flatterie" qui peut être utile [2]. On demandait à la Roumanie, lui présentant des „espérances d'avenir", si elle compte, peut-être, renoncer „à la réalisation de son idéal national" [3]. Brătianu était invité à adhérer à la proposition russe de faire prolonger par l'Autriche-Hongrie le terme de la note [4]; comme il refusa, on le soupçonna, d'avoir communiqué à Berlin que, si la Bulgarie est muselée, il serait capable de marcher contre la Russie, — assertion manifestement fausse —, ce qui serait, — mais quel engagement aurait-il violé? —,une „perfidie sans précédent" [5]. Ne pourrait-on pas faire abandonner par les Roumains la Dobrogea au profit des Bulgares que „la Dobrogea laisse plutôt froids", car ils veulent la Macédoine, pour un lambeau de Transylvanie, que les Roumains devraient se conquérir eux-mêmes [6]? Il est vrai que Sasonov défendra, en novembre, de „toucher à la question des compensations faites au détriment de la Roumanie" [7]. Mais c'était le moment où, de l'autre côté, on cherchait à effrayer la Roumanie par l'adhésion de la Turquie à l'action austro-allemande et par la possibilité de voir les vaisseaux germaniques, transformés en flotte ottomane, devant Constantza [8].

Tout ceci est confirmé, du reste, par M. Paléologue, l'ambassadeur

[1] Voy. von Kluck, *La marche sur Paris en 1914*, Paris 1922.

[2] *Documents diplomatiques russes (1914-1917), traduits du russe par J. Polonski*, Paris (1928), p. 15.

[3] *Ibid.*, p. 20.

[4] *Ibid.*, p. 25.

[5] *Ibid.*, p. 27. Voy. aussi *ibid.*, p. 47 (la Roumanie se serait décidée pour les Centraux). Sur les négociations turco-grecques à Bucarest, *ibid.*, p. 80.

[6] *Ibid.*, p. 109.

[7] *Ibid.*, pp. 122, 124. Le président du Conseil bulgare, Radoslavov, déclare ne vouloir pas attaquer la Roumanie; *ibid.*, p. 130. On demande aux Roumains une garantie pour la Grèce; *ibid.*, p. 138.

[8] *Ibid.*, p. 91.

de France, à la date du 6 août: „Sasonov m'apprend qu'il a fait venir *(sic)* le ministre de Roumanie, Diamandy, *pour lui demander le concours immédiat de l'armée roumaine contre l'Autriche*. En échange, il offre de reconnaître au Cabinet de Bucarest le droit d'annexer tous les territoires austro-hongrois habités actuellement par une population roumaine, c'est-à-dire la majeure partie de la Transylvanie et la région septentrionale *(sic)* de la Bukovine; de plus, les Puissances de la Triple Entente garantiraient à la Roumanie l'intégrité de son territoire“ [1].

Après la grande défaite en Prusse Orientale, en quelque sorte compensée par l'arrêt des Allemands sur la Marne, on lit dans les mêmes Mémoires, le 17 septembre, en même temps que la mention du *manifeste adressé par le grand duc Nicolas aux nationalités d'Autriche-Hongrie*, ces lignes concernant la Roumanie: „Sasonov presse le gouvernement roumain d'occuper la Transylvanie et *de participer avec les troupes russes à l'occupation de la Bucovine*“ [2], ce qui devait nécessairement être refusé. Dans quelques jours les armées russes essayaient de descendre par les défilés des Carpathes Bechkides vers cette même Transylvanie [3].

La neutralité roumaine ne durera pas longtemps. En septembre le roi Charles, déchiré entre ses instincts tenaces et le sentiment noble du devoir envers la nation à laquelle il s'était consacré, mourait brusquement pendant la nuit. Sous le nouveau roi Ferdinand, âme sensible et douce, conscience délicate, parfait gentilhomme et catholique fervent, moins sujet qu'on ne l'a affirmé à l'influence de la nouvelle reine, Marie, princesse d'Angleterre, femme d'une haute intelligence et d'une énergie d'acier, Brătianu, con-

---

[1] Maurice Paléologue, *La Russie des Tzars pendant la grande guerre*, I, pp. 61-62. Le 10, des offres pareilles à l'Italie, p. 96. Quant à la Bulgarie, M. Paléologue reconnait que le roi Ferdinand „a voué un ressentiment implacable à la Serbie, *la Roumanie* et la Russie“ (pp. 69-70). Sur le nouveau régime des Détroits, intéressant aussi la Roumanie, auquel on pensait à Pétrograde, p. 83.

[2] *Ibid.*, pp. 131-132. Mention de la mort du roi Charles, p. 171. Service funèbre pour lui au Palais d'hiver, pp. 175-176.

[3] On lit dans l'ouvrage du professeur Fritz Friderich, *Die christlichen Balkanstaaten in Vergangenheit und Gegenwart*, Munich 1916, p. 74: „Dazu kommt dass in Ungarn an die 3 Millionen „unerlöste“ Rumänen wohnen, die noch bis in die allerjüngste Zeit hinein unter der rücksichtslosen Madjarisierungspolitik des ungarischen Staates aufs Schwerste zu leiden hatten“.

servé au pouvoir, fit poursuivre des négociations qui lui donnèrent aussitôt sous la garantie de la France et de l'Angleterre, la promesse que la Roumanie aura les frontières de la race roumaine.

La convention devait rester pendant longtemps secrète. C'est pourquoi à Berlin on redoublera d'efforts pour faire disparaitre le principal empêchement à l'adhérence de la Roumanie aux Centraux: l'attitude de Tisza envers les Roumains de Transylvanie.

Mais après la disparition du roi, jugé invincible dans sa foi germanique, on considérait Brătianu, „qui est désormais le seul maître de la politique roumaine", comme „de plus en plus indécis et fuyant" [1]. Bientôt le Tzar sermonnait le nouveau ministre de Bulgarie sur l'attitude de son pays envers la Serbie et allait jusqu'à menacer qu'on „excluera la Bulgarie de la famille slave [2]", avec laquelle ce pays avait si peu d'attaches morales. Et il se réservait explicitement, dans une conversation intime avec l'ambassadeur de France, „la partie septentrionale de la Bukovine", ce qui *„permettra à la Russie d'atteindre sa limite naturelle, les Carpathes"* [3], tout cela en réservant la Transylvanie aux Roumains, s'ils interviennent. Et il voulait faire de Constantinople une ville libre dans une banlieue russe [4]. Tout cela était de la pure folie [5]...

Sasonov voulait encore „démembrer" l'Autriche-Hongrie, alors que M. Paléologue croyait pouvoir détacher la Monarchie de l'alliance allemande: bien entendu, dans ce cas, en lui prenant

---

[1] Paléologue, loc. cit., p. 177. C'était le lendemain de l'attaque turque sur Odessa. Le grand duc Nicolas rêvait encore de la marche sur Budapest, *ibid.*, p. 186.

[2] *Ibid.*, p. 135. Le roi d'Angleterre dit même : „Constantinople must be yours"; *ibid.*, pp. 312, 314. En échange, les Anglais annexeront en Perse; *ibid.*, p. 316.

[3] *Ibid.*, p. 199-201.

[4] De la Prusse il voulait faire un royaume sans les Hohenzollern; *ibid.*, p. 202. Il est vrai qu'on était à la veille de l'échec allemand de Lodz, très exagéré. Arrêt de l'offensive russe, pp. 230-231.

[5] *Ibid.*, p. 246. C'était le moment où, la mission du duc de Guise n'ayant pas réussi à Sofia, le général Pau passait par Bucarest, où il était reçu triomphalement, pour aller à Pétrograde; cf. *ibid.*, p. 323. Des komitadchis bulgares en Macédoine serbe, pp. 342, 345, 347-348.

la Galicie et la Bosnie-Herzégovine, il n'y aurait rien eu pour la Roumanie, restée „menaçante“ seulement [1].

Bientôt arrivèrent cependant les grandes défaites. De nouveau Brătianu devient l'allié indispensable. Sasonov s'indigne seulement de ce que le ministre roumain parle de la Russie avec un sentiment de commisération. Et M. Paléologue veut le calmer: „considérez notre situation militaire! N'êtes-vous pas effrayé de cette retraite rapide et imprévue. Ne voyez-vous pas que vous êtes à la veille de perdre Przemysl; que demain peut-être les Austro-Allemands auront franchi en masse la San et la Vistule? Êtes-vous sûr enfin que, dans deux ou trois semaines, vous ne regretterez pas amèrement d'avoir trop marchandé le concours roumain?„ .Or, semoncé de cette façon, Sasonov consent, à faire des concessions pour la Bucovine, jusqu'au Séreth (!) et pour le comté de Torontal, dans le Banat, si les Roumains entrent aussitôt dans la fournaise. Plus tard, *l'Italie l'ayant fait, on crut ne plus devoir insister de ce côté-ci.*

En dépit de la décision déjà prise de ne pas marcher aux côtés de l'Autriche-Hongrie, la Roumanie évita donc, en 1914, pendant l'invasion de la Serbie, avec le tragique sacrifice de la Belgique et la menace qui pesait sur la France, tout geste qui aurait pu paraître contraire à sa neutralité. Elle assista aux combats qui se livraient dans cette Bucovine qui lui était promise et aux mauvais traitements des Roumains de cette province, toujours suspectés et souvent menés au gibet sans aucune forme de justice. Le sentiment public fut douloureusement atteint par le sort des soldats de race roumaine qui furent envoyés, de Transylvanie, de Hongrie, de cette Bucovine, parmi les premiers sur le front russe pour combattre souvent leurs frères sujets du Tzar, et, cependant même dans le clan, ordinairement impatient et prêt à faire flèche de tout bois, des politiciens rien ne vint entraver l'action, calculée et patiente du président du Conseil, qui déclarait à ses adversaires avoir déjà choisi une direction, mais devoir attendre son heure.

Cette expectative fut employée par l'Allemagne, qui croyait

---

[1] *Ibid.*, pp. 359-36.

qu'il ne manque que peu pour le succès intégral, à essayer une solution de la question roumaine en Transylvanie. Le président du Conseil hongrois fut invité à faire des tentatives sérieuses dans ce sens, et, comme la victoire ne suivait pas, aussi qu'on l'avait espéré, les drapeaux de l'empereur et roi, il fallut bien qu'il se résigne. Après s'être défendu contre cette intrusion et avoir affirmé énergiquement que „la Hongrie, fondée il y a mille ans par la conquête, a toujours été un État national", il adressa des lettres au Métropolite des orthodoxes, homme d'un esprit borné et ne jouissant d'aucune popularité, et à tel représentant politique de la génération déjà vieillie des Roumains, évitant pour le moment le contact avec les jeunes, qui cependant ne refusaient pas une discussion honnête. Quant à des cessions territoriales, il les repoussait avec indignation: „Nous n'abandonnerons aucune parcelle de notre sol... Nous ne tolèrerons aucune occupation de notre territoire... Tous ceux qui voudront pénétrer chez nous", — même sous le prétexte de vouloir défendre la Transylvanie contre les Russes —, „seront reçus à coups de fusil" [1]. Ce qu'il offrait était seulement „une certaine considération pour les voeux de nos concitoyens non-magyars" — le mot même de Roumains était donc évité — relativement aux écoles confessionnelles", „l'admission de la langue maternelle dans le contact immédiat avec les autorités" et „certaines modifications de certaines dispositions de la loi électorale qui établirait sur une base plus équitable la représentation politique des Roumains dans notre patrie". L'idée, suggérée par l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, de nommer un ministre roumain pour la Transylvanie et le Banat fut écartée avec indignation, tout aussi bien que celle d'en revenir à l'autonomie transylvaine, que proposait le ministre d'Allemagne à Bucarest [2]. Si on arrive à battre les Russes, et dans ce cas seul, une amnistie sera accordée aux coupables de trahison et les Roumains auront le droit de porter ces couleurs nationales, alors que déjà dans les armées on avait

[1] Tisza, *Lettres de guerre (1914 1916)*, trad. de Victor de Régnier, 1931, pp. 39-46, 62, 65-67. Cf. l'édition des lettres originales du ministre, donnée par l'Académie Magyare. Aussi le Livre Rouge Autrichien *(Diplomatische Aktenstücke betreffend die Beziehungen Österreich-Ungarns zu Rumänien in der Zeit vom 22. Juli 1914 bis 27. August 1916*, Vienne 1916).

[2] *Ibid.*, p. 60.

été contraint d'accepter leur drapeau [1]. Avec beaucoup de bon sens, le vieil empereur agonisant constatait, devant ces tentatives vaines de trouver un terme moyen entre des points de vue d'une si radicale opposition, que, „si les Russes triomphent, les Roumains se tourneront contre nous, quelle que soit notre situation militaire en Transylvanie".

Or, Hindenburg lui-même, le défenseur victorieux de la frontière allemande contre les Russes, envoyait une dépêche pour demander qu'au moins on promette aux Roumains ce qui serait acquis sur les Russes, et on lui objectait que ce que ceux-ci demandent est tout simplement „l'annexion de la Transylvanie et de la Bucovine" [2]. Un voyage à Berlin donna des sentiments plus optimistes au premier ministre de la Hongrie: il en revint convaincu que l'empereur allemand a changé d'opinion, que les Roumains pourront être retenus par les Bulgares et les Turcs, faciles à gagner.

Mais bientôt Pierre de Serbie rentrait à Belgrade et Tisza dut craindre pour le Banat [3]. Même alors cependant il croyait que la Roumanie, maîtrisée par les nouveaux alliés, mais pas occupée, se déclarerait satisfaite si, après la victoire, immanquable, sur les Russes, on lui donnerait — ce qu'il faudrait promettre dès ce moment — non seulement la Bessarabie, mais aussi quelque chose en Bucovine; ceci, bien entendu, en échange pour une nouvelle ligne de frontière à l'égard de la Transylvanie: des „rectifications mutuelles de frontière" [4].

Mais la guerre marchait mal sur le secteur austro-hongrois. L'Italie avait passé de la situation d'alliée, à celle d'une ennemie de fait qui, en présentant ses revendications, attend l'heure d'entrer en action. Le lendemain de quelques succès sur les Russes, de nouveau vinrent les conseils de Berlin, qui parlaient de la nécessité des cessions territoriales, et la réponse hongroise fut tout aussi énergiquement négative: „La Transylvanie ne pourrait nous être arrachée que si nous succombions dans la lutte à mort engagée pour sa possession" [5]. Bientôt, les Italiens s'étant rangés du

[1] *Ibid.*, pp. 60, 64, 65-68.
[2] *Ibid.*, p. 75.
[3] Voy. notre étude citée, pp. 16-17.
[4] Tisza, loc. cit., p. 117.
[5] *Ibid.*, pp. 169-171.

côté des ennemis, Erzberger parut à Vienne — et il passera en Roumanie aussi—pour demander, avec „trois districts bucoviniens“, de larges concessions pour les Roumains de Transylvanie: on lui demanda, de la part de Tisza, „de laisser en paix le malheureux thème des concessions à faire aux Roumains de Hongrie“ (juin 1915) [1]. Le premier ministre hongrois alla de nouveau cependant bientôt à Berlin, où on lui parla de la même question [4]. Certaines concessions, pensait-il maintenant, pourraient cependant être faites, uniquement par égard à „la stupidité incroyable des Allemands“, et, avec cela, la Bucovine autrichienne étant amputée en théorie, ne pourrait-on pas attendre que le roi Ferdinand, et la reine Marie aussi, viennent offrir aux Centraux le contingent roumain [2]?!

En 1915, lorsque la Serbie était écrasée, la Bulgarie, à laquelle on avait fait des offres des deux côtés, s'étant décidée pour ceux qui lui offraient la partie, si longtemps convoitée, de la Macédoine, contre le courant, de plus en plus bruyant, de l'opinion publique, Brătianu attendant la confirmation du pacte avec l'Entente et les garanties qui lui paraissaient nécessaires, se maintint dans la même expectative, paraissant, du reste, convaincu que la guerre tire vers sa fin et qu'une intervention au dernier moment pourrait amener les mêmes résultats. Une pression du nouveau chancelier austro-hongrois, un Arménien magyarisé, d'une famille provenant sans doute de Moldavie, M. Burián (Buruiană), en mai au moment de la décision italienne [3], resta inopérante. Le roi Ferdinand donna la noble réponse que *sa décision dépend de la volonté même de la nation* [4].

Protestant contre une mobilisation roumaine, à la date où, en automne, on égorgeait la Serbie, Vienne avait offert cyniquement aux Roumains une partie quelconque de la Serbie réduite aux abois.

En juillet 1914 la diplomatie russe déclarait: „nous n'excluons pas la possibilité de profits pour la Roumanie si elle prend part avec nous dans une guerre contre l'Autriche.,. Nous sommes

---

[1] *Ibid.*, pp. 179-180. Cf. les Mémoires d'Erzberger lui-même.

[2] *Ibid.*, p. 189 et suiv. Cf. notre étude citée, pp. 20-21.

[3] *Livre Rouge* autrichien, no. 35. On n'accorda pas un nouveau passage de troupes pour la défense des Détroits; déjà l'équipage du *Goeben* et du *Breslau*, les vaisseaux turquisés, avait passé subrepticement par la Roumanie.

[4] *Ibid.*, no. 32.

prêts à envisager l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie [1]". En septembre on ouvrait aux Roumains l'entrée en Bucovine déjà occupée par les troupes russes [2]. Quant à la Transylvanie, on la leur offrait, mais „seulement si les alliés n'ont pas besoin d'y envoyer leurs troupes spécialement pour s'en emparer" [3]. Ceci parce qu'on croyait savoir que Berlin avait promis non seulement la Bessarabie, mais aussi Odessa et... la Transylvanie elle-même, mais, dans... vingt ans [4].

Croyant, en septembre encore, s'être entendu avec les Roumains sur la seule base de... l'intégrité territoriale [5], on s'imaginait à Pétrograde pouvoir les faire marcher au secours des Serbes, tout en leur proposant de céder aux Bulgares la nouvelle Dobrogea [6]... Lorsque la Roumanie avait parlé, en avril, de la Bucovine et du Banat, pour elle et pour la Serbie, la Russie refusa [7]. On trouvait que, sur un „ton hautain", le ministre roumain, qui demandait aussi une convention militaire, — et l'État-major russe déclarait n'avoir pas de quoi aider la guerre roumaine —, présente des exigences excessives [8]. Ceci en dépit de cette information venant de Paris: *„On continue en France à s'attendre à être sauvé par un mouvement de flanc de l'Italie et de la Roumanie*: *on attache donc une énorme importance à leur entrée en guerre"*. Il faudrait même que la Russie „sacrifie une partie de la Bessarabie" [9].

Il fallut bien se plier aux circonstances, mais ce qui fut offert en novembre ne dépassa pas la Bucovine, un emprunt, l'envoi de quelques troupes russes, mais surtout le concours de l'armée de Sarrail, immobilisée à Salonique [10]. On en était là environ six mois avant l'intervention roumaine.

---

[1] Documents russes cités, pp. 167, 168. Adhosion de la France; *ibid.*
[2] *Ibid.*, p. 175.
[3] *Ibid.*, pp. 176-177.
[4] *Ibid.*, p. 178.
[5] *Ibid.*, p. 173 et suiv.
[6] *Ibid.*, pp. 182, 184-185.
[7] *Ibid.*, pp. 188, 189.
[8] *Ibid.*, pp. 189-190, 194-196.
[9] *Ibid.*, p. 260.
[10] *Ibid.*, pp. 200-201.

XVI.

LA GUERRE DE L'UNITÉ NATIONALE

L'année 1916 s'ouvrit par des menaces austro-hongroises: si on laisse les Russes du général Broussilov, qui préparaient une nouvelle offensive violer le territoire roumain, — et il y eut, de fait, un groupe de Cosaques qui prirent ce chemin, du côté de la Bucovine, — les troupes impériales et royales passeront elles aussi la frontière[1]. A cette date on avait retiré même, parlant de chantage, l'offre des districts bucoviniens.

Or, en 1916, l'armée française défendait au prix d'une immense holocauste Verdun, et le sort du conflit général paraissait devoir se décider sur cette frontière du Rhin, la tentative de forcer les Détroits n'ayant pas réussi, malgré des sacrifices si cruels, et l'armée de Salonique, créée de contingents français surtout, mais aussi anglais et italiens, par les conseils d'un si grand optimiste que Vénizélos, restait depuis longtemps presqu'immobile. C'est alors qu' une nouvelle intervention russe vint, dès le mois de juin, brusquer les choses.

Le chef de l'État-major russe, général Aléxéiev, faisait observer au gouvernement de Bucarest que le moment est venu pour se décider. Promettant de fournir aux Roumains par la voie, si longue et si difficile, d'Archanguelsk, les munitions, dont, outillés pour une toute autre guerre, ils avaient besoin, il déclarait que „la situation commande aux Roumains de se joindre à nous maintenant ou jamais"[2]. Déjà, du reste, le général Joffre avait insisté pour l'entrée en action sans retard. Brătianu répondit qu'*il*

---

[1] *Livre Rouge*, à cette date.

[2] Le texte publié par Ernest Daudet dans l'*Écho de Paris* (1917) et ensuite par moi, dans ma *Revista Istorică*, 1932, p. 211.

aurait fallu, d'après la convention, que ces munitions fussent déjà arrivées et, enfin, tout en se fiant aux assurances données par le chef du Ministère bulgare, Radoslavov, depuis longtemps préparé à attaquer la Roumanie, profondément haïe, il aurait voulu que des troupes russes se trouvassent déjà dans la Dobrogea pour s'opposer à une éventuelle surprise de ce côté [1].

Bref, il voulait, en dehors d'une ancienne promesse dont la forme était et est restée secrète, et *qui n'est qualifiée que de „pourparlers“*, un engagement solennel devant être pris sur les „acquisitions territoriales, une convention formelle prévoyant que l'offensive roumaine soit soutenue par la continuation de l'offensive générale des alliés“, les Russes s'engageant à se maintenir en Bucovine et en Galicie; il faut que l'envoi des munitions se succède régulièrement pendant toute la durée de la campagne; il n'était pas question, spécialement, de l'avance, cependant indispensable, de l'armée que le général Sarrail commandait en Macédoine [2].

On considéra du côté russe ces observations comme un moyen de traîner les choses en longueur, tout en déclarant que sans qu'un terme soit fixé pour l'entrée en guerre des troupes roumaines on ne signera pas la convention. Une nouvelle sommation, du 23, affirmait, ce qui était totalement faux, que le front de Salonique retient toutes les forces bulgares au Sud, de sorte qu'il n'est pas nécessaire, quelques mesures militaires des Roumains eux-mêmes devant suffire, que les Russes „morcèlent leurs forces qui exécutent la tâche principale“, leur participation à la défense, de la Dobrogea pouvant se borner à „une ou deux divisions“. Et on employait la méthode forte, faisant observer au calculateur de Bucarest que, les difficultés une fois passées, on „ne permettra pas aux Roumains de faire une entrée triomphale sur le territoire autrichien“ [3]. Le 8 juillet enfin, le texte de la convention était déjà présenté à Brătianu en même temps que l'établissement du terme du 17 août pour le passage de la frontière [4].

Le ministre roumain, auquel on demandait de déclarer la guerre

[1] *Livre Rouge*, pp. 211-212, no. 2.

[2] *Ibid.*, pp. 212-213, no. 3.

[3] *Ibid.*, pp. 213-214, no. 4. On affirmait que l'armée roumaine est assez forte pour garder 100.000 hommes dans la Dobrogea, pendant que 250.000 autres entreraient en Transylvanie; *ibid.*, p. 214, no. 5.

[4] *Ibid.*, pp. 214-215, no. 6.

à l'Allemagne aussi, — l'Italie ne l'avait pas fait et ne le fera pas —, et au moins aussi à la Bulgarie, avec laquelle il croyait s'être arrangé, —et à la Turquie,—à laquelle on n'avait rien à réclamer,— résista : d'elles-mêmes les relations de commerce avec l'Allemagne, cesseront et, quant aux deux autres pays, on se dispensa de répondre [1].

Les engagements des alliés présentés par le gouvernement français sont précis : avec les munitions nécessaires pour le nouveau front, „la poursuite de l'offensive générale“ jusqu'à l'„usure“ de l'ennemi. „Les réserves allemandes seront accrochées partout et ne peuvent qu'à grand-peine maintenir temporairement l'équilibre sur les fronts d'attaque“. „Garantie contre l'hypothèse d'une attaque bulgare sur le Danube... par l'offensive de l'armée de Salonique, qui se déclanchera, si la Roumanie intervient, qui accrochera l'armée bulgare et la mettra hors d'état d'entreprendre une action sérieuse contre la Roumanie“ [2].

Il y eut donc une seule déclaration de guerre, contre l'Autriche-Hongrie. Déjà l'avant-garde roumaine était en Transylvanie, presque totalement dégarnie de troupes. La population hongroise se livra à un sauve-qui-peut général alors que les Roumains accueillaient leurs frères comme des libérateurs. Une avance hardie aurait permis d'attendre un ligne défensible, une „Marne“ transylvaine, capable de résister à la poussée allemande qu'on pouvait attendre et qui s'était, du reste, immédiatement produite par la déclaration de guerre de la part du gouvernement de Berlin.

Sous le prétexte que les Roumains ont „cherché à jeter un pont sur le Danube à Kladovo“, les Bulgares, qui avaient déjà rédigé le plan de l'attaque contre la Roumanie, — les Centraux demandaient un coup sur Bucarest, alors que l'intérêt bulgare était d'occuper la Dobrogea, — et la réunion à Galatz de Mackensen et de l'archiduc Charles, se mirent en mouvement.

Donc, quelques jours après la décision roumaine, les Bulgares attaquèrent dans le secteur de Turtucaia, où ils savaient

---

[1] *Ibid.*, p. 215, no. 7.

[2] A Zaïontchkovsky, A. Anders, V. Égorief, etc., *Documents historiques, Les Alliés contre la Russie*, Paris 1926, pp. 228-229 (cf. la réponse d'Aléxéiev, *qui ne voulait pas le concours roumain*, *ibid.*, pp. 225-226).

que la place fortifiée était restée inachevée et que la garnison nombreuse, était composée en grande partie de réservistes avec, une artillerie d'ancien système. Il n'y avait aucune force navale sur le fleuve, aucun moyen de communication avec la rive gauche. Après une résistance acharnée de plusieurs jours aux troupes bulgares, aidées par des Allemands, la capitulation dut se produire, au milieu d'un hideux massacre.

Après la perte de Turtucaia, le général Zaïantchikovski avait refusé de marcher contre l'armée victorieuse, déclarant être pris par une offensive dans la Dobrogea Méridionale. Or, sur ce front les Russes, qui escomptaient une action morale sur les Bulgares, lâchèrent pied, après une charge de cavalerie héroïque, mais vaine. Le général fut démis après avoir ordonné la retraite générale [1]. Silistrie fut abandonnée bientôt, la tentative de défendre la frontière de la Dobrogea, avec une certaine participation russe, étant facilement repoussée. Il fallut aux Roumains se retirer vers la ligne Cernavoda-Constanţa, où ils résistèrent pendant longtemps, aidés par des troupes russes de la dernière qualité et par une héroïque division serbe, qui se sacrifia. Constanţa ne sera cependant occupée qu'après quelques semaines; une flotte russe aurait pu cependant la défendre.

Le témoignage russe de M. Bazarevski, montre que, d'après la déclaration des généraux Falkenhayn et Ludendorff, l'entrée en guerre de la Roumanie amena de la part de Guillaume II l'ordre de ne plus presser Verdun et il finit en affirmant que *„la France dut la fin du drame de Verdun à cette intervention de la Roumanie"* [2]. *Ludendorff a déclaré que, si on avait poussé plus vite l'offensive en Transylvanie, les Autrichiens auraient été enveloppés et on serait arrivé „au coeur de la Hongrie, la guerre ayant été, de ce coup, finie"* [3].

Les *Allemands de Falkenhayn, détachés de Verdun, qui échappait ainsi à l'étreinte, terrible, accoururent en Transylvanie. Ce*

---

[1] Cf. Zaïontchkovski, dans la revue „Voïna i mir" de Libau, et colonel Laurent Bârzotescu, *O amintire, operaţiunile iniţiale din Dobrogea în 1916*, Bucarest 1926 (cf. notre *Revue du Sud-Est européen*. III, p. 339 et suiv.).

[2] A. Zaïontchkovsky, A. Anders, V. Égorief, etc., *Documents historiques*, p. 233.

[3] Cité par le colonel Laurent Bârzotescu, *Armata română în trecut şi present*, Bucarest 1926, p. 19.

fut désormais un chapitre de la guerre allemande. Le général Averescu essaya d'une diversion hardie, très bien organisée, en Bulgarie orientale. Des contingents importants passèrent facilement sur la rive droite, mais, comme l'armée roumaine n'avait pas été munie, par ses alliés, d'avions et comme il n'y avait pas une flottille danubienne capable de s'opposer aux monitors austro-hongrois, aussitôt parus, il fallut se retirer, d'autant plus que, en Transylvanie, la défensive fléchissait devant une armée aguerrie, disposant de moyens techniques infiniment supérieurs [1]. Après quelque temps, des Bulgares, des Turcs passeront le Danube à Zimnicea.

Cependant, même après les combats perdus à Turnul Roşu et devant le défilé de Predeal, les passages des Carpathes furent héroïquement défendus jusque très loin, en octobre, par des régiments qui, sur un front aussi vaste, ne pouvaient pas être relevés.

Des troupes russes, nombreuses, étaient déjà descendues. Elles ne donnèrent pas, lorsque les Allemands eurent pu percer la ceinture de défense, et le front macédonien n'avait rien fait pour dégager une armée battue, mais pas aussi démoralisée. Envoyé par le quartier-général français, le général Berthelot avait paru presque seul, les éléments d'aviation envoyés étant de nulle valeur. D'après ses conseils, une grande bataille fut livrée, pour défendre Bucarest, à Comana, aux envahisseurs de trois nations. Comme l'ennemi avait pu se saisir du plan formé par les Roumains, elle fut perdue. Dans quelques jours les vainqueurs entraient à Bucarest, présentée dans les bulletins allemands comme une importante place-forte. *„Nous avons battu l'armée roumaine", écrivait Ludendorff, „mais on n'a pas pu la détruire* [2]*."*

Ludendorff reconnaît, du reste, que l'indifférence des Russes devant la lutte désespérée des Roumains en Valachie assura la victoire aux Allemands.

Le roi, avec sa famille et le gouvernement s'étaient retirés dans la vieille capitale moldave de Jassy. Le Parlement put y

---

[1] Cf. Al. Averescu, *Operaţiile de la Flămânda*, 1926.

[2] Cité par le colonel Laurent Bârzotescu, *Armata română în trecut şi present*, p. 20.

ouvrir ses séances en décembre, dans une disposition d'esprit qui ne se ressentait pas d'une catastrophe due au défaut de préparation et à la défection des forces alliées, prévues et exigées. Personne ne pensait à la conclusion d'un armistice. Des éléments échappés au désastre on put faire, avec le concours d'expérience fourni par les officiers français, au bout d'un hiver terrible, rappelant les souffrances des Serbes à Corfou, une nouvelle armée, pleine de confiance et d'entrain. Enfin les moyens techniques venaient d'arriver, et des divisions russes se massèrent surtout sur la frontière occidentale de cette Moldavie où s'était concentrée la résistance que rien ne pourra vaincre. L'héroïsme de la reine Marie contribuait aux énergies morales, en plein élan. L'ancienne armée comptait 813.000 hommes, dont 560.000 combattants; la nouvelle en avait 706.585, dont 458.000 pour les opérations; même après la démobilisation forcée on arriva à maintenir 164.000 [1].

Une grande offensive générale, celle qui avait été promise, mais ne s'était pas produite en 1916, devait commencer en été. Le général Averescu donna le signal de la victoire en relançant jusqu'au-delà de la frontière transylvaine les médiocres troupes austro-hongroises qui s'étaient nichées dans la Vrancea. On devait frapper en même temps sur le Séreth, mais l'armée russe tomba subitement en décomposition. Bientôt l'armée roumaine fut attaquée elle-même à Mărăşeşti, où venaient d'arriver les Allemands du maréchal Mackensen, commandant-général en Valachie occupée, qui espérait passer à travers la Moldavie conquise d'un seul coup. Après des combats acharnés, décimés, ils durent abandonner ces intentions. Un front mort venait de se fixer dans ce Sud moldave, d'où les Russes disparaissaient.

Livrée à elle-même, contrainte bientôt à faire partir de force l'armée russe en pleine révolte bolchévique, l'armée roumaine, qui avait renoncé, dans ces conditions, à toute offensive, était poussée par la fatalité, qui s'acharnait sur elle, à l'armistice. Il fallut bien le signer, à Focşani, les représentants des Russes, soldats ignares, y participant, dans une attitude naïve et stupide.

En septembre 1918 on pensera néanmoins du côté de l'Autriche-

[1] *Ibid.*, pp. 18, 24, 34.

Hongrie à une nouvelle attaque, recommandée par le général Arz et par Burián, et elle sera proposée même au moment de la débâcle[1].

Devant la nécessité d'aller jusqu'à la paix séparée, le nouveau gouvernement révolutionnaire russe, après l'abdication de Nicolas II ayant déclaré qu'il n'entend pas poursuivre la guerre, Czernin crut que le moment de la revanche pour sa défaite diplomatique à Bucarest est arrivée. Déjà Brătianu s'était retiré et le pouvoir avait été confié au général Averescu dont les grandes qualités militaires pouvaient en imposer aux Centraux. Comme Czernin prévoyait que l'Autriche et Hongrie pourra se trouver dans une mauvaise posture aux prochaines négociations de la paix, il n'approuva pas les projets misérables d'un petit groupe de germanophiles bucarestois de faire prononcer la déchéance du roi Ferdinand, croyant qu'il vaut mieux — malgré une paix qui devait ravir à la Roumanie la couronne des montagnes et la Dobrogea, sauf un couloir vers Constanța, avec l'établissement des Allemands à Severin et des Austro-Hongrois à Giurgiu, les relations de commerce devant être celles d'une stricte vassalité économique—, gagner un souverain grâcié pour l'amitié avec le nouvel empereur et roi Charles. Cachant d'abord ces conditions terribles, il se rencontra avec le président du Conseil, puis il voulut voir, à une station de chemin de fer, Ferdinand I-er lui-même, pour lui communiquer la teneur de cet acte de condamnation (février 1918). En échange, on aura la Bessarabie.

Là, les soldats roumains de l'armée russe en déroute s'étaient réunis dans la Capitale de la province pour suivre la coutume générale en ce moment, s'organisant comme *Conseil du pays*. Bientôt une proclamation d'autonomie fut lancée, aussi pour empêcher les prétentions d'une Ucraine qui venait de surgir. Il y eut même un État passager, avec son président et son Conseil des ministres, et une milice improvisée. Pour défendre leurs dépôts de provisions, les troupes roumaines y entrèrent, et on pouvait attendre de la part dudit Conseil un vote pour la réunion, avec ou sans condition, à cette Roumanie qu'on s' habituait peu à peu à connaître, aussi par la propagande des réfugiés transyl-

[1] Colonel Laurenț Bârzotescu, *Armata română în trecut și present*, pp. 34-35.

vains et bucoviniens, anciens prisonniers de guerre, et d'instituteurs venus de Jassy.

En février 1918 encore, le roi, se trouvant devant l'ultimatum de conclure la paix, convoqua un nouveau Conseil de couronne. Il y exposa les prétentions austro-hongroises en dépit des déclarations du chancelier allemand Bethmann-Hollweg et de Czernin lui-même que leurs gouvernements ne voulaient pas d'annexion. Le général Averescu exprima son opinion qu'on ne peut pas résister: Brătianu aurait désiré la résistance, mais, si elle est impossible, on n'a qu'à accepter sans discussion les conditions en bloc, comme une „protestation morale devant l'humanité entière". Take Ionescu aurait voulu un passage à travers la Russie pour combattre sur un autre front. Un des ministres, Michel Pherekyde, rappela que les alliés n'avaient pas observé les conditions de la convention, ce qui avait amené cet état de choses. Le gouvernement accepta la condition sine qua non, qui était l'abandon de la Dobrogea. Pendant la seconde séance, les autres conditions arrivèrent, contenant la rectification de frontière dans les Carpathes, la démobilisation et même le passage des Austro-Hongrois en Ucraine. Le roi dut s'y soumettre, déclarant qu'il est convaincu d'une résurrection digne des sacrifices qu'on a faits. Le prince héritier Carol protesta, aussi au nom de la reine, et deux des grands généraux de la guerre, M. Prezan et Grigorescu, déclarèrent formellement que l'armée peut combattre [1]. La triste réalité finit cependant par s'imposer.

Nous ne suivrons pas les discussions par lesquelles, le général Averescu ayant cédé le pouvoir à un des chefs des ennemis de la guerre, Alexandre Marghiloman, deux autres des anciens leaders conservateurs, Carp et Maiorescu, s'étant renfermés dans l'attitude de vaincus, presque de prisonniers, on arriva, sur ces bases, à la paix de Bucarest (mai).

---

[1] Notre *Revista Istorică*, XVIII, p. 193 et suiv. (les textes).

XVII.

APRÈS LA „PAIX“ DE BUCAREST

La situation que la „paix de Bucarest“, non acceptée par le roi, qui sut se dérober devant les instances, parfois brutales, de ses persécuteurs, avait créée ne dura cependant, avec ses dangers et ses humiliations, que pendant quelques mois. Une nouvelle représentation des Roumains s'était formée à Paris, réunissant une partie des hommes politiques que les Austro-Allemands avaient contraints à quitter le pays; ils étaient l'équivalent du comité yougoslave préparant, dans le même centre des efforts pour la victoire finale, la résurrection de la patrie. En Occident, les derniers efforts allemands manquaient leurs buts, les troupes américaines apportant une énergie fraîche et des moyens techniques hors ligne. Mais c'était dans ce Sud-Est de l'Europe, d'où était parti le péché, que devait se produire l'expiation.

Comme en 1913, l'armée bulgare, cependant victorieuse, faillit, et la cavalerie serbe parut sur le Danube. Le général Berthelot forcé par l'armistice à partir avec presque tous les membres des missions alliées, revenait à Jassy à la tête du régiment d'Avignon.

La Roumanie se déclara donc dégagée du traité que le roi n'avait pas voulu munir de sa signature. Les Allemands quittaient Bucarest au milieu des démonstrations d'une population pendant si longtemps dépouillée, et profondément humiliée. A la fin de l'année 1928, le roi, la reine, l'armée rentraient dans leur capitale souillée par l'occupation. Déjà les troupes roumaines étaient au-delà des frontières, en Transylvanie, dont était venue une délégation pour les y appeler contre la forme nouvelle, bolchévique, du chauvinisme magyar. Le général Franchet d'Espérey imposait aux Hongrois un armistice et une ligne de démarcation.

Il fallait maintenant s'efforcer de conserver à la Roumanie un

rôle dans les négociations pour la paix générale. Brătianu alla lui-même présenter à Paris, devant la conférence dominée par l'idée d'auto-détermination de Wilson et par l'indomptable énergie de Clemenceau, les droits de sa patrie. En chemin, il refusa de s'entendre avec les Serbes pour un partage à l'amiable du Banat. Devant les gagnants de la victoire la décision raide du président du Conseil roumain put indisposer. Mais les services et les souffrances de sa nation étaient capables de tout réparer.

D'autant plus que, d'après ce droit d'auto-détermination, les Bucoviniens, menacés en même temps d'un ucrainisme envahissant et du relâchement de toute autorité, s'étaient offerts, par Jean Flondor et M. Jean Nistor, un propriétaire et un professeur, au roi Ferdinand, d'autres éléments nationaux ayant adhéré à cette décision. En Transylvanie, des discussions s'étaient ouvertes entre les chefs du parti national, Jules Maniu, Alexandre Vaida, Étienne Cicio Pop, et une Hongrie où Étienne Tisza ne commandait plus. Des tentatives du dernier moment pour s'entendre ne purent qu'échouer. Du reste, les principes wilsoniens s'y étaient aussi imposés: pour chaque nation une organisation et une force armée. Pendant que le Banat était encore occupé par l'armée serbe et que des bandes de Szekler infestaient la Transylvanie, une grande réunion nationale à Alba-Iulia, au lointain souvenir de Michel-le-Brave et des paysans de 1784, votait, au milieu des acclamations des milliers de paysans qui n'entendaient pas conditionner l'acte national, l'union au royaume; l'élément allemand de la province y donna son adhésion. Le traité de St.-Germain, liquidant l'ancienne Autriche, celui de Trianon créant une Hongrie nationale reconnaissaient aux Roumains presqu'intégralement leur droit ethnique.

Mais, après quelques mois, un bolchévisme hongrois, au fond de caractère national, celui d'un Béla Kún, remplaçait à Budapest le régime libéral, francophile du comte Károlyi, qui lui-même s'était imposé sur le cadavre sanglant de Tisza, condamné à voir l'effondrement de l'état de choses qu'il avait défendu de toutes les ressources de son intelligence et de son énergie. La Tisa fut passée avec l'espoir d'arriver aux Carpathes reconquis.

La revanche de l'armée roumaine arriva jusqu' à Budapest, sauvée ainsi du communisme bolchévique, et les alliés, inquiétés

de cette action spontanée et non autorisée, durent se rendre compte que les fatalités historiques ne peuvent être jugées ni dans le bureau d'un officier ni dans le cabinet des diplomates.

Quelques mois plus tard, la Roumanie ayant adhéré aux conditions des traités, concernant les droits des minorités, M. Alexandre Vaida Voevod, devenu, après Brătianu et un Cabinet de généraux, chef du gouvernement roumain, rapportait de Londres le protocole reconnaissant la réunion de la Bessarabie, et l'auteur de ces lignes pouvait proclamer, comme président de la première Chambre après le triomphe final, la formation d'une nouvelle Roumanie entre ses frontières nationales.

APPENDICE.

APPENDICE I.

Les Principautés étaient proposées comme objet d'échange à l'Autriche pour la Galicie dans un mémoire qu'adressa à Napoléon III, pendant la guerre de Crimée, le comte Zamoyski. Plus tard, Bismarck voulut en faire le troc avec l'Autriche pour les duchés de Slesvig et Holstein. Voy. l'ouvrage, non terminé, de M. Aurel Muresianu, *Temeiurile istorice ale politicei noastre naționale*, Brașov 1928-1830, p. 136 et note 2. Le même cite, d'après le journal *Gazeta Transilvaniei*, année 1865, no. 59, ce passage d'un journal hongrois consacré aimablement au prince de Roumanie Couza, qui revenait d'un séjour aux bains d'Ems, ce même Couza qui avait été pendant longtemps considéré par l'émigration magyare comme un allié possible pour secouer le joug des Habsbourg (voy. surtout V. A. Urechia, *L'alliance des Roumains et des Hongrois en 1859*, Bucarest 1894): „Qu'il se rappelle que les Principautés roumaines font partie de la Couronne de Hongrie, que au couronnement des rois de Hongrie on porte devant eux aussi la bannière de la Grande Coumanie (la Moldavie), que la Hongrie n'a jamais renoncé et ne pourra renoncer jamais au droit de souveraineté sur la Moldavie et la Valachie, que, bien que ces pays n'eussent plus, depuis longtemps, payé le tribut, cependant les rois de Hongrie les confirmaient et les détrônaient, et le prince Couza doit considérer que les Principautés roumaines seraient plus assurées, plus satisfaites et plus heureuses sous la protection de la Hongrie que sous celle des Moscovites et des Turcs“ *(ibid.*, p. 137).

A ce moment la Hongrie n'avait pas même regagné son existence politique.

Appendice II.

L'idée, après 1848, de l'union des Principautés était populaire chez les Transylvains, qui avaient désiré la réunion de tous les Roumains d'Autriche dans une même organisation. Leur mémoire publié en 1849 à Vienne contenait le voeu de „l'union de tous les Roumains de l'État autrichien dans une seule nation indépendante sous le sceptre de l'Autriche, une administration nationale autonome sous le rapport politique et ecclésiastique, la convocation d'un congrès général de toute la nation pour élire un chef national et un Conseil administratif sous le titre de *Sénat roumain*". François-Joseph, qui jusqu'après 1849 ne voulait pas admettre la réunion de la Transylvanie à la Hongrie, comme votée contre la volonté des Roumains et attentatoire à leurs droits, promettait de „les satisfaire" dans le plus bref délai. Ceux du Banat voulaient que leur petite province soit gouvernée par un „capitaine national". Le journal autrichien *Donau-Zeitung* craignait en 1861 la création d'„un empire daco-romain allant jusqu'à Oradea Mare" [1].

---

[1] Muresianu, ouvr. cité, pp. 77, 85, 99.

Appendice III.

D'après un article dans le journal *Federațiunea*, paraissant à Budapest, en 1869 (no. 13; *apud* Muresianu, ouvr. cité, p. 89, note 1), certains émigrés magyars allaient jusqu'à offrir aux Roumains des Principautés la Transylvanie en échange pour leur appui contre l'Autriche. Cavour s'intéressait à ce projet: il serait allé jusqu'à envoyer des informateurs (Axente Banciu, dans la revue *Societatea de mâine*, 1927, no. 52, cité dans l'ouvrage de M. Muresianu). Kossuth lui-même, qui parle dans ses mémoires des visées de Couza sur la Transylvanie, fut gagné à un certain moment à l'idée d'une confédération avec les Roumains et les Serbes, le Parlement commun devant se réunir alternativement à Budapest, à Bucarest et à Belgrade ouvr. cité, pp. 123-124). Cf. aussi Marco Antonio [Canini], *Dix années d'exil*, 2-e éd., Paris 1869, et notre communication au Congrès du *Risorgimento* italien en 1936 (en préparation), Mais le général Klapka appréhendait, dans le cas d'une alliance entre les deux nations, que „l'ambition de Couza n'aille jusqu'à l'idée d'une Daco-Roumanie avec des possibilités de réussite“ (Urechia) ouvr. cité, p. 60).

Dès 1859 le professeur français Vaillant, qui avait passé une grande partie de sa vie à Bucarest, parlait du voeu national „d'une Grande Roumanie, d'un État daco-roumain par la réunion de toutes les provinces de la Dacie trajane“; *L'Empire c'est la paix*, Paris 1856, p. 59.

TABLE DES MATIÈRES

Cet ouvrage a été composé sous le rapport technique par MM. St. Vasilescu, Gr. Tomescu, G. Albu et C. Țurțudău, de l'imprimerie de l'auteur, à Vălenii-de-Munte (Roumanie).

Imprimerie
„Datina Românească“
Vălenii-de-Munte
(Roumanie)

Prix: 25 francs.